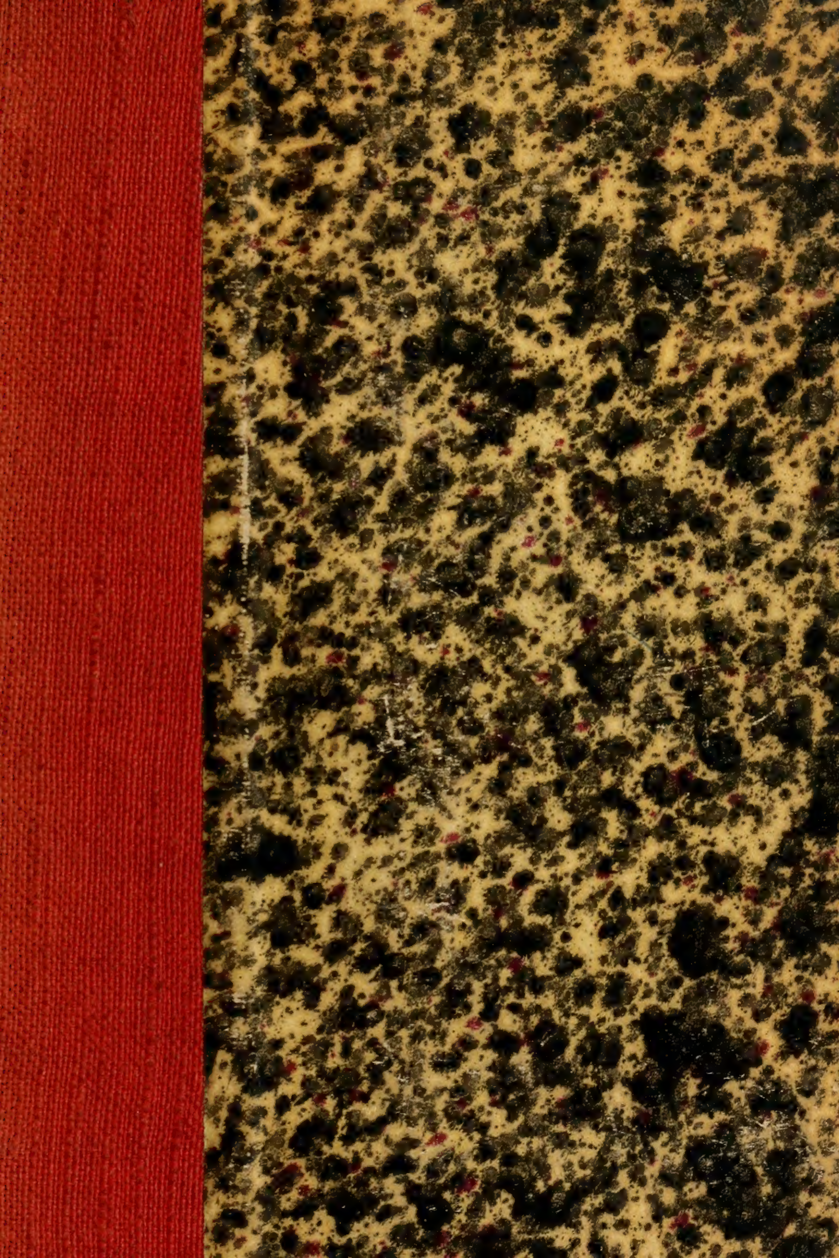
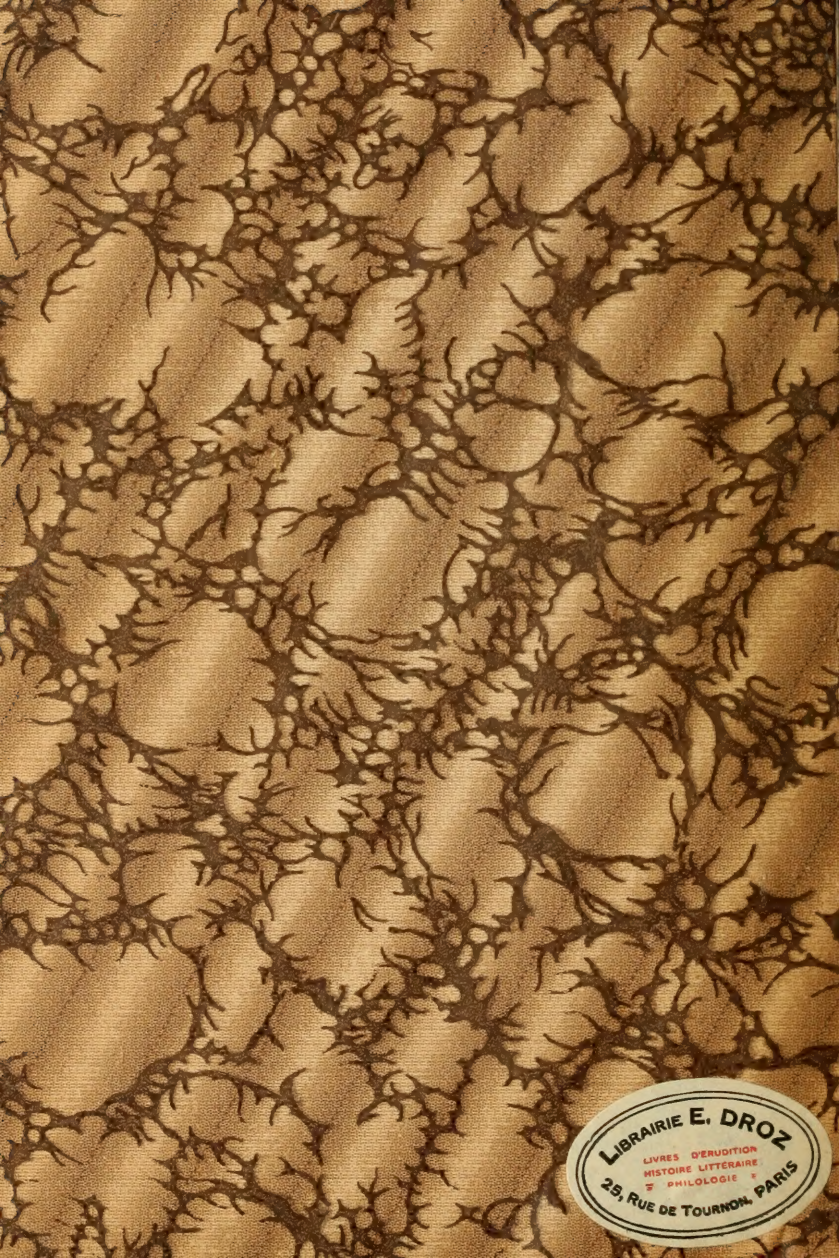
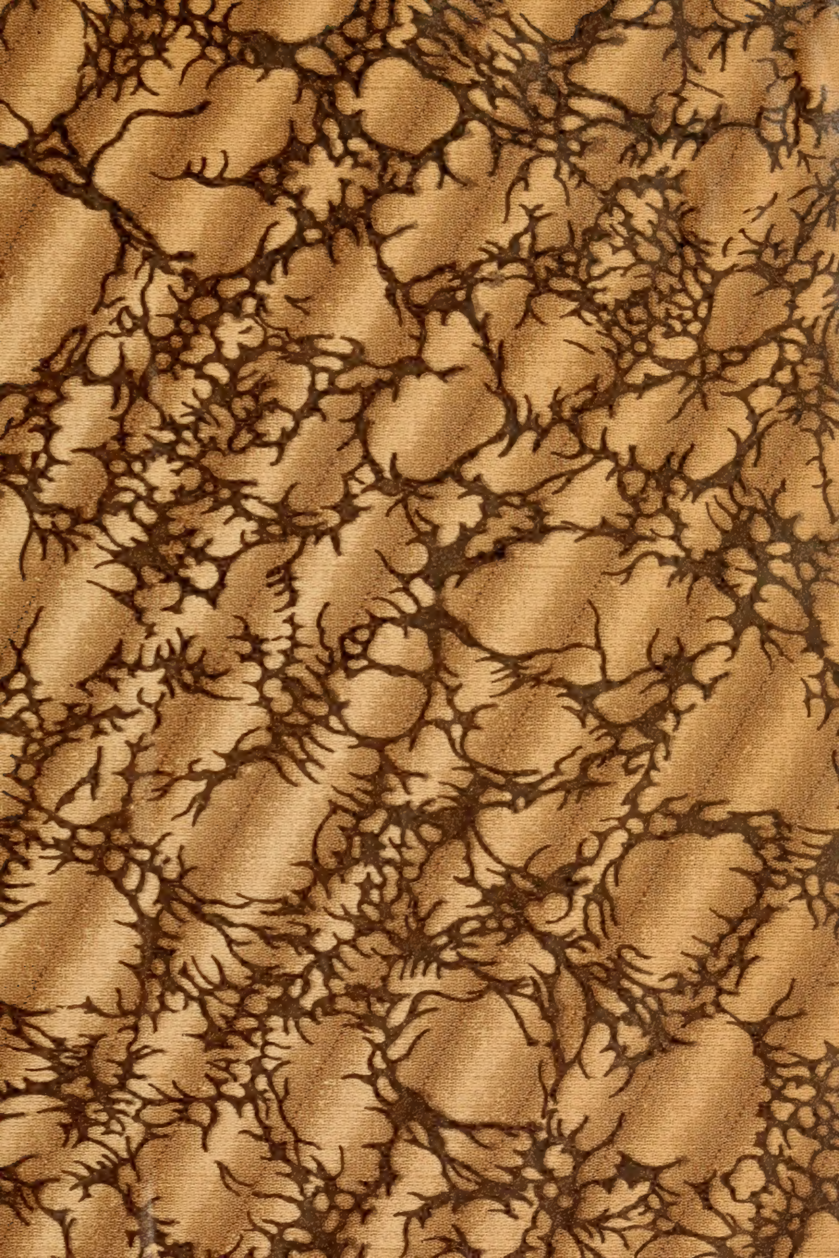






ŒUVRES COMPLÈTES
DE

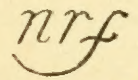
CHARLES PÉGUY

1873-1914

ŒUVRES DE PROSE

LETTRE DU PROVINCIAL — DE LA GRIPPE
ENTRE DEUX TRAINS — POUR MA MAISON — POUR MOI
COMPTE RENDU DE MANDAT — LA CHANSON DU ROI DAGOBERT

INTRODUCTION
PAR
ALEXANDRE MILLERAND



ÉDITIONS DE LA
NOUVELLE REVUE FRANÇAISE
35 ET 37, RUE MADAME
PARIS

ŒUVRES COMPLÈTES
DE
CHARLES PÉGUY
1873-1914

ŒUVRES COMPLÈTES DE CHARLES PÉGUY

ŒUVRES DE PROSE

TOME I *INTRODUCTION PAR ALEXANDRE MILLERAND*
Lettre du Provincial. Réponse. Le Triomphe de la République. — Du second Provincial. — De la Grippe. Encore de la Grippe. Toujours de la Grippe. — Entre deux trains. — Pour ma maison (cité socialiste). Pour moi. — Compte rendu de mandat. — La Chanson du roi Dagobert. Suite de cette chanson.

TOME II *INTRODUCTION PAR MAURICE BARRÈS*
De Jean Coste. — Les récentes œuvres de Zola. — Orléans vu de Montargis. — Zangwill. — Notre Patrie. — Courrier de Russie. — Les suppliants parallèles. — Louis de Gonzague.

TOME III *INTRODUCTION PAR HENRI BERGSON*
De la situation faite à l'histoire et à la sociologie. — De la situation faite au parti intellectuel devant les accidents de la gloire temporelle. — A nos amis, à nos abonnés. — L'argent.

TOME IV *INTRODUCTION PAR ANDRÉ SUARÈS*
Notre Jeunesse. — Victor Marie, comte Hugo.

ŒUVRES DE POÉSIE

TOME V Le Mystère de la Charité et de Jeanne d'Arc. — Le Porche du Mystère de la seconde vertu.

TOME VI Le Mystère des Saints Innocents. — La tapisserie de sainte Geneviève et de Jeanne d'Arc. — La tapisserie de Notre-Dame.

TOME VII Ève. — Sonnets.

ŒUVRES POSTHUMES

TOME VIII Clio.

TOME IX Note conjointe sur Descartes (précédée de la note sur M. Bergson).

TOME X Autres ouvrages et fragments inédits.

POLÉMIQUE ET DOSSIERS

TOME XI Texte et commentaires se rapportant à la gérance et au rôle littéraire des Cahiers (préfaces).

TOME XII Texte et commentaires se rapportant au rôle politique joué par les Cahiers (compte rendu de Congrès. — Affaire Dreyfus, etc.).

TOME XIII Un nouveau théologien, M. Fernand Laudet. — Langlois tel qu'on le parle. — L'argent (suite).

TOME XIV Marcel. La première Jeanne d'Arc.

TOME XV Correspondance. Biographie et Histoire des Cahiers de la Quinzaine, par *ÉMILE BOIVIN* et *MARCEL PÉGUY*.



EUG. PIROU. PHOT D. A. L. IMP.



ŒUVRES COMPLÈTES
DE
CHARLES PÉGUY
1873-1914

ŒUVRES DE PROSE
LETTRE DU PROVINCIAL — DE LA GRIPPE
ENTRE DEUX TRAINS — POUR MA MAISON — POUR MOI
COMPTE RENDU DE MANDAT — LA CHANSON DU ROI DAGOBERT

INTRODUCTION
PAR
ALEXANDRE MILLERAND

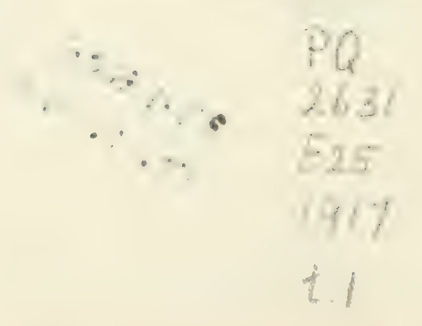
nrf

PARIS
ÉDITIONS DE LA
NOUVELLE REVUE FRANÇAISE
35 ET 37, RUE MADAME
MCMXVII



CETTE ÉDITION DÉFINITIVE DES ŒUVRES COMPLÈTES
DE CHARLES PÉGUY
EST TIRÉE A DOUZE CENTS EXEMPLAIRES NUMÉROTÉS
PAR L'IMPRIMERIE PROTAT FRÈRES
SUR PAPIER VERGÉ PUR FIL DES PAPETERIES
LAFUMA DE VOIRON
AU FILIGRANE DE LA NOUVELLE REVUE FRANÇAISE

EXEMPLAIRE N° 751



INTRODUCTION

PAR

ALEXANDRE MILLERAND

INTRODUCTION

Ma première rencontre avec Charles Péguy m'a laissé un souvenir singulier. L'Affaire déroulait sa première phase. Les passions bouillonnaient. De l'entretien rapide et heurté autour d'une table de rédaction je n'ai gardé dans la mémoire et dans l'oreille que l'accent agressif et colère de trois mots :

« Nous vous sommons, martelait Péguy, nous vous sommons... »

De quoi nous sommait-il, ce petit homme, tout jeune, l'air têtu, les yeux brillant derrière le lorgnon, orateur et conducteur d'une poignée d'étudiants, une escouade à peine, descendus derrière lui de la Sorbonne à la rue Montmartre pour bousculer l'inertie de politiques selon eux trop prudents?

Sans doute de nous engager plus à fond dans la bataille où peu à peu allait être entraînée la France entière?

Quoi qu'il nous demandât, qu'il eût tort ou raison, sa conviction était si ardente, une si vibrante énergie le remuait, il sortait si évidemment du commun, que vingt ans ont passé sans l'effacer sur l'impression première.

Elle s'est renouvelée aussi vive, aussi forte chaque

fois que les circonstances m'ont remis en présence du normalien d'antan.

Au fur et à mesure que j'ai davantage connu l'homme et mieux apprécié son œuvre, l'inspiration qui l'animait, l'influence qu'elle était capable d'exercer, mon admiration pour l'œuvre a grandi avec ma sympathie pour l'homme.

J'apporte en hommage sur la tombe de Charles Péguy ce simple témoignage.

*
* *

« Je ne suis nullement l'intellectuel qui descend et « condescend au peuple. Je suis peuple. »

En ces termes d'une orgueilleuse modestie, Péguy situe exactement ses origines d'où lui vinrent, pour une large part, son originalité et sa force.

Les vignerons et les bûcherons que sont ses ancêtres avaient marqué l'écrivain d'une empreinte indélébile.

Paysan, il l'était jusqu'aux moelles. Il en avait la solidité et l'âpreté, la malice et la méfiance, voire l'allure.

Il s'en est fallu de peu, de bien peu, lui-même l'a conté quelque part avec comme un tremblement rétrospectif, qu'il ne manquât sa voie et ignorât à jamais les délices des humanités. De l'école primaire on l'avait aiguillé vers l'école professionnelle quand un pédagogue de sens et de cœur auquel Péguy en garda une infinie reconnaissance lui ouvrit les portes du lycée de sa ville natale.

Il quitta Orléans pour aller à Sainte-Barbe et de là à l'École normale. Il n'y passa point les trois années

réglementaires. La première terminée, il demanda un congé.

Péguy avait la hâte de l'action. Il possédait l'âme d'un chef, d'un entraineur d'hommes. Ses camarades, ses amis, sentaient son autorité, l'acceptaient, la réclamaient.

Une anecdote exquise, qui se place dès sa première année de Normale, éclaire à cru la physionomie de Péguy, révèle son tempérament, son besoin d'agir et comme pour le satisfaire il sait concilier ce qui eût semblé à d'autres inconciliable. Un de ses camarades l'a décidé à devenir comme lui membre d'une Conférence de Saint-Vincent de Paul. Il y est à peine entré qu'on le supplie d'en accepter la présidence. Grave difficulté. Péguy qui n'a éprouvé aucun embarras à participer aux travaux d'une association catholique n'est pas croyant et il ne s'en cache pas. Or, à l'ouverture de chaque séance, le Président doit réciter la prière à haute voix. Péguy de se récuser. Qu'à cela ne tienne : il entrera en séance après que le vice-président l'aura récitée à sa place.

Jusqu'au bout, Péguy sera l'homme de cette anecdote. Il écrira de la mystique chrétienne avec le respect, l'enthousiasme du catholique le plus docile. Mais il s'écarte des sacrements et il ne va pas à la messe.

Il est républicain, socialiste dès la première heure. Mais personne n'a déployé plus de franchise et de vigueur à fustiger les défauts et les tares du parti socialiste et du régime républicain.

La règle de sa vie qui en fait la profonde unité il la formule aux premières pages du premier des Cahiers : « Dire la vérité, toute la vérité, rien que la vérité,

« dire bêtement la vérité bête, ennuyeusement la vérité « ennuyeuse, tristement la vérité triste : voilà ce que « nous nous sommes proposé depuis plus de vingt mois « et non pas seulement pour les questions de doctrine « et de méthode, mais aussi, mais surtout pour l'ac- « tion. Nous y avons à peu près réussi. Faut-il que « nous y renoncions ? »

Non certes, jamais il ne consentira à y renoncer. Qu'il se soit parfois trompé sur les hommes et sur les choses ; que la passion même avec laquelle il traitait des uns et des autres l'ait parfois induit en erreur, c'est une autre affaire. Toujours sur tout et sur tous il a dit, à ses risques et périls, ce qu'il tenait pour la vérité.

A vingt-cinq ans il a déjà édité deux livres où l'on le trouve tout entier tel que nous le connaîtrons tout le long de sa vie, si courte et si pleine.

Jeanne d'Arc, *sa première Jeanne d'Arc, si humaine, si attachante, si pitoyable : « fini d'imprimer en décembre 1897. »*

Marcel, *ou l'utopie socialiste ; entendez par là : une construction purement idéale, élevée, sans aucune préoccupation du réel, sur des bases empruntées aux théoriciens du socialisme : « fini d'imprimer en juin 1898. »*

Comme s'il eût prévu que son existence serait brève, il se presse. Son mariage à vingt-quatre ans lui apporte une petite fortune que d'accord avec sa nouvelle famille il place aussitôt, il engloutit serait plus exact, dans la fondation d'une librairie. On lira le récit de cette tentative malheureuse.

Elle fut comme le prologue de la création des Cahiers

de la Quinzaine. *Le volume au devant duquel j'écris ces lignes rassemble quelques-uns de ceux du début.*

*
* *

5 janvier 1900. C'est la date du premier Cahier.

Les vibrations de l'Affaire n'ont pas fini de s'éteindre. On vient de vivre des mois, des années en bataille. On n'a pas perdu l'habitude, pour ne pas dire le goût des invectives. « En ce temps-là nous finissions tous par « avoir un langage brutal. » Et un peu plus tard, en mars 1900 encore : « On doit toujours dire brutale- « ment. »

Ce qu'on doit dire brutalement, est-il besoin de le répéter, c'est la vérité.

« Qui ne gueule pas la vérité, quand il sait la vérité, « se fait le complice des menteurs et des faussaires. » Et l'antienne revient :

« Nous demandons simplement qu'on dise la vérité ! »

Quelle stupeur, quelle indignation s'il s'aperçoit que les compagnons de la veille empruntent aux adversaires contre lesquels on avait de concert si ardemment combattu les procédés hier flétris !

«Nous avons passé vingt mois et plus à distinguer et « à faire distinguer la vérité d'État de la vérité. »

« Nous fûmes les chercheurs et les serviteurs de la « vérité. Telle était en nous la force de la vérité que « nous l'aurions proclamée envers et contre tous. Telle « fut hors de nous la force de la vérité qu'elle nous « donna la victoire.... A présent que la vérité nous « a sauvés, si nous la lâchons comme un bagage « embarrassant, nous déjustifions notre conduite « récente, nous démentons nos paroles récentes, nous

« démoralisons notre action récente. Nous prévari-
« quons en arrière. Nous abusons de confiance. »

Une des formes, des manifestations de cet amour de la vérité, de ce respect de la vérité, c'est l'amour et le respect de son métier, de l'ouvrage consciencieux et bien fait. Personne mieux que Péguy ni plus profondément ne le sentit. Il a le dégoût, l'horreur du sabotage *et des saboteurs. Il a la passion du labeur soutenu, attentif, appliqué.*

« Le génie exige la patience à travailler, docteur, et « plus je vais, citoyen, moins je crois à l'efficacité des « soudaines illuminations qui ne seraient pas accom-« pagnées ou soutenues par un travail sérieux, moins « je crois à l'efficacité des conversions extraordinaires « soudaines et merveilleuses ; à l'efficacité des passions « soudaines — et plus je crois à l'efficacité du travail « modeste, lent, moléculaire, définitif. »

Plus tard un des graves reproches, justifié ou non, que Péguy adressera à la bourgeoisie, c'est d'avoir donné aux ouvriers l'exemple du travail lâché, décousu, saboté.

Cette tendresse grave, émue, que lui inspire le travailleur, le professionnel, qui aime son métier, qui le connaît, qui vit pour lui plus encore que par lui, on la sent vibrer dans la description si colorée, si vivante, si vraie de ce « Triomphe de la République » dont, acteur et spectateur, il suivit le cortège.

Avec quelle complaisance il énumère « les beaux noms de métier des ouvriers » dont les corporations ont promis leur concours. « Comme ces noms de métier « sont beaux, comme ils ont un sens, une réalité, une « solidité. »

Cette description si savoureuse du cortège populaire qui se déroula dans les avenues parisiennes en décembre 1899 se clôt, d'une façon assez rare chez Péguy, par quelques réserves. Certains refrains de la journée, « violents et laids » lui trottent par la tête. La dissonance le heurte entre ces paroles de haine et la Révolution qu'il rêve « d'amour social et de solidarité. » Certains incidents de la journée l'attristent mais, le bilan fait, il conclut à la vanité de ses « scrupules de détail. »

Des réserves de ce genre ne se rencontrent point fréquemment chez Péguy. Ce n'est pas sa manière de balancer le pour et le contre, d'hésiter, de faire un pas en avant, un pas en arrière, de marcher et de conclure autrement que tout d'une pièce.

Au cours de l'Affaire, et ainsi fera-t-il en toute occasion, il a foncé droit devant lui, s'étant mis d'abord, dirait-on, des œillères pour n'être pas tenté de dévier et courbant à sa thèse faits, individus et arguments. Le but une fois fixé, il y marche, avec l'unique souci d'entraîner après lui son public en ne ménageant pas les coups à qui tenterait de lui barrer la route.

Aussi est-il un polémiste hors pair, la polémique n'ayant comme on sait que de lointains rapports avec l'esprit critique et le souci de la mesure.

Pour lui tout s'efface momentanément devant la démonstration à parfaire, l'adversaire à démonter.

Elle est de Péguy, de Péguy partant en guerre contre « le mal de croire » qu'il dénonce chez Pascal, cette phrase qui, en tout lieu paradoxale, est sous sa plume extravagante :

« Les treize ou quatorze siècles de christianisme

« introduit chez mes aïeux, les onze ou douze ans « d'instruction et parfois d'éducation catholique sin- « cèrement et fidèlement reçue ont passé sur moi sans « laisser de traces. »

Lorsqu'il émet cette assertion déconcertante, il est, comme toujours, d'une sincérité complète. Au moment qu'il la lance, il n'a devant les yeux que le but visé : tout le reste est aboli.

Déjà pourtant il a écrit sa Jeanne d'Arc, *sa première sans doute, où il ne laissera pas toutefois de puiser bien des traits pour son* Mystère de la Charité de Jeanne d'Arc. *Déjà il est le traditionaliste tourné d'instinct vers le passé pour y appuyer l'avenir.*

Il professe « une aversion sincère de la démagogie. »

Il ne se borne pas à la détester. Il lui dit son fait. Avec quelle verve cinglante, quelle profondeur de mépris! Écoutez-le, faisant parler l'électeur :

« J'ai tort, j'ai tort, mais savez-vous, monsieur, que « vous êtes un homme singulier. Vous êtes nouveau, « vous. Vous êtes un homme qui a de l'audace. Vous « m'enseignez des mots nouveaux. Un mot nouveau. « Vous prétendez que j'ai tort. Savez-vous que vous « êtes le premier qui ait osé me dire que j'ai tort. « Quand je vais trouver les conseillers municipaux de « mon pays, au moment des élections, ils ne me disent « pas que j'ai tort ; ils me disent toujours que j'ai « raison, qu'ils sont de mon avis, qu'il faut que je vote « pour eux. Jamais un conseiller d'arrondissement ni « un conseiller général ni un député ne m'a dit que « j'avais tort. »

Savourez maintenant ce guide-âne du candidat :

« Il faut faire croire aux électeurs que leur compa-

« *gnie est la plus agréable du monde, que leur entre-*
« *tien est la plus utile occupation, qu'il vaut mieux*
« *parler pour eux quinze que d'écrire pour dix-huit*
« *cents lecteurs, que tout mensonge devient vérité,*
« *pourvu qu'on leur plaise, et que toute servitude est*
« *bonne, à condition que l'on serve sous eux.* »

Et la conclusion :

« *Un exemple vous facilitera l'entendement. Quand*
« *les électeurs de la première circonscription d'Or-*
« *léans sont convoqués pour élire un député, ils ne se*
« *demandent pas qui sera le meilleur député. Car le*
« *député d'Orléans n'est pas le délégué d'Orléans à la*
« *meilleure administration de la France avec les délé-*
« *gués des autres circonscriptions françaises. Mais,*
« *puisque nous vivons sous le régime universel de la*
« *concurrence et puisque la concurrence politique est*
« *la plus aiguë des concurrences, le député d'Orléans*
« *est exactement le délégué d'Orléans à soutenir les*
« *intérêts orléanais* contre *les délégués des autres cir-*
« *conscriptions, qui eux-mêmes en font autant. Le*
« *meilleur député d'Orléans sera donc celui qui*
« *défendra le mieux le vinaigre et les couvertures et*
« *le canal d'Orléans à Combleux. Ainsi se forme ce*
« *que le citoyen Daveillans nomme à volonté la volonté*
« *démocratique du pays républicain, ou la volonté*
« *républicaine du pays démocratique.*

« *Les députés socialistes que nous envoyons au*
« *Parlement bourgeois obéissent au même régime.*
« *Ceux qui sont du Midi sont pour les vins, et ceux*
« *qui sont du Nord sont pour la betterave. Ceux qui*
« *représentent le Midi protègent vigoureusement les*
« *courses de taureaux. Mais ceux qui sont du Nord*

« ont un faible pour les combats de coqs. Il faut bien « plaire aux électeurs. Et si on ne leur plaisait pas, « ils voteraient pour des candidats non socialistes. »

Ce robuste bon sens, ce sentiment si vif de l'intérêt national, cette révolte contre les hypocrisies de la farce électorale, ce souci perpétuel de la vérité, ce dédain de plaire aux puissances : nous les retrouvons d'un bout à l'autre de son œuvre.

Il ne m'appartient pas de la juger du point de vue littéraire. Je m'en réfère là-dessus aux études si intelligentes et si pénétrantes qu'elle a déjà inspirées à ses amis, à ses pairs, à ses contemporains et à ses anciens.

Le profane que je suis osera pourtant confesser le plaisir qu'il a pris au divertissement qui termine ce volume. La chanson du Roi Dagobert *n'est pas seulement de la drôlerie la plus savoureuse.*

La profession de foi, car c'en est une, que Charles Péguy met dans la bouche du Roi Dagobert sur « les deux races d'hommes » est, ou je me trompe fort, une pièce capitale de sa philosophie.

Cet ancien normalien que d'un pseudonyme d'affectueuse gouaillerie ses soldats de la grande guerre, ceux qu'il conduira jusqu'au bord de la victoire de l'Ourcq, ont surnommé « le Pion », cet universitaire a l'horreur du pion.

Il dresse en face l'une de l'autre deux races d'hommes : les livresques et les autres ; ceux qui tiennent des autorités pour des raisons ; qui ont désappris, s'ils le surent jamais, à penser par eux-mêmes et ceux qui placent au dessus de tout l'indépendance de leur pensée et la liberté de leur raison ; ceux qui connaissent les livres et qui ne connaissent qu'eux ; pour lesquels les choses

ne sont visibles qu'à travers les auteurs — « Cette Voulzie qui existe vous embête » — et ceux qui connaissent les réalités.

Péguy a le dédain, j'oserai dire la nausée des pédants, parce qu'il en a trop vu et aussi parce que sa passion de la vérité et de la réalité s'exaspère jusqu'à la fureur contre l'artificiel, le plaqué et le faux semblant.

*
* *

M'excusera-t-on d'avoir défloré le plaisir que se promet le lecteur de lire continument ce volume, en en découpant quelques-uns des passages les plus significatifs ?

J'ai cru que Péguy ne pouvait être mieux présenté que par lui-même et c'est pourquoi je l'ai laissé parler.

Sa physionomie ne sort-elle pas de ses confessions avec la netteté et le relief souhaitables.

Ce petit paysan, de pure souche française, vous le voyez se jeter avec avidité sur la culture classique : entendez-le narrer ses émotions devant la révélation du latin et son ravissement à la déclinaison de rosa, rosæ. *Il absorbe par tous les pores les leçons de ses maîtres. Tout lui est profit et joie.*

Cependant sans qu'il en ait toujours pleine conscience il participe à la vie du dehors. Né en 1873, il pousse avec la République.

Sorti du peuple, boursier de l'Université de 1885 à 1894, comment échapperait-il à l'attraction des idées socialistes ?

Pas plus que bon nombre de ses condisciples, il n'a

attendu d'avoir quitté les bancs du lycée pour entendre les voix qui appellent à l'action les jeunes intelligences et les esprits neufs.

Incapable de réserve ni de calcul égoïstes, Péguy se lancera tête baissée dans le tourbillon de l'Affaire. Son tempérament de lutteur, son caractère entier ne lui permettront pas, dans le feu du combat, de discerner les exagérations et les excès qui risquent de mener le parti où l'a jeté sa passion de la vérité à des conclusions dangereuses pour l'intérêt public.

Il lui faudra, pour reprendre son sang-froid, que la grâce, en donnant à sa soif de justice un premier apaisement, lui rende la liberté de regarder autour de lui.

Le soir du « Triomphe de la République, » en descendant des faubourgs, mêlé à la foule, il remarquera qu'on rechante la vieille Marseillaise, *récemment disqualifiée.*

D'autres choses plus importantes à la vie de notre pays que l'hymne de Rouget de Lisle avaient couru des risques dans la bagarre.

Péguy est trop imprégné jusque dans son tréfonds par ses origines, par son éducation classique du sentiment de l'ordre et de la règle ; il a trop le sens des nécessités nationales pour ne pas donner tout son effort à la défense, dans la République et par la République, d'institutions tutélaires.

Le début de ce billet tracé de son écriture si caractéristique, simple, droite et volontaire comme lui, en dit long, dans son apparente sécheresse, sur ses sentiments intérieurs :

INTRODUCTION

« Jeudi, 11 août 1904,

« Sous-lieutenant de réserve, pour vingt-huit jours,
« au camp de Bréau,
« sous Fontainebleau,
« prêt à partir en manœuvre, je ne puis ni vous « joindre ni vous écrire que cette carte-lettre ; je vous « demande, pour les premiers mois de la rentrée, un « cahier Waldeck-Rousseau ;

« votre
« Charles
« Péguy. »

Les cahiers : c'est l'arme qu'il a forgée pour la défense de ses idées.

Leur lecture même dévoile les difficultés toujours renaissantes au milieu desquelles il ne cesse de se mouvoir pour maintenir sa publication.

Péguy entendait les affaires à peu près comme ces philanthropes qui, enflammés de l'esprit de charité, commencent par créer les œuvres sauf à chercher ensuite au jour le jour les moyens de les faire subsister.

Peut-être ne lira-t-on pas sans intérêt ces deux lettres qui le prennent sur le vif dans sa lutte quotidienne pour l'existence des Cahiers.

« Vendredi 9 juin 1905,

« Mon cher Millerand,

« Cinq abonnements nouveaux hier jeudi ; deux « abonnements nouveaux ce matin ; je ne vous envoie

« pas ces nombres pour harceler votre attention ; je « sais qu'elle n'a pas besoin d'être relancée ; mais « j'éprouve un besoin de me tenir en communication « avec vous dans la situation tragique où je me trouve, « père nourricier d'une entreprise qui croît de toutes « parts et non assuré de la pouvoir conduire de fin de « mois en fin de mois jusqu'en octobre.

« Je suis respectueusement
« votre
« Charles Péguy. »

« Lundi 17 juillet 1905,

« Mon cher Millerand,

« Je vous inscris donc pour l'action numéro 46 et « votre ami pour l'action numéro 47 ; par ces nombres « mêmes vous voyez que mes recherches n'ont pas été « infructueuses ; depuis que nous avons dû nous arrê- « ter à la forme de commandite par petites parts, j'ai « réussi, poursuivant mes recherches parmi nos simples « abonnés, à recueillir quarante-cinq inscriptions ; je « vous demanderai désormais de continuer à en « rechercher comme je le fais, jusqu'à ce que nous « soyons couverts, sous cette réserve que cette recherche « ne vous coûte rien de votre temps ni de votre travail ; « je m'en voudrais d'altérer le repos de vos vacances ; « il faut que nous soyons tous bons à marcher pour « octobre ; il est évident que l'année prochaine sera « dure et importante ;

« En plein mois de juillet, n'ayant rien publié « depuis le commencement de juin, nous n'avons pas « cessé de recevoir au moins un abonnement nouveau

« *par jour, et j'inscrivais en moyenne une action par* « *jour; tout permet d'espérer que la rentrée sera très* « *bonne et que l'année nous consolidera définitive-* « *ment;*

« *J'ai commencé d'écrire hier mon cahier de ren-* « *trée; je l'intitule* Notre patrie, *afin qu'il soit une* « *réponse directe et brutale au livre de Hervé; je pen-* « *sais d'abord aller vous demander quelques rensei-* « *gnements complémentaires sur les évènements* « *récents, mais j'ai réfléchi qu'il valait mieux que je* « *n'eusse point envers vous la situation d'un journaliste* « *et d'un* interwiewer; *je fais donc mon cahier avec* « *les renseignements qui sont pour ainsi dire de droit* « *commun;*

« *Je suis respectueusement votre*

« *Charles Péguy*

« *Bourgeois me communique son courrier de ce* « *matin, où quatre nouvelles inscriptions, ce qui nous* « *met à cinquante et une actions inscrites à la date* « *d'aujourd'hui.* »

Ai-je besoin de dire que la combinaison mirifique dont Péguy note ici les premiers progrès eut le sort des combinaisons antérieures? Péguy continua jusqu'à la fin de se débattre avec la même candeur et la même foi au milieu d'embarras matériels qui chargeaient lourdement ses épaules.

Ce n'est point trahir le secret d'une intimité qui ne saurait être exposée au jour, c'est achever de faire connaître l'homme simple et bon que fut ce grand lutteur, de dire que Péguy trouva dans la douceur et le calme

de la vie familiale la plus unie et la plus heureuse la force indispensable pour supporter les amertumes et les déceptions de la vie publique.

Ce n'est pas par métaphore qu'il cultivait son jardin et c'est en jouant à la balle avec ses enfants, quand il n'avait pas pour partenaire le gros chien familier, qu'il se délassait de ses travaux.

La guerre l'arracha à ses foyers.

Un de ses camarades a raconté les étapes suivies du jour de la mobilisation au 5 septembre 1914 par le lieutenant Péguy et sa compagnie, la 19e du 276e régiment d'infanterie.

Quelques lettres écrites aux siens et publiées à la suite de ce simple et impressionnant récit jalonnent la route.

Péguy s'y montre au naturel : courageux, aimant, uniquement préoccupé du devoir à remplir.

Il tomba, face à l'ennemi, en entraînant sa section contre l'Allemand qu'avant de mourir il eut la joie suprême de voir reculer.

Il repose dans la grande plaine, sous une petite croix de bois où sont inscrits ces seuls mots : « Charles Péguy » ; sa tombe est pressée au milieu des tombes des officiers, sous-officiers et soldats tombés en même temps que lui.

Il repose comme il vécut : côte à côte avec ses camarades de combat qu'il excitait de ses exhortations et de son exemple.

*
* *

Il a disparu. Son œuvre demeure, plus vivante, plus puissante qu'elle ne fut jamais.

INTRODUCTION

Les morts mènent les vivants.

Nous avons besoin de nous le redire pour adoucir notre douleur et nos regrets.

Péguy avait tant de projets en tête : que de pages en ses cahiers portent l'indication, l'esquisse d'autres cahiers qu'il veut écrire plus tard.

Ils ne seront jamais écrits.

En l'arrachant aux luttes quotidiennes qui épuisent et amoindrissent même les plus nobles combattants, sa mort, cette mort si digne de sa vie, si harmonieuse et si belle, sacre Péguy et lui confère une autorité dont par delà le tombeau il servira encore ses idées et son pays.

L'heure n'a pas sonné où il sera permis sans imprudence, sans risquer d'affaiblir l'union nécessaire, de remuer les problèmes que demain aura pour tâche de résoudre.

On ne se trompe pas cependant en pensant que le souci unanime, à cette heure-là, de tous les bons Français, sera, pour parler comme Péguy, « que la France se refasse et se refasse de toutes ses forces ».

Tant de sang pur versé, tant de fécondes existences brisées ne l'auront pas été en vain.

Si l'union s'est établie si rapide et si forte entre tous les Français c'est que, sous des formes diverses, ils poursuivaient l'Idéal dont des siècles de civilisation commune leur apprirent à rêver la conquête.

Catholiques, révolutionnaires, ils étaient, pour reprendre une idée et une formule chères à Péguy, les dévots d'une mystique.

Armés les uns contre les autres, l'agression barbare leur dessilla les yeux : ils se rapprochèrent pour

combattre et repousser l'étranger qui menaçait leur Idéal.

La victoire qu'ils devront à leur union pourrait-elle avoir pour premier résultat d'en faire à nouveau des ennemis.

Ce serait pis qu'un non sens : ce serait un sacrilège contre lequel crierait le sang de nos morts.

Écoutons-les.

Ils commandent le respect de toutes les croyances, le souci de toutes les misères, l'exaltation d'une France forte et grande par l'union de ses enfants réconciliés.

Quelle voix aurait plus de titres à être entendue et obéie que celle de Charles Péguy, de l'apôtre de la Cité Socialiste, du poète de Jeanne d'Arc, de l'écrivain, du penseur tombé sur le champ de bataille, dans une juste guerre, pour le triomphe de l'Idéal français.

Juillet 1916.

ALEXANDRE MILLERAND.



LETTRE DU PROVINCIAL

LETTRE DU PROVINCIAL

De la Province,

jeudi 21 décembre 1899,

Mon cher Péguy,

Aussi longtemps que l'affaire Dreyfus a duré, je me suis efforcé, à mes risques et périls, et surtout à mes frais, de rester à Paris. Nous sentions que cette crise était redoutable, nous savions qu'elle était en un sens décisive, et, autant que nous le pouvions, nous étions présents. Nous achetions sept ou huit journaux le matin, même des grands journaux, même des journaux cher, comme *le Figaro* bien renseigné. Puis nous achetions des journaux à midi, quand il y en avait. Puis nous achetions des journaux à quatre heures, *les Droits de l'Homme* ou *le Petit Bleu*. Puis nous achetions des journaux le soir. Nous dévorions les nouvelles. Nous passions des heures et des jours à lire les documents, les pièces des procès. La passion de la vérité, la passion de la justice, l'indignation, l'impatience du faux, l'intolérance du mensonge et de l'injustice occupaient toutes nos heures, obtenaient toutes nos forces. Parfois nous descendions en Sorbonne ; il fallait repousser

l'envahissement nationaliste et antisémitique loin des cours troublés, loin de la salle des Pas-Perdus. Nous nous donnâmes enfin, dans les voies et carrefours, des coups de canne qui n'étaient pas tragiques, mais qui furent sérieux. Ceux qui avaient alors des métiers faisaient comme ils pouvaient pour les exercer tout de même. J'avoue que plus d'un métier fut assez mal exercé, que plus d'un travail fut un peu négligé. Ceux qui n'avaient pas encore de métier ne se hâtaient nullement d'en choisir un. Plus d'un homme de métier fut affreusement surmené. Cela ne pouvait pas durer. Cela ne dura pas. Ces temps sont passés.

Aujourd'hui je suis professeur de l'enseignement secondaire dans une bonne ville de province. Rien n'est aussi dur dans le monde, rien n'est aussi mauvais que ces bonnes villes bourgeoises. Des amis à nous sont partis pour ces provinces internationales plus lointaines encore situées aux pays que les bourgeois nomment les pays étrangers, en Hongrie, en Roumanie. Nous recevons les journaux de Paris avec un, deux ou quatre jours de retard. J'ai 20 heures de service par semaine, environ 200 devoirs à corriger par semaine, 7 compositions par trimestre, sans compter les notes trimestrielles chères aux parents des élèves. Il me reste quelques heures de loin en loin pour savoir ce qui se passe dans le monde habité. Cependant je suis homme, ainsi que l'a dit cet ancien. Il me reste quelques heures pour savoir ce qui se passe dans la France républicaine et socialiste. Cependant je suis camarade et citoyen. L'État bourgeois, moyennant le travail que je lui fournis, me sert le traitement ordinaire des agrégés, moins la retenue ordinaire qu'il me fait pour préparer ma

retraite. La vie étant un peu moins chère qu'à Paris, je réussis à nourrir ma récente famille. Mais je réussis tout juste. Il me reste quelques sous pour acheter les nouvelles de ce qui se passe. Les marchands ne vendent que *le Petit Journal*. Je me suis abonné à *la Petite République*, parce qu'elle est un journal ami et parce qu'elle représente assez bien pour moi le socialisme officiel révolutionnaire ; je me suis abonné à *l'Aurore* parce qu'elle est un journal ami et parce qu'elle représente assez bien pour moi le dreyfusisme opiniâtre et révolutionnaire. Je me suis abonné au *Matin*, parce qu'il n'est pas malveillant et donne assez bien les nouvelles intéressantes. Surtout je me suis abonné au *Mouvement Socialiste* pour toutes les bonnes raisons que tu connais. Cela fait déjà 75 francs par an. C'est presque tout ce que je puis. Si j'étais un partisan déchaîné de la glorieuse Luttedeclasse, il y aurait un moyen : je me dirais que, sauf quelques boursiers miséreux, tous ces enfants assis sur leurs bancs à leurs tables devant moi sont des bourgeois, fils et petits-fils de bourgeois, que je dois donc les abrutir et non pas les enseigner, pour précipiter la ruine et pour avancer la corruption intérieure de cette infâme société bourgeoise, qui, à ce que nous ont assuré les orateurs des réunions publiques, travaille de ses propres mains à sa propre destruction. Ce serait un *sabotage* d'un nouveau genre. Je ne préparerais pas mes leçons. Je ne corrigerais pas ou je corrigerais mal mes devoirs. J'aurais ainsi beaucoup de temps de reste. Je pourrais, quand mes élèves seraient ainsi devenus trop faibles pour suivre ma classe, leur *donner*, comme on dit agréablement, des leçons particulières. J'aurais ainsi quelque argent de

reste. Mais j'ai la cruauté d'abandonner quelquefois le terrain de la lutte de classe. Il me semble que ces enfants seront un jour des hommes et des citoyens. Je tâche de faire tout ce que je peux pour qu'ils soient plus tard des hommes humains et de bons citoyens. Outre le respect que l'on se doit et que l'on doit à son métier, je ne suis pas immoral. Même j'espère que quelques-uns de ces enfants pourront devenir des camarades. N'avons-nous pas été nous-mêmes au Lycée? N'avons-nous pas trouvé dans l'enseignement que nous avons reçu au Lycée au moins quelques raisons profondes pour lesquelles nous sommes devenus socialistes? Oh ! je ne dis pas que nos maîtres et professeurs l'aient fait exprès. Ils n'étaient pas socialistes, en ce temps-là. Mais c'étaient de braves gens et des hommes honnêtes, ils disaient la vérité qu'ils pouvaient. Sans le savoir ces hommes de métier ont beaucoup fait pour nous introduire au socialisme. Et combien ne connaissons-nous pas, n'avons-nous pas connu de bons socialistes élevés au Lycée ou dans les écoles, fils de père et mère bourgeois. Quand un fils de bourgeois devient socialiste, avec ou sans les siens, ou malgré les siens, je dis et je crois que c'est un morceau de la Révolution sociale qui se fait, sans qu'intervienne la dictature impersonnelle du prolétariat. C'est nous qui sommes les révolutionnaires. — Pour toutes ces raisons, je me réserve assez peu de loisirs. Et sur ces loisirs j'emploie un certain temps à préparer et à faire des conférences publiques dans les écoles primaires. Je parlerai ce soir sur *le prince de Bismarck*. Je me suis servi du livre de Charles Andler pour préparer ma conférence. Aux enfants de l'école, aux adultes anciens élèves, aux parents, je conterai

comment le chancelier de fer s'est ébréché sur la social-démocratie allemande. Mes loisirs seront diminués d'autant. Je crois qu'un très grand nombre d'hommes ont aussi peu de loisir que moi. Je crois qu'à Paris même il y a beaucoup d'hommes au moins aussi occupés que moi. Je crois que les instituteurs, les laboureurs, les maçons, les boulangers, les maréchaux-ferrants, les charrons et les forgerons de Paris et de la province ont beaucoup moins de loisir que moi.

Cependant nous ne sommes pas négligeables. Nous sommes les maçons de la cité prochaine, les tailleurs de pierre et les gâcheurs de mortier. Attachés à la glèbe ainsi qu'au temps passé, attachés au travail, à l'atelier, à la classe, nous ne serons pas plus délégués socialistes aux Parlements socialistes que nous n'avons été députés socialistes aux Parlements bourgeois. Nous préparons la matière dont sont faites les renommées et les gloires publiques. Nous aimons ce que nous faisons, nous sommes heureux de ce que nous faisons, mais nous voulons savoir ce que l'on en fait après nous.

Or nous ne le savons pas, nous n'avons pas le temps de le savoir. Sans être aussi affairés que ce guesdiste qui n'avait le temps de rien lire du tout, parce qu'il fondait des groupes, il est certain que nous n'avons pas le temps de lire tous les journaux et toutes les revues qui nous intéresseraient ; il est certain que nous n'avons pas même le temps de chercher ce qui serait à lire dans les journaux et dans les revues que nous ne recevons pas régulièrement et personnellement.

Enfin, dans les journaux que nous lisons régulièrement, nous ne recevons pas la vérité même. Cela devient évident. Tu sais quel respect, quelle amitié, quelle

estime j'ai pour la robustesse et la droiture de Jaurès ; tu sais quel assentiment cordial et profond je donnais aux lumineuses démonstrations qu'il nous a produites au cours de l'affaire. Ce n'est pas sans étonnement et sans tristesse que je lis sous sa signature dans *la Petite République* du jeudi 16 novembre des phrases comme celles-ci : « Zévaès a eu raison de rappeler les principes essentiels de notre Parti. Il a eu raison d'opposer à l'ensemble de la classe capitaliste, que divisent des rivalités secondaires, mais qui est unie par un même intérêt essentiel, la revendication du prolétariat. »... « Et d'autre part ni Zévaès, ni ses amis, ne sont prêts à faire le jeu des nationalistes et de la réaction. »... « Et Zévaès, si élevé que soit son point de vue,... » Je ne veux pas me donner le ridicule de poursuivre M. Zévaès ; mais enfin nous l'avons connu, et quand on nous parle de son point de vue élevé, si élevé, nous sentons venir la vérité d'État. Or nous avons passé vingt mois et plus à distinguer et à faire distinguer la vérité d'État de la vérité. — Vous avez célébré à Paris *le Triomphe de la République*. Dans *la Petite République* du lendemain je trouve une manchette vraiment grandiose : *Une Journée Historique. — Paris au peuple. — Manifestation triomphale. — 500,000 travailleurs acclament le socialisme.* Et dans *l'Aurore* je trouve une manchette plus modeste : *Le Triomphe de la République. — Une Grande Journée. - Défilé de 250,000 Citoyens.* Cela fait mauvais effet sur les simples d'esprit. Ne pourrons-nous pas, victorieux, imiter au moins la véracité des généraux anglais battus ? Allons-nous avoir une vérité officielle, une vérité d'État, une vérité de parti. Je le

crains quand je relis une résolution du récent Congrès :

« Le Congrès déclare qu'aucun des journaux socialistes n'est, dans l'état actuel des choses, l'organe officiel du Parti.

» Mais tous les journaux qui se réclament du socialisme ont des obligations définies qui grandissent avec l'importance du journal et le concours que lui ont prêté dans tout le pays les militants.

» La liberté de discussion est entière pour toutes les questions de doctrine et de méthode ; *mais, pour l'action, les journaux devront se conformer strictement aux décisions du Congrès, interprétées par le Comité général.*

» *De plus, les journaux s'abstiendront de toute polémique et de toute communication de nature à blesser une des organisations.* »

J'admets le premier de ces quatre paragraphes. Quand je dis que je l'admets, je ne veux pas dire que je m'arroge un droit de contrôle, une autorité sur les décisions du Congrès : je veux dire, en gros, qu'il me paraît conforme à la raison et à la vérité.

Le second paragraphe présente quelque difficulté. Les *obligations définies* dont on parle ici, et qui grandissent ou diminuent, me semblent des obligations d'intérêt. Avant ces obligations ou ces reconnaissances d'intérêts, je place une obligation de droit, perpétuelle, qui ne subit aucune exception, qui ne peut pas grandir ou diminuer, parce qu'elle est toujours totale, qui s'impose aux petites revues comme aux grands journaux, qui ne peut varier avec le tirage, ni avec le concours ou les utilités : l'obligation de dire la vérité.

Dire la vérité, toute la vérité, rien que la vérité,

dire bêtement la vérité bête, ennuyeusement la vérité ennuyeuse, tristement la vérité triste : voilà ce que nous nous sommes proposé depuis plus de vingt mois, et non pas seulement pour les questions de doctrine et de méthode, mais aussi, mais surtout pour l'action. Nous y avons à peu près réussi. Faut-il que nous y renoncions ? Qui distinguera de l'action la doctrine et la méthode ? Qu'est-ce que la doctrine, sinon l'intelligence de l'action ? Qu'est-ce que la méthode, sinon la pragmatique de l'action ? Comment la doctrine et comment la méthode peuvent-elles demeurer libres, si l'action doit se conformer strictement aux décisions du Congrès, interprétées par un Comité général. Qui travaille pour un serf n'est pas libre. Et même, à y regarder de près, ce n'est pas la doctrine et la méthode qui sont libres : c'est la discussion qui est entièrement libre pour toutes les questions de doctrine et de méthode. Qu'est-ce qu'une liberté de discussion qui n'emporte pas avec elle une liberté de décision ?

Et le paragraphe quatrième nous présente justement un exemplaire de ces décisions de Congrès devant lesquelles, avant toute interprétation de Comité général, je suis forcé de refuser résolument d'incliner ma raison. C'est en effet une question que de savoir si le Congrès ainsi constitué avait le droit de départager les intérêts. Mais il est certain que le Congrès n'avait aucune qualité pour faire passer la satisfaction à donner à ces intérêts avant le droit de la vérité.

Les journaux ont pour fonction de donner à leurs lecteurs les nouvelles du jour, comme on dit. Les journaux doivent donner les nouvelles vraies, toutes les nouvelles vraies qu'ils peuvent, rien que des nouvelles

vraies. La délimitation de ce que les journaux doivent donner à leurs lecteurs et de ce qu'ils ne doivent pas leur donner, de ce qu'ils doivent même refuser, doit coïncider exactement avec la délimitation réelle de ce qui est vrai d'avec ce qui est faux, nullement avec la délimitation artificielle de ce qui est ou n'est pas de nature à blesser une organisation nationalement ou régionalement constituée. Cette blessure n'est pas un *criterium*. Certains hommes, comme Zola, sont blessés par le mensonge ; mais certains hommes, comme le général Mercier, sont blessés par la vérité. Sans parler de ces cas extrêmes, si la vérité blesse une organisation, taira-t-on la vérité ? Si le mensonge favorise une organisation, dira-t-on le mensonge ? Vraiment à la vérité blessante on fera l'honneur de ne pas la traiter plus mal que le mensonge blessant ? Mais, taire la vérité, n'est-ce pas déjà mentir ? Combien de fois n'avons-nous pas produit cette simple proposition au cours de la récente campagne. Aux bons bourgeois, et aussi aux camarades qui voulaient se réfugier commodément dans le silence n'avons-nous pas coupé bien souvent la retraite en leur disant brutalement, — car en ce temps-là nous finissions tous par avoir un langage brutal, — : « Qui ne gueule pas la vérité, quand il sait la vérité, se fait le complice des menteurs et des faussaires ! » Voilà ce que nous proclamions alors. Voilà ce que nous proclamions au commencement de cet hiver. Cette proposition est-elle annuelle, ou bisannuelle ? Fond-elle avec la gelée ? Et voilà ce que nous déclarons encore aujourd'hui contre les antisémites. Cette proposition est-elle, aussi, locale ? Non. Elle est universelle et éternelle, disons-le sans fausse honte. Nous demandons simplement qu'on dise la vérité.

Cela peut mener loin, ces blessures faites ou censées faites aux organisations. Il est évident que cette résolution a été proposée au Congrès par sa commission plus particulièrement pour protéger contre la critique certaines organisations. Ces organisations sont justement celles qui ont des chefs et de jeunes ambitieux : seront-elles blessées quand on blessera quelqu'un de leurs chefs ? Alors la sanction sera terrible, et vague, et presque religieuse :

« Si le Comité général estime que tel journal viole les décisions du Parti et cause un préjudice au prolétariat, il appelle devant lui les rédacteurs responsables. Ceux-ci étant entendus, le Comité général leur signifie, s'il y a lieu, par un avertissement public, qu'il demandera contre eux ou un blâme ou l'exclusion du Parti ou la mise en interdit du journal lui-même. »

Irons-nous souffler sur des flammes de cierge au seuil des interdits ?

La sérénité parfaite avec laquelle ce Congrès a, pour le service intérieur du Parti socialiste, supprimé la liberté de la presse, m'a laissé stupide. Je sais bien que le Congrès était souverain. Mais aucun souverain, quand même il serait l'Internationale humaine, le genre humain, n'a ce droit, n'a le droit de se prononcer contre la vérité. On ne dispose pas de soi contre la vérité. Avons-nous assez répété qu'un homme, un individu n'a pas le droit de s'engager contre la vérité. Cette proposition était naguère un axiome. A moins que les partis n'aient des droits surhumains, allons-nous marcher contre les axiomes ? Cela porte malheur à la raison.

Quel chef d'accusation vague : un préjudice causé au

prolétariat, et quelle tentation présentée aux avocats généraux de la démagogie ! Mais plus que le vague religieux de l'inculpation, des poursuites et du procès, la précision économique de la sanction m'épouvante. C'est le journaliste jeté à la misère, c'est le journal acculé à la faillite pour avoir blessé une des organisations. Les journalistes, cependant, sont aussi des ouvriers. Le Parti qu'ils servent sera-t-il pour eux un patron impitoyable ?

Ainsi le Congrès a piétiné sur un de nos plus chers espoirs. Combien de fois n'avons-nous pas déploré que nos journaux socialistes et révolutionnaires eussent, pour la plupart, des mœurs bourgeoises. Mais il faut bien que le journal vive. Il faut que le même papier porte au peuple un article qui le libère et une annonce qui, en un sens, l'asservit. Je n'ai jamais, depuis le commencement de l'affaire, senti une impression de défaite aussi lourde que le jour où Vaughan nous annonça dans *l'Aurore* que le journal publierait, comme tout le monde, un bulletin financier, une chronique financière. Le journal s'envole donc, emportant la parole d'affranchissement et l'annonce d'asservissement, le génie ou le talent révolutionnaire avec l'absinthe réactionnaire, les tuyaux des courses, les théâtres immondes. Le journal emporte le mal et le bien. Le hasard fera la balance, bonne ou mauvaise. Quelle angoisse pour l'écrivain, pour l'homme d'action, pour l'orateur génial, de savoir et de voir que sa prose couche avec ces prospectus indicateurs ! Cette angoisse n'a-t-elle pas une résonance profonde au cœur même de son œuvre, n'y introduit-elle pas des empêchements, des impuissances ? Comme le talent des uns et comme le génie du grand orateur

se déploierait joyeusement, clairement, purement dans la santé d'un journal enfin libre! Or, en admettant que le génie et le talent soient moralement négligeables en eux-mêmes, ils sont considérables quand ils servent à préparer la Révolution sociale. Nous espérions donc passionnément que le Congrès essaierait au moins d'affranchir la quatrième page. Voici au contraire qu'il a commencé l'asservissement de la première.

Le Congrès a entendu, semble-t-il au second paragraphe, régir *tous les journaux qui se réclament du socialisme*. J'espère que la langue lui a fourché. Au paragraphe des sanctions il semble que le Congrès n'a entendu régir que les journaux qui se réclament du *Parti* socialiste ainsi constitué. Car on doit distinguer désormais entre le socialisme et le Parti socialiste ainsi qu'on distingue entre les Églises et le christianisme ou la chrétienté, ainsi qu'on distingue entre la République et les différents partis républicains. Il ne s'agit pas de les opposer toujours, mais il y a lieu de les distinguer, et c'est un symptôme inquiétant que le Congrès n'ait pas de lui-même introduit cette distinction.

Nous avons fait l'avant-dernière et la dernière année un virement redoutable et qui ne peut se justifier que par la conséquence. Nous nous sommes servis de la vérité. Cela n'a l'air de rien. Nous nous sommes servis de la vérité. Nous l'avons utilisée. Nous avons détourné la vérité, qui est de la connaissance, aux fins de l'action. Il s'agit à présent de savoir si nous avons commis une malversation. Car la vérité que nous avons utilisée n'était pas la facile vérité des partis et des polémiques ; elle était la vérité scientifique, historique, la vérité même, la vérité. Nous l'avons assez dit. Et c'était vrai.

Nous avons prétendu, — et c'était vrai, — que nous opposions aux scélératesses et aux imbécillités antisémitiques exactement l'histoire authentique et scientifique du présent et d'un récent passé. Nous nous faisions gloire, — ceux du moins qui étaient accessibles à la gloire, — de nous conduire, dans cette affaire qui nous étreignait vivants, comme de parfaits historiens. Cette gloire était fondée en vérité. Nous fûmes les chercheurs et les serviteurs de la vérité. Telle était en nous la force de la vérité que nous l'aurions proclamée envers et contre nous. Telle fut hors de nous la force de la vérité qu'elle nous donna la victoire.

Car ce fut la force révolutionnaire de la vérité qui nous donna la victoire. Nous n'étions pas un parti un. Je ne sais pas si nous avions parmi nous des tacticiens. Cela se peut, car c'est une race qui sévit partout. Mais Zola, qui n'était pas un tacticien, prononça la vérité.

A présent que la vérité nous a sauvés, si nous la lâchons comme un bagage embarrassant, nous déjustifions notre conduite récente, nous démentons nos paroles récentes, nous démoralisons notre action récente. Nous prévariquons en arrière. Nous abusons de confiance.

On aurait tort de s'imaginer que ces paragraphes sont insignifiants et peu dangereux. On aurait tort de s'imaginer qu'on peut distinguer entre les vérités, respecter aux moments de crise les grandes vérités, les vérités explosives, glorieuses, et dans la vie ordinaire négliger les petites vérités familières et fréquentes. C'est justement parce que l'on néglige pendant dix ans la lente infiltration des mensonges familiers et des politesses que brusquement il faut qu'un révolution-

naire crève l'abcès. Pourrons-nous trouver toujours un révolutionnaire comme Zola ? Il y a beaucoup de chances pour qu'un Comité général commette moins délibérément qu'un homme une de ces terribles imprudences qu'on nomme révolutions salutaires quand elles ont réussi. — Nous ne devons pas avoir une préférence, un goût malsain pour la vérité chirurgicale, nous devons au contraire tâcher d'y échapper modestement par la pratique régulière de la vérité hygiénique.

Tu sais combien nous avons donné, abandonné à la cause de la vérité. Je ne parle plus du temps ni de nos forces, du travail ni des sentiments. Nous avons donné à la vérité ce qui ne se remplace pas, des amitiés d'enfance, des amitiés de quinze et de dix-huit ans, qui devenaient complaisamment plus vieilles, qui seraient devenues des amitiés de cinquante ans. Nombreux sont les dreyfusards qui ont perdu quelques relations mondaines ou quelques amitiés politiques. Cela n'est rien. Mais j'ai traité comme des forbans, comme des bandits, comme des voyous, des jeunes gens honnêtes, perdus dans leur province, qui s'étaient laissé fourvoyer par les infamies plus menues d'Alphonse Humbert ou par les infamies bestialement laides de Drumont. Cette amputation était nécessaire alors. Cette violence était juste, car ces honnêtes jeunes gens contribuaient à maintenir la plus grande infamie du siècle. Ce fut notre force, que cette facilité douloureuse au retranchement, à la solitude, à l'exil intérieur. Ayant subi cela pour la vérité, nous n'accepterons pas qu'on nous force à la lâcher pour ménager les susceptibilités, les amours-propres, les épidermes de quelques individus. — Car au fond c'est cela.

Pour ces raisons je te prie de m'envoyer toutes les quinzaines un cahier de renseignements.

Tu demeures auprès de Paris ; tu peux assister à certaines cérémonies, scènes et solennités ; tu m'en feras le compte rendu fidèle. Tu peux assister à certains actes. Tu me diras ce que tu verras et ce que tu sauras des hommes et des événements, en particulier ce qui ne sera pas dans les journaux. Non pas que je veuille avoir les derniers tuyaux ; non pas que j'attache une importance qu'elles n'ont pas aux grandes nouvelles, vraies et fausses, qui cheminent aux salles de rédaction. Je ne veux pas t'envoyer en ces endroits, où tu n'es pas accoutumé d'aller. Je ne veux pas savoir les secrets des cours. Je consens à ne savoir jamais pourquoi ni comment M. Clemenceau a quitté *l'Aurore*. Je ne te prie pas de m'envoyer les nouvelles privées, mais les nouvelles publiques non communiquées ou mal communiquées par la presse au public. Elles sont nombreuses, importantes, quelquefois capitales.

Tu me diras ce que tu penses des hommes et des événements. Non pas que je m'engage à penser comme toi, ni à penser avec toi. Mais tu me diras ce que tu penses. Tu iras voir les docteurs que tu connais, et tu leur demanderas pour moi des consultations sur les cas difficiles.

Tu me signaleras les articles de journaux et de revues et même les livres que je puisse lire utilement dans le temps dont je dispose. Tu sais que je m'intéresse de près ou de loin à tout ce qui touche la Révolution sociale. Je me réabonnerai à mes trois journaux. Je me réabonnerai surtout au *Mouvement Socialiste*. *La Revue Socialiste* est une grande revue :

elle a sa place marquée dans tous les groupes et cercles d'études et de propagande. *Le Mouvement*, plus court, plus portatif, nourri, amical, très largement international, ne quitte guère la poche de ma veste. Pour avoir les autres journaux et revues et les livres, nous avons fondé un cercle d'études et de lecture. Mais il ne suffit pas d'avoir tout cela. Il faut encore s'y retrouver. Tu m'aideras à m'y retrouver.

Tu me transcriras tous les documents ou tous les renseignements qui sont à conserver. On ne peut garder indéfiniment les coupures des journaux que l'on a ou que l'on n'a pas. Un cahier est plus commode. Quand un document est donné au public, tout le monde en parle, on le trouve un peu partout. Trois mois plus tard on ne sait où s'adresser pour l'avoir. Je suis assuré que tu me donneras impartialement les pièces pour et contre. Ce fut notre honneur, au temps de cette affaire sur laquelle je n'ai pas peur de radoter, d'aller chercher dans les témoignages, dans les journaux ennemis les meilleures de nos preuves, les plus invincibles de nos arguments. Renoncerons-nous à ces bonnes habitudes? L'ouvrage dreyfusard le plus efficace ne fut-il pas une Histoire des Variations de l'État-Major fournie par lui-même?

Je te prie de me donner tous les documents et tous les renseignements que tu pourras, même longs, même ennuyeux. Nous devons à la même affaire la publication exacte, historique, de procès-verbaux, de comptes rendus sténographiques, de documents, de papiers, de pièces. Nous avons eu *le Procès Zola*, *la Revision de l'Affaire Dreyfus*, *Enquête* et *Débats de la Cour de Cassation*, les publications du *Figaro*. *L'Éclair* donne

le compte rendu sténographique des débats qui se poursuivent si ennuyeusement devant la Haute Cour. Ici reconnaissons l'hommage que le vice rend à la vertu. J'ai lu avec plaisir sur la quatrième page de la couverture du *Mouvement* que la *Société nouvelle de librairie et d'édition* allait nous donner le « Compte rendu sténographique officiel du Congrès général des Organisations Socialistes Françaises tenu à Paris en Décembre 1899 ». C'est là de bon style officiel. Voilà de bonne publication. Nous aurons là même les paroles inutiles prononcées dans le grand gymnase pendant que la commission travaillait. Nous aurons les basses démagogies de Ebers aussi bien que l'austère démonstration historique de Lagardelle. Qu'importe ? Mieux vaut publier tel que. Il est même intéressant que le Congrès, dans sa deuxième journée, ait résolu que l'on procéderait à cette publication. Il donnait ainsi le bon exemple. On va publier, sur l'invitation formelle du Congrès, sous le contrôle d'une commission spéciale, des discours blessants pour telle ou telle organisation. C'était d'une large liberté. Pourquoi le Congrès n'a-t-il pas continué ? — Il y aura dans tes cahiers beaucoup plus d'édité que d'inédit. Mais il y a tant d'inédit que tout le monde connaît d'avance, il y a tant d'édité que tout le monde ignore.

Si enfin quelqu'un te met en mains de la copie, joins-la aux cahiers. J'aurai cette copie en communication, je la lirai ou ne la lirai pas selon le temps que j'aurai. Il peut arriver que de la bonne copie ne soit reçue en aucune revue par aucun éditeur. Tu m'enverras de la bonne copie. Tu m'enverras même des vers si tu en reçois. Le vers n'est pas forcément déshonorant.

Ce sera une partie facultative des cahiers, facultative pour toi, facultative surtout pour nous.

Je ne te demande nullement de m'envoyer une histoire du monde par quinzaine, ou une géographie du monde par quinzaine, ou une chronologie du monde par quinzaine. Je te prie de m'envoyer des cahiers de renseignement, sans esprit de parti, sur ce qui m'intéresse.

LE PROVINCIAL

RÉPONSE

Paris, lundi 25 décembre 1899,

Mon cher ami,

Pendant un an, et à titre d'essai, je ferai tout ce que je pourrai pour t'envoyer ces cahiers de renseignement.

Le premier cahier partira le 5 janvier prochain. Je t'enverrai le 20 de chaque mois le cahier de la première quinzaine et le 5 le cahier de la seconde quinzaine du mois précédent.

Je tiens dès à présent à te rassurer sur ce Triomphe de la République. Autant que l'on peut nombrer une aussi grandiose manifestation, deux cent cinquante mille citoyens au moins défilèrent. On peut évaluer à un nombre égal au moins les citoyens qui acclamèrent le défilé, qui acclamèrent le socialisme. Ainsi *la Petite République* et *l'Aurore* avaient également raison. Toujours faut-il que l'on s'entende.

De cette fête j'avais préparé un compte rendu, non pas pour toi, mais pour une revue amie. Je t'enverrai, par exception, ce compte rendu dans mon premier cahier. J'y ajouterai les principaux documents de l'affaire Liebknecht, et quelques notes sur les derniers événements de décembre 1899.

LE « TRIOMPHE DE LA RÉPUBLIQUE »

La République avait triomphé le 11 novembre par la décision de la Haute Cour : 157 juges contre 91 avaient ce jour-là repoussé les conclusions de la défense, présentées et défendues la veille par Me Devin, tendant à faire déclarer l'incompétence. Puis la République avait triomphé le jeudi 16 par le vote de la Chambre : 317 députés contre 212 avaient voté l'ordre du jour, présenté par les Gauches, « approuvant les actes de défense républicaine du Gouvernement » ; les mots *de défense républicaine* avaient été proposés par M. Vaillant et plusieurs socialistes, et acceptés d'eux par le Président du Conseil.

Enfin la République triompha dans la rue par la procession du peuple parisien le dimanche 19, le grand dimanche.

Comme les prêtres catholiques réconcilient ou purifient par des cérémonies expiatoires les églises polluées par l'effusion du sang ou par le crime honteux, comme ils ont récemment fait une réparation pour l'église Saint-Joseph, ainsi trois cent mille républicains allèrent en cortège réconcilier la place de la Nation.

La Petite République et Gérault-Richard avaient eu l'initiative de cette manifestation, comme ils avaient eu, avec toute l'opinion publique, l'initiative, en des temps plus difficiles, d'aller à Longchamp. Nous rendrons cette justice aux adversaires de la République de constater que cette fois-ci encore ils firent tout ce qu'ils

pouvaient pour que la manifestation fût grandiose. M. Paulin Méry fit coller sur les murs de grandes affiches rouges, émanant d'un Comité d'action socialiste et patriotique dont il s'intitulait, bien entendu, le délégué général. Le bureau du Conseil Municipal fit donc apposer des proclamations officieuses. La Commission exécutive de l'Agglomération parisienne du Parti ouvrier français avait fait poser des affiches beaucoup plus modestes, un quart ou un demi-quart de colombier, car officiellement les guesdistes n'ont pas d'argent; ces affiches d'un rouge modeste, au nom de je ne sais plus combien de groupements parisiens, avertissaient le lecteur que, le gouvernement et M. Bellan ayant interdit le drapeau rouge, les vrais socialistes et les vrais révolutionnaires étaient par là-même exclus de la manifestation. Le parti guesdiste s'est apparemment donné la tâche glorieuse de sauver le drapeau rouge des subornations de M. Waldeck-Rousseau. Les guesdistes n'ont jamais mis leur drapeau dans leur poche : demandez plutôt à M. Alexandre Zévaès des nouvelles de son élection. Les guesdistes n'ont pas beaucoup défendu le drapeau rouge contre les brutalités de M. Dupuy ni contre les férocités sournoises de M. Méline. Cela était plus difficile. Enfin ils firent défense à la population parisienne d'aller fêter le Triomphe de la République, puisque cette République de Dalou (1) n'était pas la République sociale, mais, remarquez-le bien, la capitaliste. Les guesdistes mirent en interdit la manifesta-

(1) Sur Dalou, son œuvre, et en particulier *le Triomphe de la République*, je renvoie à l'excellent article, si nourri, du citoyen Deshairs, paru dans *le Mouvement* du 1er octobre.

tion. Immédiatement cette population parisienne s'enfla comme un beau fleuve et par toutes les voies se dirigea vers la place de la Nation.

La Petite République avait annoncé, en grosses italiques fortes et bien situées, que sa rédaction et son administration partiraient à midi. Le Treizième, comme on le nomme amicalement, c'est-à-dire les groupes si puissants et si cordiaux du treizième arrondissement, socialistes et révolutionnaires, le groupe les Étudiants Collectivistes de Paris (non adhérent au Parti ouvrier français), les organisations syndicales et les cinq coopératives du treizième, renforcés du citoyen Coutant et des manifestants de sa circonscription électorale, devaient se réunir place d'Italie à partir de dix heures et demie du matin. Tout le treizième, comme on disait, renforcé de tout Ivry, devait partir en temps utile, suivre l'avenue des Gobelins, la rue Monge, la rue Montmartre, et prendre en passant *la Petite République.*

Midi sonnaient quand nous arrivâmes au coin de la rue Réaumur. Deux ou trois cents personnes attendaient joyeusement au clair soleil sur les trottoirs. Leur disposition même rappelait invinciblement à la mémoire la disposition pareille des militants rangés au bord des trottoirs un peu vides en un jour sérieux de l'année précédente. C'était le jour de la rentrée des Chambres. Dans la seconde moitié de la journée nous attendions au même endroit, pareillement disposés, un peu moins nombreux, sans doute un tout petit peu parce qu'on pouvait se battre sérieusement, mais surtout et beaucoup parce que c'était en semaine et que les ouvriers travaillaient, parce que ce n'était pas jour de fête, parce qu'il ne faisait pas ce soleil admirable, et parce qu'en

ce temps-là le peuple ne savait pas encore. Les églantines rouges ne fleurissaient pas alors les boutonnières des vestes, des pardessus et des capuchons, mais à une marque discrète chacun reconnaissait mystérieusement les siens.

L'image de ce jour devenu si lointain par le nombre et l'importance des événements intercalaires, de ce jour déjà devenu comme étranger parce que la situation s'est retournée dans l'intervalle, eut tout le loisir de fréquenter notre mémoire, car le cortège ne partit nullement à midi. Évidemment le service d'État-Major était assez mal organisé. On devisait donc entre amis et camarades. On allait admirer dans la vitrine du journal un bel étendard, un drapeau rouge, mais avec la hampe au milieu, et ces mots brodés en trois lignes transverses : *La — Petite République — socialiste*, et les deux cartouches bleus aux inscriptions dorées : *Ni Dieu ni Maître ; Prolétaires de tous les pays, unissez-vous*. L'attente se prolongeait. On remarqua que le mot *pays* sur le deuxième cartouche était mis en surcharge. On achetait des églantines rouges au bureau du journal, au magasin plutôt. Ces églantines ont été perfectionnées depuis Longchamp. Alors on les donnait, à présent on les vend : un sou l'exemplaire, trois francs le cent, ving-sept francs le mille ; à présent on la nomme églantine rouge double. Elle est plus grande, plus grosse ; elle a en effet deux rangées de pétales, une à l'extérieur, plus grande et large, une à l'intérieur, plus petite. Naguère les pétales simples étaient fixés sous une petite boule jaune, parfois surmontée de deux ou trois petits fils jaunes, qui figurait, grossièrement et naïvement, les étamines et le pistil. Aujourd'hui la boule centrale

est plus grosse et toute rouge. Naguère on mettait pour la plupart une seule fleurette à la boutonnière, comme une marque. Aujourd'hui, dans un besoin d'expansion, d'exubérance et de floraison, on met, à toutes enseignes, des bouquets entiers. L'églantine est plus rouge, toute rouge, plus symbolique, mais elle est moins églantine, moins fleur. C'est une fleur sans pollen : lequel vaut mieux ? On discute sagement là-dessus. Les partisans du progrès préfèrent la nouvelle églantine ; les horticulteurs — on nomme ainsi les hommes qui cultivent leur jardin — aimaient mieux la petite fleur.

Attendant encore on vit passer plusieurs délégations qui n'étaient pas en retard : quelques hommes à la fois, avec ou sans insignes, dont l'un portait quelque bannière, ou fièrement brandie, ou familièrement sous le bras ; les uns marchaient au milieu de la route, et c'était un amusant défilé de quatre hommes, sérieux cependant ; quelques-uns s'en allaient plus civilement sur les trottoirs. Déjà en venant nous avions rencontré, aux environs de l'Hôtel de Ville, plusieurs francs-maçons, portant librement leurs insignes étonnés de prendre l'air.

Attendant toujours on apprit que Jaurès ne serait pas là, retenu dans l'Ain et dans le Jura par les soins de la propagande. On regretta son absence, non pas seulement parce que ses camarades l'aiment familièrement, mais aussi parce qu'il manquait vraiment à cette fête, qui lui ressemblait, énormément puissante, et débordante.

Il était midi et demie environ quand Gérault arriva, toujours cordial, et gai comme le beau temps. Il venait de quitter le treizième, qui était en retard, et qui rega-

gnait directement par le pont d'Austerlitz. Au treizième, disait-on, ils sont au moins dix mille. — Partons.

Il était midi et demie passé quand on forma le cortège. Quelques vieux militaires âgés de vingt-deux ans, récemment échappés de la caserne, chantonnèrent en riant la sonnerie : *au drapeau!* quand on sortit du magasin le rouge étendard. L'idée que l'on allait marcher en rangs, pas à pas, au milieu de la rue, éveillait chez beaucoup d'assistants d'agréables souvenirs militaires, car invinciblement une foule qui marche en rangées au pas tend à devenir une armée, comme une armée en campagne tend à marcher comme une foule. Et ce qui est mauvais dans le service militaire, c'est le service, la servitude, l'obéissance passive, le surmenage physique, et non pas les grandes marches au grand soleil des routes. On se forma. Quelques-uns commandèrent en riant : *En avant!* Le premier rang était formé de porteurs de *la Petite République*. Ils avaient leur casquette galonnée, l'inscription en lettres d'argent. Trois d'entre eux portaient l'étendard et les deux cartouches. Quand on aura socialisé même les fêtes socialistes, les militants porteront eux-mêmes leur drapeau. Je ne désespère pas de voir Jaurès porter un drapeau rouge de ses puissantes mains.

Nous partîmes cinq cents, par la rue Réaumur, mais nous fûmes un prompt renfort pour *l'Avenir de Plaisance*, la puissante société coopérative de consommation, avec laquelle nous confluâmes au coin de la rue Turbigo, et qui avait une musique, ce qui accroissait l'impression de marche militaire. Place de la République, c'est déjà la fête. Quelques gardes républicains à cheval ne nuisaient nullement au service

d'ordre. Au large de la place, des files de bannières luisaient et brillaient. Un peuple immense et gai. Nous allâmes nous ranger boulevard Richard-Lenoir, je crois. Il y avait tant de monde que l'on ne reconnaissait plus les rues, les larges avenues de ces quartiers. Nous étions auprès de la statue du sergent Bobillot. Un porteur de *la Petite République* explique à son voisin pourquoi il préfère un homme comme Bobillot à un homme comme Marchand. Nous attendons là longtemps, insérés dans les groupes ouvriers en costume de travail. C'est nouveau. Près de nous le vaste et muable moutonnement des chapeaux de feutre enfarinés aux larges bords : ce sont les forts de la Halle (1), coltineurs non débiles, qui stationnent pesamment, puissamment. Nous sommes directement sous la protection de Lépine, qui est là tout près, au sergent Bobillot, disent quelques-uns. Grâce à la protection de Lépine, continuent-ils en riant, nous allons défiler en bonne place dans le cortège. Tout cela n'empêche pas que si on refait la Commune on le fusillera tout de même, dit près de moi un vieux communard universellement connu comme un brave homme. Je crois qu'il plaisante et veux continuer la plaisanterie. Avec quoi les fusillera-t-on ? — Avec des balles, comme les autres, me répond-il sérieusement. Je le regarde bien dans les yeux, pour voir, parce que sa parole sonne faux en cette fête. Il a toujours les mêmes yeux bleus calmes et la même parole calme. Ces vieux communards sont extraordinaires. On ne sait jamais s'ils parlent sérieusement ou par manière de plaisanter. Ils ont avec nous des mystifications froides comme les

(1) Ou plutôt les forts aux farines.

vieux soldats du second Empire en avaient avec les recrues. Ils sont de la même génération. Ils ont, comme eux, fait la guerre. Et cela doit marquer un homme. Deux hommes, adossés au mur d'une maison adjacente, pour se reposer de la longue station, disent gravement : C'est tout de même beau, une fête comme ça, c'est tout de même beau. Et ils répètent profondément sur un rythme las : C'est beau. C'est beau. Il passe des enfants, petits garçons et petites filles, délégations des écoles ou des patronages laïques. On leur fait place avec une sincère et universelle déférence. On pousse en leur honneur de jeunes vivats. Ils y répondent. Ils passent en criant de leurs voix gamines, comme des hommes : *Conspuez Rochefort*, *conspuez*. Cela est un peu vif, un peu violent, fait un peu mal.

Mais par-dessus toutes les conversations, par-dessus tous les regards, par-dessus toute rumeur montaient les chants du peuple. Dès le départ, et sur tout le trajet, et pendant la station, et puis tout au long du cortège, le peuple chantait. Je ne connaissais pas les chants révolutionnaires, sauf *la Carmagnole*, dont le refrain est si bien fait pour plaire à tout bon artilleur, et que tout le monde chante. Je ne connaissais que de nom l'immense et grave *Internationale*. A présent je la connais assez pour accompagner le refrain en ronronnant, comme tout le monde. Mais le ronron d'un peuple est redoutable. Ceux qui savent les couplets de *l'Internationale*, sont déjà des spécialistes. Aussi quand on veut lancer *l'Internationale*, comme en général celui qui veut la lancer ne la sait pas, on commence toujours par chanter le refrain. Alors le spécialiste se réveille et commence le premier couplet.

Les chants révolutionnaires, chantés en salles closes, n'ont assurément pas moins de paroles déplaisantes que de paroles réconfortantes. Chantés dans la rue contre la police et contre la force armée, ils doivent être singulièrement et fièvreusement, rougement ardents. Chantés pour la première fois dans la rue avec l'assentiment d'un gouvernement bourgeois républicain, ils avaient un air jeune et bon garçon nullement provocant. Ces chansons brûlantes en devenaient fraîches. Mais plus volontiers que les chansons traditionnelles, plus fréquentes encore, les acclamations et les réprobations rythmées traditionnelles, moitié chant, moitié verbe et moitié tambour, les *conspuez* et les *vive* scandaient la marche du peuple. On redisait inlassablement les anciens rythmes, et, comme on était en un jour d'expansion, on improvisait de nouvelles paroles. Si les ennemis de M. le marquis de Rochefort — on m'assure qu'il en a gardé quelques-uns — s'imaginaient que sa popularité a diminué, ils auraient tort. Elle s'est retournée seulement. Je ne crois pas que jamais le peuple de Paris ait aussi tempétueusement crié ce nom de Rochefort. Il était beaucoup plus question d'un certain *Boubou* que d'un certain *Barbapoux*. La guerre inexpiable de la rime et de la raison se poursuivait parmi ce peuple en marche. Les rimes en *on* étaient particulièrement recherchées, parce que, sous une forme écourtée, elles introduisent le refrain populaire *ton ton ton taine ton ton*. Les rimes en *on* avaient l'avantage d'être particulièrement nombreuses. Mais elles avaient le désavantage de n'être pas toutes convenables. Comme on était dans la rue, et comme il y avait beaucoup de femmes et d'enfants dans le cortège, et dans la double haie des

spectateurs, le peuple choisissait souvent celles des rimes en *on* qui étaient convenables. Ainsi le peuple chantait que *Rochefort est un vieux barbon,* que *plus il devient vieux, plus il devient bon.* Le comparatif *meilleur* était ainsi négligé. Ce peuple n'avait aucune colère ni aucune pitié contre Déroulède, qu'il envoyait simplement et fréquemment à Charenton. Il n'avait même aucune réserve, aucune fausse honte, rien de ce sentiment qui nous retenait malgré nous envers un prisonnier et un condamné de la veille. Nous aurions été gênés pour faire allusion à la petite condamnation de Déroulède. Le peuple, plus carrément, et peut-être plus sagement, ne se contentait pas d'envoyer Déroulède à Charenton. Les malins imaginaient des variantes et les lançaient : *Ah! Déroulède trois mois de prison; Ah! Déroulède est au violon.* Un nouveau chant parlé commençait à se répandre, plus volontaire, plus précis, plus redoutable, inventé sur le champ : *au bagne, Mercier, au bagne.* Le mot *bagne*, ainsi chanté, avec rage, résonne extraordinairement dans la mâchoire et dans les tempes. Un brave homme, petit et mince, entendant mal, criait avec acharnement : *au bal, Mercier.* Quand il s'aperçut de son erreur, il m'expliqua que, dans sa pensée, il donnait au mot *bal* ce sens particulier qu'on lui donne au régiment, où, par manière de plaisanterie amère, on désigne ainsi le peloton de punition.

Cependant que la grave *Internationale*, largement, immensément chantée, s'épandait comme un flot formidable, cependant que le *Mercier, au bagne,* rythmé coléreusement, scandait la foule même et la déconcertait, le cortège longuement, lentement, indéfiniment, se déroulait tout au long du boulevard Voltaire, avec des

pauses et des reprises. Arrivés au milieu, on ne voyait ni le commencement ni la fin. Au-dessus du cortège une longue, immense file de drapeaux rouges, de pancartes bleues, d'insignes et ornements triangulaires et variés, se défilait en avant et l'on se retournait pour la voir se défiler en arrière. Avec nous nos bons camarades, la *Ligue démocratique des Écoles*, portaient leur pancarte bleue aux lettres dorées. On ne pouvait lire les pancartes plus éloignées qui se perdaient au loin. Aussi je préfère emprunter à *la Petite République* les beaux noms de métier des ouvriers qui avaient promis leur concours à la manifestation. Je lis dans *la Petite République* du matin même, datée du lundi, les convocations suivantes, à la file : *Chambre syndicale des gargouilleurs ; — Syndicat de la chèvre, mouton et maroquin ; — Chambre syndicale des tailleurs et scieurs de pierre du département de la Seine ; — Chambre syndicale professionnelle des façonniers passementiers à la barre ; — Fédération des syndicats de Boulogne-sur-Seine ; — Chambre syndicale des corps réunis de Lorient, Morbihan ; — Syndicats des bonnes, lingères, filles de salle, blanchisseuses ; — Chambre syndicale des infirmiers et infirmières ; — Chambre syndicale des ouvriers balanciers du département de la Seine ; Chambre syndicale des ouvriers peintres de lettres et attributs*. Comme ces noms de métier sont beaux, comme ils ont un sens, une réalité, une solidité, comparés aux noms des groupements politiques, tous plus ou moins républicains, socialistes, révolutionnaires, amicaux, indépendants, radicaux-socialistes, aux unions, aux associations, et aux cercles, et aux cercles d'études sociales, et aux partis. Loin de moi la pensée de calomnier les groupements politiques.

Ils sont pour la plupart beaucoup plus actifs, travailleurs, énergiques, efficaces que leurs noms ne sont spécifiques. Mais tout de même comme c'est beau, un nom qui désigne les hommes et les groupes sans contestation, sans hésitation, par le travail quotidien. On sait ce que c'est, au moins, qu'un forgeron, ou un charpentier. Je voudrais les citer tous, car je ne sais comment choisir. Je trouve dans la même *Petite République* les *travailleurs du gaz*, les *charrons*, la *Fédération culinaire de France et des colonies*, les *employés des coopératives ouvrières*, le *Syndicat ouvrier de la céramique*, les *comptables*, les *ouvriers fumistes en bâtiment*, les *ouvriers-serruriers en bâtiment*, les *tourneurs-robinetiers*, les *horlogers en pendules*, les *tourneurs vernisseurs sur bois*, l'*Imprimerie nouvelle*, les *ouvriers étireurs au banc*, les *scieurs*, *découpeurs*, *mouluriers à la mécanique*, les *correcteurs*, *la sculpture*, les *garçons nourrisseurs*, les *ouvriers jardiniers du département de la Seine*, les *ouvriers jardiniers et parties similaires de la Ville de Paris*, *le bronze imitation*. Toute l'activité, tout le travail, toute la nourriture et tout l'ornement de Paris. Je renonce à donner les noms que je vois dans *la Petite République* de la veille, datée du dimanche. Ma liste serait longue autant que fut le cortège.

Enveloppant de leurs plis lourds ou de leurs déploiements les pancartes, les bannières et les drapeaux rouges défilaient. L'ordonnance de police du 15 février 1894 est ainsi conçue en son article premier :

Sont interdits dans le ressort de la Préfecture de police, l'exposition et le port de drapeaux, soit sur la voie publique, soit dans les édifices, emplacements et locaux librement ouverts au public.

Mais heureusement qu'elle est ainsi conçue en son article deuxième :

Sont exemptés de cette mesure les drapeaux aux couleurs nationales françaises ou étrangères, et ceux servant d'insignes aux Sociétés autorisées ou approuvées.

Cette ordonnance, promulguée au temps de la terreur anarchiste, était libéralement interprétée pour le triomphe de la République. Il suffisait que les drapeaux eussent une inscription pour passer. Ainsi les drapeaux flamboyants qui n'auraient pas passé tout seuls passaient parce qu'ils portaient en lettres noires des inscriptions comme celles-ci : *Vive la Commune ! — Vive la Révolution sociale ! — 1871*. L'honorable M. Alicot a vu là une transaction qui serait une véritable hypocrisie. Sans aucun doute s'il y avait eu un marché formel entre le gouvernement et le peuple, ce marché n'aurait été, des deux parts, qu'un marchandage hypocrite. Mais le gouvernement n'entendait assurément pas ainsi sa bienveillance. Et le peuple ne faisait guère attention à ce détail de procédure que pour s'en amuser bonnement. Il ne s'agissait pas du tout de vendre au gouvernement l'appui du peuple moyennant une tolérance honteuse. L'explosion de la fête était supérieure et même rebelle à tout calcul. Non. Il était simplement réjouissant qu'une ordonnance de la police bourgeoise, rendue contre le drapeau rouge au moment que l'on sait, présentât ainsi un joint par où passait librement le drapeau rouge commenté, à présent que des bourgeois républicains reconnaissaient la valeur et l'usage du socialisme républicain. Cela plaisait à ces gamins de Paris devenus hommes de Paris qui, en immense majorité, composaient le cortège.

LE « TRIOMPHE DE LA RÉPUBLIQUE »

A mesure que la fête se développait énorme, la pensée du robuste Jaurès revenait parmi nous. Quand nous chantions : *Vive Jaurès!* la foule et le peuple des spectateurs nous accompagnaient d'une immédiate et chaude sympathie. Jaurès a une loyale, naturelle et respectueuse popularité d'admiration, d'estime, de solidarité. Les ouvriers l'aiment comme un simple et grand ouvrier d'éloquence, de pensée, d'action. L'acclamation au nom de Jaurès était pour ainsi dire de plain pied avec les dispositions des assistants. Continuant dans le même sens, plusieurs commencèrent à chanter : *Vive Zola!* Ce cri eut un écho immédiat et puissant dans le cortège, composé de professionnels habitués dès longtemps à se rallier autour du nom protagoniste. Mais la foule eut une légère hésitation. C'est pour cela que nous devons garder à Zola une considération, une amitié propre. Il faut que cet homme ait labouré bien profondément pour que la presse immonde ait porté contre lui un tel effort de calomnie que même en un jour de gloire la foule, cependant bienveillante, eût comme une hésitation à saluer le nom qu'elle avait maudit pendant de longs mois. Cela est une marque infaillible. Voulant sans doute pousser l'expérience au plus profond, quelques-uns commencèrent à chanter : *Vive Dreyfus!* un cri qui n'a pas retenti souvent même dans les manifestations purement dreyfusardes. Ce fut extraordinaire. Vraiment la foule reçut un coup, eut un sursaut. Elle ne broncha pas, ayant raisonné que nous avions raison, que c'était bien cela. Même elle acquiesça, mais il avait fallu un raisonnement intermédiaire, une ratification raisonnée. Dans le cortège même il y eut une légère hésitation. Ceux-là même qui avaient lancé

ce cri sentirent obscurément qu'ils avaient lancé comme un défi, comme une provocation. Puis nous continuâmes avec acharnement, voulant réagir, manifester, sentant brusquement comme l'acclamation au nom de Dreyfus, l'acclamation publique, violente, provocante était la plus grande nouveauté de la journée, la plus grande rupture, la plus grande effraction de sceaux de ce siècle. Aucun cri, aucun chant, aucune musique n'était chargée de révolte enfin libre comme ce *vive Dreyfus !* « Faut-il que ce Dreyfus soit puissant pour avoir ainsi réuni sur une même place et dans un même embrassement... » disait *l'Intransigeant* du jour même, sous la signature de M. Henri Rochefort (1). M. Henri Rochefort avait raison. Le capitaine Alfred Dreyfus est devenu, par le droit de la souffrance, un homme singulièrement puissant. Ceux qui l'ont poursuivi savaient bien ce qu'ils faisaient. Ils ont marqué cet homme. Ils ont marqué sa personne et son nom d'une marque pour ainsi dire physique dans la conscience de la foule, au point que ses partisans mêmes sont un peu étonnés d'eux-mêmes quand ils acclament son nom. C'est pour cela que nous gardons à M. Dreyfus, dans la retraite familiale où il se refait, une amitié propre, une piété personnelle. Nous-mêmes nous avons envers lui un devoir permanent de réparation discrète. Nous-mêmes nous avons subi l'impression que la presse immonde a voulu donner de celui en qui nous avons défendu la justice et la vérité. Ceux qui ont fait cela ont bien

(1) Cité dans *le Matin* du dimanche. Il vaut mieux ne pas lire *l'Intransigeant* dans le texte.

fait ce qu'ils ont fait. Mais ceux qui ont voulu cela n'ont pas prévu au delà de ce qu'ils voulaient. Ils n'ont pas prévu la résistance désespérée de quelques-uns, la fidélité d'une famille s'élargissant peu à peu jusqu'à devenir la fidélité en pèlerinage de trois cent mille républicains. — Le *Vive Dreyfus* ne dure que quelques minutes. On en use peu, comme d'un cordial trop concentré.

A mesure que l'on approche de la place de la Nation les stations deviennent plus fréquentes, comme lorsqu'on approche, pour un défilé, d'un rassemblement militaire. On stationnait patiemment. C'était l'heure choisie où la verve individuelle, dans cette fête collective, s'exerçait plus aisément. Sans doute on ne pouvait se mettre à la fenêtre pour se regarder passer dans la rue, cela étant défendu par les traités de psychologie les plus recommandés. Mais on s'amusait à quitter le cortège pour aller, au bord du trottoir, voir passer les camarades. Cela devenait une heureuse application de la mutualité aux défilés du peuple. On mesurait ainsi du regard tout ce que l'on pouvait saisir du cortège inépuisable. Il se produisait ainsi une pénétration réciproque du cortège et de la foule. Plusieurs défilèrent, qui n'étaient pas venus pour cela. Tout le monde approchait pour lire en épelant les inscriptions des drapeaux et des pancartes. Ce jour de fête fut un jour de grand enseignement populaire. Il se formait des rassemblements autour des plus beaux drapeaux, autour des beaux chanteurs. Les refrains étaient chantés, repris en chœur par une foule grandissante. Un jeune et fluet anarchiste — c'est ainsi qu'ils se nomment, compromettant un nom très beau — qui s'était fait une tête de

la Renaissance italienne, essayait de se tailler un succès personnel en chantant des paroles extraordinairement abominables, où le nom de Dieu revenait trop souvent pour une démonstration athée. Il prétendait que si l'on veut être heureux, « pends ton propriétaire ». Ces paroles menaçantes ne terrorisaient nullement les petites gens du trottoir et des fenêtres, en immense majorité locataires. Ainsi déjà les petits bourgeois, tout au long du parcours, avaient écouté sans aucune émotion, du moins apparente, *que tous les bourgeois on les pendra*. Un excellent bourgeois avait même poussé la bienveillance, au 214 du boulevard, jusqu'à pavoiser son balcon d'une foule de petits drapeaux inconnus. Discussions dans la foule et dans le cortège. Que signifiaient ces drapeaux? ces pavillons? Était-ce une bienvenue en langage maritime? Une lettre de ce M. Pamard, adressée à M. Lucien Millevoye, et reproduite dans *la Petite République* du mercredi 29, nous apprend que « ces *petits mouchoirs*... n'étaient autres que les pavillons respectés de toutes les nations; et, au milieu d'eux, le nôtre flottait en bonne place ». La lettre de M. Pamard nous apprend que « celui qui accrocha à son balcon ces pavillons qui flottent habituellement sur son yacht est un vieux républicain ». Nous n'en savions pas aussi long quand nous défilâmes devant ce pavoisement. Mais la foule ne s'y trompa point. Évidemment ce n'était pas une manifestation nationaliste. Plusieurs personnes à ce balcon, et en particulier ce vieux républicain, acclamaient le cortège, applaudissaient, saluaient le drapeau rouge. Inversement le peuple acclamait ce bourgeois, levait les chapeaux. Il n'était pas question de le pendre : heureuse

inconséquence ! ou plutôt heureuse et profonde conséquence ! — Combien de bourgeois défilèrent parmi les francs-maçons et dans la Ligue des Droits de l'Homme !

Je soupçonne tous les gens des fenêtres de n'avoir entendu de tout cela que le brouhaha immense de la rue qui se mouvait. Les camarades traitaient le bizarre compagnon, le compagnon de la Renaissance italienne, avec beaucoup de bonne humeur, comme un enfant terrible, capricieux, négligeable. Mais le grand succès fut pour le bon loustic, le loustic inévitable, plus ancien que la caserne et plus durable qu'elle. Au moment où la station devenait une véritable pause, quand on commençait à s'impatienter un tout petit peu, le bon loustic se mit à chanter, au lieu de : *Ah ! Déroulède à Charenton, ton, taine*, sur le même air, ces paroles ingénues : *Allons vite à la place de la Nation, ton taine.* Ayant dix syllabes à caser au lieu de huit, il courait pour se rattraper. Cela réussit beaucoup.

Alerte. Sursaut. Scandale. Un cri court au long de la colonne : *A bas la patrie !* Grand émoi, car un tel cri n'est poussé que par un agent provocateur ou par des internationalistes excessivement prononcés. Soudain on comprend. Et on rit. Des camelots harcelaient les manifestants et la foule en criant : *La Patrée.* Les manifestants avaient répondu en criant : *A bas la Patrie*, et non pas *à bas la patrie.* Pour dissiper le malentendu, on commença : *Conspuez Millevoye*, mais sans insister, disant : Il n'en vaut pas la peine, ou : Il est trop long.

A mesure que l'on approchait de cette place, le service d'ordre, insignifiant d'abord, devenait notoire. Il avait été convenu qu'il n'y aurait pas de police. De fait la haie, très clairsemée, un simple jalonnement au milieu

du boulevard, était faite par des gardes républicains. Mais il y avait de place en place des réserves d'agents massées sur les trottoirs, taches noires ponctuant la mobilité de la foule. Si ces hommes aux poings lourds ont des âmes subtiles, les officiers, sous-officiers, brigadiers et simples gardes, les commissaires de police, les officiers de paix, les brigadiers et les simples agents durent s'amuser chacun pour son grade. En fait, plusieurs de ces gardiens de la paix riaient dans leurs moustaches. La plupart se tenaient obstinés à regarder ailleurs avec une impassibilité militaire. Quelques-uns se tenaient un peu comme des condamnés à mort, ce qui était un peu poseur, inexact, mais compréhensible. Ce qui devait le plus les étonner, c'était de se voir là. Nous sommes si bien habitués nous-mêmes à ce que les hommes ainsi costumés nous sautent sur le dos quand nous poussons certaines acclamations, que nous demeurions stupides, poussant ces acclamations, qu'ils n'en fussent pas déclanchés. Eux qui doivent avoir, depuis le temps et par la fréquence, une autre habitude que nous, comme ils devaient s'étonner de ne pas se trouver automatiquement transportés sur nos épaules ! Mais ils ne bougeaient pas, droits, encapuchonnés d'obéissance passive. Au long du boulevard nous les considérions comme on regarderait si une locomotive oubliait de partir au coup de corne du conducteur. Ils négligeaient de partir. Le peuple était d'ailleurs d'une correction parfaite. Sans doute il s'amusait à crier en passant devant eux les acclamations qui naguère les faisaient le plus parfaitement sauter hors de leur boîte, les *Vive la Commune!* et les *Vive la Sociale*. Mais de cette foule

immense et toute puissante pas un mot ne sortit qui fût une attaque particulière à la police adjacente ; pas une allusion ne fut faite aux *vaches* ni aux *flics*, et cela en des endroits où il y avait dix-huit cents manifestants pour un homme de police.

Pas un instant le peuple ne faillit à ce calme courtois. Quelques ivrognes vinrent contre-manifester. « Si nous voulons », disaient-il, « crier *Vive Déroulède!* nous en sommes bien libres. » — « Parfaitement, monsieur, c'est justement pour la liberté que nous manifestons. » A une fenêtre à droite un prêtre catholique gesticule, crie, applaudit, se moque. On lui crie *à bas la Calotte !* ce qui est bien, et *Flamidien ! Flamidien !* ce qui est pénible et un peu violent. On ne crie presque pas : *A bas les curés !* On pousse les mêmes cris à l'église *Saint-Ambroise*, à gauche, qui sonne ses cloches. A une fenêtre à gauche un sous-off rengagé, avec une femme genre *honneur de l'armée*. Pas une injure ne sort de la foule : *à bas les conseils de guerre! au bagne Mercier!* Un capitaine est à sa fenêtre, à gauche, avec sa femme et un petit garçon : *Au bagne Mercier! Vive Picquart !* Un M. Mercier fabrique des voitures en tout genre à gauche, au bout du boulevard Voltaire. Sa maison est le signal d'un redoublement de fureur amusante. Il sait parfaitement que ce n'est pas lui que nous voulons envoyer au bagne.

Si lentement que l'on aille à la place de la Nation, si éloignée que soit cette place, tout de même on finit par y arriver. Depuis longtemps *la Carmagnole* avait à peu près cessé, abandonnée un peu par les manifestants, un peu moins respectée, plus provocante, moins durable, un peu délaissée. *L'Internationale*, toute

large et vaste, régnait et s'épandait sans conteste. Le tassement de la marche nous avait peu à peu mêlés au groupe qui nous suivait. Ce groupe avait un immense drapeau rouge flottant et claquant. On y lisait en lettres noires : *Comité de Saint-Denis*, et, je crois, *Parti ouvrier socialiste révolutionnaire*. Un citoyen non moins immense tenait infatigablement ce drapeau arboré, brandi à bout de bras, et chantait infatigablement la chanson du *Drapeau rouge*. Les camarades groupés autour du drapeau accompagnaient en chœur, à pleine voix, le refrain. Cela pendant des heures. Cette admirable chanson réussissait beaucoup, parce qu'elle était lente et large, comme une hymne, comme un cantique et, pour tout dire, comme *l'Internationale*. C'était un spectacle admirable que la marche, que la procession de cet homme au bras et à la voix infatigable, fort et durable comme un élément, fort comme un poteau, continuel comme un grand vent. Et ce qui parfaisait le spectacle était que l'homme et ses camarades chantaient une chanson qui avait tout son sens. Le drapeau rouge qu'ils chantaient n'était pas seulement le symbole de la révolution sociale, *rouge du sang de l'ouvrier*, c'était aussi leur *superbe drapeau rouge*, porté à bout de bras, au bout de son bras, présent, vraiment superbe et flamboyant.

Soudain les barrages, les haies se resserrent. On sépare le cortège de la foule. Pelotons de gardes républicains, pied à terre. Compagnies de pompiers, attention délicate. Nous y sommes. Il est convenu qu'en passant devant Loubet on lui criera *Mercier au bagne*, *Mercier*, pour lui signifier que le peuple ne veut pas de l'amnistie. Nous y sommes. Plus de soldats, mais

seulement des gardiens paisibles aux habits bleus ou verts, gardiens de squares et jardins. Tout à coup un grand cri s'élève à cinquante pas devant nous : *Vive la République !* Nos prédécesseurs ont oublié Mercier. Nous-mêmes sommes saisis devant la République de Dalou et nous crions comme eux : *Vive la République*. Ce n'était pas vive la République amorphe et officielle, mais vive la République vivante, vive la République triomphante, vive la République parfaite, vive la République sociale, vive cette République de Dalou qui montait claire et dorée dans le ciel bleu clair, éclairée du soleil descendant. Il était au moins quatre heures passées. Tout cela en un seul cri, en un seul mot : *Vive la République*, spontanément jailli à l'aspect du monument, cri condensé où l'article *la* recouvrait sa valeur démonstrative. Aussi quand le monument se leva pour nous, clair et seul par-dessus l'eau claire du bassin, nous n'avons pas vu les détails de ce monument, nous n'avons pas vu les détails de la place. Nous n'avons pas vu les deux anciennes colonnes du Trône, si libéralement attribuées par les journalistes à Charlemagne, à Philippe-Auguste, et à Saint Louis. Nous avons vu le triomphe de la République et nous n'avons pas vu les moyens, les artisans de ce triomphe, les deux lions attelés, le forgeron, madame la justice et les petits enfants. La République triomphante, levée sur sa boule, s'isolait très bien de ses serviteurs et de ses servantes. Nous l'acclamions, nous la voyions seule et haute, et nous passions au pas accéléré, car il fallait que le fleuve de peuple coulât. Quand nous voudrons regarder à loisir le monument de Dalou, nous retournerons à quelques-uns place de la Nation, et nous emporterons dans nos

poches le numéro du *Mouvement* où est l'article de Deshairs.

Il est bien peu de citoyens qui n'aient alors donné un souvenir, une rapide pensée à Déroulède, qui était venu chercher deux régiments si loin de l'Élysée et si près de la soupe du soir.

Vite on se ressaisit pour passer devant la tribune officielle, à gauche. On avait, au long du cortège, crié quelque peu : *Vive Loubet.* On s'entraine, on s'aveugle, en s'enroue sur le *au bagne Mercier*, les chapeaux en l'air, les mains hautes, les cannes hautes. On marche porté, sans regarder sa route. On tourne autour du bassin. On est enlevé. On arrive. On cherche Loubet, pour qui on criait tant. Il n'est pas là. Vraiment, à la réflexion, il eût été fou qu'il restât là pour tout ce que nous avions à lui dire. De la tribune on répond à nos *Vive la Sociale!* Beaucoup d'écharpes aux gens de la tribune. Ces citoyens n'en sont pas moins ardents. Un dernier regard au peuple innombrable qui suit et qui tourne autour de ce bassin. C'est fini. Au coin quelqu'un me dit : « Ça a été violent ici au commencement, la police a enlevé un drapeau noir. » Cet incident passe inaperçu dans le perpétuel mouvement du peuple.

Je n'oublierai jamais ce qui fut le plus beau de la journée : la descente du faubourg Antoine. Le soir descendait, la nuit tombait. Tout ignorants que nous soyons de l'histoire des révolutions passées, qui sont le commencement de la prochaine Révolution sociale, nous connaissons tous la gloire de la légende et d'histoire du vieux faubourg. Nous marchions sur les pavés dans cette gloire. Avec une sage lenteur les porteurs *de la Petite République* marchaient en avant de ce nouveau

cortège. Les gens du faubourg s'approchaient, épelaient, lisaient *la — Petite — République — socialiste; Ni Dieu — ni — maître*, applaudissaient, acclamaient, suivaient. Rien ne distinguait plus le cortège et les spectateurs. Le peuple descendait dans la foule et se nourrissait d'elle. On rechanta la vieille *Marseillaise*, récemment disqualifiée auprès des socialistes révolutionnaires par la faveur des bandits nationalistes. Tout le faubourg descendait dans la nuit, en une poussée formidable sans haine.

La dislocation eut lieu pour nous place de la Bastille. Ceux de la rive gauche s'en allèrent par le boulevard Henri IV. Groupés en gros bouquets aux lueurs de la nuit, les drapeaux rouges regagnaient de compagnie leurs quartiers et leurs maisons. Les bals commençaient bientôt.

Avec la fatigue de la journée, des inquiétudes et des scrupules me venaient. Je sais bien qu'il n'y a plus de *lanternes*, je sais bien que les bourgeois ont fait construire par des ouvriers des becs de gaz qui ne sont plus des lanternes, sans les anciennes cordes et sans les anciennes potences. Plusieurs des refrains de la journée ne me trottaient pas moins par la tête, violents et laids. Sera-t-il dit que cette Révolution d'amour social et de solidarité sera faite avec ces vieilles paroles de violence, de haine, et de laideur. Cela se peut. Il se peut que nous ayons parfait la Révolution sociale avant qu'un architecte de génie nous ait donné la maison du peuple nouveau, avant qu'un poète de génie nous ait donné le poème ou le chant de la révolution nouvelle, de la cité nouvelle. Ce ne sera pas la première fois qu'il

en sera ainsi, que le flot de la vie universelle aura devancé les maturations de l'art individuel. En attendant, *l'Internationale* de Pottier est et demeure un des plus beaux hymnes révolutionnaires qu'un peuple ait jamais chanté. Groupons-nous autour de *l'Internationale.*

Des incidents de la journée continuaient à m'attrister quand le soir, dans le train, j'ouvris une petite brochure dont j'avais bourré mes poches, pour la distribuer, comme on le doit. C'était la petite brochure de Le Pic, intitulée : *Pour la République!* (revue politique mensuelle, numéro 1, novembre 1899), où il entreprend *le Petit Journal* sur ses infamies du Panama et sur ses atrocités de l'Arménie. Voilà la vraie brochure de propagande. L'auteur ne commence pas par supposer que son lecteur connaît aussi bien que lui ce qu'il veut lui dire. Il ne suppose pas que le lecteur sait. Il ne procède pas par allusions. Il procède par narration. Il annonce la narration : Je vais vous conter une histoire qui est arrivée. Il annonce : « De quels crimes est capable l'infâme *Petit Journal*, je vais le montrer par une preuve unique (1) mais décisive, par le relevé des sommes qu'il a touchées pour faire tomber l'argent de ses malheureux lecteurs dans la grande escroquerie du Panama. » Plus loin il annonce : « Vous pensez qu'en jetant ces milliers d'humbles à la ruine pour gagner sa commission de 630,000 francs, il a atteint à la limite du crime et de l'infamie? Eh bien! il a trouvé moyen d'être plus criminel et plus infâme encore!

(1) Cela ne l'empêche pas de donner une seconde preuve, justement comme dans les histoires bien faites.

« Écoutez et retenez cette histoire : »

Suit l'histoire de M. Marinoni et du Sultan.

L'auteur procède comme il faut. Une brochure bien faite ressemble à une histoire de grand-père contée à la veillée :

Il y avait une fois, au pays des Infidèles, un méchant roi qui fit massacrer, dans les supplices les plus effroyables, trois cent mille de ses sujets chrétiens. — Le grand-père n'insiste pas sur les supplices, pour ménager l'imagination des petits.

— Pourquoi donc que le pape n'est pas allé à leur secours, grand-père?

— Je ne sais pas, mes enfants.

— Et le roi de France, pourquoi donc qu'il n'y a pas été?

— Parce qu'il n'y a pas de roi de France.

— Et les Français qui ne sont pas rois?

— Parce que le mauvais roi avait donné de l'argent au *Petit Journal* pour faire croire aux Français que c'étaient les chrétiens qui s'étaient révoltés.

— C'est le même *Petit Journal* qu'on achète au bourg chez l'épicier?

— Oui mon garçon.

— Ah vrai!

La brochure de Le Pic invite à cette imagination.

Je lus passionnément cette brochure bien faite. Et quand je revis contre quelles sournoiseries, contre quelles sauvageries, contre quelles atrocités, contre quelles barbaries ce peuple révolutionnaire avait conduit dans Paris ce triomphe de la République, cette inoubliable manifestation me sembla toute saine et toute bonne, et les scrupules de détail que j'avais eus me semblèrent vains.



DU SECOND PROVINCIAL

Nyons, 13 janvier 1900,

Mon cher Péguy,

Je regrette de ne pouvoir m'abonner à tes *Cahiers de la quinzaine*. Moins heureux encore que l'Agrégé provincial, j'ai juste cent sous par jour pour vivre, avec ma femme. Je ne puis pour le moment songer qu'aux journaux quotidiens et au *Mouvement socialiste*, auxquels je reste abonné.

D'ailleurs, je n'approuve pas l'idée des *Cahiers de la quinzaine* : c'est une nouvelle revue, socialiste. *Le Mouvement* est bon, et doit être continué, et j'espère qu'il progresse. Mais tes cahiers prennent, dès le premier, l'allure d'une revue de polémique très personnelle, et contre *des* camarades socialistes, contre *certains* camarades socialistes. Je condamne cela.

Il est toujours intéressant et utile de savoir ce que pense un camarade, qui a le loisir et la faculté de penser beaucoup. Il importe aussi qu'une publication périodique ne contienne pas exclusivement les idées d'un seul camarade.

Surtout quand il a les tendances mauvaises de tes

cahiers : la minorité d'un congrès a le devoir et le droit de défendre toutes ses opinions, mais, puisqu'elle a accepté de participer au Congrès, elle est moralement tenue d'en respecter les décisions (elle et ceux dont elle représente les tendances). Par raison, et par discipline, dans l'intérêt supérieur de la cause. Qu'ensuite elle fasse campagne pour amener les membres du Congrès suivant à ses idées, je le veux bien. Mais il n'est pas bon qu'elle déclare tout de suite et brutalement qu'elle donne tort au Congrès, qui « a piétiné sur un de nos plus chers espoirs ».

Il est plus mauvais encore que toutes ces attaques contre le Congrès et que le Triomphe de la République et que l'affaire Liebknecht se résolvent en insinuations contre le parti guesdiste, et en assauts furieux ou en coups d'épingle irritants contre Guesde, Zévaès... Je ne les défends pas, ne veux pas les défendre, et n'ai pas à les défendre. Mais à quoi riment ces attaques? Exposez vos idées personnelles sur la méthode, l'action, la doctrine etc., et tâchez d'y gagner la masse des guesdistes. Si le Conseil national commet une faute de tactique, ayez une meilleure tactique. S'ils sont conduits par des gens qui ne sont qu'ambitieux, montrez votre désintéressement. Guesde et d'autres qui le suivent croient bien servir le socialisme ; ils ont peut-être le tort de vouloir en être les maîtres : conquérez à vos convictions la masse des socialistes, et vous n'aurez plus rien à faire contre les guesdistes. La guerre personnelle amène aux antipathies irréconciliables, et aux divisions perpétuées. Vous arriveriez à une scission dans le Parti et à des luttes acharnées, ou bien, pis encore, vous formeriez un groupe aussi irréductible

qu'isolé. Que chacun combatte pour le socialisme, et toujours et exclusivement contre le capitalisme. N'est-ce pas la conduite de Jaurès, de Gérault et autres militants, qui ont nos convictions, notre désintéressement, et l'expérience de plus d'années de lutte?

Défaut secondaire de tes cahiers : ils sont trop longs.

Pour terminer, une idée qui me passe par la tête : il faudrait des brochures de propagande très courtes, il en faudrait des distributions gratuites à des millions de citoyens. Pour cela une caisse de propagande alimentée par des souscriptions régulières et irrégulières. N'y aurait-il pas moyen de creuser cette idée? Il importe beaucoup de conquérir les bourgeois au socialisme, cela se fait de plus en plus ; il importe surtout de le faire connaître à des millions d'ouvriers et de paysans.

LE SECOND PROVINCIAL

RÉPONSE PROVISOIRE

Mon cher ami,

La seule réponse définitive et valable que je puisse faire à ta critique sévère sera la teneur même de ces cahiers. Il est donc indispensable que je te les envoie et que tu les lises attentivement. Tu ne peux t'abonner : mais nous avons prévu cela. Justement parce que nous sommes un essai d'institution communiste et non pas une réussite d'entreprise capitaliste individuelle, nous envoyons nos cahiers à ceux de nos amis qui nous les demandent. Je reviendrai plus tard sur cette institution.

Tu retrouveras dans le premier cahier quelques réponses provisoires à tes critiques particulières : j'ai supposé que mon lecteur serait et resterait abonné à *la Petite République*, à *l'Aurore*, au *Matin*, et surtout au *Mouvement Socialiste :* je n'ai donc jamais entendu instituer une concurrence économique ou intellectuelle entre *le Mouvement* et *les cahiers ;* je demande qu'on s'abonne au *Mouvement* et ensuite aux cahiers ; si l'on ne peut s'abonner aux deux, je demande qu'on s'abonne au *Mouvement* et j'envoie quand même les cahiers.

Le Mouvement est bon, et doit être continué, et j'espère, et je suis assuré qu'il progresse. Mais pourquoi t'imaginer que je veux le remplacer, ou le doubler : il suffit de feuilleter le premier cahier pour s'apercevoir que non. C'est une idée ancienne et individualiste, il me semble, que de faire des revues séparément complètes ;

selon cette idée une revue essaye de se suffire à elle-même, elle essaye de se comporter comme si elle était seule dans le monde, elle traite en ennemie et concurrente et rivale toute revue amie, ainsi qu'on la nomme alors. Étant collectiviste, j'ai pensé que les cahiers seraient ma partie dans un tout collectif, dans un ensemble ; je n'ai pas supposé qu'il n'y avait jamais eu de *Mouvement Socialiste*, de *Revue Socialiste*, et de *revue blanche*, ni aucune revue, ni aucun journal ; non seulement je ne les ignore pas, mais je suis fondé sur eux, je m'appuie à eux, veuillent ou non veuillent ; j'admets comme étant dit tout ce qu'ils ont dit ; je recopie les journaux, parce qu'il n'est pas facile d'en garder les coupures ; je ne recopie pas les revues, que l'on peut garder facilement. Je ne dis rien qui soit dit ailleurs, parce que cela serait inutile, et contraire à la division du travail. Je renonce à toute concurrence, imitant ainsi les relations des deux grandes revues socialistes, parce que la concurrence est bourgeoise.

La polémique, l'attaque et la défense des camarades sont un sujet très grave et sur lequel je te répondrai longuement aussitôt que je le pourrai. Tu condamnes cela : en admettant que tu sois mon juge, attends au moins que j'aie présenté ma défense. Depuis une récente affaire on admet communément que l'on ne doit pas condamner un accusé avant de l'avoir entendu en sa défense.

Il ne s'agit nullement de savoir ce que pense un camarade, parce qu'il a le loisir de penser beaucoup ; il ne s'agit nullement de faculté : il s'agit d'écouter ce que dit un camarade qui, pour un an, s'est fait le loisir de faire imprimer la vérité. Une publication périodique

peut présenter la vérité complémentaire. — Je reviendrai d'ailleurs sur cette question de la vérité.

Je reviendrai aussi sur les obligations des minorités. — Mais je ne parle au nom d'aucune minorité, au nom d'aucune majorité, au nom d'aucune unanimité, au nom d'aucun groupe, au nom d'aucune société, au nom d'aucun parti. Pour un an je parle en mon nom : ai-je le droit de le faire? c'est une question, à laquelle toi-même tu ne pourras donner de réponse qu'après que tu auras entendu mes raisons. Or, je ne pouvais te donner mes raisons qu'en instituant des cahiers libres ; toutes les revues socialistes auraient été fermées à ces raisons, car je t'avertis qu'elles auraient constitué des communications de nature à blesser au moins une ou deux organisations nationalement constituées. La résolution du Congrès n'a pas prononcé sur des raisons données un jugement, contestable ou incontestable : non, elle a défendu, interdit que l'on présentât même certaines raisons. Ayant à les présenter, je suis forcé de les présenter dans un cahier libre : car tu penses bien que je ne veux pas les présenter chez des bourgeois, même républicains.

Je reviendrai, dans les mêmes conditions, sur les obligations du délégué envers les résolutions du Congrès.

Je ne te permets pas de supposer que toutes ces attaques contre le Congrès et que le Triomphe de la République et que l'affaire Liebknecht soient présentés à seule fin d'insinuer contre les guesdistes, insinuations contre le parti guesdiste et assauts furieux ou coups d'épingles irritants contre Zévaès et Guesde. J'admets seulement que tu constates, comme tu l'as fait très his-

toriquement, que les premiers se résolvent dans les seconds. Je parle souvent des guesdistes, en particulier de Zévaès et de Guesde, pour deux raisons : la première est de mon institution même : je parle souvent d'eux parce que les périodiques autorisés n'en parlent pas selon toute la vérité; je fais donc l'appoint, le complément; je fais alors cette fonction complémentaire dont je t'ai plus haut donné à peu près la définition; ainsi les guesdistes ont dans mes cahiers une place plus grande que celle qu'ils ont dans la réalité ; la seconde raison est du réel même; il suffit d'avoir assisté au Congrès, à sa préparation, à l'affaire Dreyfus, pour avoir partout constaté le guesdisme et heurté le guesdiste; je tâche donc de donner aux guesdistes dans mes cahiers une place telle que la place qu'ils occupent ainsi dans tous les périodiques socialistes, autorisés et libres, y compris les cahiers, dans l'ensemble des périodiques socialistes, soit aussi grande que la place qu'ils occupent dans la réalité. Ce que je dis de la place est valable pour la nature et pour la qualité, ainsi de suite.

Il est presque injurieux que tu aies pu supposer que j'aie choisi ou incliné les réalités pour y trouver le guesdisme. J'ai trouvé le guesdisme dans le socialisme comme j'ai trouvé le jésuitisme dans le catholicisme. On peut nier qu'il y soit ainsi. Je serai heureux de discuter les négations. Ce n'est pas de ma faute si j'ai vu les guesdistes au Congrès. Ce n'est pas de ma faute si Liebknecht a écrit dans une revue publique, — les revues étrangères sont tout de même publiques, et publiées, — qu'il était, — tu sais pourquoi, et comment, — contre les dreyfusards; ce n'est pas de ma faute si ensuite M. Marcel Hutin rapporte et publie, dans *l'Écho*

de Paris, que Liebknecht lui a nommé « Guesde et Lafargue, les principaux représentants du socialisme scientifique en France », si M. Hutin publie que M. Liebknecht lui a dit : « J'entretiens avec Guesde une correspondance assidue. » Ce n'est pas de ma faute si j'ai vu sur les murs de Paris, avant le Triomphe de la République, l'affiche des guesdistes avec celle de M. Paulin Méry. Elle y était. Je l'ai vu. Je le dis. J'avais porté mon compte rendu à une revue amie : je nomme ainsi les revues que j'aime et non pas celles que je combats. Le directeur l'accepta, non sans quelque hésitation. Puis il eut de la peine, hésita encore, et très amicalement me dit : « Ça va bien, mais tout de même on ne peut pas laisser le mot de *guesdistes*. Ils ne veulent pas qu'on les nomme des guesdistes. Ils sont le Parti ouvrier français. Guesde a sauté, un jour que je lui parlais de guesdistes. Après le Congrès nous ne pouvons pas les nommer comme ils ne veulent pas qu'on les nomme. Il y a eu réconciliation. » Sur le moment j'acquiesçai, n'aimant pas à faire des ennuis. Puis je me ressaisis, et il me sembla que cette fois encore j'étais obligé à l'impolitesse : car si l'expression d'*allemanistes* par exemple est une expression commode et inexacte, vu que les allemanistes sont des hommes libres et n'ont aucun chef, l'expression de *guesdistes* au contraire est une expression commode et rigoureusement exacte, en ce sens qu'il y a au moins plusieurs guesdistes qui ne sont pas des hommes libres. C'était donc bien guesdistes que je voulais dire, et non pas Parti ouvrier français. J'aurais donc changé une expression dans mon compte rendu, non point parce qu'elle aurait été inexacte, comme on le doit, mais par une considération de parti. Mon compte

rendu n'aurait donc pas été sincère, mais favorable à quelques-uns. Et alors de quel droit, par quel privilège aurais-je été sincèrement sévère pour ce prêtre qui gesticulait, pour ce sous-officier qui posait ? — Je pouvais, diras-tu, ne parler pas de cette affiche. — Mon compte rendu aurait donc été favorablement incomplet, c'est-à-dire inexact, c'est-à-dire faux. Et de quel droit, par quel privilège aurais-je vu pour la critiquer l'affiche des nationalistes, et n'aurais-je pas vu, pour la critiquer, l'affiche des guesdistes ? Nous devons même aux nationalistes l'égalité de la justice et de la critique.

Je n'insinue pas contre les guesdistes, que je ne confonds nullement avec le Parti ouvrier français. Quand les guesdistes font des machinations insinuantes, je les rends autant que je le puis par des expressions machinées insinuantes : l'histoire étant l'image de la réalité, l'expression étant l'image du fait. Quand je me prononce personnellement, je le fais toujours avec la franchise indispensable.

Je reviendrai sur la valeur d'un congrès, sur le contrat socialiste, sur la tactique, sur l'unité, sur la prétendue scission.

Je crois que je combats plus que jamais pour le socialisme entendu purement, je crois que je combats contre un capitalisme; il n'y a pas seulement des capitalismes d'argent : Guesde est un capitaliste d'hommes. La révolution politique bourgeoise a libéré les hommes, ou du moins elle a été censée les libérer; nous voulons affranchir les biens pour parfaire la libération des hommes ; ceux de nous qui commencent par commander ou par asservir des révolutionnaires, — c'est tout un, — bien loin qu'ils avancent dans la révolution sociale,

au contraire sont en retard en arrière de la révolution bourgeoise.

Nous reviendrons sur l'expérience des luttes passées.

Mes cahiers sont trop longs : ce sont des cahiers ; ils sont longs quand la quinzaine est épaisse. Le premier n'aurait pas été si long si Liebknecht n'avait pas donné jusqu'à trois articles et jusqu'à la matière de trois interviews ; celui-ci ne serait pas aussi long si Vaillant n'avait pas combattu aussi longuement la proposition de loi sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels. Mes premiers cahiers seront forcément beaucoup plus gros, parce que je ne peux pas ne pas enregistrer la préparation du Congrès : j'ai donc à rattraper six mois de passé, pendant que le présent marche de son pas régulier. Quand je n'aurai plus qu'à noter le présent, mes cahiers seront naturellement moins longs. — J'ai calculé mes devis de longueur à peu près pour le temps du provincial que je supposais : qui a moins de temps n'aura qu'à moins lire. — Je reviendrai sur la composition des cahiers.

Ton idée est bonne, et je travaille à la réaliser : car toutes les brochures de propagande qui ne seraient pas conformes à la vérité seraient des brochures de mauvaise propagande. Il ne suffit pas de prêcher : il faut d'abord savoir ce que l'on prêche ; il ne suffit pas de prêcher le socialisme : il faut d'abord savoir ce que c'est que le socialisme, et jamais nous ne le saurons si la discussion n'est pas libre.

Mettrons-nous en brochures de propagande le discours de Vaillant ? Irons-nous vanter au peuple, qui est en général simple et droit, la *dictature impersonnelle du*

prolétariat? Mais le premier citoyen libre à qui nous adresserons la parole nous dira simplement et droitement : « Pardon, monsieur, mais je voudrais seulement savoir quelles personnes exerceront la dictature impersonnelle de la classe ouvrière. »

Mettrons-nous en brochures de propagande le discours de Guesde? Nous lirons au peuple ces paroles de Guesde, que j'emprunte à la page 176 du Compte rendu sténographique officiel, au milieu de la page : « (Le camarade Zévaès) avait ainsi tracé la frontière que l'on ne franchit pas, entre la partie des pouvoirs publics que le prolétariat organisé doit conquérir en période même bourgeoise, et la partie des pouvoirs publics qu'il ne peut emporter qu'en période révolutionnaire, à coups de fusil ! » Puis nous lirons au même ces paroles du même, empruntées à la page 185 du même Compte rendu : « Les travailleurs organisés se considérant comme dupes, les uns prêteront l'oreille à la propagande par le fait ; ils se diront : puisqu'il en est de mon propre parti de classe comme des autres partis politiques, et que nous sommes condamnés à faire la courte échelle à quelques-uns, qui se servent de nos épaules pour se hisser au pouvoir, adressons-nous aux choses, n'ayant rien trouvé du côté des hommes. Les hommes les ayant trompés, ils n'auront plus de foi que dans les éléments, que dans la chimie révolutionnaire, et vous aurez recruté pour l'anarchie. » Nous lirons au peuple ces deux citations: mais alors le premier venu, l'ouvrier des manufactures d'armes, le chimiste, l'ancien artilleur, l'ancien fantassin, ou même l'homme de bon sens nous dira : « Je vous demande pardon, monsieur, mais il me semble que monsieur Guesde conseille les balles et déconseille les

bombes ; il y a pourtant de la poudre dans les cartouches derrière les balles ainsi que dans les bombes ; et c'est la même chimie révolutionnaire qui enseigne à fabriquer la poudre des balles et la poudre des bombes ou obus, étant donné qu'on nomme obus les bombes lancées au canon, et bombes les obus placés à la main. » — « En quoi, dira le voisin, peu au courant de la rhétorique et des antithèses, en quoi les bombes sont-elles plus des éléments, et les cartouches plus des hommes ? » Que saurons-nous répondre à ces bonnes gens ? Ironsnous enseigner plus savant que nous ?

Il ne suffit pas de propager, propager. Nous devons faire attention à ce que nous propageons. Toute propagande qui n'est pas de vérité entière est mauvaise. L'étiquette ne suffit pas. Pendant les massacres d'Arménie un député socialiste allemand disait à un étudiant français : « Nous ne nous sommes pas emballés dans toute cette affaire comme les députés français ; nous étions mieux informés : nous savions, nous, que c'étaient les Arméniens qui étaient les capitalistes. »

DE LA GRIPPE

20 février 1900,

Immobilisé par une grippe soudaine, je ne pus aller voir d'abord le docteur moraliste révolutionnaire. Aussitôt que ma tête redevint un peu saine, je résolus de compléter le recueil que j'avais commencé de documents et de renseignements sur la préparation du Congrès socialiste national. Mais au moment où j'avais en mains les ciseaux pour découper ces derniers documents et ces derniers renseignements dans *la Petite République*, le citoyen docteur entra dans la cuisine, où je travaillais l'hiver.

— Bonjour, citoyen malade, allez-vous un peu mieux ?

— Je vous remercie, docteur : je vais un peu mieux.

— J'ai su facilement que vous étiez malade ; le neveu du boulanger l'avait dit au garçon boucher ; celui-ci l'avait redit à la nièce de la marchande de volailles : ainsi vont les nouvelles par ce simple pays.

— J'ai eu la grippe. Et je l'ai encore un peu.

— Ainsi vous avez justifié par un nouvel exemple ce que vous m'avez dit à la fin de la quinzaine passée, que vous étiez un homme ordinaire : l'homme ordinaire a eu la grippe ces temps derniers.

— Vous ne l'avez pas eue, citoyen docteur.

— Le moraliste n'a jamais la grippe, — à condition, bien entendu, qu'il règle ponctuellement sa conduite sur les enseignements de sa morale. Je vous dirai pourquoi.

— Je suis bien heureux, citoyen docteur, que vous soyez venu, car il m'a semblé, en y réfléchissant, que nous avions négligé une considération importante en cette question des personnalités : la considération du privé.

— Nous en causerons, mon ami, quand vous aurez la tête un peu plus solide ; aujourd'hui, et si cela ne vous fatigue pas beaucoup, voulez-vous me conter l'histoire de votre maladie.

— Elle est peu intéressante, citoyen. Le vendredi soir j'avais donné le bon à tirer pour les trente-six premières pages du troisième cahier ; les trente-six suivantes étaient pour ainsi dire prêtes ; et les soixante-douze dernières étaient fort avancées ; je me promettais d'avoir fini le samedi à midi et que les imprimeurs finiraient le samedi soir ; j'étais content parce que les cahiers, pour la première fois de leur vie, allaient paraître ponctuellement ; je me réjouissais dans mon cœur : insensé qui se réjouit avant l'heure de sa mort ! Au moment que je me flattais d'un espoir insensé, tout un régiment de microbes ennemis m'envahissaient l'organisme, où, selon les lois de la guerre, ils marchaient contre moi de toutes leurs forces : non pas que ces microbes eussent des raisons de m'en vouloir ; mais ils tendaient à persévérer dans leur être. Où avais-je pris ces microbes ennemis ? Les avais-je empruntés au siège de ces cahiers, 19, rue des Fossés-Saint-Jacques, ou à l'imprimerie, ou aux voitures de la compagnie de l'Ouest, ou aux voitures de

l'Orléans, ou aux maisons de ce village, où tout le monde est contaminé : je n'avais eu que l'embarras du choix. Le vendredi soir, de retour à la maison, je sentis que ça n'allait pas. Le samedi matin, je me harnachai volontairement. Au moment de partir, le cœur me manqua. Je m'effondrai brusquement. Je me couchai. J'étais malade. Je fis téléphoner aux imprimeurs, qui finirent le cahier à peu près sans moi.

— Il n'en est pas plus mal.

— Il n'en est pas plus mal. Ce sont les imprimeurs qui ont relu en tierces la deuxième tournée. J'eus à peine la force de relire pour le sens la troisième et la quatrième tournée. Ils ont relu pour la correction. Puis je devins incapable de tout travail. J'étais malade.

— Sérieusement ?

— Sérieusement.

— Quels furent vos sentiments ?

— J'étais sérieusement vexé parce que j'avais toujours vécu sur cette idée que je ne serais jamais malade.

— Ainsi. Et sur quoi fondiez-vous cette idée?

— Je ne la fondais pas ; je croyais vaguement et profondément que j'étais solide.

— Ainsi les sociétés et les partis croient vaguement et profondément qu'ils sont solides.

— J'étais comme les sociétés et comme les partis. Je croyais.

— C'était donc une simple hypothèse ?

— Une simple hypothèse,et que les événements ont démentie.

— Vous avez renoncé à cette hypothèse vaine ?

— J'ai renoncé à cette vanité.

— Vous n'avez point pensé que c'étaient les événe-

ments qui avaient tort et l'hypothèse qui avait quand même raison ?

— Je ne l'ai point pensé.

— Vous n'avez point prétendu que vous alliez d'autant mieux que vous étiez plus douloureusement éprouvé ?

— Je ne l'ai point prétendu.

— Voilà qui est fort heureux, et vous avez été bien bon. Ignorez-vous que ce que vous n'avez pas fait se fait communément aujourd'hui ?

— Je m'en doutais bien un peu.

— Quels furent vos ennuis ?

— Je pensais qu'en tombant malade j'avais justifié les prophéties ; mais cette justification ne me donnait aucun orgueil.

— Quelles prophéties ?

— La prophétie qu'il arriverait malheur aux cahiers, parce que l'on ne fondait jamais une entreprise considérable sur un seul homme.

— Ces prophètes étaient de bon conseil.

— Ils oubliaient que je n'étais pas tout à fait seul, et que, si presque tout le travail me revenait, j'avais de solides amitiés pour me donner du courage.

— Qu'arriva-t-il ensuite ? comme on dit dans les livres élémentaires.

— Sur la recommandation de mon ami Jean Tharaud, qui m'en avait dit le plus grand bien, je pris ma petite édition classique des *Pensées* de Pascal, publiées dans leur texte authentique avec un commentaire suivi par Ernest Havet, ancien élève de l'École Normale, Maître de Conférences à cette École, Agrégé de la Faculté des Lettres de Paris, et dans cette édition, qui me rappelait

de bons souvenirs, je lus la *Prière pour demander à Dieu le bon usage des maladies.* J'admirai comme on le doit cette passion religieuse et, pour dire le mot, cette foi passionnément géométrique, géométriquement passionnée, si absolument exacte, si absolument propre, si absolument ponctuelle, si parfaite, si infiniment finie, si bien faite, si bien close et régulièrement douloureuse et consolée, enfin si utilement fidèle et si pratiquement confiante, si étrangère à nous.

— Moins étrangère que vous ne le croyez. Mais dites-moi sincèrement pourquoi vous avez lu cette prière au commencement de votre maladie.

— Devenu avare après plusieurs déceptions financières, j'étais heureux d'utiliser le temps de ma maladie à lire un bon texte. J'étais heureux de lire du Pascal, parce que j'ai gardé pour ce chrétien une admiration singulière inquiète. J'étais heureux de lire une prière que mon ami venait d'admirer. Enfin l'appropriation de cette prière à mon nouvel état me plaisait.

— N'y avait-il pas un peu d'amusement dans votre cas ?

— Malade pour la première fois depuis un très long temps, je m'amusais un peu et puérilement de ma situation nouvelle. Ainsi les mauvais révolutionnaires s'amusent de la nouveauté quand les premières agitations des crises troublent la tranquillité provisoirement habitable du présent. Je jouai un peu au malade. Mais cet amusement ne dura pas. Mon corps monta rapidement jusqu'à la température de quarante centigrades. Le reste à l'avenant. Je n'en voulus rien dire. Mais j'eus peur. Et pendant trois quarts de journée, moitié par association, moitié par appropriation d'idées, je consi-

dérai l'univers sous l'aspect de la mortalité, *sub specie mortalitatis*, docteur, si vous permettez.

— Je permet tout à un convalescent.

— Cet aspect de la mortalité est pour nous mortels ce qui ressemble encore le mieux à l'aspect de l'éternité. Pendant seize ou vingt heures je formai des pensers que je n'oublierai de ma vie et que je vous dirai plus tard. Ce sont des pensées à longue échéance. Croyez que j'avais laissé tous les livres de côté. Je délirais, ce qui est d'un malade, et cependant je voyais extraordinairement clair dans certaines idées saines. Un souvenir singulièrement douloureux me hantait : au moment où j'avais formé le dessein de publier ces cahiers, je m'en étais ouvert à plusieurs personnes en qui j'avais confiance ; une de ces personnes me répondit presque aussitôt : « Je vous préviens que je marcherai contre vous et de toutes mes forces. »

— Celui qui vous parlait ainsi était sans doute quelque guesdiste.

— Vous m'entendez mal, citoyen docteur : je n'aurais pas eu confiance en un guesdiste. Il y a plus d'un an que j'ai cessé d'avoir confiance au dernier des guesdistes en qui j'avais confiance, et qui était, vous ne l'ignorez pas, le citoyen Henri ou Henry Nivet. Non, le citoyen dont je vous parle, un citoyen bibliothécaire qui me promit de marcher contre moi de toutes ses forces, et qui tint parole, avait naguère été un excellent dreyfusard. Mais quand l'idée de l'unité catholique est entrée dans l'âme d'un moine, et quand l'idée de l'unité socialiste est entrée dans l'âme d'un citoyen, ces hommes sont méconnaissables.

— C'est une question que de savoir si un bon citoyen

doit marcher contre vous de toutes ses forces, et si vous êtes un mauvais citoyen. Mais nous traiterons ces questions quand vous irez mieux. Je ne veux pas vous tuer.

— Pendant que je considérais l'univers sous l'aspect de la mortalité, je me disais précisément que nous pouvons tuer beaucoup de gens sans l'avoir voulu. Dans le plein tissu des événements heureux et surtout des événements malheureux, de faibles efforts peuvent avoir des conséquences incalculables. Souvent toutes nos forces ne déplacent pas un grain de sable, et parfois nous n'avons pas besoin de toutes nos forces pour tuer un homme. Quand un homme se meurt, il ne meurt pas seulement de la maladie qu'il a. Il meurt de toute sa vie. Je ne veux pas, citoyen docteur, attribuer trop d'importance à des idées troubles qui me venaient dans l'ardeur de la fièvre. Mais je me disais qu'avant de déclarer — sincèrement — à un homme isolé que l'on marchera de toutes ses forces contre lui, on doit au moins examiner si vraiment cet homme seul est un grand criminel.

— Je veux seulement vous demander un bref renseignement. Ces bons citoyens qui marchèrent de toutes leurs forces contre vous mauvais citoyen connaissaient-ils ces prophètes qui vous avaient prédit que les cahiers ne réussiraient pas et qui vous avaient en passant donné ce qu'on nomme un bon conseil ?

— Je ne sais s'ils se connaissaient, mais ils étaient identiquement les mêmes hommes.

— Je m'en doutais bien un peu, répondit en souriant le citoyen docteur. Quand certains hommes ont prophétisé du mal à une institution ou à des individus, ils

deviennent redoutables à cette institution et à ces individus. Il faudrait que des prophètes fussent extraordinairement forts et justes pour ne prêter pas les mains à l'accomplissement de leurs prophéties. Ne demandons pas aux hommes une force et une justice extraordinaire. Il est si agréable d'avoir prophétisé juste. Nous devons sagement nous estimer heureux quand ces prophéties complaisamment réalisées ne sont pas élevées ensuite à la dignité de lois naturelles.

— Pendant que je considérais l'univers sous l'aspect que je vous ai dit, je formai le ferme propos, si j'en réchappais, de ne marcher de toutes mes forces contre aucune personne comme telle, mais seulement contre l'injustice. Après quoi je demandai le médecin au moment même où ma famille avait la même pensée.

— Voilà qui est extraordinaire, mon ami : comment ! vous étiez gravement malade, et vous avez demandé le médecin ! Nous en usons plus astucieusement pour les maladies sociales. Comment ! Vous n'avez fait procéder à aucun scrutin, soit par les habitants de votre commune de Saint-Clair, soit au moins par un conseil élu, par le conseil municipal, soit enfin par les différentes personnes de votre famille ! Vous n'avez pas tenu quelque assemblée, un bon congrès, un concile, ou un petit conciliabule ! Vous n'avez pas pris l'avis de la majorité ! A quoi pensiez-vous ?

— Je pensais à me guérir. Alors nous avons fait venir le médecin.

— Étrange idée ! et comme vous connaissez peu les avantages du régime parlementaire. Nous, quand un parti est malade, nous nous gardons soigneusement de

faire venir les médecins : ils pourraient diagnostiquer les ambitions individuelles aiguës, la boulangite, la parlementarite, la concurrencite, l'autoritarite, l'unitarite, l'électorolâtrie, mieux nommée ainsi : électoroculture ; nous ne voulons pas de cela ; nous réunissons donc dans des congrès les malades, qui sont nombreux, les bien portants, qui sont moins nombreux, et les médecins, qui sont rares. Les malades ont de une à cinq voix, les bien portants de une à cinq voix, les médecins de une à cinq voix. Nous sommes en effet partisans de l'égalité. Puis la majorité décide.

— De quoi décide-t-elle ?

— De tout : du fait et du droit ; de savoir si telle proposition est ou n'est pas dans Jansénius ; et de savoir si cette proposition est ou n'est pas conforme à la justice. Vous n'ignorez pas que la majorité a évidemment raison ; — et ils feront venir tant de *cordeliers* qu'ils finiront bien par emporter le vote. — Quel homme était-ce, au moins, que ce médecin ?

— Je vous l'avouerai sans détour : c'est un bourgeois. Depuis vingt-sept ans, par toute saison, par les candeurs de l'été, par les candeurs de l'hiver, par les inquiétudes et les incertitudes essoufflées, copieuses du prîntemps, par les incertitudes automnales, ce bourgeois fait le tour du pays, suivant à peu près l'itinéraire du facteur. Un cocher fidèle, nommé Papillon, conduit sa voiture de campagne. Je crois que c'est un bourgeois. Il prend cinq francs par consultation aux gens qui ont de quoi ou qui sont censés avoir de quoi, deux ou trois francs à ceux qui ont moins, rien à ceux qui n'ont rien, beaucoup aux gens des châteaux. C'est toujours un bourgeois. Quand on a besoin de lui, on prévient quelques voisins ; comme

il va toujours quelque part, les voisins l'arrêtent et vous l'envoient. Ce procédé primitif n'a jamais donné de mécompte. Au moment où ce médecin bourgeois pénétra dans ma chambre de malade, j'avais *la Petite République* et *l'Aurore* grandes ouvertes et non lues sur mon lit. Si cet homme avait été partisan d'une certaine lutte de classes mal entendue, mon affaire était bonne. Heureusement il n'avait pas lu les auteurs et n'était qu'un médecin de campagne. Il ressemblait assez aux bons médecins de Zola, non pas tant au docteur Pascal, qui est un type et non pas seulement un médecin, qu'à ce bon docteur Boutan, qui donnait de si bons conseils dans *Fécondité*, qui était plus philosophe et meilleur que les Froment. Il nous demanda la permission de se chauffer à mon bon feu de malade, un feu rouge de coke. Il avait grand froid aux pieds, de faire sa tournée par un temps pareil. Il tombait une neige glacée qui se plaquait par terre. Il n'y avait plus que le facteur et lui qui continuaient de marcher. Encore le facteur traînait-il depuis trois jours une grippe envahissante. Le cantonnier avait depuis longtemps déserté la route nationale de Chartres et s'était réfugié dans quelque abri. Pendant que le médecin se chauffait les pieds, la consultation s'allongeait en conversation.

— Dites-moi d'abord, mon ami, ce qui est de la consultation.

— Vous savez bien ce que c'est que la consultation d'un docteur médecin : examen attentif et sincère de toutes les références, tâter le pouls, frapper dans le dos et ausculter.

— N'accélérons pas, mon ami : pourquoi ce médecin vous examinait-il ainsi ?

— Curieuse question, docteur : pour savoir ce que j'avais.

— Nous en usons plus astucieusement pour savoir ce que c'est que les maladies sociales : nous allons chercher dans nos bons auteurs, dont quelques-uns sont morts depuis dix-sept ou trente-six ans, des renseignements complets sur ce qui nous arrive et quelques renseignements sur ce qui nous arrivera.

— Mon docteur médecin avait lu quand il était étudiant les bons auteurs de la médecine, de l'anatomie et de la physiologie animale et humaine, et de l'art médical. Puis il s'était tenu au courant des progrès médicaux. Il avait lu ce que les bons auteurs avaient écrit de la grippe. Il avait lu même les statistiques. Mais il ne se croyait pas dispensé pour cela d'examiner les cas particuliers et les cas nouveaux. Il examinait les cas nouveaux avec un esprit nouveau. Il n'avait pas des formules toutes faites et dispensatoires. Il m'ausculta moi-même. Il ne me dit pas du seuil de ma chambre : « Parfaitement, monsieur, vous avez la grippe : nous savons ce que c'est ; c'est connu, classé, catalogué, j'ai là une formule imprimée, copiée, dans un bon livre, et qui assure infailliblement la guérison. » Non, il entra posément et se dirigea vers mon lit en me regardant. Puis il regarda les journaux qui étaient sur mon lit. Mais il ne se servit de ses forces médicales que pour me donner remède. Et moi-même, citoyen, j'avais beaucoup de bonnes raisons pour ne marcher pas contre lui de toutes mes faibles forces. Il me demanda tous les renseignements qui lui étaient nécessaires pour établir son diagnostic.

— Vous lui avez répondu la vérité ?

— Naturellement. On répond toujours la vérité aux médecins.

— Vous n'avez pas essayé de jouer au plus fin, de jouer au plus malin, de duper le médecin, de lui donner illusion ?

— Vous plaisantez, docteur : je me serais considéré comme le dernier des imbéciles, et non pas comme l'avant-dernier, si j'avais voulu jouer au plus fin avec le médecin.

— Pourquoi donc, citoyen malade ?

— Parce qu'il est évident que c'est moi que j'aurais dupé ; j'aurais compromis ma future santé.

— Mais cette vérité que vous disiez à ce médecin pouvait porter atteinte à votre amour-propre.

— Je n'avais plus aucune considération, docteur, pour mon ancien amour-propre. N'espérez pas que vous ajouterez jamais, dans vos énumérations, l'honneur du malade à l'honneur du soldat. Le malade est un malheureux sans honneur professionnel.

— Nous en usons plus astucieusement pour les maladies sociales : nous masquons, nous déguisons, nous fardons, nous altérons, nous inclinons la vérité pour ne pas mécontenter, pour ne pas blesser, pour ne pas vexer tous ceux qui sont malades et qui nous contaminent, les ambitieux individuels et collectifs, les autoritaires, les unitaires, les boulangistes, les concurrents, les électroroculteurs, les parlementaires.

— Je sais ce que c'est, docteur, que les individus ambitieux individuels ; je connais moins les ambitieux collectifs.

— C'est une race d'ambitieux considérablement plus redoutable. Ce sont eux qui ont inventé les syndicats et

coopératives de production et de consommation d'ambition. Le guesdisme était jadis le culte et la vénération de Guesde : il a commencé naguère à devenir, et il devient de plus en plus un syndicat de jeunes ambitieux.

— Qui nommez-vous les autoritaires ?

— Parmi tous ceux qui se croient révolutionnaires, je nomme autoritaires, ou autoritariens, et je juge en un sens réactionnaires : ceux qui veulent commander par la force à leurs camarades, au lieu d'essayer de les convaincre par la raison. Je nommerais autoritaristes ceux qui font et professent la théorie de l'autoritarisme. Mais ces derniers mots me déplaisent.

— Qui nommez-vous les unitaires ?

— Parmi tous ceux qui se croient socialistes, je nomme unitaires, ou unitariens, et je juge en un sens ecclésiastiques : ceux qui veulent réunir, par la force même, ceux qui ont raison à ceux qui ont tort, au lieu d'agir simplement et petitement avec ceux qui ont raison. Je nommerais unitaristes ceux qui font et professent la théorie de l'unitarisme. Mais ces derniers mots me déplaisent.

— Je crois savoir qui vous nommez les boulangistes.

— Vous ne le saurez jamais assez : le boulangisme a d'abord été une maladie épidémique à rechutes à peu près régulières ; mais il tend à devenir une maladie endémique redoutable.

— Qui nommez-vous au juste les concurrents ?

— Je pourrais distinguer les concurrents et les concurrentistes ; mais ce dernier mot me déplaît. Les concurrents sont ceux qui, nommés socialistes, se livrent cependant aux pires excès de la concurrence indivi-

duelle et collective. Les concurrentistes seraient ces bonnes gens comme nous en voyons, qui, animés eux-mêmes des sentiments les plus doux, ont gardé cependant pour la vieille concurrence un respect religieux et la veulent restituer, disposée, adaptée, honorée, au cœur de la cité socialiste. Ces derniers sont de braves gens qui n'ont jamais pu oublier les distributions de prix bourgeoises où ils furent couronnés.

— Je ne connais que trop ce que vous nommez la culture de l'électeur.

— Vous ne la connaissez pas encore assez. Vous ne pensez ici qu'à l'électeur né ou devenu ou censé devenu français, que l'on cultive pour devenir conseiller municipal, ou conseiller d'arrondissement, ou conseiller général, ou député, selon le suffrage universel. Et vous pensez encore à l'électeur devenu ou censé devenu sénatorial, que l'on cultive pour devenir sénateur, selon le suffrage restreint. Vous pensez aux élections académiques, à la cooptation. Mais vous ne pensez pas que nous avons à présent nos élections, à nous, et nos électeurs, à nous, nés ou devenus ou censés devenus socialistes. Nous cultivons à l'intérieur. Nous cultivons pour devenir délégués, selon le suffrage universel, que nous avons adopté. Nous cultivons pour devenir du Comité général, selon les lois du suffrage restreint, que nous avons introduites.

— Je crois savoir qui vous nommez les parlementaires.

— Vous ne le savez pas encore assez. Vous ne pensez qu'aux socialistes parlementaires et aux parlementaires socialistes introduits dans les Parlements bourgeois, peu à peu inclinés aux mœurs parlementaires. Vous ne

pensez pas aux socialistes ayant introduit chez eux pour eux les mœurs parlementaires, l'unanime inclinaison devant la majorité, fût-elle factice, et tous les trucs des Parlements bourgeois, le vote par division, le vote par paragraphes et le vote sur l'ensemble, et toutes les motions, et les motions d'ordre, et la question préalable, et le vote en commençant par la motion la plus éloignée, et le vote sur la priorité, et le vote sur la forme, et le vote sur le fond, et le vote par tête, et le vote par ordre, et le vote par mandats, et le vote avec les mains, et le vote avec les pieds, et le vote avec les cannes, et le vote avec les chapeaux, sur les tables, sur les chaises, et le vote en chantant, et les formules heureuses de conciliation. Je nommerais parlementaristes ceux qui font et professent la théorie du parlementarisme.

— Mais ces derniers mots me déplaisent. Parfaitement. Vous donnez à vos malades et à vos maladies des noms bien peu français.

— Les noms sont bien peu français ; les actes que j'ai nommés sont bien peu français et bien peu socialistes.

— Et quand le médecin vous eut bien ausculté ?

— Ce médecin leva les bras au ciel, non pour adorer, car depuis longtemps les médecins sont devenus peu adorateurs, mais pour marquer son étonnement. « Eh madame ! » dit-il à ma femme, — les médecins négligent de s'adresser au malade lui-même, — « quelle maladie extraordinaire ! je n'ai pas encore vu deux cas qui se ressemblaient. » Entendant ces paroles, je me rappelai cette proposition : qu'il n'y a pas de maladies, qu'il n'y a que des malades.

— Proposition qui paraît modeste et même humble, mais qui est présomptueuse et veut réduire les aspects

du réel ; pour moi je ne l'ai pas plus reçue en mon entendement que la proposition contraire, qu'il n'y aurait pas de malades, qu'il n'y aurait que des maladies : ce sont là deux propositions qui ne me paraissent pas empiéter moins sur le réel social que sur le réel individuel, qui est lui-même un peu un réel social. J'oserais dire qu'il y a des maladies qui se manifestent chez des malades, et qu'il y a des maladies sociales qui se manifestent chez des malades individuels et collectifs. Il y aurait donc à la fois des maladies et des malades. C'est parce qu'il y a des maladies qu'il faut que l'on travaille dans les documents et dans les renseignements des livres. C'est parce qu'il y a des malades que nous devons les ausculter individuellement ou particulièrement. Des microbes identiques ou à peu près identiques donnent aux différents organismes des lésions différentes, et demandent, s'il est permis de parler ainsi, des traitements différents. Quelles étaient vos lésions ?

— « Vous n'avez jamais eu de pneumonie ? me demanda le médecin.

— Jamais, docteur.

— C'est curieux, vous avez la poitrine assez délabrée. Enfin vous auriez tort d'avoir peur. Vous pourrez vous rétablir avec beaucoup de soins. Vous êtes jeune encore. Quel âge avez-vous, trente et quelques ?

— Non, docteur, j'ai vingt-sept ans seulement.

— Tiens, tiens, voici qui est plus sérieux. Vous avez vraiment la poitrine assez délabrée. »

— Je vous arrête ici, mon ami : pensez-vous que ce médecin vous disait la vérité ?

— Je le pense : les médecins disent toujours la vérité.

— Ne généralisons pas trop. Admettons seulement

qu'ils disent naturellement la vérité ; admettons qu'ils disent la vérité quand on veut bien la savoir.

— Si vous le voulez. Je crois que ce médecin me disait la vérité.

— Mais cette vérité n'était pas flatteuse pour vous.

— Ce médecin n'était pas là pour me flatter, mais nous l'avions fait monter pour qu'il me dît la vérité qu'il saurait de la santé de mon corps.

— Nous en usons plus astucieusement pour les maladies sociales : nous nous gardons soigneusement de dire le peu de vérités que nous savons ; nous risquerions de blesser une organisation nationalement ou même régionalement constituée ; nous risquerions de blesser le Directoire, que nous nommons Comité général, ou quelqu'un du Directoire, ou quelqu'un qui tienne à quelqu'un du Directoire ; nous risquerions de blesser la grande Chambre des députés socialistes, que nous nommons Congrès ; nous risquerions de blesser quelqu'un qui ait été, qui soit ou qui devienne un jour délégué à quelque Congrès ; et puis nous devons respecter les Congrès internationaux, et les Congrès simplement régionaux, et les congrès provinciaux, et les congrès départementaux, et les congrès d'arrondissement, et les congrès cantonaux, et les congrès municipaux, et les groupes, et les groupés, et les arrière-petits-cousins et les fournisseurs des citoyens délégués. Nous avons établi des respects indéfinis, un respect universel. Cela gêne un peu la critique. Mais enfin, nous sommes libres comme sous l'ancien régime, et même, étant intervenu le progrès des mœurs, nous le sommes un peu plus, et pourvu que nous ne disions rien de personne qui tienne ou qui touche à quelque chose... Notre plus grand souci, notre unique

souci est donc de plaire ; la grande règle de toutes les règles n'est-elle pas encore de plaire ? Nous plaisons ! nous plaisons ! nous plaisons ! nous sommes plaisants ! nous disons des paroles plaisantes et non pas des paroles vraies. Nous plaisons à tout le monde. Nous sommes les amis du genre socialiste, amis nationaux et internationaux. Nous respectons les amours-propres et quelquefois nous les flattons. Nous respectons les passions et souvent nous les flattons. Nous respectons les envies et les haines et rarement nous les flattons. Nous sommes respectueux. Nous disons aux malades qu'ils se portent bien, et nous leur faisons nos compliments de leur santé. Ainsi tout le monde est content et nous sommes unis. Tout le monde est content, excepté quelques hérétiques. Mais on les brûlera, si le gouvernement bourgeois nous le permet. *Credo in unam sanctam...*

— Le médecin me demanda si je ne m'étais pas gravement surmené depuis quelques années.

— Quel homme indiscret ! Quel homme étonnant ! Pourquoi toutes ces demandes ? Et que ne se fiait-il bonnement à l'excellente mine que vous avez toujours eue, que vous avez encore aujourd'hui, que vous avez gardée sans doute au plus fort de la maladie.

— Malheureusement.

— Comment, malheureusement ?

— Ce que vous nommez ma bonne mine a fait plusieurs fois mon malheur : ainsi, au régiment, quand j'étais fatigué, si je le disais, mes meilleurs amis me riaient doucement au nez ; j'ai fini par ne plus le dire jamais, bien que je sois d'un naturel un peu geignant. Et tout récemment encore il m'est arrivé une aventure assez malheureuse.

— Peut-elle m'intéresser ?

— Je ne le crois pas.

— Contez-la moi donc.

— Je travaillais pour un patron collectif.

— Comment cela ?

— J'étais employé pour une Société anonyme à capital et personnel variables ; ce que je nomme un patron collectif était, si vous le voulez bien, le conseil d'administration de cette Société. Un matin je me sentis malade. C'était le commencement de ce qui vient de se consommer. Je fis dire à mon patron que je ne pourrais pas y aller. Puis, par endurance et par vanité, je me levai quand même et je me harnachai. Le harnois soutient la bête. Quand on a des souliers cirés, on marche, à moins d'en être où j'en suis aujourd'hui. Quand j'arrivai à mon bureau, je vis clairement que mes patrons voulaient bien ne pas me faire voir qu'ils ne croyaient pas un mot de ce que je leur avais fait dire.

— Cette histoire en effet m'intéresse peu. Nous la retiendrons cependant pour quand nous causerons du patronat individuel et du patronat collectif. C'est une question considérable. Beaucoup de socialistes s'imaginent que la Révolution sociale consistera sûrement à remplacer le patronat capitaliste par un certain patronat de fonctionnaires socialistes.

— Je m'imagine au contraire que la révolution sociale consistera sans doute à supprimer le patronat : aussi on me nomme anarchiste.

— Ne nous laissons pas effrayer par les mots. Pensez seulement à la misérable situation de tous les ouvriers

qui ont l'air d'aller plus ou moins bien et qui sont délabrés par l'exercice du métier.

— J'y pensais, bien avant que je ne fusse tombé malade ; mais il est vrai que j'y pense à présent comme à une réalité propre.

— Pourquoi donc ce médecin ne s'est-il pas fié seulement à votre bonne mine ?

— Sans doute parce qu'il savait que nous ne devons pas nous fier aux apparences. Tel est du moins le sens d'un vieux dicton. Il savait que quelques personnes ont l'air malade et se portent bien, qu'un grand nombre de personnes ont assez bonne mine et sont délabrées.

— Nous en usons plus astucieusement pour les maladies sociales : nous nous gardons soigneusement de critiquer les apparences ; pourvu que les groupes soient nombreux et acclament des résolutions retentissantes, pourvu que les meetings soient vibrants, pourvu que les manifestations fassent pleuvoir les pommes de terre sur la voiture de Rochefort, pourvu que les congrès finissent en chantant l'*Internationale*, qui est une hymne admirable, pourvu que les délégués s'intitulent socialistes et le soient politiquement à peu près, pourvu que les élections marchent à peu près, pourvu que les suffrages montent, et surtout pourvu que l'*on n'abandonne pas le terrain de la lutte de classes*, nous nous gardons soigneusement d'examiner ce qu'il y a là-dessous, nous nous gardons soigneusement d'examiner si les âmes jouissent de la santé socialiste ou si elles travaillent du mal bourgeois.

— Pourquoi donc, citoyen, s'il est permis que je vous interroge à mon tour.

— Surtout par habitude, un peu par paresse, et aussi

parce que nous avons peur des belles découvertes que nous ne manquerions pas de faire.

— Dans le civil on a peur au contraire que le médecin ne fasse pas toutes les découvertes qui sont à faire.

— Je crois savoir pourquoi vous vous êtes surmené depuis quelques années ; mais puis-je vous demander connaissance des circonstances particulières ?

— Depuis que je me connais, je mène une vie peu intelligente et je me surmène : il fallait que cela cassât. Un peu plus tôt un peu plus tard, il fallait que le délabrement se manifestât. Il s'est manifesté un peu plus tôt, parce que ces dernières années furent exceptionnelles. Il s'est manifesté récemment pour des causes très déterminées.

— Quelles furent ces causes ?

— Elles seraient très longues à dire et fatigantes.

— Je vous demande pardon, j'oubliais que vous étiez malade.

— Naturellement.

— Je vous dirai ces causes tout à loisir quand nous causerons du patronat collectif, ou des autoritaires, ou quand nous traiterons la décomposition du dreyfusisme en France. Revenez me voir demain : vous ayant aujourd'hui conté l'histoire de ma grippe, il convient que demain je vous conte l'histoire de mon remède et celle de ma convalescence et de ma guérison.



ENCORE DE LA GRIPPE

20 mars 1900,

Le lendemain dans l'après-midi — et il y a de cela déjà plus d'un mois passé — le citoyen docteur socialiste révolutionnaire moraliste internationaliste revint donc me voir. Il avait à la main, — et non pas sous le bras, car on n'a jamais porté pour marcher un livre sous le bras, — il avait un livre de bibliothèque. J'allais encore un peu mieux. Mais j'avais toujours des essoufflements qui m'inquiétaient. Ces essoufflements pouvaient présager la rechute légère que j'eus depuis.

— Citoyen malade, nous avons hier oublié le principal.

— Cela n'est pas étonnant, citoyen docteur : presque toujours on oublie ainsi le principal.

— J'ai oublié de vous demander pourquoi vous pensiez à vous guérir?

— Je n'y pensais pas seulement, docteur, je le désirais et je le voulais. Je le désirais profondément, sourdement, obscurément, clairement, de toutes façons, en tous les sens, de tout mon corps, de toute mon âme, de tout moi. Je le voulais fermement. Je voulais aussi l'espérer. Mes parents et mes amis le désiraient, le

voulaient, et plusieurs l'espéraient. J'étais d'accord avec eux là-dessus. Le médecin aussi le voulait. Enfin je suis assuré que tous mes adversaires le désiraient sincèrement et je crois que la plupart de mes ennemis ne le désiraient pas moins.

— Voilà beaucoup d'accords. Voulez-vous que je commence par vous?

— Je vous dirai que je serai sans doute embarrassé pour donner réponse à vos interrogations. Je n'étais pas bien fort sur l'analyse quand j'étais malade. Il y avait en moi des sentiments et des raisons pour lesquelles je voulais guérir. Mais le désir et la volonté que j'en avais me paraissaient tellement naturels que je ne cherchais pas à en discerner les causes.

— Le devoir et le savoir ne sont pas identiquement conformes à la nature. Je vous aiderai. Nous commencerons par les raisons, parce que c'est plus commode, et nous finirons par les sentiments. Mais avant nous remarquerons que les malades veulent guérir pour échapper à la mort, ou pour échapper à la maladie, ou, naturellement, pour échapper aux deux. Nous aimons le remède, la convalescence et la guérison par amour de la vie, ou par amour de la santé, ou, bien entendu, par amour de la vie saine.

— Ce sont là, docteur, de grandes questions, et que ces simples consultations et conversations ne suffiront pas à délier : la passion de la vie et de la mort, de la maladie et de la santé, de la joie et de la douleur. Il y faudrait au moins des dialogues.

— Ou un poème. Ou des poèmes. Ou un drame. On en a fait. Beaucoup. Nous dialoguerons si la vie et l'action nous en laisse l'espace et la force, plus tard, quand

nous serons mieux renseignés. Alors nous dirons des dialogues. Aujourd'hui nous causerons à l'abandon, comme il convient à un convalescent. Pour quelles raisons vouliez-vous échapper à la mort?

— Autant que je me rappelle et que puis démêler, je savais que ma mort causerait une épouvantable souffrance à quelques-uns, une grande souffrance à plusieurs, une souffrance à beaucoup.

— Bien. Nous sommes ainsi reconduits de la considération de la mort à la considération de la douleur et du mal.

— J'aurais eu de la peine réciproquement si je m'étais représenté que la mort consistait sans doute à quitter les survivants. Mais je n'arrivais pas à me donner cette représentation.

— C'est un défaut de l'imagination.

— Je pensais très vivement au contraire que je laisserais inachevées plusieurs entreprises que j'ai commencées, un livre que j'ai commencé, plusieurs livres que j'espérais commencer, continuer et finir, ces cahiers mêmes, essayés au moins pour un an, où vous savez que je mets tous mes soins.

— Cela prouve, citoyen convalescent, que vous vous intéressez à ce que vous faites.

— Cela prouve surtout que je le travaille. Je ne vous le dirais pas aussi brutalement si on ne me l'avait sévèrement reproché.

— Vous auriez tort : on doit toujours dire brutalement.

— Un abonné assez éventuel...

— Qu'entendez-vous par là?

— J'entendais un abonné qui sans doute s'affermira.

Cet abonné m'a fait des cahiers une critique sévère et dont j'ai usé. Il m'a reproché que mon style était voulu. C'est-à-dire travaillé.

— Que lui avez-vous répondu ?

— Je ne lui ai pas répondu, puisque je n'ai pas le temps. Je lui ai répondu en moi-même. Je ne sais pas ce que c'est qu'un style qui n'est pas travaillé, qui n'est pas voulu. Ou plutôt je crois savoir que ce n'est pas un style. On se moquerait beaucoup d'un sculpteur qui taillerait un Balzac sans s'en apercevoir. Pourquoi veut-on que l'écrivain taille et découpe sans l'avoir voulu ? Laissons ces plaisanteries. Je ne prétends pas que le travail puisse rien tirer du néant, du moins le travail humain, et c'est le seul que je connaisse. Mais je n'ai jamais rien vu de sérieux que l'auteur n'eût pas travaillé. Les romantiques encore nous ont abrutis là-dessus.

— Quels romantiques ? Vous avez eu un mot violent.

— Ne croyez pas, docteur, que je cherche des mots non grossiers pour qualifier une influence grossière.

— Quels romantiques ?

— Les prosateurs et les poètes romantiques français, les seuls que j'ai lus. J'en ai fait mes ennemis personnels. Un jour je vous dirai pourquoi. Pour aujourd'hui je retiens seulement qu'ils ont puissamment contribué, avec toute leur littérature, à déconsidérer le travail. Vous savez : *Ainsi quand Mazeppa qui rugit et qui pleure.* Vous aussi vous avez déclamé ces vers en pleurant de bonheur et d'admiration.

— Je les ai déclamés quand j'étais écolier. C'étaient de beaux vers :

Ainsi lorsqu'un mortel sur qui son dieu s'étale

— Quand ils voulaient faire des vers, je persiste à croire qu'ils ne se faisaient pas attacher sur un fougueux cheval nourri d'herbes marines : ils avaient encrier, plume et porte-plume, et papier, comme tout le monde. Et ils s'asseyaient à leur table sur une chaise, comme tout le monde, excepté celui qui travaillait debout. Et ils travaillaient, comme tout le monde. Et le génie exige la patience à travailler, docteur, et plus je vais, citoyen, moins je crois à l'efficacité des soudaines illuminations qui ne seraient pas accompagnées ou soutenues par un travail sérieux, moins je crois à l'efficacité des conversions extraordinaires soudaines et merveilleuses, à l'efficacité des passions soudaines, — et plus je crois à l'efficacité du travail modeste, lent, moléculaire, définitif.

— Plus je vais, répondit gravement le docteur, moins je crois à l'efficacité d'une révolution sociale et extraordinaire soudaine, improvisée merveilleuse, avec ou sans fusils et dictature impersonnelle, — et plus je crois à l'efficacité d'un travail social modeste, lent, moléculaire, définitif. Mais je ne sais pas pourquoi vous abordez d'aussi grosses questions, que vous avez vous-même réservées, quand je vous demande seulement des renseignements sur les raisons et sur les sentiments que vous avez eus la semaine passée.

— Pardonnez-moi, citoyen qui découpez des interrogations : pardonnez-moi d'échapper parfois à vos limites provisoires ; pardonnez-moi sur ce que le réel n'est pas seulement fait pour se conformer à nos découpages. Mais ce sont nos découpages qui parfois sont conformes aux séparations du réel, et souvent sont arbitraires.

— Particulièrement arbitraires quand nous traitons des hommes et des sociétés qu'ils ont formées. — Avez-

vous au moment du danger pensé à ceci : à l'immortalité de l'âme ou à sa mortalité ?

— Non, docteur, puisque je vous ai dit que je ne me représentais pas que je partirais, que je quitterais, qu'ensuite je serais sans doute absent. Quand j'étais en province au lycée en ma première philosophie, un professeur âgé, blanc, honorable, très bon, très doux, très clair, très grave, à la parole ancienne, aux yeux profondément tristes et doux, nous enseignait. Nous lui devons plus pour nous avoir donné l'exemple d'une longue et sérieuse vie universitaire que pour nous avoir préparés patiemment au baccalauréat. Il traitait simplement et noblement devant nous les questions du programme. L'immortalité de l'âme était sans doute au programme. Il traita devant nous de l'immortalité de l'âme. Il ne s'agissait de rien moins que de savoir si son âme à lui, à lui qui promenait régulièrement son corps en long et en long dans la classe, et qui plaçait régulièrement le pied de son corps sur les carreaux en brique de la classe, — donc il s'agissait de savoir si son âme à lui était immortelle ou mortelle ; et il ne s'agissait pas moins de savoir si nos âmes à nous, qui utilisions diligemment les mains de nos corps à copier fidèlement le cours, — il ne s'agissait pas moins de savoir si nos âmes à nous étaient immortelles ou mortelles. Ce fut un grand débat. Le professeur équitable nous présenta les raisons par quoi nous pouvons penser que les âmes humaines sont immortelles ; puis il nous présenta les raisons par quoi nous pouvons à la rigueur penser que nos âmes humaines sont mortelles : et dans ce cours de philosophie austère et doux les secondes raisons ne paraissaient pas prévaloir sur les premières. Le profes-

seur équitable penchait évidemment pour la solution de l'espérance. Tout l'affectueux respect que nous lui avons gardé ne nous empêchait pas alors de réagir. Continuant à protester contre la croyance catholique où l'on nous avait élevés, commençant à protester contre l'enseignement du lycée, où nos études secondaires finissaient, préoccupés surtout de n'avoir pas peur, et de ne pas avoir l'air d'avoir peur, nous réagissions contre la complaisance. Nous étions durs. Nous disions hardiment que l'immortalité de l'âme, c'était de la métaphysique. Depuis je me suis aperçu que la mortalité de l'âme était aussi de la métaphysique. Aussi je ne dis plus rien. Le souci que j'avais de l'immortalité individuelle, et qui selon les événements de ma vie a beaucoup varié, me reste. Mais l'attention que je donnais à ce souci a beaucoup diminué depuis que le souci de la mortalité, de la survivance et de l'immortalité sociale a grandi en moi. Pour l'immortalité aussi je suis devenu collectiviste.

— On ne peut se convertir sérieusement au socialisme sans que la philosophie et la vie et les sentiments les plus profonds soient rafraîchis, renouvelés, et, pour garder le mot, convertis.

— C'est une angoisse épouvantable que de prévoir et de voir la mort collective, soit que tout un peuple s'engloutisse dans le sang du massacre, soit que tout un peuple chancelle et se couche dans les retranchements de bataille, soit que tout un peuple s'empoisonne hâtivement d'alcool, soit que toute une classe meure accélérément du travail qui est censé lui donner la nourriture. Et comme l'humanité n'a pas des réserves indéfinies, c'est une étrange angoisse que de penser à la mort de l'humanité.

— Reste à savoir, mon ami, s'il vaut mieux que l'humanité vive ou s'il vaut mieux qu'elle meure.

— Pour savoir, docteur, s'il vaut mieux que l'humanité vive ou s'il vaut mieux qu'elle meure, encore faut-il qu'elle vive. On ne sait pas, quand on ne vit pas. On ne choisit pas, quand on ne vit pas.

— La proposition que vous énoncez ici, mon ami, est à peu près ce qu'on nomme une lapalissade.

— Mieux vaut proclamer une lapalissade que d'insinuer une erreur.

— Ou plutôt il n'est pas mauvais de proclamer une lapalissade, et il est mauvais d'insinuer une erreur. — Vous avez sans doute ici les *Dialogues philosophiques* de Renan ?

— Bien entendu, docteur, que je les ai.

— Voulez-vous me les donner ?

Comme je n'avais pas encore la permission de sortir, on monta chercher les *Dialogues*. Le docteur moraliste posa sur ma table ronde le livre qu'il avait apporté, ouvrit les *Dialogues et fragments philosophiques*, s'arrêta aux *Dialogues*, les parcourut, les relut, relut des passages, entraîné continûment des certitudes aux probabilités et des probabilités aux rêves. Cela dura longtemps.

— Il faudrait tout citer. Ces dialogues ont un charme étrange et une inconsistance merveilleuse, une admirable continuation de l'idée acceptée à l'idée inacceptable. On ne saurait, sans fausser le texte, isoler un passage, une idée, un mot. Les propositions ne sont pas déduites, ne paraissent pas conduites, s'interpénètrent, s'internourrissent. Étrange mutualité de l'incontestable et de l'indéfendable. Jamais nous ne saisirons dans ce

tissu la formule entièrement fausse et plusieurs fois nous y subissons la certitude entièrement vraie. Mais la certitude même y laisse place à la défiance. Écoutez. Je lis presque au hasard :

EUTHYPHRON

... Le nombre des corps célestes où la vie peut se développer à un moment donné est, sans doute, dans une proportion infiniment petite avec le nombre des corps existants. La terre est peut-être à l'heure qu'il est, dans des espaces presque sans bornes, le seul globe habité. Parlons d'elle seule. Eh bien, un but comme celui dont vous venez de parler est au-dessus de ses forces. Ces mots d'omnipotence et d'omniscience doivent être laissés à la scolastique. L'humanité a eu un commencement ; elle aura une fin. Une planète comme la nôtre n'a dans son histoire qu'une période de température où elle est habitable ; dans quelques centaines de milliers d'années, on sera sorti de cette période. La Terre sera probablement alors comme la Lune, une planète épuisée, ayant accompli sa destinée et usé son capital planétaire, son charbon de terre, ses métaux, ses forces vives, ses races. La destinée de la Terre, en effet, n'est pas infinie, ainsi que vous le supposez. Comme tous les corps qui roulent dans l'espace, elle tirera de son sein ce qui est susceptible d'en être tiré ; mais elle mourra, et, croyez-le, elle mourra, comme dit, dans le livre de Job, le sage de Théman, « avant d'avoir atteint la sagesse ».

— Je reconnais, docteur, et je ressens cette sérénité. Mais Renan...

— Il ne s'agit pas de Renan, mon ami. Voyez sa préface :

...Je me résigne d'avance à ce que l'on m'attribue directement toutes les opinions professées par mes interlocuteurs, même quand elles sont contradictoires. Je n'écris que pour des lecteurs intelligents et éclairés. Ceux-là admettront parfaitement que je n'aie nulle solidarité avec mes personnages et que je ne doive porter la responsabilité d'aucune des opinions qu'ils expriment. Chacun de ces personnages représente, aux degrés divers de la certitude, de la probabilité, du rêve, les côtés successifs d'une pensée libre; aucun d'eux n'est un pseudonyme que j'aurais choisi, selon une pratique familière aux auteurs de dialogues, pour exposer mon propre sentiment.

— J'entends, docteur; et je n'adresserai ma réponse qu'à ce philosophe Euthyphron; cet homme *au sens droit*, qui, dans les premiers jours du mois de mai 1871...

— Vive la Commune! citoyen.

— ...qui dans les premiers jours du mois de mai 1871, accablé des malheurs de sa patrie, se promenait dans une des parties les plus reculées du parc de Versailles, avec le philosophe Eudoxe, l'homme *à la bonne opinion*...

— ... et le philosophe *ami de la vérité*, le citoyen Philalèthe.

— Si ce citoyen philosophe avait parfaitement aimé la vérité, il eût opposé une résistance un peu moins complaisante aux probabilités de celui qui vint le lendemain, le deuxième jour, de Théophraste, qui sans doute *parlait de Dieu*.

— C'est que ce Théophraste en réalité introduisait ses probabilités sur les certitudes que ce Philalèthe avait

posées. L'objection de l'homme *au sens droit* n'atteint pas ce Théophraste : « Nous ne disons pas que l'absolu de la raison sera atteint par l'humanité; nous disons qu'il sera atteint par quelque chose d'analogue à l'humanité. Des milliers d'essais se sont déjà produits, des milliers se produiront; il suffit qu'il y en ait un qui réussisse. Les forces de la Terre, comme vous l'avez très bien dit, sont finies. » Et il recommence. Et encore : « Du reste, peu importe. Il est très possible que la Terre manque à son devoir ou sorte des conditions viables avant de l'avoir rempli, ainsi que cela est déjà arrivé à des milliards de corps célestes ; il suffit qu'un seul de ces corps accomplisse sa destinée. Songeons que l'expérience de l'univers se fait sur l'infini des mondes. »

— Ne poursuivez pas, docteur, vos citations insaisissables. Nous ne pouvons pas critiquer cela ainsi. C'est proprement un charme. Il faudrait le rompre. Il faudrait lire du commencement à la fin, mot par mot, puis phrase à phrase, puis dialogue à dialogue, puis d'ensemble, et à tous les degrés on commenterait et on critiquerait cet admirable texte comme un texte ancien. Au peu que vous m'avez cité, docteur, que de commentaires et que de critiques ! Sous l'apparente humilité de la forme, sous la sérénité imposante et charmeuse des mots, sous la savante impartialité de la proposition, quelle présomptueuse autorité de commandement, quelle usurpation, conduisant à quelles tyrannies ! Nous n'avons jamais eu de plus grand ennemi que ce Théophraste, qui se promenait à Versailles, sinon le Versaillais qui se promena le troisième jour avec eux, Théoctiste, celui qui *fait la fondation de Dieu*. Les réactionnaires les plus dangereux n'ont jamais prononcé sur

tout ce que nous aimons, sur tout ce que nous préparons, sur tout ce que nous faisons, sur tout ce pour quoi nous vivons, des paroles aussi redoutables, d'une injustice élégante aussi profonde que ces deux idéalistes. Il ne suffit pas de sous-intituler un dialogue *Probabilités* ou *Rêves :* il convient que l'incertitude réside au cœur des probabilités, et que l'improbabilité réside au cœur des rêves.

— N'oublions pas *l'Avenir de la Science*. Renan l'annonce lui-même en note : « Je publierai plus tard un essai, intitulé *l'Avenir de la Science*, que je composai en 1848 et 1849, bien plus consolant que celui-ci, et qui plaira davantage aux personnes attachées à la religion démocratique. La réaction de 1850-51 et le coup d'État m'inspirèrent un pessimisme dont je ne suis pas encore guéri. »

— Je ne crains pas beaucoup que M. Jules Roche ait fait campagne au *Figaro* contre le socialisme. Je crains un peu plus que Macaulay intervienne au débat. Mais je redoute que ce Théophraste et que ce Théoctiste prononcent assurément leurs propositions inintelligentes admirablement vêtues. Je redoute que ces probabilités soient présentées sur un certain mode comme si elles étaient certaines, et que ces rêves ne soient pas présentés vraiment sur un mode improbable. Donnez-moi ces *Dialogues*. Merci. Écoutez ce Théophraste en ses probabilités. Attendez un peu. Je vais le trouver. Le voici. Écoutez bien : « Voilà pourquoi les pays où il y a des classes marquées sont les meilleurs pour les savants ; car, dans de tels pays, ils n'ont ni devoirs politiques, ni devoirs de société ; rien ne les fausse. Voilà enfin pourquoi le savant s'incline volontiers (non sans quelque ironie) de-

vant les gens de guerre et les gens du monde. Le contemplateur tranquille vit doucement derrière eux, tandis que le prêtre le gêne avec son dogmatisme, et le peuple avec son superficiel jugement d'école primaire et ses idées de magister de village. »

— Il me paraît certain que ce Théophraste ingénieux n'avait pas imaginé l'affaire Dreyfus, ni connu M. Duclaux.

— Considérons seulement comme une probabilité qu'il n'avait pas imaginé *cette malheureuse affaire*. Je ne lui en fais pas un reproche, mais je lui ferais volontiers un reproche, ayant oublié d'imaginer cette imminente affaire, d'avoir assurément généralisé, présomptueusement prophétisé, d'avoir annoncé les temps éternels, d'avoir escompté l'espace infini. C'est un peu de l'astrologie qui avait oublié un puits très terrestre. Il y a beaucoup de puits. Et je lui reproche, ayant fait cet oubli, d'avoir aussi dédaigneusement négligé ma socialisation des moyens d'enseignement. « Le peuple avec son superficiel jugement d'école primaire et ses idées de magister du village » : voilà qui est bientôt dit, mais, monsieur, — c'est à ce Théophraste que je parle, et non pas à Renan, qui depuis nous a donné cet *Avenir de la science,* qu'il avait produit au temps de sa jeunesse — mais, monsieur, toutes vos généralités deviennent improbables si nous réussissons à donner au peuple cette culture que nous lui devons, que nous n'avons pas toute, que nous recevrons et que nous nous donnerons en la lui donnant. Cela sera long. Cela sera difficile. Mais cela n'est pas impossible. Et même cela est plus facile à organiser que les communications interplanétaires. Et cela n'est pas, en un sens, moins inté-

ressant. Et j'irai plus loin, monsieur — c'est toujours à ce M. Théophraste que je m'adresse, et non pas à M. Renan — je dirai plus : en attendant que nous ayons socialisé, universalisé la culture, si je m'arrête à la considération du présent soucieux et d'un avenir prochain, dans le village où nous demeurons, celui que vous nommez le magister, celui qu'on nommait naguère le maître d'école, et que nous intitulons sérieusement l'instituteur n'est pas un homme insupportable au contemplateur tranquille. Et il est un auxiliaire indispensable au contemplateur inquiet, que nous nommons communément homme d'action. L'instituteur au village ne représente pas moins la philosophie et la science, la raison et la santé, que le curé ne représente la religion catholique. Si ce village de Seine-et-Oise ne meurt pas dans les fureurs et dans les laides imbécillités de la dégénérescence alcoolique, si l'imagination de ce village arrive à surmonter les saletés, les horreurs et les idioties des romans feuilletons, nous n'en serons pas moins redevables à ce jeune instituteur que nous n'en sommes redevables au Collège de France. Et encore nous n'en sommes redevables aux corps savants que parce qu'ils n'ont pas accompagné Théophraste en ses probabilités et Théoctiste en ses rêves. Sinon...

— Vous avez raison, mon ami, mais vous vous excitez. Puisque nous sommes revenus à parler des morts collectives, traitons posément, le voulez-vous, des morts collectives ? Il vaut mieux faire ce que l'on fait.

— Pas encore, citoyen, je veux dire tout ce que je veux dire à ce M. Théophraste. Et que ne dirai-je pas à son ami M. Théoctiste. Écoutez un peu, docteur, ce qu'il me dit :

« En somme, la fin de l'humanité, c'est de produire des grands hommes ; le grand œuvre s'accomplira par la science, non par la démocratie. Rien sans grands hommes ; le salut se fera par des grands hommes. L'œuvre du Messie, du libérateur, c'est un homme, non une masse qui l'accomplira. On est injuste pour les pays qui, comme la France, ne produisent que de l'exquis, qui fabriquent de la dentelle, non de la toile de ménage. Ce sont ces pays-là qui servent le plus au progrès. L'essentiel est moins de produire des masses éclairées que de produire de grands génies et un public capable de les comprendre. Si l'ignorance des masses est une condition nécessaire pour cela, tant pis. La nature ne s'arrête pas devant de tels soucis ; elle sacrifie des espèces entières pour que d'autres trouvent les conditions essentielles de leur vie. »

Voici ce qu'il dit.

— Le fait est, mon ami, que les paroles de ce Théoctiste ne sont pas beaucoup favorables à nos récentes universités populaires. Il avait encore dit : « Qu'importe que les millions d'être bornés qui couvrent la planète ignorent la vérité ou la nient, pourvu que les intelligents la voient et l'adorent ? » Nous avons connu, depuis, combien il importe que quarante millions de simples citoyens n'ignorent pas et ne nient pas la vérité, non seulement la vérité scientifique, mais aussi la vérité historique — pour Théoctiste surtout la vérité historique est partie inséparable de la vérité scientifique — nous avons connu qu'il ne suffit pas que quelques intelligents la voient ; nous avons renoncé à toute adoration, même à l'adoration de la vérité. Tout se tient ici.

Parce que Théophraste et parce que Théoctiste n'ont pas imaginé l'affaire Dreyfus, ils prononcent des paroles défavorables à ce grand mouvement salubre des universités populaires. Comme leurs propos sont éloignés de cette heureuse, de cette saine allocution qu'Anatole France prononça naguère à l'inauguration de *l'Émancipation*, et que vous avez mise au commencement du troisième cahier. On m'a dit que le même citoyen parlerait bientôt à la fête inaugurale de l'Université populaire du premier et du deuxième arrondissement. Attendons, si vous le voulez, qu'il ait participé à cette inauguration. Nous aurons encore plus de courage à ne pas accompagner le deuxième, l'annonciateur, le Baptiste, en ses probabilités et le troisième, le fondateur, en ses rêves. Un charme de vérité nous protégera contre un charme d'erreur.

Ayant ainsi parlé, le docteur me souhaita une heureuse convalescence. Quand il revint, le mardi 6 courant, au matin, j'allais un peu mieux de la rechute que j'avais eue la veille. Le docteur ne me fit pas ses compliments.

— Je vous reconnais bien là, me dit-il. Nous avons à peine essayé d'éclaircir le tout premier commencement de votre chute, et vous me faites une rechute. On m'avait bien dit que vous allez toujours trop vite. Vous n'attendez jamais les enregistrements ni les explications.

— Pardonnez-moi, docteur, et supposons que je ne suis pas retombé. Ainsi nous continuerons ce que nous avons commencé, comme si de rien n'était. *La Petite République* d'hier matin, datée d'aujourd'hui mardi 6 mars, nous a donné l'allocution attendue. Devons-

nous la relire ici-même ou devons-nous la garder pour quand nous recueillerons les documents et les renseignements *pour et contre les universités populaires.*

— Mieux vaut, mon ami, les relire aujourd'hui. Cette allocution de France accompagne aisément celle que vous avez déjà donnée. Enfin, quand nous causerons des universités populaires, nous négligerons un peu, si vous le voulez bien, celles qui sont nées glorieuses pour étudier attentivement celles qui sont restées ordinaires.

— Lisons donc. Et entendons :

PROLÉTARIAT ET SCIENCE

Hier, dans l'après-midi, a eu lieu, sous la présidence d'Anatole France, la fête inaugurale de l'Université populaire du premier et du deuxième arrondissement.

Le préau de l'école de la rue Étienne-Marcel était trop étroit pour contenir tous les assistants, qui débordaient dans la cour. Les citoyens Allemane et Jaurès ont prononcé des discours très applaudis. Nous sommes heureux de donner le texte complet de l'allocution d'Anatole France, dont les principaux passages ont été acclamés :

Citoyens,

En poursuivant sa marche lente, à travers les obstacles, vers la conquête des pouvoirs publics et des forces sociales, le prolétariat a compris la nécessité de mettre dès à présent la main sur la science et de s'emparer des armes puissantes de la pensée.

Partout, à Paris et dans les provinces, se fondent et se multiplient ces universités populaires, destinées à répandre parmi les travailleurs ces richesses intellectuelles longtemps renfermées dans la classe bourgeoise.

Votre association, *le Réveil des premier et deuxième arrondissements*, se jette dans cette grande entreprise avec un élan généreux et une pleine conscience de la réalité. Vous avez compris qu'on n'agit utilement qu'à

la clarté de la science. Et qu'est en effet cette science? Mécanique, physique, physiologie, biologie, qu'est-ce que tout cela, sinon la connaissance de la nature et de l'homme, ou plus précisément la connaissance des rapports de l'homme avec la nature et des conditions mêmes de la vie ? Vous sentez qu'il nous importe grandement de connaître les conditions de la vie, afin de nous soumettre à celles-là seules qui nous sont nécessaires, et non point aux conditions arbitraires, souvent humiliantes ou pénibles, que l'ignorance et l'erreur nous ont imposées. Les dépendances naturelles qui résultent de la constitution de la planète et des fonctions de nos organes sont assez étroites et pressantes pour que nous prenions garde de ne pas subir encore des dépendances arbitraires. Avertis par la science, nous nous soumettons à la nature des choses et cette soumission auguste est notre seule soumission.

L'ignorance n'est si détestable que parce qu'elle nourrit les préjugés qui nous empêchent d'accomplir nos vraies fonctions, en nous imposant de fausses qui sont pénibles et parfois malfaisantes et cruelles, à ce point qu'on voit, sous l'empire de l'ignorance, les plus honnêtes gens devenir criminels par devoir. L'histoire des religions nous en fournit d'innombrables exemples : sacrifices humains, guerres religieuses, persécutions, bûchers, vœux monastiques, exécrables pratiques issues moins de la méchanceté des hommes que de leur insanité. Si l'on réfléchit sur les misères qui, depuis l'âge des cavernes jusqu'à nos jours encore barbares, ont accablé la malheureuse humanité, on en trouve presque toujours la cause dans une fausse interprétation des phénomènes de la nature et dans quelqu'une de ces

doctrines théologiques qui donnent de l'univers une explication atroce et stupide. Une mauvaise physique produit une mauvaise morale, et c'est assez pour que, durant des siècles, des générations humaines naissent et meurent dans un abîme de souffrance et de désolation.

En leur longue enfance, les peuples ont été asservis aux fantômes de la peur, qu'ils avaient eux-mêmes créés. Et nous, si nous touchons enfin le bord des ténèbres théologiques, nous n'en sommes pas encore tout à fait sortis. Ou pour mieux dire, dans la marche inégale et lente de la famille humaine, quand déjà la tête de la caravane est entrée dans les régions lumineuses de la science, le reste se traîne encore sous les nuées épaisses de la superstition, dans des contrées obscures, pleines de larves et de spectres.

Ah ! que vous avez raison, citoyens, de prendre la tête de la caravane ! Que vous avez raison de vouloir la lumière, d'aller demander conseil à la science. Sans doute, il vous reste peu d'heures, le soir, après le dur travail du jour, bien peu d'heures pour l'interroger, cette science qui répond lentement aux questions qu'on lui fait et qui livre l'un après l'autre, sans hâte, ses secrets innombrables. Nous devons tous nous résigner à n'obtenir que des parcelles de vérité. Mais il y a à considérer dans la science la méthode et les résultats. Les résultats, vous en prendrez ce que vous pourrez. La méthode, plus précieuse encore que les résultats, puisqu'elle les a tous produits et qu'elle en produira encore une infinité d'autres, la méthode vous saurez vous l'approprier, et elle vous procurera les moyens de conduire sûrement votre esprit dans toutes les recherches qu'il vous sera utile de faire.

Citoyens, le nom que vous avez donné à votre Université montre assez que vous sentez que l'heure est venue des pensées vigilantes. Vous l'avez appelée *le Réveil* sans doute parce que vous sentez qu'il est temps de chasser les fantômes de la nuit et de vous tenir alertes et debout, prêts à défendre les droits de l'esprit contre les ennemis de la pensée, et la République contre ces étranges libéraux, qui ne réclament de liberté que contre la liberté.

Il m'était réservé d'annoncer votre noble effort et de vous féliciter de votre entreprise.

Je l'ai fait avec joie et en aussi peu de mots que possible. J'aurais considéré comme un grand tort envers vous de retarder, fût-ce d'un instant, l'heure où vous entendrez la grande voix de Jaurès.

— Nous n'avons pas entendu la grande voix de Jaurès, mais nous avons eu de lui, le même jour, un article bref et significatif :

UNIVERSITÉS POPULAIRES

Elles se multiplient à Paris, et les prolétaires assistent nombreux, fidèles, aux leçons et séries de leçons que leur donnent de bons maîtres.

Le prolétariat aspire évidemment à sa part de science et de lumière ; et si limités que soient ses loisirs, si accablé que soit son esprit de toutes les lassitudes du corps, il ne veut pas attendre l'entière transformation sociale pour commencer à penser. Il sait que ce commencement de savoir l'aidera dans son grand effort d'émancipation révolutionnaire.

ENCORE DE LA GRIPPE

Ce n'est pas seulement dans l'interprétation de l'univers naturel, c'est dans l'interprétation de l'univers social que le prolétariat, selon le conseil excellent d'Anatole France, doit appliquer la méthode libératrice de la science. Dans l'ordre social aussi il y a une théologie : le Capital prétend se soustraire à l'universelle loi de l'évolution et s'ériger en force éternelle, en immuable droit. Le capitalisme aussi est une superstition, car il survit, dans l'esprit routinier et asservi des hommes, aux causes économiques et historiques qui l'ont suscité et momentanément légitimé.

Dans l'ordre social aussi, les fantômes de la peur troublent le cerveau des hommes. Ce ne sont pas seulement les possédants qui s'effraient à l'idée d'un changement complet dans le système de propriété : il y a encore une part du prolétariat qui a peur de tomber dans le vide si on lui retire soudain la servitude accoutumée où s'appuie sa pensée routinière.

Voilà pourquoi la science, en déroulant sous le regard des prolétaires les vicissitudes de l'univers et le changement incessant des formes sociales, est, par sa seule vertu, libératrice et révolutionnaire. Nous n'avons même pas besoin que les maîtres qui enseignent dans les Universités populaires concluênt personnellement et explicitement au socialisme. Dans l'état présent du monde, c'est la science elle-même qui conclut.

On me dit qu'il y a des socialistes qui voient encore un calcul machiavélique de la bourgeoisie et un piège pour les travailleurs dans les universités populaires, comme ils voient un piège dans la coopérative, dans le syndicat. Oh ! qu'ils ont peu de confiance en la force historique du prolétariat : à l'heure où nous sommes,

il ne peut plus être dupe : car les ruses mêmes qui seraient imaginées contre lui ne serviraient qu'à accroître sa force.

Est-ce que notre parti aussi serait transi par la peur des fantômes ? Et allons-nous, décidément, nous retirer de l'action dans la crainte vague d'être égarés par des feux follets sur des chemins de perdition ? Pour nous, quelles que soient les interprétations venimeuses, nous sommes absolument résolus à continuer, d'accord avec le prolétariat militant et agissant, l'œuvre d'organisation ouvrière et d'émancipation intellectuelle qui est la condition même de la Révolution, et même un commencement de Révolution.

— Oh ! oh ! docteur, voilà des paroles un peu fortes, surtout venues de Jaurès. Mais laissons cela. Nous reparlerons de l'action socialiste. Nous reparlerons de l'unité socialiste. J'ai relu attentivement depuis la dernière conversation que nous avons eue, les *Dialogues philosophiques*. J'ai lu aussi *Caliban*. Je m'en tiens à ce que nous avons dit.

— Vous avez raison. Il conviendrait de commenter ces dialogues au moins aussi scrupuleusement que l'on commente en conférences les dialogues de Platon. Ils valent ce commentaire. Alors on distinguerait les discontinuités de la pensée admirablement voilées sous la continuité de la phrase, du mouvement. Alors on apercevrait les inconsistances de la pensée admirablement maintenues par la tenue de la forme. Alors on demanderait au moins quelques définitions préalables.

— Il est vrai, docteur, que ces dialogues, souples et merveilleux, réconcilient avec ces excès de définition

que présentent certains dialogues platoniciens, moins souples et moins merveilleux. Ils réconcilieraient presque avec les manies scolastiques. Ils réconcilient avec tous les échafaudages de Kant. Ils font aimer plus que jamais les bonnes habitudes scolaires des honnêtes professeurs de philosophie. Et même ils feraient aimer les gens qui ont eu souci de *baralipton.* Et ils feraient pardonner aux jésuites leurs *distinguo.*

— Vous parlez de Kant, mon ami : quelle ignorance — voulue — ou quelle méconnaissance des frontières kantiennes, frontières non revisées pourtant, et frontières sans doute inrevisables. Tout comme l'auteur, ayant inscrit *Probabilités* au fronton du second dialogue et *Rêves* au fronton du troisième, a négligé un peu dans son texte même que les probabilités n'étaient pas certaines et que les rêves étaient improbables, tout à fait ainsi, ayant nommé Kant, par Eudoxe, au commencement des *Certitudes*, se heurtant aux antinomies de Kant, par Euthyphron, à la fin des *Rêves*, il a dans son texte même oublié un peu ce que je me permets de nommer la prudence et que l'on pourrait aller jusqu'à nommer la mégarde kantienne. Et même avant Kant. Eudoxe, au commencement du premier jour, portait sur lui un exemplaire des *Entretiens sur la métaphysique*, de Malebranche. Mais ces grands philosophes avaient un soin préalable de leurs définitions et de leurs distinctions. Une simple distinction du très grand, de l'indéfini et de l'infini, une simple distinction du perdurable, du temporel indéfini, du temporel infini et de l'éternel annulerait plusieurs paroles de Théophraste, plusieurs fondations de Théoctiste : elle endommagerait ainsi le Dieu qu'ils

annoncent et qu'ils fondent. Au courant de ses probabilités, le citoyen Théophraste esquisse une théorie des probabilités qui n'est pas incontestable. Une simple définition de la proportion mathématique, une simple définition ou distinction de la nature et de la morale, distinction considérable au moins, immobiliserait beaucoup de comparaisons dégénérant en assimilations et en identifications. L'impératif catégorique est un peu facilement englobé. En vérité, ce Renan me ferait aimer le pédantisme. Je ne suis pas très partisan des spéculations immenses, des contemplations éternelles. Je n'ai pas le temps. Je travaille par quinzaines. Je m'attache au présent. Il en vaut la peine. Je ne travaillais pas dans la première et dans la deuxième quinzaine de mai 1871. Comment l'aurais-je fait, si je n'étais pas né ? Je travaille dans les misères du présent. Mais quand on se fonde sur l'immensité des rêves éternels pour démolir ma prochaine socialisation des moyens d'enseignement, je ne puis m'empêcher d'examiner un peu si les rêves sont rêvés selon les lois des rêves humains : car il y a des lois des rêves humains, il y a des frontières des rêves humains. Et si ces rêves ne sont pas humains, si on les nomme surhumains, je les nomme inhumains, et j'en ignore : Je suis homme, et rien de ce qui est inhumain ne m'est concitoyen.

— Et quand on se fonde, citoyen, sur l'immensité des rêves éternels pour me distraire de la considération des mortalités prochaines, je résiste invinciblement. Et quand on se fonde sur l'immensité de l'espérance éternelle pour me consoler de la prochaine épouvante, je refuse. Non pas que l'inquiétude et l'angoisse ne me soit douloureuse, mais mieux vaut encore une inquiétude ou

même une épouvante sincère qu'une espérance religieuse. Tous ces fils de Renan, qui dialoguaient, étaient des savants religieux.

— Ou plutôt une inquiétude et même une épouvante, si elle est sincère, est bonne ; au lieu qu'une espérance enchanteresse est mauvaise. Ne nous laissons pas bercer. Croyons qu'une souffrance vraie est incomparable au meilleur des enchantements faux. Ne soyons pas religieux, même avec Renan.

— Ne nous retirons pas plus du monde vivant pour considérer les sidérales promesses que pour contempler une cité céleste. Il me paraît que l'humanité présente a besoin de tous les soins de tous les hommes. Sans doute elle aurait moins besoin de nos travaux si les hommes religieux qui nous ont précédés avaient travaillé un peu plus humainement et s'ils avaient prié un peu moins. Car prier n'est pas travailler. Il me paraît incontestable que l'humanité présente est malade sérieusement. Le massacre des Arméniens, sur lequel je reviendrai toujours, et qui dure encore, n'est pas seulement le plus grand massacre de ce siècle ; mais il fut et il est sans doute le plus grand massacre des temps modernes, et pour nous rappeler une telle mort collective, il nous faut dans la mémoire de l'humanité remonter jusqu'aux massacres asiatiques du Moyen-Age. Et l'Europe n'a pas bougé. La France n'a pas bougé. La finance internationale nous tenait. Nous avons édifié là-dessus quelques fortunes littéraires et plusieurs succès oratoires. Pas moi. Ni vous. Ni le peuple. Mais ni le peuple, ni vous, ni moi, nous n'avons bougé. La presse infâme, vendue au Sultan, abrutissait déjà le peuple. Et puis, cause d'abstention plus profonde : l'Europe est malade, la France

est malade. Je suis malade. Le monde est malade. Les peuples et les nations qui paraissaient au moins libérales s'abandonnent aux ivrogneries de la gloire militaire, se soûlent de conquêtes. La France a failli recommencer les guerres de religion, — sans avoir même la foi. Les jeunes civilisations, comme on les nommait, sont plus pourries que les anciennes. Les rois nous soûlaient de fumées, comme on le chante encore, selon Pottier. Mais à présent, ce sont les peuples qui se soûlent de gloire militaire, comme ils se soûlent d'alcool, eux-mêmes. Auto-intoxication. La pourriture de l'Europe a débordé sur le monde. L'Afrique entière, française ou anglaise, est devenue un champ d'horreurs, de sadismes et d'exploitations criminelles. Réussirons-nous jamais à racheter les hideurs africaines, les ignominies commises par nos officiers au nom du peuple français. Mais non, nous ne le pourrons pas. Car il n'y a pas de rachat. Ceux qui sont morts sont bien morts. Ceux qui ont souffert ont bien souffert. Nous n'y pouvons rien. C'est à peine si nous pouvons atténuer un peu le futur. Par quels remèdes ? Nous essayerons de l'examiner plus tard. Mais quand je vois toutes ces morts collectives menaçantes, quand je vois l'empoisonnement alcoolique et l'épuisement industriel, et quand je pense à la grande mort collective qui clorait l'humanité, je refuse audience à l'enchanteur : « Qu'importe, m'a dit l'enchanteur, qu'importe que l'humanité meure avant d'avoir institué la raison ? qu'importe que mille humanités meurent ? Une humanité réussira. » Quittons, docteur, je vous en prie, quittons la morale astronomique, et soyons révolutionnaires. Préparons dans le présent la révolution de la santé pour l'humanité pré-

sente. Cela est beaucoup plus sûr. Travaillons. En vérité, je vous le dis, ce Théophraste et ce Théoctiste sont parmi nos plus grands et nos plus redoutables ennemis. Tous les deux ils sont de grands détendeurs de courages.

— On peut et on doit relâcher les courages qui seraient tendus contre la justice et contre la vérité. J'admets que l'on soit détendeur de courages, que ce soit un métier. Mais je n'admets pas que l'on séduise les faibles et que l'on relâche les courages par des enchantements faux pour des enchantements indémontrables.

Laissons, mon ami, puisque ainsi vous-même l'avez demandé, laissons l'espérance intersidérale et continuons à causer de ce monde malade. Connaissez-vous des gens qui n'aient pas pour la mort les sentiments que vous avez eus.

— J'en connais, docteur, et j'en ai connu beaucoup, parce que j'ai connu beaucoup d'hommes. Il me souvient d'un camarade que j'avais et qui sans doute serait devenu mon ami, un tuberculeux, un poitrinaire, qui mourait depuis longtemps, grand, gros, doux, barbu d'une barbe soyeuse et frisée assez, très doux, bonne mine, calme et fort, très bon, l'un des deux hommes les plus bons que j'aie connus jamais. Il mourait lentement en préparant ponctuellement des examens onéreux. Il était très bon envers la vie et envers la mort, sans croyance religieuse et tout dévêtu d'espérance métaphysique ou religieuse. A peine s'il disait qu'il retournerait dans la nature, qu'il se disperserait en nature. Il est mort jeune embaumé

de sérénité comme un vieillard qui a parfait son âge. Aucun de ses camarades, aucun de ses amis, quels que fussent déjà nos sentiments divergents, n'omettait de l'admirer, de l'aimer. Il avait évidemment pour la vie et la mort des sentiments tout à fait étrangers aux sentiments que j'ai, que j'avais ces jours-ci étant malade...

— Et que vous ne m'avez pas dit.

— J'y viendrai. Aucun de nous qui n'admirât cette singulière et laïque santé des sentiments au déclin de sa vie ordinaire et patiente.

— Cette admirable soumission patiente, cette admirable conformation consciente, ne serait pas sans doute aussi rare parmi nous si l'invasion des sentiments chrétiens ne lui avait rapidement substitué la soumission fidèle. Comparez la *Prière pour demander à Dieu le bon usage des maladies* avec la résonance de certaines résignations stoïciennes.

— Je ne sais pas d'histoire, docteur. Je ne connais pas l'histoire de l'invasion chrétienne au cœur du monde ancien.

— Au cœur de la Ville et du Monde. Comparez seulement ces textes authentiques, la *Prière* au *Manuel*. Avez-vous pu analyser les sentiments, étrangers à vous, que votre ami avait sur la vie et la mort. Je suis assuré que ces sentiments étaient apparentés aux sentiments stoïciens.

— Je pourrais les analyser, docteur, mais non pas sans faire des recherches longues et difficiles parmi les souvenirs de ma mémoire. Et quand dans les connaissances de ma mémoire je me serais représenté les images des sentiments de mon ami, j'aurais à vous les

présenter. Comment vous présenter ces nuances parfaitement délicates? Comment vous conter ces événements doux, menus, profonds et grands? A peine un roman pourrait-il donner cette impression. Et s'il vous faut un roman, docteur, allez le demander à mes amis Jérôme et Jean Tharaud. C'est leur métier, de faire des romans. Chacun son métier. Continuons la conversation.

— Quelles personnes avez-vous connues encore, mon ami, qui n'avaient pas les mêmes sentiments que vous devant la mort?

— Je ne saurais, docteur, vous les citer toutes.

— Pouvez-vous m'en citer une au moins dont l'histoire ait fait sur vous plus d'impression.

— Oui, docteur. J'étais tout petit quand cette histoire s'est passée. Aussi ne l'ai-je pas entendue à mesure que je l'ai connue. Quand j'étais petit je l'ai connue et suivie attentivement, parce que je sentais confusément qu'elle était sérieuse. Quand je fus devenu grand je l'ai à peu près entendue. Elle est simple. C'était une pauvre femme, une assez vieille dame, riche, mariée à un officier de l'Empire, qui vivait en retraite, un pur voyou, comme il y en avait tant parmi les officiers de l'Empire. La malheureuse était tombée dans la dévotion. Quand je dis tombée, je cède à l'habitude, car je ne sais nullement si elle en fut remontée ou descendue. Elle devint en proie aux bons Pères, comme on les nommait, qui avaient une petite chapelle dans le faubourg.

— Était-ce déjà les révérends pères Augustins de l'Assomption?

— Non, citoyen, c'étaient les pères Lazaristes. J'ai connu beaucoup de gens qui croyaient qu'il y a un Pa-

radis comme je crois que je cause avec vous. Mais je n'ai connu personne au monde qui se représentât aussi présentement le bon Dieu, les anges, le diable et tout ce qui s'ensuit. Cette pauvre femme avait ainsi la consolation dont elle avait besoin. Mais je vous donnerais une impression un peu simple et vraiment fausse, docteur, si je vous laissais croire que la malheureuse croyait par égoïsme inconscient ou conscient, simple ou compliqué, particulier ou collectif. Elle croyait. Cette croyance étant donnée, elle y avait sa consolation. Elle attendait impatiemment que son Dieu lui accordât la permission de passer de ce monde militaire et misérable aux saintes douceurs du ciel, adorables idées. Je pense que beaucoup de chrétiens sont ainsi. Elle se livrait à des exercices extraordinaires qui tuaient son corps et délivraient son âme. Les bons Pères attendaient le testament. Dans la vie ordinaire et un peu facile du faubourg, cette malheureuse dame riche me paraissait surnaturelle et difficile. Tous les matins, hiver comme été, avant l'heure où les pauvres femmes allaient laver la lessive chez les patrons, pour vingt sous par jour, non nourri, autant qu'il me souvienne, la déplorable chrétienne s'en allait à la première messe, dans la neige imbalayée ou dans la fraîche tiédeur du matin païen. « Avoir des rentes comme elle et se lever si matin ! » disaient les femmes qui allaientlaver la lessive, « au lieu de rester au lit : faut-il qu'elle soit innocente ! » Cette innocente eut ce qu'elle devait avoir. Son Dieu lui fit la grâce de la rappeler à lui pendant la sainte semaine. Elle n'eut pas la grippe, encore ininventée ; un jour de la semaine des Rameaux, le printemps étant froid, elle eut un courant d'air dans la petite chapelle. Quand son médecin lui

annonça qu'elle avait une fluxion de poitrine, elle en reçut la nouvelle comme l'annonce et la promesse du tout proche bonheur éternel. Elle entra en béatitude. La fluxion de poitrine l'emporta au bout de ses neuf jours, comme tout le monde. Je crois qu'elle fut sérieusement complice de sa mort. Elle était profondément malheureuse et chrétienne. J'en conclus que les chrétiens peuvent avoir une soif religieuse et faire un commencement d'exécution de cette mort que nous redoutons.

— Cette conclusion générale me paraît admissible, mais seulement parce qu'elle n'engage que les possibilités. Je suis d'accord avec vous que beaucoup de chrétiens sans doute ont ainsi désiré le ciel jusqu'à faire un commencement d'exécution, — involontaire et parfois presque volontaire — de leur mort individuelle. Mais je ne vous accorderais pas que cette conduite soit proprement chrétienne. J'ai peur, mon ami, que vous n'ayez mal entendu la *Prière pour demander à Dieu le bon usage des maladies*. J'ai peur que vous n'ayez interprété cette soumission parfaite comme je ne sais quelle complaisance, quelle facilité à la mort, comme une complicité. Vous avez tellement peur de la mort que ceux qui n'en ont point cette peur vous paraissent en avoir le désir. La position de ce chrétien géomètre était, comme il convient, rigoureusement exacte. Avez-vous cette petite édition des *Pensées* où vous avez lu le texte ? Merci. *Vie de Blaise Pascal, par madame Perier* (*Gilberte Pascal*), sœur aînée de Pascal, —

— Histoire un peu favorable —

— Histoire où transparaît la piété fraternelle, presque un peu maternelle, sévère comme en ce temps, chrétienne et janséniste.

— La *Prière pour demander à Dieu le bon usage des maladies* a été composée en 1648 : Pascal avait alors vingt-quatre ans. Ce que je vais vous dire paraît se rapporter au même âge :

« Cependant mon frère, de qui Dieu se servait pour opérer tous ces biens, était travaillé par des maladies continuelles, et qui allaient toujours en augmentant. Mais, comme alors il ne connaissait pas d'autre science que la perfection, il trouvait une grande différence entre celle-là et celles qui avaient occupé son esprit jusqu'alors ; car, au lieu que ses indispositions retardaient le progrès des autres, celle-ci au contraire se perfectionnait dans ces mêmes indispositions par la patience admirable avec laquelle il les souffrait. Je me contenterai, pour le faire voir, d'en rapporter un exemple.

» Il avait, entre autres incommodités, celle de ne pouvoir rien avaler de liquide qu'il ne fût chaud ; encore ne le pouvait-il faire que goutte à goutte : mais comme il avait, outre cela, une douleur de tête insupportable, une chaleur d'entrailles excessive, et beaucoup d'autres maux, les médecins lui ordonnèrent de se purger de deux jours l'un durant trois mois ; de sorte qu'il fallut prendre toutes ces médecines, et, pour cela, les faire chauffer et les avaler goutte à goutte : ce qui était un véritable supplice, qui faisait mal au cœur à tous ceux qui étaient auprès de lui, sans qu'il s'en soit jamais plaint.

» La continuation de ces remèdes, avec d'autres qu'on lui fit pratiquer, lui apporta quelque soulagement, mais non pas une santé parfaite ; de sorte que les médecins crurent que pour se rétablir entièrement il fallait qu'il

quittât toute sorte d'application d'esprit, et qu'il cherchât, autant qu'il pourrait, les occasions de se divertir. Mon frère eut de la peine à se rendre à ce conseil, parce qu'il y voyait du danger : mais, enfin, il le suivit, — écoutez bien : — croyant être obligé de faire tout ce qui lui serait possible pour remettre sa santé, et il s'imagina que les divertissements honnêtes ne pourraient pas lui nuire ; et ainsi il se mit dans le monde. Mais, quoique par la miséricorde de Dieu il se soit toujours exempté des vices, néanmoins, comme Dieu l'appelait à une grande perfection, il ne voulut pas l'y laisser, et il se servit de ma sœur pour ce dessein, comme il s'était autrefois servi de mon frère lorsqu'il avait voulu retirer ma sœur des engagements où elle était dans le monde. »

Et plus loin :

« Il avait pour lors trente ans, et il était toujours infirme ; et c'est depuis ce temps-là qu'il a embrassé la manière de vivre où il a été jusqu'à la mort. » — Ici M. Ernest Havet rectifie que Pascal avait alors non pas trente, mais trente et un ans, car sa seconde et dernière conversion s'accomplit à la fin de l'année 1654.

Voici qui semblerait confirmer un peu ce que vous avez dit :

« Les conversations auxquelles il se trouvait souvent engagé ne laissaient pas de lui donner quelque crainte qu'il ne s'y trouvât du péril ; mais comme il ne pouvait pas aussi, en conscience, refuser le secours que des personnes lui demandaient, il avait trouvé un remède à cela. Il prenait dans les occasions une ceinture de fer

pleine de pointes, il la mettait à nu sur sa chair, et lorsqu'il lui venait quelque pensée de vanité, ou qu'il prenait quelque plaisir au lieu où il était, ou quelque chose semblable, il se donnait des coups de coude pour redoubler la violence des piqûres, et se faisait ainsi souvenir lui-même de son devoir. Cette pratique lui parut si utile qu'il la conserva jusqu'à la mort; et même, dans les derniers temps de sa vie, où il était dans des douleurs continuelles, parce qu'il ne pouvait écrire ni lire, il était contraint de demeurer sans rien faire et de s'aller promener; il était dans une continuelle crainte que ce manque d'occupation ne le détournât de ses vues. Nous n'avons su toutes ces choses qu'après sa mort, et par une personne de très grande vertu qui avait beaucoup de confiance en lui, à qui il avait été obligé de le dire pour des raisons qui la regardaient elle-même.

» Cette rigueur qu'il exerçait sur lui-même était tirée de cette grande maxime de renoncer à tout plaisir, sur laquelle il avait fondé tout le règlement de sa vie. »

Cela semblerait donner quelque apparence à vos généralités. Mais nous distinguerons.

Plus loin :

« Voilà comme il a passé cinq ans de sa vie, depuis trente ans jusqu'à trente-cinq, — ici M. Ernest Havet rectifie que : il fallait dire seulement quatre ans de sa vie, depuis trente et un ans jusqu'à trente-cinq — travaillant sans cesse pour Dieu, pour le prochain, et pour lui-même, en tâchant de se perfectionner de plus en plus, et on pourrait dire, en quelque façon, que c'est tout le temps qu'il a vécu ; car les quatre années que

Dieu lui a données après n'ont été qu'une continuelle langueur. Ce n'était pas proprement une maladie qui fût venue nouvellement, mais un redoublement des grandes indispositions où il avait été sujet dès sa jeunesse. Mais il en fut alors attaqué avec tant de violence, qu'enfin il y a succombé; et, durant tout ce temps-là, il n'a pu en tout travailler un instant à ce grand ouvrage qu'il avait entrepris pour la religion, ni assister les personnes qui s'adressaient à lui pour avoir des avis, ni de bouche ni par écrit, car ses maux étaient si grands, qu'il ne pouvait les satisfaire, quoiqu'il en eût un grand désir.

» Ce renouvellement de ses maux commença par un mal de dents qui lui ôta absolument le sommeil. »

Plus loin :

« Cependant ses infirmités continuant toujours, sans lui donner un seul moment de relâche, le réduisirent, comme j'ai dit, à ne pouvoir plus travailler, et à ne voir quasi personne. Mais si elles l'empêchèrent de servir le public et les particuliers, elles ne furent point inutiles pour lui-même, et il les a souffertes avec tant de paix et tant de patience, qu'il y a sujet de croire que Dieu a voulu achever par là de le rendre tel qu'il le voulait pour paraître devant lui : car, durant cette longue maladie, il ne s'est jamais détourné de ses vues, ayant toujours dans l'esprit ces deux grandes maximes, de renoncer à tout plaisir et à toute superfluité. Il les pratiquait dans le plus fort de son mal avec une vigilance continuelle sur ses sens, leur refusant absolument tout ce qui leur était agréable :

— Ne croyez pas, citoyen, que cela favorise beaucoup ce que vous avez avancé. Je continue :

« et quand la nécessité le contraignait à faire quelque chose qui pourrait lui donner quelque satisfaction, il avait une adresse merveilleuse pour en détourner son esprit afin qu'il n'y prît point de part : par exemple, ses continuelles maladies l'obligeant de se nourrir délicatement, il avait un soin très grand de ne point goûter ce qu'il mangeait ; et nous avons pris garde que, quelque peine qu'on prît à lui chercher quelque viande — viande, c'est-à-dire sans doute nourriture — agréable, à cause des dégoûts à quoi il était sujet, jamais il n'a dit : Voilà qui est bon ; et encore lorsqu'on lui servait quelque chose de nouveau selon les saisons, si l'on lui demandait après le repas s'il l'avait trouvé bon, il disait simplement : Il fallait m'en avertir devant, car je vous avoue que je n'y ai point pris garde. Et, lorsqu'il arrivait que quelqu'un admirait la bonté de quelque viande en sa présence, il ne le pouvait souffrir : il appelait cela être sensuel, encore même que ce ne fût que des choses communes ; parce qu'il disait que c'était une marque qu'on mangeait pour contenter le goût, ce qui était toujours mal.

» Pour éviter d'y tomber, il n'a jamais voulu permettre qu'on lui fît aucune sauce ni ragoût, non pas même de l'orange et du verjus, ni rien de tout ce qui excite l'appétit, quoiqu'il aimât naturellement toutes ces choses. Et, pour se tenir dans des bornes réglées, il avait pris garde, dès le commencement de sa retraite, à ce qu'il fallait pour son estomac ; et, depuis cela, il avait réglé tout ce qu'il devait manger ; en sorte que, quelque

appétit qu'il eût, il ne passait jamais cela ; et, quelque dégoût qu'il eût, il fallait qu'il le mangeât : et lorsqu'on lui demandait la raison pourquoi il se contraignait ainsi, il disait que c'était le besoin de l'estomac qu'il fallait satisfaire, et non pas l'appétit.

» La mortification de ses sens n'allait pas seulement à se retrancher tout ce qui pouvait leur être agréable, mais encore à ne leur rien refuser par cette raison qu'il pourrait leur déplaire, soit pour sa nourriture, soit pour ses remèdes. Il a pris quatre ans durant des consommés sans en témoigner le moindre dégoût ; il prenait toutes les choses qu'on lui ordonnait pour sa santé, sans aucune peine, quelque difficiles qu'elles fussent : et lorsque je m'étonnais qu'il ne témoignât pas la moindre répugnance en les prenant, il se moquait de moi, et me disait qu'il ne pouvait pas comprendre lui-même comment on pouvait témoigner de la répugnance quand on prenait une médecine volontairement, après qu'on avait été averti qu'elle était mauvaise, et qu'il n'y avait que la violence ou la surprise qui dussent produire cet effet. C'est en cette manière qu'il travaillait sans cesse à la mortification. »

— Je passe pour aujourd'hui le témoignage que madame Perier nous a donné de la pauvreté, de la pureté, de la charité, le service du roi, la simplicité.

Je continue :

« Je tâche tant que je puis d'abréger ; sans cela j'aurais bien des particularités à dire sur chacune des choses que j'ai remarquées : mais comme je ne veux pas m'étendre, je viens à sa dernière maladie.

» Elle commença par un dégoût étrange qui lui prit deux mois avant sa mort : son médecin lui conseilla de s'abstenir de manger du solide, et de se purger ; pendant qu'il était en cet état, il fit une action de charité bien remarquable. Il avait chez lui un bon homme avec sa femme et tout son ménage, à qui il avait donné une chambre, et à qui il fournissait du bois, tout cela par charité ; car il n'en tirait point d'autre service que de n'être point seul dans sa maison. Ce bon homme avait un fils, qui était tombé malade, en ce temps-là, de la petite vérole ; mon frère, qui avait besoin de mes assistances, eut peur que je n'eusse de l'appréhension d'aller chez lui à cause de mes enfants. Cela l'obligea à penser de se séparer de ce malade, mais comme il craignait qu'il ne fût en danger si on le transportait en cet état hors de sa maison, il aima mieux en sortir lui-même, quoiqu'il fût déjà fort mal, disant : Il y a moins de danger pour moi dans ce changement de demeure : c'est pourquoi il faut que ce soit moi qui quitte. Ainsi il sortit de sa maison le 29 juin, pour venir chez nous, — ici M. Havet nous renseigne : Rue Neuve-Saint-Étienne, — rue que nous nommons rue Rollin et rue de Navarre — maison qui porte aujourd'hui le numéro 22. Pascal demeurait *hors et près la porte Saint-Michel* — et il n'y rentra jamais ; car, trois jours après, il commença d'être attaqué d'une colique très violente qui lui ôtait absolument le sommeil. Mais comme il avait une grande force d'esprit et un grand courage, il endurait ses douleurs avec une patience admirable. Il ne laissait pas de se lever tous les jours et de prendre lui-même ses remèdes, sans vouloir souffrir qu'on lui rendît le moindre service. Les médecins qui le traitaient voyaient que

ses douleurs étaient considérables ; mais parce qu'il avait le pouls fort bon, sans aucune altération ni apparence de fièvre, ils assuraient qu'il n'y avait aucun péril, se servant même de ces mots : Il n'y a pas la moindre ombre de danger. Nonobstant ce discours, voyant que la continuation de ses douleurs et de ses grandes veilles l'affaiblissait, dès le quatrième jour de sa colique, et avant même que d'être alité, il envoya quérir M. le curé, et se confessa. Cela fit bruit parmi ses amis, et en obligea quelques-uns de le venir voir, tout épouvantés d'appréhension. Les médecins même en furent si surpris qu'ils ne purent s'empêcher de le témoigner, disant que c'était une marque d'appréhension à quoi ils ne s'attendaient pas de sa part. Mon frère, voyant l'émotion que cela avait causée, en fut fâché, et me dit : J'eusse voulu communier ; mais puisque je vois qu'on est surpris de ma confession, j'aurais peur qu'on ne le fût davantage ; c'est pourquoi il vaut mieux différer. M. le curé ayant été de cet avis, il ne communia pas. Cependant son mal continuait ; comme M. le curé le venait voir de temps en temps par visite, il ne perdait pas une de ces occasions pour se confesser, et n'en disait rien, de peur d'effrayer le monde, parce que les médecins assuraient toujours qu'il n'y avait nul danger à sa maladie ; et, en effet, il eut quelque diminution en ses douleurs, en sorte qu'il se levait quelquefois dans sa chambre. Elles ne le quittèrent jamais néanmoins tout à fait, et même elles revenaient quelquefois, et il maigrissait aussi beaucoup, ce qui n'effrayait pas beaucoup les médecins : mais, quoi qu'ils pussent dire, il dit toujours qu'il était en danger, et ne manqua pas de se confesser toutes les fois que M. le curé le venait voir. »

La fin du paragraphe est de la pauvreté.

« Il joignait à cette ardente charité pendant sa maladie une patience si admirable, qu'il édifiait et surprenait toutes les personnes qui étaient autour de lui, et il disait à ceux qui témoignaient avoir de la peine de voir l'état où il était, que, pour lui, il n'en avait pas, et qu'il appréhendait même de guérir ; et quand on lui demandait la raison, il disait : C'est que je connais les dangers de la santé et les avantages de la maladie. Il disait encore au plus fort de ses douleurs, quand on s'affligeait de les lui voir souffrir : Ne me plaignez point ; la maladie est l'état naturel des chrétiens, parce qu'on est par là comme on devrait toujours être, dans la souffrance des maux, dans la privation de tous les biens et de tous les plaisirs des sens, exempt de toutes les passions qui travaillent pendant tout le cours de la vie, sans ambition, sans avarice, dans l'attente continuelle de la mort. N'est-ce pas ainsi que les chrétiens devraient passer la vie ? Et n'est-ce pas un grand bonheur quand on se trouve par nécessité dans l'état où l'on est obligé d'être, et qu'on n'a autre chose à faire qu'à se soumettre humblement et paisiblement ? C'est pourquoi je ne demande autre chose que de prier Dieu qu'il me fasse cette grâce. Voilà dans quel esprit il endurait tous ses maux.

» Il souhaitait beaucoup de communier ; mais les médecins s'y opposaient, disant qu'il ne le pouvait faire à jeun, à moins que de le faire la nuit, ce qu'il ne trouvait pas à propos de faire sans nécessité, et que pour communier en viatique il fallait être en danger de mort ; ce qui ne se trouvant pas en lui, ils ne pouvaient pas lui

donner ce conseil. Cette résistance le fâchait, mais il était contraint d'y céder. Cependant sa colique continuant toujours, on lui ordonna de boire des eaux, qui en effet le soulagèrent beaucoup : mais au sixième jour de la boisson, qui était le quatorzième d'août, il sentit un grand étourdissement avec une grande douleur de tête ; et quoique les médecins ne s'étonnassent pas de cela et qu'ils assurassent que ce n'était que la vapeur des eaux, — ici M. Havet ose remarquer qu'il ne sait si ces mots expriment une idée bien nette, de même que ceux qu'on trouve plus bas, *ne lui restant plus qu'une vapeur d'eau* — il ne laissa pas de se confesser, et il demanda avec des instances incroyables qu'on le fît communier, et qu'au nom de Dieu on trouvât moyen de remédier à tous les inconvénients qu'on lui avait allégués jusqu'alors ; et il pressa tant pour cela, qu'une personne qui se trouva présente lui reprocha qu'il avait de l'inquiétude, et qu'il devait se rendre au sentiment de ses amis ; qu'il se portait mieux, et qu'il n'avait presque plus de colique : et que, ne lui restant plus qu'une vapeur d'eau, il n'était pas juste qu'il se fît porter le saint sacrement ; qu'il valait mieux différer, pour faire cette action à l'église. Il répondit à cela : On ne sent pas mon mal, et on y sera trompé ; ma douleur de tête a quelque chose de fort extraordinaire. Néanmoins, voyant une si grande opposition à son désir, il n'osa plus en parler ; mais il dit : Puisqu'on ne me veut pas accorder cette grâce, j'y voudrais bien suppléer par quelque bonne œuvre, et ne pouvant pas communier dans le chef, je voudrais bien communier dans ses membres. »

J'aurais à ne pas lire, mon ami, la fin de ce para-

graphe, où le témoignage est de la pauvreté surtout et de la charité ; je le passerais, comme j'ai passé le témoignage où madame Perier nous indiquait pourquoi Pascal n'est pas devenu socialiste, je le passerais si la pauvreté n'y était liée indissolublement à la maladie et à la souffrance :

et pour cela j'ai pensé d'avoir céans un pauvre malade à qui on rende les mêmes services comme à moi, qu'on prenne une garde exprès, et enfin qu'il n'y ait aucune différence de lui à moi, afin que j'aie cette consolation de savoir qu'il y a un pauvre aussi bien traité que moi, dans la confusion que je souffre de me voir dans la grande abondance de toutes choses où je me vois. Car quand je pense qu'au même temps que je suis si bien, il y a une infinité de pauvres qui sont plus malades que moi, et qui manquent des choses les plus nécessaires, cela me fait une peine que je ne puis supporter ; et ainsi je vous prie de demander un malade à M. le curé pour le dessein que j'ai.

» J'envoyai à M. le curé à l'heure même, qui manda qu'il n'y en avait point qui fût en état d'être transporté ; mais qu'il lui donnerait, aussitôt qu'il serait guéri, un moyen d'exercer la charité, en se chargeant d'un vieux homme dont il prendrait soin le reste de sa vie : car M. le curé ne doutait pas alors qu'il ne dût guérir.

» Comme il vit qu'il ne pouvait pas avoir un pauvre en sa maison avec lui, il me pria donc de lui faire cette grâce de le faire porter aux Incurables, parce qu'il avait grand désir de mourir en la compagnie des pauvres. Je lui dis que les médecins ne trouvaient pas à propos de le transporter en l'état où il était, ce qui le fâcha beau-

coup ; il me fit promettre que, s'il avait un peu de relâche, je lui donnerais cette satisfaction.

» Cependant cette douleur de tête augmentant, il la souffrait toujours comme tous les autres maux, c'est-à-dire sans se plaindre ; et une fois, dans le plus fort de sa douleur, le dix-septième d'août, il me pria de faire faire une consultation ; mais il entra en même temps en scrupule, et me dit : Je crains qu'il n'y ait trop de recherche dans cette demande. Je ne laissai pourtant pas de la faire ; et les médecins lui ordonnèrent de boire du petit-lait, lui assurant toujours qu'il n'y avait nul danger, et que ce n'était que la migraine mêlée avec la vapeur des eaux. Néanmoins, quoi qu'ils pussent dire, il ne les crut jamais, et me pria d'avoir un ecclésiastique pour passer la nuit auprès de lui ; et moi-même je le trouvai si mal, que je donnai ordre, sans en rien dire, d'apporter des cierges et tout ce qu'il fallait pour le faire communier le lendemain matin.

» Les apprêts ne furent pas inutiles, mais ils servirent plus tôt que nous n'avions pensé : car environ minuit, il lui prit une convulsion si violente, que, quand elle fut passée, nous crûmes qu'il était mort, et nous avions cet extrême déplaisir, avec tous les autres, de le voir mourir sans le saint sacrement, après l'avoir demandé si souvent avec tant d'instance. Mais Dieu, qui voulait récompenser un désir si fervent et si juste, suspendit comme par miracle cette convulsion, et lui rendit son jugement entier, comme dans sa parfaite santé ; en sorte que M. le curé, entrant dans sa chambre avec le saint sacrement lui cria : Voici celui que vous avez tant désiré. Ces paroles achevèrent de le réveiller ; et comme M. le curé approcha pour lui donner la com-

munion, il fit un effort, et il se leva seul à moitié, pour le recevoir avec plus de respect ; et M. le curé l'ayant interrogé, suivant la coutume, sur les principaux mystères de la foi, il répondit distinctement : Oui, monsieur, je crois tout cela de tout mon cœur. Ensuite il reçut le saint viatique et l'extrême-onction avec des sentiments si tendres, qu'il en versait des larmes. Il répondit à tout, remercia M. le curé ; et lorsqu'il le bénit avec le saint ciboire, il dit : Que Dieu ne m'abandonne jamais ! Ce qui fut comme ses dernières paroles ; car, après avoir fait son action de grâces, un moment après ses convulsions le reprirent, qui ne le quittèrent plus, et qui ne lui laissèrent pas un instant de liberté d'esprit : elles durèrent jusqu'à sa mort, qui fut vingt-quatre heures après, le dix-neuvième d'août mil six cent soixante-deux, à une heure du matin, âgé de trente-neuf ans deux mois. »

Quand le docteur eut fini de me lire tout ce qu'il avait librement choisi dans l'histoire de la vie et de la mort de Blaise Pascal, je ne pensai pas à lui demander pourquoi il m'avait fait une aussi longue citation ; mais nous demeurâmes longtemps sous l'impression de ce témoignage.

TOUJOURS DE LA GRIPPE

5 avril 1900,

Le docteur le premier se rappela que son métier n'était pas de rester sous l'impression des témoignages les plus beaux, mais de les analyser du mieux qu'il pouvait, et de les critiquer.

— Nous n'aurons pas la présomption, mon ami, d'interpréter cette histoire. Vous l'avez parfaitement entendue. Elle vous donne incomplètement raison. Elle me donne raison complémentairement.

— Avant de nous partager, docteur, les morceaux incomplets ou complémentaires de cette histoire, si vous osez le faire encore, permettez-moi.

— Je vous permets.

— A mesure que vous avez avancé dans la narration que nous devons à la piété fraternelle et sévère de madame Perier, j'ai connu en moi un double sentiment, deux sentiments voisins non conciliables d'abord. Je m'apercevais que ces faits m'étaient nouveaux. Je reconnaissais que ces faits m'étaient connus.

Je m'apercevais que ces faits m'étaient vraiment nouveaux. J'avais pourtant lu, ou du moins j'avais parcouru, au temps que j'étais écolier, ce long texte imprimé fin, menu et dense, durant que je préparais des

examens indispensables et des concours utiles. Mais la narration n'était pas entrée dans ma mémoire profonde.

— Cela n'est pas étonnant, mon ami.

— Cela n'est pas étonnant. Les concours et les examens que nous devons subir et où nous contribuons à envenimer l'antique émulation, toutes les rivalités d'enfance, toutes les compétitions scolaires où nous nous faisons les complices de la vieille concurrence donnent malgré nous à tout le travail que nous faisons pour les préparer non seulement un caractère superficiel, mais je ne sais quoi d'hostile et d'étranger, de pernicieux, de mauvais, de malin, de malsain. Les auteurs ne sont plus les mêmes, et il y a toujours quelque hésitation quand Blaise Pascal est un auteur du programme. Cette incommunication est aussi un empêchement grave à tout enseignement, primaire, secondaire, ou supérieur. Je me rappelle fort bien que tout au long de mes études je me suis réservé la plupart de mes auteurs pour quand je pourrais les lire d'homme à homme, sincèrement. Nous venons de le faire, en première lecture, pour quelques passages d'une histoire qui est en effet une introduction naturelle aux *Pensées*. Pourrons-nous faire un jour les lectures suivantes, les deuxième, troisième et suivantes lectures, toujours plus approfondies. Ferons-nous jamais quelque lecture qui soit définitive.

— Je ne pense pas que jamais nos lectures soient finales. Et d'abord savons-nous ce que c'est que lire, et bien lire, et lire mal ?

— Je ne le sais ; mais je sais qu'alors je ne lisais pas bien mes auteurs, que je me les réservais, et qu'à présent, quand j'ai le temps, je les lis mieux. Mais ce n'était pas cela, docteur, qui me frappait le plus pen-

dant que je vous écoutais. En ces faits, qui m'étaient nouveaux, je reconnaissais profondément les événements anciens qui avaient obscurément frappé mon enfance contemporaine. L'histoire du grand Blaise et l'histoire de la pauvre dame innocente et vieillie en dévotion, que je me suis permis de vous conter, c'est à bien peu près la même histoire. Admettez que pour un instant je réserve les éléments de cette histoire que je crois afférents à vos interrogations. Admettez que je laisse les détails. Dans l'ensemble cette histoire est la même. La pauvre dame à la fluxion de poitrine, émerveillement des femmes qui allaient laver la lessive, édification des vieilles dévotes aigres, illustration des campagnes et du faubourg, scandale des esprits faciles, tout ignorante qu'elle était, bourgeoise, vieille, pauvre d'esprit, laide sans doute, insignifiante, insane si vous le voulez, provinciale ignorée au fond d'un faubourg de province, la pauvre dame « entortillée par les curés », comme on disait, n'en avait pas moins toutes les passions, tous les sentiments et presque toutes les pensées d'un Pascal. Vraiment ils étaient les mêmes fidèles. Docteur je me demande si là n'est pas toute la force de la communion chrétienne, et en particulier de la communion catholique. La malheureuse fidèle avait la même foi, les mêmes élancements, la même charité, les mêmes sacrements. Elle aussi reçut enfin celui qu'elle avait tant désiré, qu'elle avait désiré de même. Et sans jouer immoralement avec les assimilations, je me demande si une ou plusieurs communions socialistes semblables ne seraient pas puissamment efficaces pour préparer la révolution de la santé.

— Je vous entends peu, et mal.

— Je vous propose là, docteur, des imaginations mal préparées. Je vous les représenterai plus tard. Mais voici, tout simplement, ce que je voulais dire : je constatais ou croyais constater que l'étroite parenté des sentiments chrétiens de ceux que nous nommons les grands aux sentiments chrétiens de ceux que nous nommons les humbles donnait une force redoutable à la religion que nous avons renoncée ; ainsi je désirais qu'une étroite parenté s'établît ou demeurât des sentiments socialistes de ceux que nous nommons les savants aux sentiments socialistes de ceux que nous nommons les simples citoyens. Je compte beaucoup sur certaines idées simples. Je compte beaucoup sur la diffusion, par l'enseignement, des idées simples révolutionnaires. J'espère que la révolution se fera surtout par l'universelle adhésion libre, l'universelle conversion libre à quelques idées simples moralistes socialistes. C'est pourquoi l'on m'a quelquefois dénommé obscurantiste, ou ignorantiste.

— Laissons ces misères. Moi non plus je ne crois pas que le socialisme soit aussi *malin* qu'on nous le fait souvent. Laissons pour aujourd'hui ces débats. Vous avez pu distinguer dans la narration dont je vous ai vraiment donné connaissance deux tendances chrétiennes, et deux méthodes qui se composent. Première méthode : le malade soigne son corps, travaille à la guérison de son corps de son mieux, pour des raisons que nous allons donner. Mais comme cette première méthode est la seule qui nous importe aujourd'hui, nous allons d'abord éliminer la seconde. Seconde méthode : le malade s'aperçoit que les soins donnés à son corps ou que l'atténuation de la souffrance naturelle constitue

un plaisir des sens, ou simplement, si vous le voulez bien, le malade, au lieu de considérer les soins et les remèdes comme étant nécessaires à la guérison, les considère comme étant un plaisir des sens ; alors, par esprit de pénitence, ou bien il se prive de certains soins, ou bien, ce qui pour nous revient au même, il se donne certaines sévérités qui atténuent, balancent, ou surpassent l'effet des remèdes et des soins. Nous laisserons pour aujourd'hui la pénitence. Mais nous ne négligerons pas la première méthode. Selon cette méthode le chrétien donne aussi bien que vous tous ses soins à la santé de son corps. Dieu l'a créé. Dieu l'a mis au monde. Dieu le tient au monde. Dieu le rappellera du monde. Quand il a voulu. Comme il veut. Quand il voudra. La vie humaine est en un sens un dépôt. Elle est en un sens une épreuve. Elle est en un sens un exil, une résidence de captivité :

Sur la terre d'exil pourquoi resté-je encore ?
Il n'est rien de commun entre la terre et moi.

La terre est un lieu de punition. Le chrétien est un dépositaire. Il est un éprouvé. Il est un exilé, un puni, un condamné à temps. Il peut devenir un condamné à perpétuité, un damné à éternité, un réprouvé. Il n'est pas le maître de l'heure. Il n'y a aucune hésitation sur ce point : que l'Église, commandant pour Dieu, interprétant le commandement de Dieu, la cinquième loi, *Tu ne tueras pas*, interdit le suicide. Or négliger la santé de son corps c'est exactement commettre un suicide partiel, un suicide préparatoire, un commencement d'exécution de suicide. C'est avancer l'heure du compte rendu, la fin de l'épreuve, le retour de l'exil, avancer le *nostos* tou-

jours convoité ; c'est diminuer le temps de la punition, avancer l'heure de la libération. C'est faire intervenir quelque misérable fantaisie humaine au cœur du décret divin. C'est empiéter sur la puissance du Créateur. C'est commettre un sacrilège et tomber en péché mortel. Si votre pauvre dame a vraiment contribué à sa propre mort, j'ai grand peur que, tout de suite après, son Dieu ne l'ait fort mal reçue.

— Vous citez du grec, docteur, non moins abondamment que le citoyen Lafargue.

— Le citoyen Lafargue est un savant homme et je ne suis pas surpris que tous les intellectuels ensemble aient conjuré de lui envier son érudition universelle, ne pouvant la lui ravir. Dans les *Recherches* qu'il a faites *sur l'Origine de l'Idée de Justice*, et qu'il a bien voulu donner à insérer à *la Revue socialiste*, et que nous avons ainsi connues en juillet 1899, il nous a dévoilé une loyauté intellectuelle non moins impeccable que celle qui transparaît au *Manifeste* contemporain. Mais ce que les regards les mieux avertis ne sauraient voir au *Manifeste*, qu'il rédigea pour un tiers, les regards les moins intellectuels sont forcés de le constater dans les *Recherches*, que sans doute il rédigea pour les trois tiers. Je veux parler ici de cette incomparable érudition, de ce savoir universel. On dirait déjà une exposition, avant celle qui vient. L'auteur connaît le sauvage et le barbare ; il connaît les Peaux-Rouges d'après l'historien américain Adairs ; il connaît le Figien ; les femmes slaves de Dalmatie ; le proverbe afghan ; le Dieu sémite ; les Moabites ; les Hamonites ; l'Hébreu comme le Scandinave ; les Érinnies de la Mythologie grecque ; le chœur de la grandiose trilogie d'Es-

chyle, criant à Oreste; Achille, Patrocle, Agamemnon, les Achéens, Hector et Troie; Clytemnestre; encore les Érinnies et le ténébreux Érèbe; encore les Érinnies d'Eschyle, et Oreste; et l'Attique; et le Dieu sémite et la poétique imagination des Grecs...

— Arrêtez-vous, docteur, je vous en supplie!

— J'en ai encore vingt-trois pages, monsieur!

— Ayez pitié d'un malade!

— J'aurai pitié. Ce que je vous ai dit, et qui était si long, tenait en deux pages. Ne croyez pas, mon ami, que jamais M. Alfred Picard, le commissaire général, fera tenir l'univers en aussi peu de place. Et ne croyez pas non plus que jamais M. Pierre Larousse, d'heureuse mémoire, distribuant la science humaine au hasard des alphabets, ait aussi rapidement passé des pôles à l'équateur. Que ne puis-je continuer mes citations de ces citations. Vous auriez entendu Vico en sa *Scienza nuova :* vous auriez entendu Aristote et connu le Verbe, et vous auriez connu les Hecatonchyres de la Mythologie grecque, et Fison et Howitt, ces consciencieux et intelligents observateurs des mœurs australiennes, et le *wehrgeld*, et Sir G. Grey, la Dalmatie, les Scandinaves et les Eddas, Jésus-Christ, Saint-Paul et les Apôtres. Je passe Lord Carnarvon, *Reminicenses of Athens and Morea*, et Sir Gardner Wilkinson, *Dalmatia and Montenegro*, et les ordonnances d'Édouard premier d'Angleterre, et Caïn, chassé de son clan après le meurtre d'Abel, dans la *Genèse* (IV, 13, 14). Je passe l'Australien, et Fraser; et les mânes d'Achille, et Polyxène, la sœur de Pâris; et Darwin rapportant dans son *Voyage d'un naturaliste* une anecdote caractéristique : il vit un Fuégien; César et

les barbares qu'il avait sous les yeux ; le plus grand chef des Peaux-Rouges d'après Volney. Nous aurions continué par Plutarque, Aristide et Philopoemen ; le *thar*, loi du sang des Bédouins et de presque tous les Arabes ; et nous serions revenus aux Germains et aux Scandinaves. Et nous serions retournés à Jéhovah, qui ne craint pas de se contredire, et au *Deutéronome* (xxiv, 16). Alors nous serions derechef revenus à Pyrrhus, le fils d'Achille, naguère délaissé. Mais Caillaud nous eût hardiment conduits chez certaines tribus du désert africain. Et Fraser en Perse. Et Lafargue en Norvège. Quant à Athènes, le pouvoir civil se chargea de frapper le coupable, le plus proche parent assistait à l'exécution. Et nous serions repartis d'Athènes, sans manger ni boire, sans dormir ni penser, méconnaissant l'antique hospitalité. A peine arrêtés aux Égyptiens par Diodore de Sicile, G.-W. Steller nous emportait, tout harassés, jusque chez les Itelmen du Kamtchatka. Mais vous-même, citoyen convalescent, je dois vous fatiguer ?

— Point : je n'écoute pas. Quand j'ai vu que vous passiez outre à mes prières, quand j'ai vu que vous aviez recours à cette misérable figure de rhétorique, intitulée, je crois, prétérition ou prétermission, figure, autant qu'il m'en souvienne, hypocrite, et qui, autant que je me rappelle, consiste à faire semblant de passer sous silence tout ce que l'on veut quand même infliger à l'auditeur, j'ai fait la grève de l'auditeur.

— C'est dommage, monsieur. Nous aurions continué. Nous aurions dévoré tout cru toute cette érudition. Nous nous serions instruits. Et puis nous nous serions écriés : Comme c'est beau, la science ! Et nous au-

rions fini par la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen*, des bourgeois révolutionnaires de 1789, et par le pape Léon XIII, dans sa fameuse encyclique sur le sort des ouvriers. Mais vous ne voulez pas m'écouter. Serait-il vrai que vous fussiez un ignorantiste?

— Le citoyen Lafargue n'est pas un ignorantiste. Il n'est pas un ignorant. Et dans tout ce que vous m'avez cité, docteur, il n'y a presque pas de fautes d'orthographe. Je préfère à vos citations ironiques ou sérieuses le grec modeste que vous avez spontanément, et sans doute sans le faire exprès, introduit dans le tissu de vos discours.

— Des professeurs honorables, sévères, doux et ponctuels, purement universitaires, m'enseignèrent ce grec au lycée. De la cinquième à la rhétorique, lentement et communément, devinant et balbutiant, nous avons lu les poètes hellènes, à la fois étrangers à nous et jeunement hospitaliers à nos jeunes imaginations. Les mœurs des hommes antiques, des héros, des rois, des cités et des dieux nous étaient nouvelles, car elles différaient notablement des mœurs bourgeoises florissantes alors en la bonne ville d'Orléans : les poètes antiques nous paraissaient d'autant plus beaux. Je me rappelle fort bien que l'exil antique inspirait alors aux misérables une singulière épouvante et que le retour, le *nostos*, était désiré comme le grand bonheur, comme une renaissance. Il me semble que les chrétiens ont hérité de ces sentiments, mais qu'ils ont divinisé l'épouvante et le désir. Quand la cité fut devenue, ainsi que vous le savez, l'universelle, l'éternelle cité de Dieu, la terre, que nous labourons, devint, comme nous l'avons

dit, la résidence d'exil, résidence d'épouvante, et la mort, que nous redoutons, devint le suprême retour. Mais de quel droit retourner dans la cité céleste avant que le Maître de la cité vous eût rendu vos droits de citoyen, ou vous eût conféré les droits du citoyen. Sinon, quelle intrusion. Suffira-t-il que le misérable intrus embrasse les autels des dieux ou qu'il invoque Zeus hospitalier. En vérité, je vous le répète : Si votre pauvre dame a vraiment contribué à sa mort, j'ai grand peur que son Dieu ne l'ait mal reçue.

— Non, docteur, je suis assuré que son Dieu lui a pardonné; car ce Dieu, tueur des dieux, a hérité des dieux qu'il a tués; il est devenu après Zeus le Dieu des hôtes; et son hospitalité est infinie ; et il accueille les misérables. Il est devenu infiniment hospitalier, infiniment miséricordieux, et il aura bien voulu considérer que depuis le commencement de la grâce il avait admis beaucoup de saintes et beaucoup de saints tombés au même péché, d'avoir hâtivement désiré la patrie céleste.

— Le chrétien n'a pas à compter sur la miséricorde pour se donner la marge de tomber au péché mortel. Aussi Pascal croyait-il *être obligé de faire tout ce qui lui serait possible pour remettre sa santé*. Je m'en tiens à cette expression. Il était soumis à Dieu. Il avait une admirable patience. Mais il mettait précisément sa soumission, et il exerçait précisément sa patience admirable à bien recevoir et à bien se donner et se faire donner les traitements, les remèdes et les soins que les médecins qui le venaient visiter lui avaient prescrits. En quoi faisant il se conduisait comme un parfait géomètre et comme un parfait chrétien. Il ne voyait pas moins clair alors dans l'ordonnance de sa piété qu'il ne

voyait clair, malgré les assurances des médecins, dans la marche et dans l'aggravation de son extraordinaire maladie.

— Quels étranges médecins que ces médecins de Pascal. Quelle quiétude! et quelle méconnaissance. Mais nous aurions tort de nous imaginer que nous aurions tout dit quand nous aurions dit qu'ils sont aussi les médecins de Molière. Non avertis, des médecins modernes ou contemporains ne s'y seraient pas moins trompés. Ils attendaient en Pascal des maladies communes, ordinaires. Je ne sais pas s'il travaillait de ces maladies ; mais il me semble qu'il travaillait surtout du mal de penser et de croire ; il avait commencé par le mal de penser; il continuait par le mal de penser aggravé du mal de croire : ce sont là des maux redoutables, sinon inexpiables, et que les bons médecins n'avaient pas en considération. Nous qui avons les *Pensées*, nous avons par là même sur la vie et sur la mort de Blaise Pascal, sur la souffrance et le délabrement de son corps, des renseignements que ses médecins n'avaient pas; nous avons des lueurs qu'ils n'avaient pas; nous avons des intelligences nouvelles; et, sans faire de métaphysique, nous savons que son corps travaillait de la souffrance de son âme. Le mal de croire est donné à tout le monde, et ma pauvre dame l'avait ainsi que l'avait eu Pascal. C'est un mal qui est devenu plus rare. Le mal de penser n'est pas encore donné à tout le monde. Il est resté un peu plus professionnel. C'est, pour dire le mot, un mal intellectuel. Je ne crois pas qu'il soit déshonorant. L'excès du travail intellectuel délabre l'âme et le corps sans déshonorer la personne ainsi que l'excès du travail manuel délabre

le corps et l'âme sans déshonorer la personne. Un travailleur intellectuel abruti est aussi misérable et n'est pas plus méprisable qu'un maçon infirme ou qu'un vigneron bossu. Mais il n'est pas plus recommandable. Ou plutôt la maladie intellectuelle n'est pas plus recommandable que la maladie ou que l'accident manuel. Pour tous les travailleurs, et pour le citoyen Pascal, même, la santé, seule harmonieuse, est aussi la seule qui soit recommandable.

— Suspendons, mon ami, ces affirmations téméraires et vaguement religieuses. Nous en sommes aux médecins de Pascal.

— C'étaient de bonnes gens, et je n'en saurais plus dire. Je voulais vous faire observer avec moi, docteur, comme il serait dangereux de découper trop nettement les méthodes que nous croyons distinguées dans le réel. Vos première et seconde méthodes se composent pour les chrétiens en s'associant, en se renforçant, même en se confondant beaucoup plus souvent qu'elles ne se contrarient. Les traitements, les remèdes et les soins, les tisanes, les drogues écœurantes et les potions fades leur servent à deux fins : naturellement les soins préparent ou font la guérison ; moralement, ou plutôt religieusement, puisque les drogues sont désagréables, pénibles, douloureuses, elles fournissent un exercice de pénitence.

— Dont la valeur est diminuée d'autant pour les fidèles qui auraient naturellement peur, comme vous, de la maladie et de la mort. Inversement avez-vous un seul instant, au moment du danger, redouté ce que peut redouter un chrétien sincère?

— Non, docteur, pas un seul instant je n'ai redouté

le Jugement et la Réprobation. Les treize ou quatorze siècles de christianisme introduit chez mes aïeux, les onze ou douze ans d'instruction et parfois d'éducation catholique sincèrement et fidèlement reçue ont passé sur moi sans laisser de traces. Tous les camarades que j'avais à l'école primaire, qu'ils soient devenus des travailleurs manuels ou des travailleurs intellectuels, qu'ils soient devenus des paysans ou des ouvriers, qu'ils soient devenus ou non socialistes et républicains, ne sont pas moins débarrassés que moi de leur catholicisme. C'est cela qui rend si inquiétant l'incontestable envahissement de l'Église catholique, et si redoutable. Quelle que soit la beauté de plusieurs catholiques individuels, toute la puissance de l'Église contemporaine est fondée ou sur l'hypocrisie intéressée, ou sur le cynisme intéressé. Voir Jaurès : « Inoculer au peuple naissant l'hypocrisie religieuse de la bourgeoisie finissante. » Non seulement on a essayé ce crime : la perpétration n'en est pas mal avancée. Iront-ils jusqu'à la consommation ? Faut-il que nous soyons, ma foi, tartufiés ? Cela aussi est une maladie collective.

— Des plus graves et de celles qui nous conduisent le plus laidement à la mort collective. Le plus laidement et le plus sûrement.

— J'ai un ami qui est resté catholique.

— Vous avez un ami qui est resté catholique?

— J'ai un ami qui est resté catholique, ou, ce qui revient au même, un catholique est resté mon ami. Je le vois quelques heures tous les deux ou trois ans, quand il passe à Paris. Car c'est aussi un provincial. Mon ami est prêtre.

— Vous avez un ami qui est prêtre catholique?

— J'ai un ami qui est devenu prêtre catholique. Il est resté mon ami. C'est une amitié qui, pour aujourd'hui, ne vous regarde pas. Si j'étais resté catholique, sans doute je serais devenu prêtre avec lui. Quand je dis qu'il est devenu prêtre, je ne suis pas bien renseigné là-dessus. Nous nous voyons si peu souvent. Il était séminariste. Il s'est de degrés en degrés avancé régulièrement, rituellement, de l'Église enseignée à l'Église enseignante. Je ne sais où il en est. Je crois qu'il a fini. Je ne connais pas même ces degrés. En quoi j'ai tort.

Mon ami a été malade. Je me rappelle à présent fort bien qu'il se soigna ponctuellement. Il est très jeune encore. Il était lésé profondément. Poitrine et système nerveux. Pendant des semaines et des mois, pendant des années, muni de sa douceur austère et sage, de sa patience inaltérable et renseignée, de sa soumission longue et haute, vêtu de sa fidélité droite, invulnérable et lente, non seulement il eut soin de se soigner par des remèdes et des soins déterminés, comme au temps de Pascal, mais adoptant pieusement les données les plus proprement scientifiques de la science moderne, il suivit avec la même soumission et fidélité ce que nous nommons un régime. C'est-à-dire qu'au lieu d'avoir dans sa vie en danger des heures où il aurait vécu et des minutes où il aurait médicalement soigné son corps, loin de là, toutes ses minutes étaient données aux soins, et la vie elle-même était incorporée aux soins. Il suivait un régime. L'hygiène inséparablement se confondait pour lui avec la médecine. Il avait soumis toute sa vie au commandement de ce régime. Il quitta ses camarades, ses amis, ses maîtres, ses parents, son pays et alla s'enfermer des demi-années

entières dans l'établissement luxembourgeois où un docteur luxembourgeois avait pour les malades introduit les derniers aménagements. Il abandonna pour un long temps ses études, qui étaient cependant des études sacrées. Il tempéra, il diminua régulièrement et considérablement ses exercices, qui étaient cependant des exercices de piété. Je ne sais pas s'il eut à demander pour cela des dispenses aux autorités ecclésiastiques. Mais ce que je sais bien, c'est que sa prière même était soumise aux commandements de son régime. Et ce que je sais de certain, c'est qu'il n'avait aucun attachement naturel pour la vie et qu'il avait d'elle un détachement religieux, et que la prière lui était infiniment précieuse. Mais évidemment il pensait et croyait qu'il devait se priver de prier Dieu pour demeurer fidèlement sur la terre où Dieu l'avait envoyé.

— Ne croyez pas, mon ami, que l'institution du régime soit exclusivement moderne. Les anciens pensaient déjà qu'il était nécessaire que l'athlète suivît un régime. Et dans ce que je vous ai lu sur la vie et la mort de Blaise Pascal apparaît par fragments la préoccupation d'un régime. Le malade n'exerçait pas seulement sa patience et sa soumission dans les moments de crise à bien accepter les remèdes pénibles et douloureux comme il acceptait les souffrances mêmes : il exerçait la patience et la même soumission dans les périodes ordinaires ; il réglait alors sa nourriture selon des lois contestables, mais qui lui paraissaient bonnes, sages, qui sans doute répondaient à peu près en son esprit à ce que nous nommons les lois de l'hygiène. Il ne mangeait pas au delà d'une certaine quantité, même quand il avait encore faim, et il mangeait toujours une certaine quantité, même quand il n'avait pas appétit.

— J'admets, docteur, que ces lois lui paraissaient à peu près intervenir ainsi que nous paraissent intervenir ce que nous nommons les lois de l'hygiène et les lois d'un régime. Je remarque seulement que ces lois nous paraissent désormais grossières dans leur brutalité.

— Non, mon ami : elles ne sont proprement ni grossières ni brutales. Mais elles sont comme on devait et comme on pouvait les faire au temps de Pascal. N'oubliez pas qu'alors les sciences que nous nommons naturelles n'étaient pour ainsi dire pas nées ; l'histoire naturelle n'était pas née encore et l'histoire humaine était mal poursuivie ; et la chimie aussi n'avait pas été instituée. Au contraire la mathématique, les mathématiques, la physique mathématique, la mécanique mathématique avaient donné brusquement des résultats extraordinaires. La mécanique céleste avait donné des justifications admirables. Vous ne pouvez nier que l'admirable coïncidence des phénomènes célestes aux calculs humains, que la fidélité des planètes, vagabondes, aux rendez-vous astronomiques n'ait donné à la plupart de ces philosophes et de ces savants une satisfaction encore inouïe et parfois comme un orgueil nouveau. Ils étaient sans doute orgueilleusement géomètres, et la résonance de cet orgueil, également inadmissible à des chrétiens, à des moralistes et à des naturalistes, retentit de la physique, de la métaphysique, de l'anatomie et de la physiologie cartésiennes à la philosophie leibnitzienne et jusque sur la critique de Kant. Pascal s'en évada comme un chrétien, par la contemplation de la sainteté :

« La distance infinie des corps aux esprits figure la distance infiniment plus infinie des esprits à la charité, car elle est surnaturelle.

» Tout l'éclat des grandeurs n'a point de lustre pour les gens qui sont dans les recherches de l'esprit. La grandeur des gens d'esprit est invisible aux rois, aux riches, aux capitaines, à tous ces grands de chair. La grandeur de la Sagesse, qui n'est nulle part sinon en Dieu, est invisible aux charnels et aux gens d'esprit. Ce sont trois ordres différant en genre.

» Les grands génies ont leur empire, leur éclat, leur grandeur, leur victoire et leur lustre, et n'ont nul besoin des grandeurs charnelles, où elles n'ont pas de rapport. Ils sont vus non des yeux, mais des esprits ; c'est assez. Les saints ont leur empire, leur éclat, leur victoire, leur lustre, et n'ont nul besoin des grandeurs charnelles ou spirituelles, où elles n'ont nul rapport, car elles n'y ajoutent ni ôtent. Ils sont vus de Dieu et des anges, et non des corps, ni des esprits curieux : Dieu leur suffit.

» Archimède, sans éclat, serait en même vénération. Il n'a pas donné des batailles pour les yeux, mais il a fourni à tous les esprits ses inventions. Oh ! qu'il a éclaté aux esprits ! Jésus-Christ, sans bien, et sans aucune production au dehors de science, est dans son ordre de sainteté. Il n'a point donné d'invention, il n'a point régné ; mais il a été humble, patient, saint, saint, saint à Dieu, terrible aux démons, sans aucun péché. Oh ! qu'il est venu en grande pompe et en une prodigieuse magnificence, aux yeux du cœur, et qui voient la Sagesse ! »

« Nous connaissons la vérité, non seulement par la raison, mais encore par le cœur. »

« Ceux que nous voyons chrétiens sans la connais-

sance des prophéties et des preuves ne laissent pas d'en juger aussi bien que ceux qui ont cette connaissance. Ils en jugent par le cœur comme les autres en jugent par l'esprit. C'est Dieu lui-même qui les incline à croire ; et ainsi ils sont très efficacement persuadés. »

Voilà pourquoi votre pauvre dame avait les mêmes sentiments et pour ainsi dire les mêmes pensées que Pascal. Vous voyez que Pascal ne l'ignorait pas.

— Je ne veux pas, docteur, me laisser encore séduire à des comparaisons dont je ferais des assimilations déplacées. Mais je connais à présent beaucoup d'hommes et beaucoup de citoyens : Ceux que nous voyons socialistes sans la connaissance des prophéties et des preuves ne laissent pas d'en juger aussi bien que ceux qui ont cette connaissance. Ils en jugent par le cœur, comme les autres en jugent par l'esprit. C'est la solidarité même qui les incline à croire, et ainsi ils sont très efficacement persuadés.

— Je vous entends honnêtement et sans complaisance aucune et sans accueillir une exagération, mais je ne suis pas étonné, mon ami, que la solidarité vous paraisse avoir pour les socialistes, et en faisant les mutations convenables dans les attributions respectives, la même fonction que Dieu même avait pour les chrétiens. Car leur Dieu n'agissait en eux que par les voies naturelles, que nous nommons les lois naturelles, et par les voies surnaturelles de la grâce, à laquelle répondait la charité. Vous savez quel sens parfaitement efficace Pascal donne à ce mot de *charité*, que tant de chrétiens ont détourné à des sens vulgaires. Nous aussi, mon ami, rien ne nous empêche de restituer au mot de *solidarité*,

que tant de socialistes ont monnayé vulgairement, un sens non moins parfaitement efficace, non moins précis, non moins valable. Ainsi entendue, ainsi aimée, ainsi voulue, ainsi connue, ainsi exercée, ainsi profonde et libre, la solidarité socialiste jaillit fréquemment au cœur des humbles et des pauvres, au cœur des ignorants.

— C'est bien là ce que j'entendais : nous avons nos saints et nous avons nos docteurs.

— Mais nous ne devons pas négliger pour cela le raisonnement, le travail patient et le savoir. Il y a des saints qui sont des docteurs, il y a eu des saints parmi les Pères de l'Église grecque et de l'Église latine et du Moyen-Age. Les deux se composent :

« Et c'est pourquoi ceux à qui Dieu a donné la religion par sentiment du cœur sont bien heureux et bien légitimement persuadés. Mais ceux qui ne l'ont pas, nous ne pouvons la donner que par raisonnement, en attendant que Dieu la leur donne par sentiment de cœur, sans quoi la foi n'est qu'humaine, et inutile pour le salut. »

— Je vous entends comme il convient.

— Je continue :

« Il eût été inutile à Archimède de faire le prince dans ses livres de géométrie, quoiqu'il le fût. Il eût été inutile à notre Seigneur Jésus-Christ, pour éclater dans son règne de sainteté, de venir en roi : mais qu'il est bien venu avec l'éclat de son ordre !

» Il est bien ridicule de se scandaliser de la bassesse de Jésus-Christ, comme si cette bassesse était du même ordre duquel est la grandeur qu'il venait faire paraître. Qu'on considère cette grandeur-là dans sa vie,

dans sa passion, dans son obscurité, dans sa mort, dans l'élection des siens, dans leur abandon, dans sa secrète résurrection, et dans le reste ; on la verra si grande, qu'on n'aura pas sujet de se scandaliser d'une bassesse qui n'y est pas. Mais il y en a qui ne peuvent admirer que les grandeurs charnelles, comme s'il n'y en avait pas de spirituelles ; et d'autres qui n'admirent que les spirituelles, comme s'il n'y en avait pas d'infiniment plus hautes dans la Sagesse.

» Tous les corps, le firmament, les étoiles, la terre et ses royaumes, ne valent pas le moindre des esprits ; car il connaît tout cela, et soi ; et les corps, rien. »

— « L'homme n'est qu'un roseau, le plus faible de la nature, mais c'est un roseau pensant. Il ne faut pas que l'univers entier s'arme pour l'écraser. Une vapeur, une goutte d'eau, suffit pour le tuer. Mais quand l'univers l'écraserait, l'homme serait encore plus noble que ce qui le tue, parce qu'il sait qu'il meurt, et l'avantage que l'univers a sur lui l'univers n'en sait rien.

» Toute notre dignité consiste donc en la pensée. C'est de là qu'il faut nous relever, non de l'espace et de la durée, que nous ne saurions remplir. Travaillons donc à bien penser : voilà le principe de la morale. »

« Ce n'est point de l'espace que je dois chercher ma dignité, mais c'est du règlement de ma pensée. Je n'aurai pas davantage en possédant des terres. Par l'espace, l'univers me comprend et m'engloutit comme un point ; par la pensée, je le comprends. »

— Le passage que vous me citez, mon ami, est le plus connu.

— Je le citerai quand même, citoyen. Je suis parfaitement décidé à citer même les stances de Polyeucte, si elles résident sur le chemin de nos conversations. Nous ne courons pas après l'inédit ; nous ne courons pas après l'inconnu ; nous ne courons pas après l'extraordinaire : nous cherchons le juste et le convenable, et beaucoup de juste et beaucoup de convenable fut dit avant nous mieux que nous ne le saurions dire.

— Ce n'est pas moi, mon ami, qui vous en ferai un reproche. Moi non plus je ne cours pas après le bizarre comme tel. Mais quand le bizarre est juste, vrai, convenable, harmonieux, j'accueille le bizarre et même je le recherche ; et quand c'est le connu, le banal qui est juste, vrai, convenable, harmonieux, j'accueille ce banal que je n'ai pas eu à chercher. Je vous disais seulement que le passage que vous m'avez cité est le plus connu. La vigueur, la justesse, la nouveauté, la fraîcheur de la métaphore l'a installé dans la mémoire des hommes et les bons examinateurs l'ont souvent donné à *développer* au baccalauréat : Développer cette pensée de Pascal : L'homme n'est qu'un roseau, le plus faible de la nature, mais c'est un roseau pensant. Alors il fallait redire en six pages de mauvais français tout ce que le grand Blaise avait si bien dit en douze lignes. Cet exercice conférait l'entrée à l'apprentissage des arts libéraux. Du baccalauréat il remontait à la licence, dispensait ainsi du service militaire pour deux années, conférait l'entrée universitaire et le droit officiel d'enseigner. Je ne suis pas assuré qu'il ne soit remonté plus haut encore, jusqu'à l'auguste agrégation, où les bons se distinguent décidément des mauvais. Provisoirement écartés de ces grandeurs, mon

ami, nous n'avons pas à développer cette pensée de Pascal. Nous remarquerons seulement qu'elle ne porte que sur la distance du premier au deuxième ordre, sur la distance des corps aux esprits, et qu'enfin cet écart intéresse beaucoup moins Pascal que la dernière distance du deuxième au troisième ordre, que la distance des esprits à la charité. Au point que dans le morceau que j'ai commencé à vous lire, et que je vais continuer, morceau plus long, sans métaphore, plus important, la distance infinie des corps aux esprits figure seulement la distance infiniment plus infinie des esprits à la charité, car elle est surnaturelle. Et croyez bien que si Pascal avait connu que l'usage de la métaphore déplacerait plus tard dans la mémoire des hommes l'importance qu'il voulait donner respectivement à ces deux distances, il aurait sans doute négligé la métaphore, car il n'était pas homme à préférer la plus belle des comparaisons à la plus infime raison.

Je contiuue :

« Tous les corps ensemble, et tous les esprits ensemble, et toutes leurs productions, ne valent pas le moindre mouvement de charité ; cela est d'un ordre infiniment plus élevé.

» De tous les corps ensemble, on ne saurait en faire réussir une petite pensée : cela est impossible, et d'un autre ordre. De tous les corps et esprits, on n'en saurait tirer un mouvement de vraie charité : cela est impossible, et d'un autre ordre, surnaturel. »

— J'entends tout cela comme il convient, docteur. Il est vrai que la solidarité socialiste soit en laïcité comme la charité chrétienne est en chrétienté, non moins pro-

fonde, non moins intérieure, s'il est permis de parler ainsi, non moins entière, non moins première, non moins différente en genre, et non moins située en un ordre propre. Ainsi la science, l'histoire des hommes et des sociétés peut conduire et conduit souvent au sentiment de la solidarité, mais elle n'est pas le sentiment de la solidarité même et ne peut remplacer le sentiment de la solidarité.

— Nous en causerons, mon ami, quand nous causerons de l'enseignement : car la fréquente et heureuse introduction de la science à la solidarité, mais parfois l'incommunication de la connaissance à l'action, cette contrariété réside au cœur de l'enseignement et se manifeste surtout au cœur de l'enseignement. Pascal avait vivement et profondément senti quel saut il faut faire, au moins en théorie, à qui veut passer du deuxième ordre au troisième, aller de la connaissance à l'action, de la science à la religion, de la géométrie à la charité, qui est la sainteté humaine. Il avait ressenti d'autant plus proprement quel était l'écart intermédiaire qu'il avait été lui-même, et qu'il était demeuré quand même un géomètre, ayant abandonné bien plutôt la matière que la méthode et que le sens de son ancienne géométrie. Et c'est ici que nous nous retrouvons. Comme il demeura ce que nous nommons un mathématicien dans l'exercice rigoureusement exact de la charité, ainsi et sans doute involontairement il demeurait un arithméticien dans l'administration de son estomac. Toujours la même quantité de nourriture, que l'estomac en voulût plus ou moins, qu'il en voulût ou qu'il n'en voulût pas. Évidemment il considérait son estomac comme une simple machine, et non pas comme un organe, c'est-à-

dire qu'il ne le considérait pas comme une machine vivante, pièce d'un vivant, d'une plus grande machine vivante. A conférer avec l'anatomie et la physiologie cartésiennes, simplistes. Et il voulait régir son estomac par les lois mécaniques mathématiques, arithmétiques, par quoi les mécaniciens régissent les machines inanimées, inorganiques. C'est qu'il ne s'était évadé de la mathématique universelle que par la contemplation de la sainteté, par le sens de la charité. Au lieu que nous, qui nous sommes évadés de la mathématique et de la mécanique universelles par la considération de la morale, par la volonté de l'action, par le sens de la solidarité, outre cela nous nous sommes évadés de la mécanique universelle, ou plutôt l'humanité moderne s'est évadée de la mécanique universelle par le progrès de la physique même et, un peu plus, de la chimie, et surtout par l'institution et par le progrès des sciences naturelles indépendantes, par la liberté de l'histoire naturelle et de l'histoire humaine. Et c'est pour cela que nous n'aurions pas l'idée à présent de nous traiter l'estomac comme on traite, ou plutôt comme on n'oserait pas traiter une chaudière de machine à vapeur.

— Concluons, docteur.

— Non, mon ami, ne concluons pas. Que serait-ce, conclure, sinon se flatter d'enfermer et de faire tenir en deux ou trois formules courtes, gauches, inexactes, fausses, tous les événements de la vie intérieure que nous avons si longuement et si soigneusement tâché d'élucider un peu. Ne nous permettons pas de faire un de ces résumés qui sont commodes à lire quand on pré-

pare un examen. Nous ne parlons pas pour les gens pressés, pour les citoyens affairés, qui lisent volontiers les tables des matières. Nous parlons pour ceux qui veulent bien nous lire patiemment.

— Laissons cela, docteur, pour quand je vous conterai l'institution de ces cahiers.

— J'admets que l'on essaye de ramasser en formules, qui sont simples, tous les événements simples, qui sont assez nombreux, et tous les devoirs simples, qui sont beaucoup plus nombreux. J'admets en particulier que l'on essaye d'établir des formules pour la pratique, pour la morale. Mais comment formuler toutes les nuances que nous avons tâché de respecter ; comment formuler toutes les complexités, tous les rebroussements, toutes les surprises, tous les retournements, toutes les sous-jacences et tous les souterrainements que nous avons tâché de respecter. Tout au plus pourrions-nous dire, tout à fait en gros, qu'il est proprement chrétien de soigner son corps de son mieux, mais que l'attrait du Paradis séduit beaucoup de chrétiens, parmi les meilleurs. Ainsi le christianisme serait caractérisé à cet égard par une résistance officielle exacte opposée à la maladie et à la mort, mais l'application du christianisme serait compromise au point de nous présenter souvent une incontestable complicité avec la maladie et avec la mort.

— Mes conclusions, docteur, si vous me permettez d'employer ce mot, seraient, si vous le voulez bien, beaucoup moins favorables au christianisme. Il me semble que nous avons négligé une importante considération. Laissons les attraits plus ou moins involontaires qui peuvent séduire le chrétien de la terre et l'effet plus ou

moins inconscient de ces attraits sur la maladie et sur la mort des chrétiens. Il me semble que nous avons encore à faire une importante considération. Il me semble qu'outre cela le christianisme encore démunit le chrétien devant la maladie et devant la mort. Permettez-moi, docteur, de vous rappeler ce que nos bons professeurs de philosophie nommaient l'influence du moral sur le physique.

— Je me rappelle parfaitement, citoyen : il y avait aussi l'influence du physique sur le moral. Cela nous fournissait de belles antithèses.

— Pour cette fois, docteur, l'antithèse correspondait à une réelle contrariété. Il ne me semble pas que je m'avance inconsidérément, si je prétends que les dispositions morales d'un malade influent considérablement sur sa maladie et sur son retour à la bonne santé. La tristesse, l'ennui, la gêne, le désespoir collaborent à la periclitation comme la joie et le bonheur travaillent au rétablissement. Je crois l'avoir senti moi-même au temps que j'étais en danger. Il me semble que je le sens très bien à présent que je suis en convalescence. Et il me semble que c'est ici que les chrétiens sont désarmés, profondément faibles. Ceux qui ont parmi eux l'imagination un peu efficace doivent se représenter la béatitude avec un élancement tel que, même avertis, même le voulant, même y tâchant, ils doivent n'avoir pas ce goût profond de la vie et de la santé qui est sans doute un élément capital de la longévité.

— Oui, vous avez raison. Un bon chrétien doit manquer d'un certain attachement profond à la vie, animal, et je dirais presque d'un enracinement végétal. D'où sans doute une certaine hésitation dans la défense la

mieux intentionnée, une certaine incertitude, inexactitude et maladresse à la vie. D'ailleurs il ne me serait pas difficile de trouver dans le christianisme un remède à cela. Il est dit qu'il y aura peu d'élus, et si les chrétiens n'étaient pas présomptueux la peur de comparoir les inciterait à reculer au plus loin qu'ils pourraient l'heure de la mort. Mais beaucoup de chrétiens sont présomptueux. D'ailleurs une certaine épouvante, en même temps qu'elle veut échapper à la mort, peut affaiblir le malade jusqu'à le livrer inerte, au lieu qu'une certaine sécurité, en même temps qu'elle désire la mort, peut réconforter le malade et contribuer à son rétablissement. Vous voyez comme tout cela est toujours compliqué. Il y a toujours des croisements et des bifurcations.

— Il y a toujours des croisements et des bifurcations dans nos passions et dans nos sentiments. Mais il me paraît incontestable que le christianisme est en particulier compliqué. Il embrasse tant de contradictions intérieures ou introduites qu'il peut de soi donner réponse à tout. Il embrasse presque tous les excès, et ainsi les excès qui donnent réponse aux excès contraires, et il enveloppe aussi les tempéraments, qui donnent réponse à tous les excès, et il embrassait les excès, qui donnent réponse même à l'excès du tempérament. Il paraît à première vue aussi compliqué, aussi riche que la vie. Et c'est pour cela qu'il paraît souvent se suffire à lui-même. Il ne paraît se suffire à lui-même, citoyen, que par l'insuffisance de son exigence. Beaucoup d'hommes se sont imaginé qu'il était toute une vie. Mais à peine est-il tout un monde. Et il n'est qu'un semblant de la vie, une image grossière, une étrange combinaison d'infini déraisonnable et de vie assez ma-

lade. J'irai jusqu'à dire qu'il est une contrefaçon, une malfaçon de la vie. Sous prétexte que ce qui n'est pas vivant est en général beaucoup moins complexe que ce qui est vivant, nous sommes en général beaucoup trop portés à nous imaginer que la complexité — ou même que la contradiction intérieure — garantit la vie. Non : elle y est nécessaire, au moins à la vie ainsi que nous la connaissons. Mais elle n'y est pas suffisante.

— Remarquez, mon ami, que ces chrétiens à qui vous reprochez d'avoir aimé la maladie et la mort n'aimaient la maladie humaine et la mort, n'aimaient le martyre — souffrance, maladie et mort pour le témoignage — que pour s'introduire à la vie éternelle et ainsi à l'éternelle santé.

— N'ayez pas peur, citoyen : citez le Polyeucte.

— Je le citerai :

Saintes douceurs du Ciel, adorables idées,
Vous remplissez un cœur qui vous peut recevoir.
De vos sacrés attraits les âmes possédées
Ne conçoivent plus rien qui les puisse émouvoir.
Vous promettez beaucoup et donnez davantage,
Vos biens ne sont pas inconstants,
Et l'heureux trépas que j'attends
Ne nous sert que d'un doux passage
Pour nous introduire au partage
Qui nous rend à jamais contents.

— Remarquez, docteur, car il est temps de le dire, que ces chrétiens à qui je reproche d'avoir aimé ou bien reçu la maladie et la mort humaine admettaient aussi, admettaient surtout qu'il y eût une souffrance éternelle, et une maladie éternelle, et une mort éternelle contemporaine, ou, pour parler exactement

coéternelle à tout leur bonheur, à leur vie éternelle, à leur béatitude et à leur santé.

— Cela, mon ami, est un article de leur foi.

— Je m'attaquerai donc à la foi chrétienne. Ce qui nous est le plus étranger en elle, et je dirai le mot, ce qui nous est le plus odieux, ce qui est barbare, ce à quoi nous ne consentirons jamais, ce qui a hanté les chrétiens les meilleurs, ce pour quoi les chrétiens les meilleurs se sont évadés, ou silencieusement détournés, mon maître, c'est cela : cette étrange combinaison de la vie et de la mort que nous nommons la damnation, cet étrange renforcement de la présence par l'absence et renforcement de tout par l'éternité. Ne consentira jamais à cela tout homme qui a reçu en partage, ou qui s'est donné l'humanité. Ne consentira jamais à cela quiconque a reçu en partage ou s'est donné un sens profond et sincère du collectivisme. Ne consentira pas tout citoyen qui aura la simple solidarité. Comme nous sommes solidaires des damnés de la terre :

Debout ! les damnés de la terre.
Debout ! les forçats de la faim.

tout à fait ainsi, et sans nous laisser conduire aux seuls mots, mais en nous modelant sur la réalité, nous sommes solidaires des damnés éternels. Nous n'admettons pas qu'il y ait des hommes qui soient traités inhumainement. Nous n'admettons pas qu'il y ait des citoyens qui soient traités inciviquement. Nous n'admettons pas qu'il y ait des hommes qui soient repoussés du seuil d'aucune cité. Là est le profond mouvement dont nous sommes animés, ce grand mouvement d'universalité qui anime la morale kantienne et qui nous anime en nos

revendications. Nous n'admettons pas qu'il y ait une seule exception, que l'on ferme la porte au nez à personne. Ciel ou terre, nous n'admettons pas qu'il y ait des morceaux de la cité qui ne résident pas au dedans de la cité. Certitudes, probabilités ou rêves, réalités ou rêves, ceux de nous qui rêvent, nous sommes aussi parfaitement collectivistes en nos rêves et en nos désirs que nous le sommes et dans nos actions et dans nos enseignements. Jamais nous ne consentirons à un exil prolongé de quelque misérable. A plus forte raison ne consentirons-nous pas à un exil éternel en bloc. Ce ne sont pas seulement les événements individuels, particuliers, nationaux, internationaux, politiques et sociaux qui ont opposé la révolution socialiste à la réaction d'Église. Mais ces événements sont l'expression et presque je dirais que cette opposition est le symbole d'une contrariété foncière invincible. L'imagination d'un exil est celle qui répugne le plus à tout socialisme. Jamais nous ne dirons oui à la supposition, à la proposition de cette mort vivante. Une éternité de mort vivante est une imagination perverse, inverse. Nous avons bien assez de la vie humaine et de la mort humaine.

— Pour la mort vivante les anciens avaient commencé, non seulement ceux que vous n'aimez pas, les barbares, mais ceux que vous leur préférez. Pour que la cité de Thèbes résistât aux ravages de l'anarchie — déjà — le roi Créon avait jugé indispensable que la fraternelle et coupable Antigone fût enfermée vivante dans un cachot naturel,

Avec des aliments en juste quantité
Pour que sa mort ne puisse entacher la cité.

Avez-vous un Sophocle, mon ami ?

— Sans doute, que j'en ai un, docteur.

Nous cherchâmes longtemps le Sophocle que je croyais avoir. Il n'y en avait pas.

— Je vous demande pardon, docteur, d'avoir été ainsi présomptueux. Je croyais bien avoir un Sophocle. Je me rappelle celui que j'avais au collège, un vieux bouquin mince cartonné en papier marbré, une vieille et mauvaise édition que je lus passionnément. Depuis j'ai un souvenir si présent du texte grec, une représentation si nette que je croyais avoir le texte même sur quelque planche de ma bibliothèque.

— Vos souvenirs si présents ne vous permettraient seulement pas de me faire de mémoire une citation correcte.

— Il est vrai.

— Un bon souvenir ne vaut pas un bon texte. Quand vous irez à Paris vous achèterez pour quelques sous une petite édition classique nouvelle.

— Je n'y manquerai pas. Ne confondons pas, docteur : avoir une représentation fidèle d'une statue ou d'un texte, avec : pouvoir les reproduire. Ce sont là deux opérations distinctes. Les identifier supposerait que la représentation d'une statue est une petite statue et que la représentation d'un texte est un petit texte. Beaucoup d'anciens se le sont représenté communément. Mais nous avons renoncé à ces psychologies un peu enfantines. Souvent je préfère la représentation que j'ai à l'objet lui-même, ce qui revient à dire que je préfère la représentation que j'ai dans ma mémoire, l'image où tous mes souvenirs ont travaillé, à la nouvelle présentation que j'aurais. Mais si vous préférez les textes,

j'achèterai un petit Sophocle. La première fois que j'irai à Paris, j'irai en acheter un à la Société nouvelle de librairie et d'édition, 17, rue Cujas.

— Pourquoi là, mon ami ?

— Pour beaucoup de raisons que je vous donnerai plus tard, docteur, mais surtout parce que cette maison est, à ma connaissance, la première et la seule coopérative de production et de consommation qui travaille à l'industrie et au commerce du livre. En attendant que nous ayons le texte original, contentons-nous, docteur, de ce que nous avons : *Antigone* mise à la scène française par Paul Meurice et Auguste Vacquerie, et nous avons encore la musique de Saint-Saëns, partition chant et piano. Je crains que les vers ne vous paraissent bien mauvais.

— Je m'en contenterai d'autant plus volontiers pour aujourd'hui que cette adaptation assez fidèle nous fut heureusement représentée aux Français. Écoutons ce Créon :

Je sais dans un lieu morne et loin de tout sentier
Un antre souterrain qu'entoure l'épouvante.
J'y vais faire enfermer Antigone vivante...

Mouvement d'effroi du Chœur.

Créon continue :

Par son cher dieu Pluton peut-être obtiendra-t-elle
Que sa prison sans air ne lui soit pas mortelle.
Sinon, elle apprendra qu'ils ne nous servent pas
Les stériles honneurs rendus aux Dieux d'en bas !

Antigone se lamente :

Dans un rocher murée ! oh ! quelle mort cruelle !
La morne Niobé
Périt ainsi soudée à la pierre.

Antigone se lamente et sa lamentation me paraît apparentée à la lamentation chrétienne :

quoi ! leurs rires me suivent
Sans pitié ni remords,
Dans ma prison tombeau, morte pour ceux qui vivent,
Vivante pour les morts !

La condamnation prononcée, annoncée par Créon me paraît comme une indication des futures damnations :

Ne savez-vous donc pas que ce chant funéraire
Ne cessera que quand la mort l'aura fait taire !
Allons ! exécutez mon ordre souverain ;
Qu'on la porte sur l'heure au caveau souterrain
Et, là, laissez-la seule et fermez-en l'entrée.
Puis, qu'elle y meure ! ou bien qu'elle y vive enterrée !
Nous n'aurons pas sur nous son sang. Mais que ses yeux
N'aient plus désormais rien à voir avec les cieux !

Antigone se lamente, et l'expression de sa lamentation même est à la fois païenne avec des indications chrétiennes :

Tombeau ! mon lit de noce ! O couche souterraine
Où la mort pour la nuit éternelle m'entraîne !

Et le chœur lui rappelle fort opportunément que ce genre de supplice, que vous ne m'empêcherez pas de considérer comme une esquisse de l'enfer, avait souvent été infligé à de grands personnages :

Tu n'es pas la première
Qui perdit la lumière
Et la vie à la fois.

Le malheur qui t'éprouve
Terrible se retrouve

Chez les dieux et les rois.

Le chœur donne les exemples :

Comme toi condamnée
Danaé fut traînée

Elle aussi, loin du jour

Et durement captive
Se vit enterrer vive

Dans l'airain d'une tour.

Que nous pouvons lire à volonté, car il y a une variante :

Comme toi dans la pierre
Danaé toute fière

Que le Dieu souverain
Le grand Zeus l'eût aimée
Pourtant fut enfermée

Dans une tour d'airain.

Après une réflexion salutaire sur la force du Destin, le chœur bien renseigné donne un nouvel exemple :

Il eut ce qu'on te donne
Ce fils du roi d'Édone

Insulteur de l'autel.

Et Bacchus le fit taire
En l'enfermant sous terre

Dans un rocher cruel.

Nouvelle réflexion salutaire et nouvel et dernier exemple :

Sur la rive traîtresse
Où l'on voit Salmydesse

En proie à tous les vents

La marâtre effrénée
Des deux fils de Phinée

Les enterra vivants.

Et leur mère, ô ma fille,
Était de la famille

D'Érechthée ! et ses jeux,

Borée étant son père,
Affrontaient le tonnerre

Sur les monts orageux !

Sur la glace, intrépide
Et fière et plus rapide

Qu'un cheval furieux

Elle allait sans rien craindre.
La Parque sut atteindre

Cette fille des Dieux !

Antigone sort.

Mon ami ces vers lyriques de messieurs Paul Meurice et Auguste Vacquerie ne valent pas les stances de Pierre Corneille. Vous connaissez les causes de cette imparité. Messieurs Paul Meurice et Auguste Vacquerie ne sont ou n'étaient pas des poètes comparables à l'ancien

Pierre Corneille. D'ailleurs il est plus difficile de traduire en poète que de donner, de produire, soi-même en poète. Je vous assure que ces plaintes et ces consolations, s'il est permis de les nommer ainsi, étaient redoutables quand elles étaient chantées à la scène, et qu'elles étaient accompagnées.

— Je les entendis, docteur, au temps que j'étais jeune. Les lamentations harmonieuses d'Antigone et les lâches consolations harmonieuses du chœur me paraissaient redoutables, mais nullement épouvantables comme les imaginations de l'enfer chrétien. Jamais les païens, qui aimaient la vie et la beauté, n'ont pu ni voulu réussir à de telles épouvantes. Il faut qu'il y ait au fond du sentiment chrétien une épouvantable complicité, une hideuse complaisance à la maladie et à la mort. Vous ne m'en ferez pas dédire.

— Les lamentations antiques et les consolations du chœur vous paraissaient harmonieuses représentées sur la scène aux Français. Nul doute qu'elles ne fussent harmonieuses représentées devant les Athéniens. Mais j'ai peur que dès ce temps-là, mon ami, la maladie et la souffrance, la mort et l'exil ne fussent pas harmonieux aux misérables qui les enduraient dans la réalité. Il y a loin de la douleur tragique aux laideurs de la réalité. Vous n'avez pas oublié toutes les horreurs de l'histoire ancienne, les horreurs barbares, que les Hellènes ont connues, et, aussi, les horreurs helléniques, les haines et les guerres civiles parmi les cités et dans les cités, les massacres et les ravages, puis la haine et la guerre des pauvres et des riches, les tyrannies, les oligarchies et les démagogies, et, déjà, la triste résignation dure d'Hésiode. Non, mon ami, je ne suis pas

fasciné par la mémoire de mes versions grecques au point d'avoir oublié cela.

— Moi non plus, docteur, et je ne voulais pas instituer une cité antique harmonieuse et factice. Mais vous n'allez pas non plus m'instituer une cité antique identique au moyen âge de la chrétienté. Sans faire aucune espèce de métaphysique, je suis bien forcé d'accepter qu'il y a eu un génie antique et un génie chrétien et que le génie chrétien est à beaucoup d'égards différent du génie antique. Cela étant admis, je prétends, et je maintiens, et je maintiendrai toujours que le génie chrétien est beaucoup plus favorable à toute maladie. Quand nous disons que l'Église catholique est opposée au socialisme — et c'est cela qui rend si délicate la situation des socialistes chrétiens sincères, très peu nombreux en France — nous n'entendons pas seulement par là qu'elle veut tenir des militants exilés des biens de ce monde : nous entendons plus profondément qu'elle veut tenir d'anciens militants exilés des biens éternels, qu'elle admet côte à côte une Église triomphante et un Enfer, une résidence de béatitude et une résidence de maladie et de mort. Là est vraiment le *non possumus*. Imaginé ou non pour épouvanter les pécheurs, l'enfer a plus encore épouvanté les chrétiens les meilleurs.

— Vous me l'avez déjà dit.

— Je vous demande pardon. Mais cette épouvante me tient au cœur.

— Elle vous empêche de réserver que nous ne croyons pas aux propositions de la foi catholique parce que ce n'est pas vrai.

— J'essayais de comparer seulement, docteur, l'idée que nous avons de ce que nous voulons à l'égard de la

maladie et de la mort à l'idée que les chrétiens ont de ce qu'ils croient aux mêmes égards. Leur épouvante me tient à l'âme. Il n'y a pas seulement, des catholiques à nous, la distance d'une imagination vaine à une sincère critique universelle ; cela ne serait rien en comparaison de ce qu'il y a : mais vraiment il y a l'inconciliabilité d'une imagination perverse à une raison modeste amie de la santé. J'ai pensé beaucoup à cela pendant plusieurs années que mes amis Marcel et Pierre Baudouin travaillaient à un drame en trois pièces qu'ils finirent d'écrire en juin 1897 et que les imprimeurs finirent d'imprimer en décembre de la même année.

— Au revoir, mon ami, me dit le docteur, et portez-vous bien. Je reviendrai vous voir encore une fois, car je sais les honneurs que les gens bien portants doivent aux convalescents. Puis c'est vous qui reviendrez chez moi.

— Car je sais les honneurs que les simples citoyens doivent aux moralistes. Revenez vite, monsieur l'honorable, revenez bientôt.

— Je ne saurais, car j'ai beaucoup de commissions à faire à Paris.

— Hâtez-vous, monsieur le commissionnaire, hâtez-vous, car j'attends mon cousin.

— Qui donc ce cousin ?

— Et quand mon cousin est là, docteur, on ne peut plus causer tranquille. Mon cousin n'aimera pas beaucoup les lenteurs et les longueurs de nos dialectiques attentives. C'est un garçon impatient.

— Mais qui donc, ce cousin ?

— Je vous dis qu'il est impatient comme vous. Sachez donc, ô docteur, que j'ai en province un cousin que je

nomme respectueusement et familièrement mon grand cousin, et qui moins respectueusement, et plus familièrement, me nomme réciproquement son petit cousin. Cet intitulé tient à ce qu'il est plus vieux que moi et qu'ainsi quand j'étais petit lui au contraire il était grand. Et nous avons continué à nous intituler ainsi d'autant plus commodément qu'il est grand et fort, haut en épaules, tandis que je suis petit et bas. Il est de son métier ouvrier fumiste.

— Ouvrier fumiste ?

— Ouvrier fumiste. Comme le nom l'indique, il travaille à tous les appareils qui produisent de la fumée, aux cheminées, poêles, fourneaux et calorifères. Il ne vient nullement à Paris, comme un lecteur astucieux pourrait l'en soupçonner faussement, pour introduire quelque variété en nos débats. Car nous n'avons que faire de nous varier, docteur ? — Nous ne causons pas pour nous varier, mais nous cherchons la vérité. Il accourt à Paris pour l'Exposition.

— Naturellement, puisqu'il vient de la province.

Il accourt à Paris pour l'Exposition. Universelle. C'est-à-dire interprovinciale, internationale, et aussi intermétropolitaine. On lui a dit qu'il y avait à l'Exposition des cheminées monumentales, sans compter la tour Eiffel, des tuyaux de poêle extraordinaires, des fourneaux compliqués, des chaufferettes agencées pour la plus grande gloire de l'industrie nationale et des calorifères bien faits pour témoigner de la grandeur de l'esprit humain. Comme homme, comme Français, comme fumiste, mon cousin accourt à l'Exposition, déjà glorieux de la gloire commune et de la gloire professionnelle. Mon grand cousin est un garçon qui

aime à voir par lui-même. Il devait arriver cette semaine.

— Cette semaine ? L'Exposition n'ouvre que le 14 avril.

— Justement. Mon cousin prétend que pour bien voir ces machines-là il faut les voir avant qu'elles aient commencé. Une idée à lui.

— Comment serait-il entré ?

— Il est des accommodements. Quelque camarade en fumisterie lui aurait prêté sa carte d'exposant. Mon cousin comptait venir cette semaine. Il escomptait l'adoucissement habituel de la température en cette saison. Quand la température est plus douce, la fumisterie est moins urgente. Mais l'adoucissement escompté n'est pas venu. Mon cousin nous arrivera dès qu'il pourra quitter pour quelque temps son travail.

— Quel est son caractère ?

— Je ne sais pas si vous lui plairez.

— Je ne sais pas non plus s'il me plaira.

— C'est un grand bon garçon malin. Ancien élève des Frères des Écoles chrétiennes, il a pour les chers Frères un peu de reconnaissance et beaucoup de mauvaises paroles. Il a eu son certificat d'études. Il a beaucoup lu de mauvais romans, de feuilletons, qui n'ont pour ainsi dire pas laissé trace en son imagination. Il a une belle écriture douce qui ne lui ressemble pas. Il calcule parfaitement, et c'est lui qui fait les comptes de son patron. Une bonne instruction primaire. Bon ouvrier, comme ouvrier. Habile de ses mains. Comme il travaille dans une toute petite maison de province — le patron, deux compagnons, un ou deux goujats — il fait un peu de tous les métiers : maçon, carreleur, plâtrier, marbrier, serrurier, tôlier, et non pas seulement pur fumiste. Au-

dacieux, et téméraire même : ainsi le veut le métier Les fumistes sont encore plus téméraires que les couvreurs, puisque les cheminées sont plus hautes que les toits. D'ailleurs ce qui nous semble témérité chez eux est une espèce particulière de sérénité, une accoutumance à demeurer dans les hauteurs. Il aime à causer. Vous parlez à lui, vous allez, vous allez, vous parlez devant lui. Enfin à un mot, à un geste, vous vous apercevez qu'il vous faisait poser, qu'il vous faisait marcher, qu'il faisait la bête, qu'il savait parfaitement ce qu'il vous a fait dire. C'est une espèce d'humeur qui m'a semblé très fréquente parmi les ouvriers, au moins en cette province, en particulier parmi les ouvriers du bâtiment. Les ouvriers du bâtiment sont naturellement des faiseurs de palabres, des organisateurs de conférences. La place publique et la rue leur est naturelle. Beaucoup de blague, souvent de bonne blague, surtout de blague à froid. Tous les jours il achète sa *Petite République*, chez la marchande de journaux, qui lui garde aussi les romans populaires paraissant en livraisons. Il doit acheter aussi l'*Histoire Socialiste*, parce qu'elle est socialiste, parce qu'il aime l'histoire, parce qu'elle paraît en livraisons identiques, parce que l'éditeur est le même, c'est encore du Rouff. Mon cousin lit tout cela en mangeant, à déjeuner, lit *la Petite République* et croit assez que c'est arrivé, lit ses livraisons et sait parfaitement que ce n'est pas arrivé, lit son *Histoire* et croit tout à fait que cela est arrivé. Mon cousin est un socialiste classé. Il vient me demander compte.

— Vous demander compte ?

— Me demander compte. Mon cousin est, vous le pensez bien, membre — et membre très actif — du

Groupe d'études sociales d'Orléans, adhérent au Parti ouvrier français. Un vote régulier du groupe, auquel mon cousin avait pris part, m'avait institué délégué de ce groupe au futur ancien Congrès général des Organisations Socialistes Françaises. Heureusement que le Conseil national veillait. Survint le bon guesdiste, le fidèle dûment recommandé. Le groupe eut une seconde réunion, beaucoup plus régulière que la première, procéda ensuite à un second vote, beaucoup plus régulier que le premier. La minorité me demeura fidèle. Mais la majorité me renia. Mon cousin, ayant été de la minorité, prétend que je fus moralement son délégué au Congrès.

— Je ne sais pas bien ce que c'est qu'un délégué moral.

— Moi non plus. Mais mon cousin est entêté. Il nous dira ce qu'il veut dire.

— Et de combien était cette minorité fidèle ?

— Quoique absent, j'obtins quatre voix.

— Avouez que c'est bien peu. La majorité infidèle était sans doute au moins égale à cinq voix ?

— Égale à cinq voix, docteur, elle eût été valable. Mais elle était beaucoup plus considérable : elle montait jusqu'à six voix — sur dix votants. Il n'y eut aucune abstention. — Au revoir.

Le docteur en allé revint sur ses pas :

— J'allais vous laisser le livre que j'avais apporté. Je n'y pensais plus. Il faut que je le rende avant les vacances de Pâques à la bibliothèque où je l'ai emprunté. Ce sont *les Provinciales*. Quand votre cousin vous demandera compte, vous pourrez lui faire quelques citations intéressantes :

« Et si la curiosité me prenait de savoir si ces propo-

sitions sont dans Jansénius, son livre n'est pas si rare, ni si gros, que je ne le pusse lire tout entier pour m'en éclaircir, sans en consulter la Sorbonne. »

— Ne croyez pas, docteur, que mon grand cousin ni ses camarades entendent ces allusions.

— S'il est ainsi que vous me l'avez dit, je suis assuré qu'il entendra au moins ce qui suit :

« Il n'y eut jamais de jugement moins juridique, et tous les statuts de la Faculté de théologie y furent violés. On donna pour commissaires à M. Arnauld ses ennemis déclarés, et l'on n'eut égard ni à ses récusations ni à ses défenses ; on lui refusa même de venir en personne dire ses raisons. Quoique par les statuts les moines ne doivent pas se trouver dans les assemblées au nombre de plus de huit, il s'y en trouva toujours plus de quarante, et pour empêcher ceux de M. Arnauld [c'est-à-dire les amis, les partisans d'Arnauld] de dire tout ce qu'ils avaient préparé pour sa défense, le temps que chaque docteur devrait dire son avis fut limité à une demi-heure. On mit pour cela sur la table une clepsydre, c'est-à-dire une horloge de sable, qui était la mesure de ce temps ; invention non moins odieuse en de pareilles occasions que honteuse dans son origine, et qui, au rapport du cardinal Palavicin, ayant été proposée au concile de Trente par quelques-uns, fut rejetée par tout le concile. Enfin, dans le dessein d'ôter entièrement la liberté des suffrages, le chancelier Séguier, malgré son grand âge et ses incommodités, eut ordre d'assister à toutes ces assemblées.

Près de quatre-vingts des plus célèbres docteurs, voyant une procédure si irrégulière, résolurent de s'ab-

senter, et aimèrent mieux sortir de la Faculté que de souscrire à la censure. M. de Lannoy même, si fameux par sa grande érudition, quoiqu'il fît profession publique d'être sur la grâce d'un autre sentiment que saint Augustin, sortit aussi comme les autres, et écrivit contre la censure une lettre où il se plaignait avec beaucoup de force du renversement de tous les privilèges de la Faculté. »

Allons, au revoir, au revoir. Ce que je vous ai lu n'est pas du Pascal. C'est un exposé que Racine a fait dans une *Histoire de Port-Royal* qu'il a laissée en manuscrit, et qu'on a placée depuis dans ses œuvres. M. Havet nous a donné cet exposé au commencement des remarques sur la première provinciale. Quand le gouvernement et le pape étaient d'accord, on ne tenait pas compte de la règle faite contre les moines.

ENTRE DEUX TRAINS

5 mai 1900,

Le samedi saint, comme je l'avais annoncé à la troisième page de la couverture du septième cahier, j'administrai, de une heure à quatre heures et demie, au siège de ces cahiers, chez mon ami Tharaud, 19, rue des Fossés-Saint-Jacques, solitaire. Les Parisiens étaient partis pour la province. Et les provinciaux n'étaient pas venus à Paris. Un coup de sonnette. Mon ami René Lardenois.

— Bonjour. Je viens te dire bonjour entre deux trains. Je suis arrivé à onze heures cinquante-neuf en gare d'Orléans, ce matin. Ou du moins je devais arriver à onze heures cinquante-neuf. Mais les trains ont souvent un peu de retard, à cause des vacances.

— Tu es toujours à Bayonne ?

— J'ai tant roulé que je ne regardais plus même l'heure aux cadrans intérieurs des gares. Je confondais le jour et la nuit, ce qui est la dernière des perversités. — Oui, toujours, au Lycée de Bayonne. J'avais demandé le Nord-Est. Mes parents demeurent à Belval. C'est la dernière station avant Mézières. Une simple halte. A défaut du Nord-Est, j'avais au moins demandé le

Nord. A défaut du Nord, j'avais au moins demandé l'Est. On m'a nommé à Bayonne. Un bon lycée. Je repars ce soir à huit heures quarante-cinq, par la gare du Nord. Je serai chez moi demain matin à huit heures, dimanche de Pâques. Mais il y aura du retard, à cause des fêtes. Ainsi j'ai un quart d'heure à passer avec toi, montre en main. J'ai un tas de courses à faire dans Paris, et les rues sont toujours aussi impraticables. J'avais un quart d'heure. Il me reste encore dix minutes.

Et il posa sa montre sur la table.

— En dix minutes on ne peut rien dire. Ce n'est pas la peine de commencer. Nous parlerons de tes cahiers quand nous aurons le temps.

— Nous parlerons de ta province et de ta classe quand nous aurons le temps.

— Aux grandes vacances, au commencement d'août, je passerai plusieurs jours à Paris.

— L'Exposition ?

— Naturellement. Ne suis-je pas provincial ? Et puis vous, les Parisiens, vous raillez, pour avoir l'air spirituels, mais vous y allez tout de même. Seulement, comme vous êtes lâches, vous faites semblant d'y aller pour piloter vos cousins. Vous êtes bien contents, d'avoir des cousins. A peine le tien, le fumiste orléanais, nous avait-il annoncé sa venue éventuelle que déjà M. Serge Basset, du *Matin*, avait sur le dos, depuis trois jours, son cousin Bernard, notable commerçant de Quimper-Corentin, si nous le voulons, en tout cas un cousin plus sérieux que le tien, et plus rapide.

— Que veux-tu, mon ami, le sien est un cousin quotidien et le mien n'est qu'un modeste cousin bimensuel, à peu près bimensuel.

— Parlons des copains.

— Quand es-tu parti ?

— Les vacances commençaient mercredi soir. Mais j'avais jeudi matin une répétition que je ne pouvais pas, et que je ne voulais pas remettre.

— Tu donnes des leçons ?

— Non, je les vends.

— C'est ce que je voulais dire.

— Parlons proprement.

— Ce mot que tu as dit — et par manière de plaisanterie je faisais le dégoûté en souriant — me paraît peu compatible avec la dignité des professions libérales.

— Mettons que je suis fort obligeant, fort officieux ; et sans que je me connaisse fort bien en lettres françaises, en lettres latines et en lettres grecques, je laisse les parents de mes élèves apporter chez moi de tous côtés ceux qui sont timides en grec, en latin, et en français, et qui cependant, pour des raisons purement désintéressées, désirent, comme on dit, subir heureusement la première partie des épreuves du baccalauréat classique — et j'en donne à mes amis pour de l'argent.

— Tu possèdes bien tes auteurs.

— Ce n'est pas étonnant : je m'en nourris.

— Alors ?

— Alors, j'ai donné ma leçon jeudi matin. Puis j'ai fait le voyage en plusieurs fois. Jeudi je suis allé de Bayonne à Bordeaux, vendredi de Bordeaux à Tours, aujourd'hui samedi de Tours à la rue des Fossés-Saint-Jacques. Cette nuit, en pleine nuit, j'aurai encore plus de trois heures et demie à passer à Laon. Total : quatre jours au moins. Autant pour le retour, le *nostos*, hélas !

non convoité. Total général : huit à neuf jours. Nous rentrons de mardi matin en huit...

— Le mardi de la Quasimodo?

— C'est cela. Il faut que je sois rentré de la veille au soir, si je ne veux pas dormir en classe. Il faut donc que dès jeudi soir je pense au départ et que vendredi matin je quitte mes parents, comme le conscrit :

Adieu mon père, adieu ma mère,
J'ons tiré un mauvais numéro.

J'aurai eu cinq jours de vacances. Le gouvernement encourage peu la vie de famille. As-tu vu quelqu'un?

— Je n'ai vu personne encore et, sans doute, je ne verrai personne. Aucun de nos camarades ne m'est signalé. L'année dernière, il en était venu beaucoup pour les vacances de Pâques.

— Ce n'est nullement que le monde nous abandonne. Jusqu'à l'année dernière le congrès des professeurs de l'enseignement secondaire avait lieu à Pâques. Cette année-ci on le tiendra au mois d'août.

— J'entends : ce sera un des innombrables congrès qui font partie de l'exposition.

— Ils ne sont pas innombrables : il y en avait cent vingt-six d'annoncés avant le commencement de l'exposition.

— Ce n'est rien. De qui tiens-tu, monsieur, ces renseignements officiels?

— Sache que le citoyen sténographe est mon ami. Aussi m'a-t-il envoyé en province un papier, une piqûre officielle.

— Une piqûre : tu parles comme un brocheur.

— Parlons proprement. Tiens : *République francaise* —

— *Liberté, égalité, fraternité* —

— Non, cela ne se met que sur les monuments publics.

— *Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes* —

— *et de l'Exposition.*

— Surtout de l'exposition. Mais cela n'est pas officiel.

— Comme tu parles bien. On voit bien que tu es devenu ministériel.

— *Exposition universelle internationale de 1900.* — *Liste des congrès internationaux de 1900.* — Vraiment j'ai passé là un bon quart d'heure. Il y a le congrès *de l'Acétylène* avec le congrès *des Actuaires*, le congrès *de l'Alimentation rationnelle du bétail*, le congrès *d'Aquiculture et de Pêche*. Tu connais l'aquiculture ?

— Non seulement je la connais, mais je la pratique : j'ai dans mon bassin deux poissons rouges et un brun vert.

— Il y a le congrès *d'Arboriculture et de pomologie*, celui des *Bibliothécaires*. Le papier officiel ne porte pas seulement les noms des congrès, la date et la durée, mais il donne encore les noms des présidents et des secrétaires généraux des commissions d'organisation. Le congrès *d'Agriculture* a pour président un certain monsieur Méline, rue de Commailles, 4, et le congrès *des sciences de l'Écriture* a pour secrétaire général un M. Varinard, 8, rue Servandoni.

— Comme on se retrouve.

— Tous les oubliés reparaissent ici. M. Léon

Bourgeois, rue Palatine, 5, préside à l'organisation de trois congrès : celui *de l'École de l'Exposition*, celui *de l'Éducation physique*, —

— Et celui *de l'Éducation morale* —

— Non : et celui *de l'Éducation sociale.* —

— Ah ah ! Selon les doux et mesurés élancements de la solidarité radicale —

— M. Casimir-Perier, rue Nitot, 23, a aussi ses trois congrès : le congrès *d'Assistance publique et de bienfaisance privée*, —

— Utile.

— celui de *l'Enseignement agricole*, et, vers la fin, celui *des Stations agronomiques*. Il y a le congrès *des méthodes d'Essai des matériaux*.

— Très utile.

— Oui. Et le congrès *pour l'étude des Fruits à pressoir*. Celui *des Mathématiciens* a pour secrétaire général un M. Laisant, avenue Victor-Hugo, 162. Il y a le congrès *du Matériel théâtral*, sans date ni durée, non plus que le congrès *pour l'unification du Numérotage des fils des textiles*. Celui *des Associations de Presse* n'a ni date, ni durée, ni président, ni secrétaire général, ainsi que celui *de la Ramie*. Qu'est-ce que la ramie ?

Je sautai sur mon petit Larousse. Le mot n'y était pas.

— La ramie est une espèce d'ortie, *urtica utilis*, qui pousse en abondance à Java, et dont on fait des fils, des câbles et même des tissus.

— Tu sais tout ?

— La culture générale, aidée d'un vieux dictionnaire que j'ai à la maison. Il y a l'inévitable congrès *de la paix*,

ironique plus douloureusement encore cette année M. Boutroux, rue Saint-Jacques, 260, préside à l'organisation du congrès *de Philosophie.* As-tu quelque idée de ce que c'est : un congrès de philosophie.

— Je n'en ai aucune image intéressante.

— Il y a dans Descartes, au *discours de la Méthode pour bien conduire sa raison et chercher la vérité dans les sciences*, à la fin de la troisième partie, un passage où ce philosophe réprouve non seulement le congrès, mais la simple fréquentation mutuelle des philosophes :

— Le voici :

— « Mais ayant le cœur assez bon pour ne vouloir point qu'on me prît pour autre chose que je n'étais, je pensai qu'il fallait que je tâchasse par tous les moyens à me rendre digne de la réputation qu'on me donnait ; et il y a justement huit ans que ce désir me fit résoudre à m'éloigner de tous les lieux où je pouvais avoir des connaissances, et à me retirer ici, — en Hollande — en un pays où la longue durée de la guerre a fait établir de tels ordres, que les armées qu'on y entretient ne semblent servir qu'à faire qu'on y jouisse des fruits de la paix avec d'autant plus de sûreté, et où, parmi la foule d'un grand peuple fort actif, et plus soigneux de ses propres affaires que curieux de celles d'autrui, sans manquer d'aucune des commodités qui sont dans les villes les plus fréquentées, j'ai pu vivre aussi solitaire et retiré que dans les déserts les plus écartés. »

— Je lis au cours de la sixième partie :

« Mais je crois être d'autant plus obligé à ménager le temps qui me reste, que j'ai plus d'espérance de le

pouvoir bien employer ; et j'aurais sans doute plusieurs occasions de le perdre si je publiais les fondements de ma physique ; car encore qu'ils soient presque tous si évidents qu'il ne faut que les entendre pour les croire, et qu'il n'y en ait aucun dont je ne pense pouvoir donner des démonstrations, toutefois, à cause qu'il est impossible qu'ils soient accordants avec toutes les diverses opinions des autres hommes, je prévois que je serais souvent diverti par les oppositions qu'ils feraient naître. »

— A la suite :

« On peut dire que ces oppositions seraient utiles tant afin de me faire connaître mes fautes, qu'afin que, si j'avais quelque chose de bon, les autres en eussent par ce moyen plus d'intelligence ; et, comme plusieurs peuvent plus voir qu'un homme seul, que, commençant dès maintenant à s'en servir, ils m'aidassent aussi de leurs inventions. »

Cela serait favorable, sinon au congrès, du moins au commerce des philosophes, au travail en commun, à la mutualité.

« Mais encore que je me reconnaisse extrêmement sujet à faillir, et que je ne me fie quasi jamais aux premières pensées qui me viennent, toutefois l'expérience que j'ai des objections qu'on me peut faire m'empêche d'en espérer aucun profit : car j'ai déjà souvent éprouvé les jugements tant de ceux que j'ai tenus pour mes amis que de quelques autres à qui je pensais être indifférent, et même aussi de quelques-uns dont je savais que la malignité et l'envie tâcheraient assez à découvrir ce que l'affection cacherait à

mes amis ; mais il est rarement arrivé qu'on m'ait objecté quelque chose que je n'eusse point du tout prévue, si ce n'est qu'elle fût fort éloignée de mon sujet, en sorte que je n'ai quasi jamais rencontré aucun censeur de mes opinions qui ne me semblât ou moins rigoureux ou moins équitable que moi-même. Et je n'ai jamais remarqué non plus —

Ceci va non seulement contre tout congrès et tout commerce de philosophes, mais contre toute académie et contre la vénérable institution des thèses :

— Et je n'ai jamais remarqué non plus, que par le moyen des disputes qui se pratiquent dans les écoles, on ait découvert aucune vérité qu'on ignorât auparavant ; car pendant que chacun tâche de vaincre, on s'exerce bien plus à faire valoir la vraisemblance qu'à peser les raisons de part et d'autre ; et ceux qui ont été longtemps bons avocats ne sont pas pour cela par après meilleurs juges. »

— M. Boutroux ne présiderait donc pas à l'organisation d'un congrès de philosophie — car ces raisons doivent lui sembler valoir, non pas seulement parce qu'elles sont de Descartes, mais parce qu'elles ont de la valeur — s'il n'avait sans doute résolu de conduire souvent sa raison et ses actions selon les trois ou quatre maximes de la morale que Descartes s'était formée par provision. Je lis au commencement de la troisième partie :

« La première était d'obéir aux lois et aux coutumes de mon pays, retenant constamment la religion en la-

quelle Dieu m'a fait la grâce d'être instruit dès mon enfance, et me gouvernant en toute autre chose suivant les opinions les plus modérées et les plus éloignées de l'excès qui fussent communément reçues en pratique par les mieux sensés de ceux avec lesquels j'aurais à vivre. Car, commençant dès lors à ne compter pour rien les miennes propres, à cause que je les voulais toutes remettre à l'examen, j'étais assuré de ne pouvoir mieux que de suivre celles des mieux sensés. Et encore qu'il y en ait peut-être d'aussi bien sensés parmi les Perses ou les Chinois que parmi nous, il me semblait que le plus utile était de me régler selon ceux avec lesquels j'aurais à vivre ; et que, pour savoir quelles étaient véritablement leurs opinions, je devais plutôt prendre garde à ce qu'ils pratiquaient qu'à ce qu'ils disaient, non seulement à cause qu'en la corruption de nos mœurs il y a peu de gens qui veuillent dire tout ce qu'ils croient, mais aussi à cause que plusieurs l'ignorent eux-mêmes ; car l'action de la pensée par laquelle on croit une chose étant différente de celle par laquelle on connaît qu'on la croit, elles sont souvent l'une sans l'autre. Et, entre plusieurs opinions également reçues, je ne choisissais que les plus modérées, tant à cause que ce sont toujours les plus commodes pour la pratique, et vraisemblablement les meilleures, tout excès ayant coutume d'être mauvais, comme aussi afin de me détourner moins du vrai chemin, en cas que je faillisse, que si, ayant choisi l'un des extrêmes, c'eût été l'autre qu'il eût fallu suivre. »

Or il est incontestable que les lois, les coutumes et la religion de ce pays, c'est de faire l'exposition univer-

selle, et quand on n'a pas l'honneur de la faire —

— On a du moins l'honneur de l'avoir entreprise.

— Non, mais on a l'honneur d'y aller, et l'honneur de chanter en son honneur un *Te Deum* laïque d'honneur. Ainsi font nos philosophes. Ils contribuent leur philosophie à la splendeur de l'exposition. Ils exposent en congrès leurs philosophies, ou leur philosophie, ou leurs personnes philosophiques.

— Allons, allons, admettons qu'ils y aillent par provision, qu'ils se gouvernent en ceci suivant les opinions les plus modérées et les plus éloignées de l'excès, qu'ils suivent les opinions des mieux sensés ; admettons que ce ne seront pas des philosophes internationaux réunis en congrès, mais que ce seront des congressistes internationaux qui d'ailleurs et de leur métier seront des philosophes ou des professeurs de philosophie.

— Comment, comment ?

— Rien, je distingue et je concilie.

— Ah bien. — Il y a le congrès *du Repos du dimanche*, le congrès *des Sapeurs-pompiers* (*des officiers et sous-officiers*), celui *de Sociologie coloniale*, celui *des Spécialités pharmaceutiques*. Je pense que des sténographes sténographieront le congrès *de Sténographie* : on n'est jamais si bien servi que par soi-même.

— Et l'on n'est jamais trahi que par les siens. Il y a le congrès *des Syndicats agricoles*, et c'est M. le marquis de Vogüé, rue Fabert, 2, qui préside à son organisation. Il y a le congrès *du Tabac* (*contre l'abus*). Je ne vois aucun congrès antialcoolique, et c'est dommage.

— Il n'y a que le congrès *Végétarien*. Encore n'a-t-il ni Président, ni Secrétaire général.

— En revanche il y a deux congrès *pour l'Alcoolisation française.*

— Comment deux congrès pour l'Alcoolisation française.

— Mon ami si on les nommait ainsi on ne pourrait pas décemment donner la croix d'honneur aux Présidents et la rosace violette aux Secrétaires généraux. Et alors à quoi servirait le Congrès ? A quoi servirait la grande Exposition ? Mais rassure-toi : le premier sera le congrès *du commerce des Vins, Spiritueux et Liqueurs ;* le second sera modestement le congrès de Viticulture. Nous devons encourager la viticulture, la sylviculture, l'Horticulture, que préside humblement M. Viger, de Châteauneuf-sur-Loire ou des environs, 55, rue des Saints-Pères, Paris, sans doute avec la finesse épaisse un peu antisémitique et grasse qui lui est habituelle. Toutes les gloires nationales que ces présidents, les gloires modestes et les gloires proprement glorieuses. M. Gaston Boissier, 23, quai Conti, préside à l'organisation de l'Histoire comparée. Les congrès des enseignements sont nombreux : congrès *des Associations des anciens élèves des Écoles supérieures de commerce ; de l'Éducation physique* et *de l'Éducation sociale*, déjà nommés, celui *de l'Enseignement agricole*, déjà nommé, celui *de l'Enseignement du dessin*, celui *de l'Enseignement des langues vivantes*, celui *des Sociétés laïques d'Enseignement populaire*, celui *de l'Enseignement primaire*, celui *de l'Enseignement secondaire*, celui *de l'Enseignement des sciences sociales*, celui *de l'Enseignement supérieur*, celui *de l'Enseignement technique, commercial et industriel*, celui *de l'Épicerie* — Non, je suis allé trop loin sur la liste. Rends-moi mon papier,

imprimé à l'Imprimerie nationale. Tu n'as vu personne, alors ? Que devient notre ami Gaston Desbois ?

— Il va bien. Il est marié. Il est abonné aux cahiers. Il s'est abonné à vingt francs. Il était riche, quand il s'est abonné. Je viens de lui faire son changement d'adresse.

— Il a déménagé ?

— Oui, on l'a déménagé.

— Comment ça ? il était en rhétorique à Bordeaux ?

— Oui, on lui a donné de l'avancement. On l'a envoyé en troisième au Lycée de Vesoul. Pour le récompenser d'avoir travaillé aux Universités populaires.

— Ah oui, *aux petits teigneux ?* Il était aussi des *petits teigneux ?*

— Comment, des petits teigneux ? Quels petits teigneux ?

— Tu n'as donc pas lu l'interview de Guesde, que lui a prise un rédacteur du *Temps*.

— Ah ! c'est ça tes petits teigneux ! Si, je l'ai lue. Non seulement je l'ai lue dans *la Petite République* —

— Malheureusement *la Petite République* ne donnait qu'un extrait, comme toujours.

— Non seulement je l'ai lue dans *la Petite République*, mais le prochain cahier, si les nécessités de la mise en pages nous le permettent, la donnera tout entière d'après *le Temps*, avec les annexes.

— Alors depuis ce temps-là, en province, on ne s'appelle plus que *les petits teigneux : Bonjour, teigneux, bonjour. — Comment va la teigne ? — Allons, au revoir, teigneux*. Ce n'est pas spirituel spirituel. C'est comme toutes les plaisanteries scolaires, militaires, célibataires et régimentaires. Mais il faut nous pardonner

cela. — Ainsi ce vieux Desbois est devenu teigneux. Écoute, ça me fait plaisir. Quand il était en Sorbonne, il esthétisait un peu. Mais ça devait se passer, parce que c'était un bon garçon, très sincère. Je suis content qu'il en soit. Quand tu le verras, tu lui donneras le bonjour pour moi. On n'aurait pas dit, dans le temps, qu'il serait des premiers à trinquer.

— Oui, et sérieusement. Il avait un recteur qui n'était pas assez teigneux. Un soir il avait osé dire au peuple que l'hypothèse de Dieu n'était pas plus intéressante que l'hypothèse du droit de propriété. Alors, tu comprends, la circulaire Leygues —

— J'entends bien. C'est vraiment un très brave garçon. Et notre camarade Léon Deschamps ?

— Il a encore été refusé à l'agrégation de grammaire. Alors il enseigne le français et l'allemand au collège de Coulommiers. C'est un bon poste. Il est près de Paris.

— Le français et l'allemand ? Mais il me semble qu'il voulait devenir latiniste. Il travaillait de préférence le latin, à l'école —

— Le français, l'allemand, l'histoire de l'art et un peu de philosophie. Toujours la culture générale.

— Cela me rappelle avantageusement un vieil ami de ma famille, un ancien instituteur, qui était devenu professeur de français et de gymnastique à la pension Vion, à Gien. Mais il y a longtemps.

— Deschamps vient à Paris de loin en loin.

— Il a tout de même plus de deux heures de chemin de fer. Je connais bien Coulommiers. J'y ai fait mes vingt-huit jours.

— Il s'est abonné à huit francs, parce qu'il n'est pas riche. Il est à dix-huit cents.

— Teigneux ?

— Teigneux.

— Bien. Raoul Duchêne ?

— Il vient d'avoir un garçon. J'ai reçu la circulaire. Il était à Brest, en seconde. On l'a récemment envoyé à Chambéry, en troisième. Il avait dit devant plusieurs instituteurs que l'hypothèse du droit de propriété ne s'imposait pas plus dans les relations sociales que l'hypothèse de Dieu ne s'impose dans les enquêtes scientifiques.

— Ça ne m'étonne pas de lui. Toujours il a dit partout ce qu'il pensait et toujours il a pensé cela.

— Toujours.

— Il est abonné ?

— Je lui sers éventuellement les cahiers. Il ne m'a pas répondu encore.

— Il s'abonnera.

— Il s'abonnera.

— Tout de même c'est amusant, que ce soient Desbois et Duchêne ensemble qui aient payé les premiers pour les Universités populaires. Tu te rappelles un peu le léger dédain que Desbois avait pour les manifestations intempestives et un peu ridicules de Duchêne ? Et tu te rappelles tout le mépris que manifestait hautement Duchêne pour les esthétismes de Desbois ? Il est admirable que tout cela ait aussi bien tourné.

— Ils étaient aussi profondément, aussi sincèrement, aussi professionnellement universitaires l'un que l'autre, Desbois avec ses excès de finesse, et Duchêne avec ses excès de simplicité rugueuse. Alors quand ils ont été lâchés dans la vie, invinciblement ils ont fait tous les deux leur métier d'universitaires, qui consiste à en-

seigner. Ils ont pris leur travail au sérieux. Ils ont pris leur classe au sérieux. Ils ont eu sur leurs élèves, ou du moins sur la plupart de leurs élèves, ou, au pis aller, sur quelques-uns de leurs élèves, une heureuse influence. Et comme ils n'enseignaient pas encore assez à leur gré, ils ont naturellement pensé à enseigner le peuple. Comme ils n'enseignaient pas assez dans la journée, ils ont naturellement pensé à enseigner le soir. Ils ont à plaisir aggravé ce métier d'universitaire, qui est un des plus onéreux, des plus meurtriers. Ils ont enseigné. Ils ont surenseigné. Ils continueront. Et quand un jour, sous le prochain ministère Méline — Ribot — Barthou — Poincaré — Leygues — Charles — Dupuy — Deschanel — Sarrien — Léon — Bourgeois — Mesureur — Lockroy — Peytral — Zévaès — car ce ministère espéré finira bien par nous tomber sur le dos — quand un jour le hasard des persécutions gouvernementales antiteigneuses les aura tous les deux assemblés en quelque trou perdu de province où ils crèveront communément de faim, tous les deux, l'ancien esthète et l'ancien brutal pourront se donner une poignée de mains solide. Et quand sera venu le Jour du Jugement dernier, qui est une hypothèse, quand Dieu, qui est une hypothèse, pèsera dans sa balance hypothétique les actions non hypothétiques des hommes, il se trouvera que ces deux professeurs, l'ancien esthète et l'ancien brutal, auront plus fait pour préparer ce que nous nommons indivisiblement la révolution sociale et la révolution morale que tout le Comité général ensemble.

— Tais-toi, tais-toi, mon vieux, tu t'emballes, et cela t'empêche de parler proprement. Tu voulais dire sans doute que ces deux professeurs, nos anciens camarades,

auront plus fait pour préparer la révolution sociale que nos dignitaires du Comité général n'auront fait pour la discréditer et pour l'enrayer.

— C'est cela que je voulais dire.

— Je te demande pardon. C'est une habitude que j'ai, de corriger toujours tout ce qu'on me dit, et tout ce qu'on dit devant moi, comme si c'étaient des devoirs ou des leçons. Ne m'en veuille pas. C'est une habitude professionnelle. Je n'en ai pas honte. Mon père est incapable de marcher vite, parce qu'il est paysan. Et puis, crois-tu que toi-même tu ne sois pas universitaire ?

— Je le sais bien.

— Crois-tu que tes cahiers ne soient pas universitaires ?

— Je le sais bien.

— Crois-tu qu'il n'y ait pas dans ce que tu écris aux cahiers des insistances maladroites qui sentent leur professeur ?

— Je le sais bien.

— A la bonne heure. — Qu'est devenu notre ancien camarade Hubert Plantagenet, qui passa plus d'un an de sa vie aux dialogues de Platon ?

— Il enseigne la philosophie à Coutances. Il a donné récemment une conférence publique et populaire sur l'alcoolisme. J'attends qu'il me l'envoie. Il a laissé supposer à tous ces Normands, m'a-t-on dit, qu'ils n'étaient pas la première et la seule race du monde. Il a laissé supposer qu'il n'est ni beau, ni bon, ni bien — ni patriotique de se soûler. Ces nouveautés pénétraient dans la mémoire des assistants.

— Julien Desnoyers ?

— Il enseigne les sciences naturelles dans une région

voisine. Il fait bon ménage avec les instituteurs. Il a donné récemment une conférence publique et populaire sur la géologie. On m'a dit qu'il avait tout simplement déclaré en commençant à ses auditeurs que lorsqu'on veut étudier scientifiquement la création du monde, et toute son histoire, on examine attentivement les pierres et les eaux, les couches de terrains, et la lente action des eaux sur les formations des couches de terrains, mais qu'on ne se guide pas aveuglément sur la sainte Bible. Il ne parla pas de la lutte des classes.

— L'auditoire ?

— L'auditoire fut un peu étonné, mais entendit bien.

— François Desmarais ?

— Toujours agrégé, heureux, prospère. Syndicataire aux cahiers. Il m'envoie ponctuellement dix francs par mois.

— Tiens, cela me fait penser que j'ai un mois de retard. Mars et avril.

— Rassure-toi : je te les aurais demandés directement.

Ici, mon ami René Lardenois, m'ayant demandé si j'avais la monnaie de cinquante francs, que j'avais, me donna dix francs pour ses deux mois.

— Il vaut mieux que je te les donne tout de suite. En rentrant de chez moi, je n'aurai plus un sou. Et puis je n'aurai pas le temps de m'arrêter à Paris.

La vue de la monnaie que je lui rendais sembla déterrer de sa mémoire une réflexion négligemment ensevelie.

— Crois-tu, me dit-il brusquement, que la vie et le budget de tes cahiers ne soient pas une vie et un budget universitaires ?

— Je le sais bien.

— Ta classe et tes leçons payantes, ce sont les abonnements à huit francs, les abonnements à vingt francs, les souscriptions mensuelles régulières et les souscriptions extraordinaires.

— Je le sais bien, mais plus libres.

— Naturellement, tout à fait libres. — Et tes abonnements gratuits, ce sont nos conférences et nos leçons populaires.

— Je le sais bien.

— La preuve en est que ce sont nos salaires de classe et de leçons qui nourrissent tes cahiers.

— Je le sais mieux que toi.

— Mes cinq francs par mois représentent une demiheure de leçon. Tu ne le sais pas mieux que moi.

— Je voulais dire que je m'en suis aperçu avant toi, puisque c'est l'économie même de ces cahiers.

— Parlons peu, mais parlons bien. Parlons proprement. Et Lucien Deslandes ?

— Pas plus agrégé qu'avant, toujours timide, malade et malheureux. Il est en congé en Sologne chez ses parents, qui sont pauvres. Il m'envoie ponctuellement à la fin de chaque mois une souscription de vingt sous, exactement de vingt-et-un sous, sept timbres de trois sous dans la lettre où il me donne de ses nouvelles. C'est quelqu'un de vraiment rare.

— Il a des sentiments rares et son cœur est muni de tristesse. Dans ton avant-dernier cahier tu as parlé finalement de notre ami Pierre Baudouin. Qu'est-il devenu ?

— Marcel Baudouin est mort. Pierre Baudouin a été sérieusement malade. Je suis allé le voir la semaine passée.

— Il demeure toujours à la campagne ?

— Oui, en Seine-et-Oise, à une heure de Paris-Luxembourg. Je suis allé le voir, sachant que le docteur n'aurait pas le temps de revenir me voir de sitôt.

— Le docteur n'est pas revenu ?

— Non, il m'a fait dire que les commissions qu'il avait à faire à Paris étaient beaucoup plus longues et plus difficiles et plus ingrates qu'on ne pouvait raisonnablement le penser. Il ne pouvait donc venir chez moi et il était inutile que j'allasse le demander chez lui. Je suis allé voir Pierre Baudouin dans la maison de campagne où il demeure. C'était à l'aube du printemps. Les arbres en fleurs avaient des teintes et des lueurs, des nuances claires et neuves et blanches de bonheur insolent semblables aux nuances que les Japonais ont fidèlement vues et qu'ils ont représentées. Les branches des arbres des bois transparaissaient merveilleusement au travers des bourgeons et des feuilles ou des fleurs moins épaisses comme la charpente osseuse d'un vertébré transparaît dans les images radiographées de son corps. Notre ami Pierre Baudouin, qui est un classique, et même, en un sens, un conservateur, me dit qu'il redoutait l'incertitude anxieuse de cette jeunesse et la transparence mystérieuse des arbres. Il attendait impatiemment l'heure prochaine où les arbres auront leur beauté pleine, où le feuillage épais cachera normalement, naturellement, décemment, convenablement, modestement la charpente intérieure. Il admet qu'en hiver les arbres à feuilles caduques soient des squelettes, parce que l'hiver est la saison de la mort. Mais il demande qu'aussitôt que la saison de vie a rayonné du soleil et rejailli de la terre nourrice, les arbres se vêtent rapide-

ment de leur feuillage habituel. Car il convient, me disait-il, que nos regards humains nous donnent humainement les images végétales des végétaux patients. Mais il ne convient pas que nos regards humains nous donnent d'eux sans appareil je ne sais quelle image mystérieuse, animale et radioscopée.

— Je le reconnais bien là. Il est toujours aussi extraordinaire.

— Mais il n'en est pas moins capable d'accepter la beauté de ce printemps. Vois, me disait-il, aucun arbre à fleurs, soigneusement et artificiellement cultivé par des jardiniers décorateurs, n'est aussi beau que les fleurs utiles des arbres à fruits. Quelle fleur de parade, quels catalpas, quels magnolias et quels paulownias sont aussi beaux que ce vieux poirier tout enneigé de ses flocons de fleurs ? Quel enseignement pour qui sait voir.

— Je le reconnais bien là : il déteste le langage figuré, mais il est passionné d'instituer des paraboles. Parfois il est extraordinairement sage, et souvent je me demande s'il n'est pas un peu fou. Croit-il toujours que l'on ne peut parler aux hommes sinon en instituant des dialogues.

— Il veut toujours instituer. Et c'est un spectacle touchant, lamentable et ridicule que celui de ce pauvre garçon qui ne sait pas bien comme il fera pour donner du pain l'année prochaine à sa femme et à ses enfants, mais qui attend comme une bête de somme que la vie ingrate lui laisse l'espace d'instituer des dialogues, des histoires, des poèmes et des drames ainsi que pouvaient le faire les auteurs des âges moins pressés.

— Il a toujours cette incapacité parfaite à sentir le ridicule?

— Toujours. Aucun homme, autant que j'en connaisse, n'est plus incapable que lui de s'apercevoir comme il est parfois ridicule.

— C'est un garçon extraordinaire. Croit-il toujours que l'on ait le droit de lancer dans la circulation un drame en trois pièces comptant un nombre incalculable d'actes bizarres, avec des indications ridicules, exigeant, tout compte fait, six ou huit heures de représentation, d'une représentation qui ne viendra jamais, exigeant, en attendant, 752 — je dis sept cent cinquante-deux pages d'impression, d'ailleurs non foliotées, ce qui, vraiment, n'est pas commode, pages dont la moitié sont restées tout à fait blanches, ou à peu près, et dont la seconde moitié portent de si rares et de si singulières écritures que, vraiment, ce n'était pas la peine, — un volume, si j'ai bonne mémoire, mesurant vingt-cinq centimètres de long sur presque seize centimètres et demi de large et au moins quatre centimètres et demi d'épaisseur, mesurée au dos, — et pesant, tout sec, entends bien : pesant 1 kilo 520 — un kilogramme cinq cent vingt grammes, c'est-à-dire plus d'un kilo et demi, plus de trois livres.

— Il ne désespère pas de faire un jour des livres dont le poids aille jusqu'à passer deux kilos et qui sans doute serviront à ceux qui les auront de la main de l'auteur, car personne jamais ne les achètera. Ceux qui les auront de la main de l'auteur et qui, n'ayant aucun jardin à labourer, seront forcés de faire de la gymnastique en chambre, seront heureux d'avoir à leur disposition des livres aussi lourds, qui les dispenseront d'acheter des haltères.

— Croit-il toujours qu'il faille aligner à la fin des livres

les noms, tous les noms de tous les citoyens qui les ont industriellement faits, compositeurs, metteur en pages, correcteur, imprimeurs, prote et ceux que j'ignore ?

— Toujours. Il cherche le moyen d'y mettre aussi les fondeurs de caractères et les fabricants de papier. Il finira par les chiffonniers qui ont ramassé le chiffon.

— Il finira par avoir l'air d'être payé pour faire de la réclame.

— Il finira suspect : encres Lorilleux, papier Darblay, d'Essonnes.

— Que pense-t-il des cahiers ?

— Je le lui ai demandé : Je suis ton ami, me répondit-il. Quel dommage que tu passes tout ton temps, que tu dépenses tous tes soins à un travail aussi futile. Qu'importent ces quinzaines ? Et qu'importent les événements de ces quinzaines ? Et qu'importent ces attaques et ces accusations quinzenières. Je sais aussi bien que toi, — sans en avoir l'air, car je ne suis pas nouvelliste et je n'en fais pas profession, — je sais aussi bien que toi que M. Vaillant est devenu un redoutable maître d'école et M. Guesde un archevêque dangereux pour la santé sociale. Je sais aussi bien que toi que M. Alexandre Zévaès est un misérable escroc de consciences, en admettant qu'il n'ait jamais été un jeune escroc d'argent. Je sais tout cela. Et j'en sais bien d'autres. Mais qu'importe le passage de ces misérables événements ? Le temps que vous passez, les forces que vous dépensez à ces attaques et à ces accusations est la contribution que vous faites aux méfaits de ces gens. Vous accroissez l'effet nuisible de leurs combinaisons si par vous, et autant qu'il est en vous, elles sont cause efficiente qu'un honnête homme ait sa vie honnête interceptée, ait son

travail honnête interrompu. Vous alourdissez inconsidérément — A ce moment je le priai de me reparler à la deuxième personne du singulier, puisque ces cahiers n'engagent que ma responsabilité personnelle, individuelle. — Tu alourdis inconsidérément ta vie et ta pensée, inconsidérément la vie et la pensée de tes amis, camarades, correspondants et lecteurs en les appesantissant sur ces laideurs et sur ces vilenies. Cela est mal sain. Mieux vaut garder son âme sereine et traiter les grandes questions. J'espérai un moment que tes cahiers tourneraient ainsi. L'heureux et providentiel avertissement de la grippe, ainsi que l'auraient nommé nos amis chrétiens, faillit te détourner des contingences vaines. Alors tu revins au Pascal. Mais pour traiter honnêtement cette grande question de l'immortalité de l'âme ou de sa mortalité, je ne dis pas pour l'épuiser, à peine les cahiers entiers d'une année entière, ou plutôt à peine les cahiers entiers de quatre ou cinq ans pouvaient-ils suffire. Mais tu as redouté le ridicule, qui n'existe pas, et qui n'est qu'une imagination sociale ; toi qui n'es pas un peureux, tu as redouté le ridicule, et pourtant le ridicule n'est qu'une imagination des peureux. Et tu as redouté l'autorité des censeurs, toi qui fais profession d'ignorer toutes les autorités. Pressé de toutes ces peurs, tu nous as donné quelques misérables citations du grand Pascal, citations lamentablement mesquines et déplorablement tronquées et inconvenablement brèves : au lieu qu'il était honnête simplement de nous donner des citations quatorze ou quinze fois plus longues, puisque les citations capitales afférentes à la question que tu osais mettre en cause étaient au moins quatorze ou quinze fois plus longues. Tu as négligé tout

bonnement, — et cela serait scandaleux s'il y avait quelque scandale, — tu as négligé bonnement cette considération que toute la démonstration de la vérité de la foi chrétienne, et la théorie du miracle, et celle des prophéties, pour m'en tenir aux toutes prochaines, sont liées indissolublement à cette question de la vie et de la mort. Comment en effet examiner utilement la question de l'immortalité de l'âme ou de sa mortalité si l'on n'a pas examiné d'abord la question de savoir si vraiment il y a eu quelque miracle, et, avant tout, ce que c'est qu'un miracle et surtout la question capitale de savoir si en un sens tout n'est pas miracle, ou n'est pas un miracle. J'admets que l'on résolve ces questions par la négative et pour ma part d'homme, après y avoir longtemps pensé, crois bien que je suis disposé à nier qu'il y ait des miracles particuliers ou individuels, tout en réservant pour longtemps encore mon opinion sur la question de savoir s'il n'y a pas miracle ou un miracle universel — car l'universel est d'atteinte un peu plus difficile. Comment examiner un peu la question de l'immortalité de l'âme si l'on n'a pas commencé par étudier la question du salut, qui enveloppe celle de la grâce et de la prédestination. Et qui a commencé à étudier à la question de la grâce et de la prédestination, il sait bien quand il a commencé, mais il ne sait pas bien quand il en finira. Et derechef et inversement, comment aborder une seule des questions qui sont afférentes à cette vie avant d'avoir au moins essayé d'examiner la question de la vie et de la survie et de la mort. Comment procéder à l'action quotidienne, et comment se guider aux incessantes combinaisons inévitables, comment voter aux élections municipales

voisines si l'on n'a pas commencé par essayer au moins de commencer d'examiner les grands problèmes. Sinon, et si vous êtes aveugle, qu'importent les spectacles accidentels ; et si vous êtes sourd, qu'importent les auditions accidentelles. Mais tu as été lâche, tu as eu peur de l'opinion ; qui sait ? tu as sans doute eu peur de tes abonnés, de tes souscripteurs, que sais-je ? malgré ce que tu dis au commencement de la deuxième page de ta couverture, que la souscription ne confère aucune autorité sur la rédaction ni sur l'administration : ces fonctions demeurent libres. Ainsi tu as préféré maltraiter les questions, parce que tu t'es imaginé, comme un ignorant que tu es, qu'elles ne se défendent pas. Et tu as préféré maltraiter Pascal, — car c'était le maltraiter, que de le citer aussi brièvement, — parce qu'il est mort, et que tu crois qu'il ne peut plus rien dire, — au lieu de te représenter, comme tu le devais selon les conseils de ta cupidité naturelle, qu'étant mort il ne pouvait te réclamer aucun droit d'auteur et qu'ainsi tu pouvais en citer tant que tu voulais sans alourdir ce que tu nommes l'établissement de tes cahiers. Mais non, tu préfères t'attaquer au citoyen Lafargue, un homme qui n'existe pas, que pas un de tes lecteurs ne connaît, qui n'est ni un orateur, ni un savant, ni un écrivain, ni un homme d'action, ni un auteur, ni un homme, et en qui je soupçonne à présent que tu introduis arbitrairement quelque apparence d'existence pour avoir ensuite le facile plaisir de le combattre. Vanité littéraire de ce facile plaisir. Comment n'as-tu pas vu, si tu es sincère, que tu fais le jeu de ces gens-là quand tu imprimes leurs discours et quand tu les critiques. N'as-tu pas vu que tu fais le jeu de ces joueurs-là, que tu leur donnes

une importance artificielle, et qu'ainsi que je te l'ai dit, le méfait le plus redoutable qu'ils pourraient commettre serait de s'imposer à l'attention de braves gens, comme le sont sans doute la plupart de tes lecteurs, de distraire les honnêtes gens de leur vie et les travailleurs de leur travail et les ouvriers de leur œuvre.

Là est le vice capital de tes cahiers : ils sont intéressants. Je ne te reproche pas, comme on l'a fait, qu'ils sont trop personnels, trop individuels, et qu'on t'y voit trop. D'abord cela n'est pas rigoureusement exact. Et ensuite j'aime encore mieux qu'on parle et qu'on écrive à la première personne du singulier, et même à la troisième, comme César, mais en se nommant, que de se manifester sous le nom de critique objective ou de méthode proprement sociologique. Votre ami Pascal me semble avoir été injustement sévère à l'égard des écrivains et en général des auteurs. Ce mot d'écrivains, et surtout ce beau mot d'auteurs, pour qui l'entend au sens originel, a un sens professionnel très honorable et tout ce que l'on peut dire c'est qu'il y a beaucoup moins de bons auteurs que de bons charpentiers. Mais ce n'est pas de la faute aux bons auteurs s'il y avait et surtout s'il y a plus de mauvais auteurs que de mauvais charpentiers. Ou plutôt c'est un peu de la faute aux bons auteurs, qui sont trop faciles aux camaraderies littéraires ; mais ce n'est pas beaucoup de leur faute ; et si l'on avait le temps d'essayer d'en faire le calcul, on s'apercevrait aisément que la faute en est aux mauvais auteurs eux-mêmes, et surtout au public et aux snobs, qui est beaucoup trop indulgent pour cette espèce d'exercices. Croyez bien que si le public avait reçu comme il convenait ce *Cyrano de Bergerac*, dont les

journaux ont dit tant de bien, M. Edmond Rostand n'aurait jamais osé lui proposer ce jeune *Aiglon*, dont les journaux ont dit tant de bien. « Quand on voit le style naturel », dit Pascal, « on est tout étonné et ravi ; car on s'attendait de voir un auteur, et on trouve un homme. Au lieu que ceux qui ont le goût bon, et qui en voyant un livre croient trouver un homme, sont tout surpris de trouver un auteur. *Plus poetice quam humane locutus es*. Ceux-là honorent bien la nature, qui lui apprennent qu'elle peut parler de tout, et même de théologie. » Passage auquel M. Havet a mis les notes suivantes : après *style naturel :* « C'est-à-dire, quand on voit que le style est naturel. » Après : *et on trouve un homme*, il nous renvoie à Méré, *Discours de la Conversation*, page 76 : « Je disais à quelqu'un fort savant qu'il parlait en auteur. Eh quoi ! me répondit cet homme, ne le suis-je pas ? — Vous ne l'êtes que trop, repris-je en riant, et vous feriez beaucoup mieux de parler en galant homme. » A quoi M. Havet ajoute : « C'est plutôt encore Montaigne que Méré qui a dû inspirer à Pascal cette pensée : et à qui s'applique-t-elle mieux ? » Après la citation latine, au mot *poetice*, M. Havet nous apprend que cette phrase est de Pétrone, au chapitre 90, où elle n'a pas le même sens que dans Pascal. Mais il pense que Pascal emprunte sans doute à quelqu'un cette citation. Enfin, après ces mots, *et même de théologie*, M. Havet se demande si c'est là un retour sur *les Provinciales*. Je suis d'accord avec Pascal sur ce que l'on est tout étonné et ravi quand on s'attendait de voir un auteur et qu'on trouve un homme. Seulement cela suppose que l'on n'est ni étonné ni ravi quand on s'attend de voir un auteur et qu'on ne trouve personne.

Et je ne suis pas si difficile que Pascal. Je ne demande pas toujours l'étonnement et le ravissement. Ainsi quand je crois trouver un homme et que je trouve un auteur, sans doute je suis surpris, mais je me dis qu'après tout c'est encore cela, que c'est un homme qui fait son métier, et que si cet homme fait son métier honnêtement et consciencieusement, je n'ai pas à me trouver malheureux, mais seulement moins heureux, ce qui est tout à fait différent. Je suis un peu comme ce quelqu'un de Méré, non pas que je sois fort savant. Mais si l'on me reprochait de parler en auteur, je répondrais comme ce quelqu'un : « Après tout, ne le suis-je pas ? » Et je ne vois pas bien ce que l'on pourrait m'opposer. Je ne vous reproche donc pas, en méthode générale, que l'on ne voie que vous dans vos cahiers. Je ne vous reproche pas non plus, dans l'espèce, que je ne voie que vous dans vos cahiers. J'admets très bien que ceux qui vous ont assez vu n'aillent pas vous voir encore dans vos cahiers. Mais moi je ne vous ai pas vu bien souvent, surtout depuis que je suis malheureux. La question ne se pose pas pour moi.

— Je le laissais ainsi aller, à la deuxième personne du pluriel, parce que j'entendais bien qu'il ne s'adressait qu'à moi seul ; mais je constatais que ce pluriel convenait à ce que ses phrases fussent bien pleines.

Il continua :

— Mais ce que je vous reproche, mon ami, c'est l'effort visible, — trop souvent et trop visible, — que vous faites pour que vos cahiers soient intéressants. Cela est in-

supportable. On sent que vous faites vos cahiers intéressants. Vous voulez qu'ils soient intéressants, qu'ils intéressent monsieur le lecteur, qu'ils intéressent monsieur le provincial. Et vous y réussissez trop souvent. Vous présentez les demandes et les réponses, les problèmes et les solutions comme elles seraient si elles étaient intéressantes, comme elles seraient intéressantes, ou parfois comme elles sont intéressantes, mais non pas comme elles sont. Écoutez, je suis votre ami : je me demande certains jours si vous ne cherchez pas à plaire. Je te préviens qu'à ce jeu-là tu ne risques rien moins que la probité native.

Je ne fais aucune réserve sur ta sincérité ; mais je ne me fais aucune illusion sur ton intelligence : elle est moyenne, et peu perspicace. Tu as une aversion sincère de la démagogie, et tu tends à exercer une espèce particulière de la démagogie, une agogie de quelques-uns, une aristagogie, qui est la plus dangereuse agogie, parce qu'elle est la moins grossière. Tout homme qui veut plaire est à sa manière un démagogue. Tu lis beaucoup de journaux, trop de journaux, pour ta santé, beaucoup trop de quotidiens, et nous savons combien est vaine l'action du journaliste, et toi-même, si je te pressais, tu en conviendrais. Alors? pourquoi t'es-tu fait journaliste ? Car tu es journaliste. Au lieu que tu pourrais employer ta jeunesse finissante à lire les bons auteurs, qui sont nombreux, que l'on connaît mal, et que tu ne connais pas. Puis tu emploierais ta maturité commençante à quelque travail épais, honnêtement ennuyeux. Les travaux épais font plus pour l'action que les fantaisies plus ou moins réussies, que vous croyez légères. Descartes et Kant ont plus fait pour préparer ce qu'il

y a de bon dans ce que vous nommez la Révolution Sociale que toutes les boutades et tous les calembours des journalistes. Faisons des livres épais.

— Très lourds.

C'était mon ami René Lardenois qui se réveillait.

— Non, mon ami, je n'interrompais pas notre ami Pierre Baudouin. Le malheureux continuait comme il voulait. Et je me serais fait un scrupule de le troubler. D'abord je connais à peu près bien tous ses sentiments, et je ne m'en moque jamais, surtout devant lui. Puis rien de sa part ne saurait m'étonner. Enfin le pauvre malheureux, s'il est parfaitement décidé à n'écrire que des dialogues, poèmes, histoires, drames, et autres grandiloquences, a été si longtemps privé d'écrire ce qu'il voulait et de parler comme il voulait, qu'il se laisse inattentivement aller à laisser déborder sa parole non écrite, sous n'importe quelle forme, et qu'il y aurait eu quelque cruauté à vouloir endiguer ce débordement.

— Alors il consent à parler en prose?

— Il parle comme il peut.

Je lui demandai seulement si, après cette vive critique, il avait encore l'intention de s'abonner aux cahiers, que je lui servais éventuellement.

— Oui, me répondit-il, comme si cette réponse allait de soi. Car j'ai beau vous désapprouver hautement, je sais trop comme il est difficile de faire le commencement de n'importe quoi, loin qu'on puisse faire n'importe quoi, pour me donner le désavantage de contribuer à vous tuer, vos cahiers et vous. Je suis occupé à vendre une terre que ma femme avait en Bourgogne; cette vente me rapportera quelques centaines de francs. Elle

me rapporterait beaucoup plus si ma terre demeurait sur la place de la Concorde. Mais on fait ce qu'on peut. Aussitôt que je les aurai touchés, je vous donnerai une cinquantaine de francs. Moyennant quoi vous me compterez comme abonné ferme. Ce sont mes réserves dernières ; mais je suis trop pauvre pour ménager mes réserves. Je ne sais même pas si nous avons le droit de nous ménager des réserves. Je préfère vous donner d'une seule fois tout ce que je pourrai pour le moment, car si je vous promettais de vous verser des souscriptions mensuelles régulières, je ne le pourrais pas, et même si je le pouvais je ne tiendrais pas ma promesse, pourtant sincère ; je ne m'aperçois pas quand les mois passent. Il faut me le pardonner. Si le facteur ne m'apportait pas un nouveau calendrier pour avoir ses étrennes je ne saurais pas qu'un an s'est passé, je ne saurais pas que je vieillis. Vous pouvez donc me compter parmi vos abonnés fermes.

— Je te compterai quand tu auras versé.

— Tu feras comme il te plaira.

— S'il en est ainsi, tu trouveras aux cahiers, aussitôt que j'aurai le temps d'en exposer l'institution, une réponse non négligeable aux reproches que tu m'as faits.

— Oui, dit Lardenois : c'est un des nombreux articles que tu as promis et que tu ne feras jamais.

— Nous verrons.

— Nous verrons.

— Puis je lui demandai ce qu'étaient devenus les exemplaires de ce drame en trois pièces dont j'ai un exemplaire et dont j'ai gardé la mémoire.

L'œuvre avait à peine atteint son milieu quand Marcel Baudouin cessa d'y travailler. Il est mort en effet le

samedi 21 juillet 1896. Pierre Baudouin la continua et finit d'écrire à Paris en juin 1897. Puis, comme il avait quelque argent, et qu'il ne prévoyait pas les disettes futures, il fit imprimer. On tira mille exemplaires et on clicha, car ce Pierre Baudouin n'avait alors aucune idée de ce que c'est qu'une opération de librairie. Sur ces mille exemplaires, l'auteur en donna au moins deux cents à ses amis, à ses camarades, aux amis de ses amis et aux camarades et amis de ses camarades et amis. Ceux qui avaient quelque argent et qui savaient que l'auteur n'en avait pas beaucoup achetaient le volume au prix marqué : dix francs. Ceux qui n'avaient pas d'argent, et ils étaient nombreux, l'acceptaient bien amicalement. On ne fit aucun service de presse, l'auteur déclarant que la véritable publication n'aurait lieu que plus tard. Les exemplaires qui demeuraient dormirent un long sommeil dans les maisons de plusieurs amis et pour la plupart dans la librairie de *la Revue Socialiste*, alors autonome et domiciliée passage Choiseul, 78. Un seul exemplaire fut vendu commercialement, et encore l'auteur est-il autorisé à considérer cet achat comme un témoignage de cordialité personnelle. Un bon nombre d'exemplaires furent perdus, parce que le brocheur inattentif, dépourvu de tout foliotage, ahuri de l'aspect inaccoutumé des pages, avait effectué des interpolations extraordinaires. La publication n'eut jamais lieu. C'est une opération qui déplaît invinciblement à ce Pierre Baudouin. Et si elle avait lieu elle ne réussirait pas. Il fit transporter plus tard les exemplaires inpubliés chez Georges Bellais, libraire, 17, rue Cujas. Ils sont échus aujourd'hui à la Société Nouvelle de librairie et d'édition, dont ils doivent encombrer le magasin exté-

rieur. Un recensement récent a permis de savoir qu'il en restait 670 exemplaires.

Ici mon ami René Lardenois prit sur ma table un vieux petit crayon et un morceau de papier blanc déchiré, marmonna quelques mots incompréhensibles : sept fois deux quatorze et je retiens un ; sept fois cinq trente-cinq et un trente-six, et je retiens trois ; sept et troix dix ;

Six fois deux douze et je retiens un ; cinq fois six trente, et un, trente-et-un, et je retiens trois ; six et trois neuf ;

Quatre ; six et deux huit ; un ; neuf et un dix. Un chiffre à droite. Il mit une virgule.

Et s'écria brusquement : mille dix-huit kilos, quatre cents grammes : il n'est pas étonnant qu'il soit encombré, le magasin.

J'entendis alors qu'il avait calculé le poids total de ces six cents ou six cent soixante-dix volumes. Je lui répondis :

— Je ne sais ni par expérience ni par témoignage que le magasin soit encombré. C'est sur le calcul aussi que je fondais cette supposition.

Notre ami Pierre Baudouin me conta qu'il avait alors de grandes ignorances et qu'il avait eu soin de signer les exemplaires qu'il vendait et donnait à ses amis et camarades ; et même, ayant un respect superstitieux de sa signature et de toute écriture sienne, il avait eu soin d'éviter que les mots qu'il soussignait fussent de simples formules vaines et menteuses. Mais, depuis, il advint cette histoire incroyable : que pendant une certaine affaire dont le nom m'échappe et qui, m'a dit Baudouin, passionna la France et le monde au cours

des deux dernières années, pendant cette certaine affaire dont Baudouin m'a cependant livré le nom —

— N'est-ce pas de l'affaire Dreyfus qu'il t'a voulu parler ?

— Je crois me rappeler que tel fut bien le nom qui frappa mon tympan.

— A Bayonne il y a quelques personnes encore, plusieurs historiens, qui n'ont pas oublié ce nom.

— Pendant l'affaire Dreyfus donc, si tel est bien le nom que nous devons lui donner, il advint cette histoire incroyable : que plusieurs de ceux qui avaient accepté les exemplaires les plus amicalement et sincèrement signés s'imaginèrent que l'auteur, leur ami, était affilié à un mystérieux syndicat formé à seule fin de livrer aux bourgeois étrangers, en particulier aux Anglais, la France entière, de Calais à Perpignan, de Brest à Nice, de Domremy à Orléans, passant par Jargeau, Reims et Rouen, sans compter les colonies. Ceux qui voulaient pourtant lui garder leur estime ancienne imaginèrent que, sans être affilié, il contribuait sottement ou naïvement à faire les affaires de ce syndicat. Il saisit rapidement cette occasion qu'il avait de faire quelque démarche ridicule. Un jour que la menace d'un coup de force définitif était plus imminente, il écrivit à un de ses anciens amis que ces soupçons lui devenaient insupportables, et que l'ami eût à y renoncer, ou à lui renvoyer la *Jeanne d'Arc*. L'ami lui renvoya la *Jeanne d'Arc*. Pierre Baudouin était à peine remis de cet émoi que déjà l'affaire dont le nom m'échappe était oubliée. Alors il advint à ce malheureux une histoire encore plus incroyable : parmi les destinataires qui étaient censés affiliés au même syndicat de livraison que lui, une

respectable minorité, peu nombreuse, mais compacte, se déclara, qui pensa tout haut et sincèrement que par sa conduite individuelle, et sans qu'il y eût syndicat, mais seulement anarchie et personnalisme, à présent l'auteur trahissait le socialisme révolutionnaire, à qui, en particulier, le poème est dédié. Pierre Baudouin n'est pas remis encore de cette inculpation ou de ce malentendu ; il n'y comprend rien, et de cette incompréhension lui vient cet air stupide que nous lui voyons quelquefois.

Quand je vis que Pierre Baudouin me confiait ainsi le résumé, au moins partiel, de l'histoire extérieure et de l'histoire morale de son livre, je m'enhardis jusqu'à lui demander quelques explications sympathiques sur la disposition intérieure du poème. Résolument, mais posément, il m'arrêta aux premiers mots : Non, mon ami, je ne puis vous donner les quelques explications que vous me demandez bienveillamment. Car les quelques renseignements que vous me demandez sont liés indissolublement aux idées, ou, si vous le voulez, aux opinions que j'ai sur l'art, en particulier sur l'art dramatique. Et pour exposer mes opinions sur l'art dramatique, il est indispensable que l'on fasse au moins un dialogue —

— Naturellement, interrompit mon ami Lardenois.

— un dialogue, assez long, et que je préfère écrire moi-même, aussitôt que j'en aurai le temps, ce qui ne saurait tarder.

Ne voulant pas lui faire de peine en contrariant sa manie habituelle, je me gardai bien de sourire et je n'insistai pas. Je me permis alors de lui demander ce qu'il pensait faire des six cents exemplaires inemployés.

— Vraiment, mon ami, me répondit-il, je n'y pensais pas. Mais puisque vous me le demandez, je serais heureux que ces exemplaires fussent lus. Seulement je ne sais pas du tout comment je les pourrais faire lire. Jamais le public ne les achètera. Ils sont trop cher, trop lourds, trop singuliers. Je ne veux rien devoir à aucun journaliste. Je ne veux faire aucune sollicitation. Et s'il est tout à fait impossible de vendre, il est à peu près impossible de donner. Le temps n'est plus où il me restait quelque argent. Après avoir été assez riche pour faire imprimer ces gros volumes, je suis devenu assez malheureux pour ne pouvoir plus payer les frais, qui sans doute seraient considérables, de l'envoi que j'en ferais aux hommes libres à qui je les enverrais.

Voyant que ce malheureux auteur était accablé d'un vain désir, je ne pus lui dissimuler plus longtemps que ces cahiers étaient devenus récemment une puissance d'argent formidable et qu'il ne s'en fallait plus que de quelques lieues terrestres qu'ils atteignissent aux confins enchantés des régions où règne l'opinion publique. Il en parut un peu mécontent, et inquiet pour moi. Mais sans lui laisser le temps de s'abandonner à son malheureux naturel : s'il en est ainsi, lui dis-je, permettez moi d'organiser la distribution de ces exemplaires.

A ce mot d'organiser, son visage douteux se rasséréna soudain : Oui, me dit-il, je sais que vous êtes le grand organisateur, et ce qui me plaît en vous, c'est que ce que vous organisez se porte assez volontiers mal. Je suis écœuré des gens qui réussissent. Vous, au moins, vous n'organisez pas pour la réussite. Et cela se voit. Je vous permets donc d'organiser la dispersion des volumes. Agissez comme il vous semblera bon. Mais,

conclut-il en riant, je ne veux rien savoir de toute cette cuisine,

— Je veux croire, lui répondis-je très sévèrement, que tu n'es pas de ceux qui mangent la cuisine et qui méprisent le cuisinier. J'exige que tu m'entendes. Voici mon plan :

Je vais demander à la Société Nouvelle de librairie et d'édition de vouloir bien mettre à ma disposition gratuitement et sans condition les six cent soixante-dix exemplaires dont elle a reçu le domaine et l'administration. Autant que je connaisse le conseil d'administration de cette Société, il se fera un plaisir cordial de me les accorder.

Aussitôt que j'aurai sa réponse favorable, je ferai transporter une centaine environ de ces exemplaires au siège des cahiers, mais non pas tous à la fois, pour ne pas écraser les porteurs. Et à tous les abonnés fermes et gratuits, mais non pas, bien entendu, aux éventuels, qui viennent le lundi et le jeudi me donner le bonjour, je leur en donnerai à chacun au moins un exemplaire. Ainsi nous serons débarrassés de quelques-uns, sans frais.

Ici commenceront les difficultés financières. J'ai reconnu, après une longue expérience et de nombreux déboires, que la seule manière d'en venir à bout est d'ouvrir un compte. On n'est pas forcé de savoir ce que l'on y mettra. Mais on ouvre un compte. Un *doit et avoir*. *Doit* M. Pierre Baudouin, auteur peu solvable, auteur dramatique à peine solvable, tant d'envois de la *Jeanne d'Arc* à nos abonnés fermes et gratuits de Paris, de la province, et de l'extérieur, mais non pas à nos abonnés éventuels, bien entendu, et encore seulement à ceux

de nos abonnés fermes et gratuits qui n'auraient pas reçu le volume à la première expédition ou distribution. A M. Pierre Baudouin. Sais-tu ce que tu as ?

— Je sais que je n'ai rien.

— Tu ne te doutes pas de ce que tu as : homme ignorant et inhabile. Tu as le produit d'une souscription que j'ouvre aux cahiers et que nos camarades ne manqueront pas d'accueillir aux *Journaux pour tous*. Qu'adviendra-t-il de cette souscription, c'est ce que tu sauras en lisant de quinzaine en quinzaine, ou de mois en mois, c'est selon, la couverture des cahiers.

— Je lis toujours attentivement la couverture, me répondit-il naïvement, parce que c'est le plus intéressant.

— Pour ménager les finances qui te reviennent, je commencerai par expédier aux Parisiens. Autant que je me rappelle mon ancien métier de libraire.

— C'est vrai, tu fus libraire.

— Autant que je me rappelle mon ancien métier, les colis postaux de Paris pour Paris, jusqu'à cinq kilos, ne coûtent que cinq sous. Cent exemplaires pour vingt-cinq francs : c'est pour rien. Il est même ennuyeux que l'on ne puisse pas envoyer trois exemplaires à la même personne. Cela ne reviendrait pas plus cher. Les difficultés financières commenceront à devenir sérieuses pour la province, où réside la banlieue, et pour l'extérieur. Envoyé par la poste, un imprimé ordinaire, sous bande, ou un imprimé expédié sous forme de lettre ou de carte postale ou sous enveloppe ouverte peut avoir jusqu'à quarante-cinq centimètres sur toutes les faces : nous sommes donc au-dessous du maximum accordé, nous résidons à l'intérieur des limites instituées. Le poids maximum est de trois kilos : ici encore nous sommes

au-dessous ; et ici, du moins, n'aurions-nous pas le désavantage et le remords de ne pas épuiser nos avantages, ou plutôt nous aurions le désavantage de ne pouvoir envoyer un livre avoisinant trois kilos, mais nous n'aurions pas le remords de n'avoir pas à envoyer deux ou plusieurs volumes à la même adresse, car deux volumes ensemble passeraient les trois kilos. Malheureusement l'administration des postes exige alors qu'on affranchisse l'envoi à cinq centimes par cinquante grammes. Ainsi est fixée la taxe d'affranchissement. A ce taux et selon ce tarif, chacun des exemplaires nous reviendrait, avec l'emballage, à trente-et-un et trente-deux sous. Nous serions donc obérés, si la vile complaisance des prédécesseurs de M. Mougeot et de M. Millerand n'avait institué les colis postaux. L'affranchissement des colis postaux est obligatoire au départ. Ils ne doivent contenir ni matières explosibles, inflammables ou dangereuses, ni articles prohibés par les lois ou règlements de douane ou autres, ni lettres, ni notes ayant le caractère de correspondance. Toutefois, l'envoi peut contenir la facture ouverte réduite aux énonciations constitutives de la facture. Tout cela nous convient. Poids : trois, cinq ou dix kilos : nous allons bien. Pour les raisons dessus dites, nous choisissons le colis postal de trois kilos. A domicile ou poste restante 0 franc 85, dix-sept sous : nous serons moins obérés. Aucune condition de volume ni de dimension n'est exigée pour les colis de 0 à 5 kilos circulant à l'intérieur de la France, de l'Algérie, de la Corse, ou entre la Corse et la France. Bien. Nous passons. Mais l'administration ne nous dit rien des colis de 0 à 5 kilos circulant de l'Algérie à la Corse ou de l'Algérie à la France. Pourrons-nous passer ?

Enfin nous verrons. D'ailleurs les conditions de dimensions et de volume exigées des colis de cinq à dix kilos transportés à l'intérieur de la France continentale ou à l'intérieur de la Corse et de l'Algérie sont si larges que je suis moralement rassuré : ces colis ne peuvent excéder la dimension de un mètre cinquante sur une face quelconque. De plus, les colis de cinq à dix kilos échangés entre la France, la Corse, l'Algérie et la Tunisie peuvent atteindre la longueur de un mètre cinquante, à la condition de ne pas excéder le volume de cinquante-cinq décimètres cubes. En tout ceci nous sommes loin de compte, et nous pouvons hardiment passer. Où passerons-nous ? Jusqu'à dix kilos les colis peuvent circuler à l'intérieur de la France, de la Corse et de l'Algérie et dans les relations entre la France, la Corse, l'Algérie, la Tunisie, la Belgique, le Luxembourg et la Suisse. Au delà commencent les régions mystérieuses hérissées de tarifs bizarres. Mais on ne saurait quitter son pays sans risquer la male aventure. Enfin, je prends tout sur moi : cent exemplaires demandés à domicile, environ zéro franc ; cent exemplaires envoyés dans Paris, environ ving-cinq francs ; moins de cinq cents exemplaires envoyés en province et ailleurs, allons, cinq cents francs nous suffiront largement pour le tout. Il est bien entendu que je commencerai par envoyer à ceux de nos abonnés qui me feraient la commande ferme et qui m'enverraient le montant des frais d'envoi. Je suis, par ailleurs, curieux de voir que les cahiers puissent ramasser pour cinq cents francs de souscriptions à cette fin.

Que ce fût par devoir ou par politesse que notre ami Pierre Baudouin écoutât mes calculs, je soupçonne à la

fin qu'il écoutait fort distraitement, car j'avais à peine achevé qu'il me dit un petit oui de complaisance et qu'il donna passage à une réflexion malencontreusement retardée : Mon ami, dit-il en me reconduisant par delà le vieux poirier non moins blanc, pour plaire à vos beaux esprits, vous parlez un peu légèrement de votre première philosophie. Je plains tout jeune homme qui ne s'est pas encore passionné pour ou contre la liberté, pour ou contre le déterminisme, pour ou contre l'idéalisme, pour ou contre la morale de Kant, pour ou contre l'existence de Dieu, pour ou contre Dieu, comme s'il existait. Je plains tout jeune homme qui, peu après qu'il se fut assis, lui douzième, aux bancs en escalier devant les tables noires étroites, ne s'est pas violemment passionné pour ou contre les enseignements de son professeur de philosophie. Et je plains tout homme qui n'en est pas resté à sa première philosophie, j'entends pour la nouveauté, la fraîcheur, la sincérité, le bienheureux appétit. Ne plus s'occuper des grandes questions, mon ami, c'est comme de fumer la pipe, une habitude que l'on prend quand l'âge vous gagne, où l'on croit que l'on devient homme, alors que c'est que l'on est devenu vieux. Heureux qui a gardé la jeunesse de son appétit métaphysique.

Ainsi conclut provisoirement notre ami Pierre Baudouin. Mon pauvre ami, continua-t-il en me quittant, méfiez-vous du bel air. Il est toujours dangereux. Mais il est plus particulièrement désagréable quand on y tâche laborieusement. Soyez comme un de vos jeunes abonnés de province. On m'a dit qu'un très jeune ami à vous, tout récemment sorti du lycée, à ce que je pense, naturellement simple ou gardé du faux orgueil par la

convenance de sa vie ordinaire, soldat ou récemment libéré, employé modestement quelque part, vous avait écrit que vous aviez traité la question de l'immortalité de l'âme d'une manière qui lui plaisait, et vous demandait de traiter ainsi la question de Dieu. J'admire la simplicité de ce jeune homme, s'il s'est imaginé que vous aviez traité la première question. Mais j'aime le soin qu'il a eu de vous demander ce qu'il vous a demandé.

Ainsi finit Pierre Baudouin. Je le quittai, sans plus.

— Il est temps, que tu l'aies quitté. Car je te quittais avant. Et je l'eusse déjà fait, si je n'avais oublié de corriger un point de ce que tu as dit. Quelqu'un qui t'aurait tout à l'heure entendu, se serait imaginé que tu pensais que le prochain Congrès de l'Enseignement Secondaire entrait en série avec les congrès précédents.

— Non, ami : si peu que je sois perspicace, et de si moyenne intelligence que je sois, quand j'ai vu que la commission d'organisation du prochain congrès était présidée par l'honorable M. Croiset, rue Madame, 54, et quand j'ai vu que le secrétaire général en était l'honorable M. H. Bérenger, 8, rue Froideveaux, j'ai bien pensé qu'il y avait quelque cérémonie de changée. On n'était pas habitué à voir de tels noms aux congrès de l'enseignement. Il me reste quelque souvenir encore des anciens congrès. J'ai en mains : *Université française : Second Congrès des Professeurs de l'Enseignement Secondaire Public — 1898 — Rapport général par Émile Chauvelon*, alors *Professeur au lycée Saint-Louis*, édité chez Armand Colin. Le premier congrès,

tenu en 1897, avait été rapporté généralement par M. Gaston Rabaud, alors et encore professeur au lycéé Charlemagne, si j'en crois l'annuaire. J'avais, à tout hasard, fait demander quelques renseignements à quelqu'un de particulièrement bien situé pour savoir : Il y aura un congrès d'enseignement secondaire *officiel* — administratif par son esprit, sa direction et tout le reste — international. Ce n'est pas sans peine que le congrès de Pâques 1899 avait renoncé à en conserver l'initiative, — car M. Bourgeois avait *autorisé* les Professeurs à tenir un congrès international en 1900. Mais le congrès de 1899 y renonça parce que tout le monde sentait bien que l'on ne pourrait faire autrement, parce que tous étaient fatigués de lutter contre les petites querelles et les tracasseries qu'on nous suscitait. C'est ce congrès officiel qui se tiendra du 31 juillet au 6 août. Aura-t-on un congrès des Professeurs de l'Enseignement, national « mais largement ouvert aux étrangers » — comme l'avait décidé ce même congrès de 1899 ? D'après ce que m'a dit ce soir un de mes collègues, la question est encore pendante, malgré plusieurs démarches faites auprès du ministre. Mon impression est qu'il n'aura pas lieu, que personne n'y tient, — et mon opinion est que, dans les circonstances actuelles, il n'est guère à désirer qu'il ait lieu, car toute action d'ensemble me paraît impossible.

Tels furent les renseignements que me donna quelqu'un de particulièrement bien situé pour savoir.

— Bien. Qui t'aurait tout à l'heure entendu pouvait s'imaginer que je pensais que nos honorables collègues de l'Enseignement secondaire public venaient aux congrès à seul fin de participer à je ne sais quels banquets

somptueux ou, comme on dit, à des agapes fraternelles, ou pour se faire décorer gouvernementalement.

— Je sais qu'il n'en était rien. Les compagnies de chemins de fer n'accordaient pas même une réduction. Je lis dans le *Rapport général* que j'ai, au discours de M. Rabaud :

En avril 1897, cent neuf établissements étaient représentés ; nous avons aujourd'hui — en 1898 — l'adhésion de cent cinquante-trois lycées ou collèges, et beaucoup de professeurs assisteront, à titre personnel, à nos réunions.

Tous, délégués ou non délégués, ont d'autant plus de mérite à avoir fait le voyage que, malgré nos efforts, nous n'avons pu le leur faciliter. A notre demande de réduction de tarif, les Compagnies de chemins de fer, même celle de l'État, ont répondu avec ensemble par un refus bref, net et sec.

Nous avons prié M. le ministre de l'instruction publique d'intervenir et il a saisi aussitôt de la question M. le ministre des travaux publics. Celui-ci a répondu :

Sollicitées déjà l'an dernier (1) d'accorder cette faveur aux mêmes congressistes, les Compagnies ont répondu par un refus basé sur la prolongation de la validité des billets d'aller et retour qui est exceptionnellement consentie à l'occasion des vacances de Pâques. La situation étant exactement semblable cette année, une nouvelle démarche aboutirait vraisemblablement à un nouvel échec ; vous

(1) Ni le ministre de l'instruction publique, ni celui des travaux publics n'avaient fait l'an dernier de démarches en notre faveur.

reconnaîtrez avec moi qu'il est préférable de ne pas s'y exposer.

Pour le ministre, le conseiller d'État,
directeur des chemins de fer,
Signé : Lethier

Hein : est-il bon, ce conseiller des chemins de fer, qui ne veut pas vous exposer. Je ne sais pas ce qui advint l'année suivante.

— A présent, messieurs, que nous avons fini mes corrections, au revoir, je me sauve.

Il était déjà au premier passé, quand je le rappelai :

— Tu oublies ta montre.

Elle reposait sous le Descartes.

— Prends-la : il ne faut jamais exagérer l'exactitude.

— Je devais rester un quart d'heure. Je suis resté cinquante-six minutes. Je vais manquer la moitié de mes commissions.

— Tu prendras le Montrouge-Gare de l'Est pour aller plus vite. Il est à moitié à traction mécanique.

— Ah ! On attelle un cheval et un moteur ?

— Non je veux dire qu'il y a encore des voitures où on attelle trois chevaux, et qu'il y en a déjà, d'affreusement peintes, où on attelle un moteur.

— Au revoir. C'est le progrès. Au revoir. Adieu.

DEUXIÈME SÉRIE AU PROVINCIAL

16 novembre 1900,

Si je voulais comme on le fait communément lancer la deuxième série de ces cahiers, je commencerais par annoncer *que j'ai pris l'interview la plus considérable du monde*, — et cela serait vrai, puisque j'ai en mains la sténographie du congrès socialiste international récemment tenu à Paris, puisque je suis le seul éditeur, officiel ou non, qui ait en mains et puisse et veuille donner cette sténographie. Mais pas plus que l'année dernière nous ne parlerons cette année un langage nouveau.

La deuxième série de ces cahiers comportera vingt cahiers sans doute, espacés à peu près de quinzaine en quinzaine au long de cette année scolaire. De plus en plus, et très opportunément, l'année scolaire devient l'année ouvrière, au moins pour le travail intellectuel. Comme il convient nous travaillerons à nos cahiers pendant que la plupart de nos abonnés travailleront de leurs métiers. Puis dans le temps que nos abonnés se reposeront de leur travail nous nous reposerons de ce travail aussi. Le premier cahier de la deuxième série

passera sans doute une quinzaine après ce douzième et dernier cahier de la première série. Le vingtième et dernier cahier de la deuxième série passera sans doute en fin juin, non seulement avant le commencement des vacances, mais avant le commencement des examens et des concours, parce que les examens et les concours sont aussi, en un sens, une vacance du travail sérieux. Pour situer vingt cahiers en huit mois, de novembre à juin, nous aurons même à les serrer un peu. — Ces cahiers auront de quatre-vingts à cent vingt pages.

Dans ces cahiers nous continuerons à dire entièrement la vérité.

Nous dirons entièrement vrai. Nous continuerons à donner des documents et des renseignements impartialement choisis de ce que nous aurons vu et de ce que nous saurons qui intéresse la révolution sociale au sens où nous la préparons quand nous préparons la naissance et la vie de la cité harmonieuse. Les hommes et surtout les événements ont d'eux-mêmes à peu près déterminé une période écoulée de l'action socialiste en France, — incluse du premier congrès national au deuxième. La *Société nouvelle de librairie et d'édition*, 17, rue Cujas, Paris, nous a donné le compte rendu sténographique officiel de ce premier congrès. La même *Société* nous prépare et va nous donner le compte rendu sténographique officiel de ce deuxième congrès. Mais les congrès ne sont que les manifestations cérémonielles de mouvements profonds et durables. Et s'il est indispensable de garder les traces des manifestations, il n'est pas moins indispensable que les mouvements profonds et durables soient conservés pour

l'historien. Sous ce titre courant : *du premier congrès au deuxième* ces cahiers publieront, les documents et les renseignements que nous pensons que l'historien doit avoir de l'action socialiste incluse entre les deux premiers congrès nationaux. Nous ferons en particulier tout ce que nous pourrons pour publier en cahiers les *comptes rendus des séances* tenues par le singulier *comité général* que nos lecteurs n'ont pas oublié.

Cependant que nous réunirons et que nous publierons les documents et les renseignements que nous pensons que l'historien doit avoir de la précédente période, la présente période marchera. Et ici nous serions fort embarrassés, forcés que nous serions de vivre à la fois dans deux périodes, comme historien de la précédente et comme citoyen de la contemporaine, si dès le commencement de l'année dernière Hubert Lagardelle n'avait fondé *le Mouvement Socialiste* à seule fin de produire au lecteur les renseignements qu'il peut demander sur l'action socialiste pendant qu'elle se fait, pendant qu'elle se meut. Laissant donc à nos camarades et à nos amis le soin de produire au mieux ces renseignements d'action pour ainsi dire contemporains, nous serons d'autant plus libres pour publier nos documents et nos renseignements d'histoire sur l'action faite un peu après qu'elle est faite.

Quand nous aurons publié les documents et les renseignements qui nous conduiront par les voies de l'histoire du premier congrès au deuxième, alors, mais alors seulement, à son heure historique et seulement à cette heure, sans souci de la réclame et sans aucun zèle de la concurrence, nous publierons ce *compte rendu sténographique du congrès socialiste interna-*

tional que seuls nous avons, que seuls nous pouvons publier. Il m'est particulièrement pénible de le déclarer, mais il est indispensable que je le déclare : tout compte rendu analytique ou synthétique, officiel ou officieux, quand même un nouveau comité général, et quand même un nouveau congrès l'investirait et le sanctionnerait, — aucun nouveau compte rendu ne peut fournir du congrès international un texte historique. Si puissants que soient les comités et les congrès ils ne peuvent pas décréter ou voter qu'un texte fabriqué sera désormais le texte historique. Cette impuissance leur est commune avec les conseils de guerre. Et de même que nous aurons fait le pont du premier congrès national au deuxième, ainsi nous ferons un plan d'accès au congrès international. Sous ce titre courant : *la préparation du conseil international*, nous publierons en introduction le recensement des documents préparatoires, depuis le congrès de Londres.

Quand le printemps sera venu, il est probable que les organisations socialistes nationalement constituées et les fédérations départementales et régionales tiendront leur troisième congrès. Que ce congrès soit, comme l'espèrent Jaurès et plusieurs citoyens, un congrès constituant, ou qu'il soit, comme les deux premiers, un congrès parlementaire, il marquera sans doute la fin d'une période encore dans l'histoire de l'action socialiste. Sous ce titre courant : *du deuxième congrès au troisième* ces cahiers publieront aussitôt après les documents et les renseignements de la période ainsi déterminée. En particulier, de même que nous avons publié les réponses données par les militants socialistes à *la consultation internationale* ouverte à *la Petite Répu-*

blique sur l'affaire Dreyfus et le cas Millerand, ainsi nous publierons les réponses utilement sérieuses données par les militants socialistes à *la consultation nationale* ouverte aux Congrès sur les meilleurs moyens de constituer le parti socialiste français.

Enfin sous ce titre *le ministère de Millerand* nous publierons autant que nous le pourrons le recensement textuel des arrêtés ministériels signés, des décrets présidentiels contresignés, et des lois votées dans les questions ouvrières par M. Millerand ou sur sa proposition ou avec sa collaboration.

Nous nous réservons de publier tous documents et renseignements qu'il y aurait lieu sur les sujets particuliers qui n'entreraient pas en ces grandes rubriques.

Des commentaires distincts et libres accompagneront cette année encore nos documents et nos renseignements.

Parmi les documents contemporains, c'est-à-dire parmi ceux de la période où nous paraissons, nous ne publierons que ceux qui sont à la fois d'un usage évidemment immédiat et utiles à conserver. En particulier nous continuerons impartialement à publier tous les renseignements que l'on nous demandera sur les formes accessibles d'action bonne évidemment, que ces formes soient officiellement ou ne soient pas classées parmi les formes reconnues de l'action socialiste.

Par un arrangement nouveau et pour faciliter le travail de nos abonnés, toutes les fois que les documents et les renseignements formeront corps, au lieu de les éparpiller en plusieurs cahiers, nous les laisserons

d'ensemble, et au besoin nous les garderons isolés de toute contamination. Et alors le cahier sera pour le travail un recueil et un véritable volume indépendant. Et il ne sera plus en ce sens un cahier que pour l'administration. Nous pouvons par exemple espérer que nous aurons un cahier qui sera tout entier de la consultation nationale, des cahiers qui seront tout entiers du congrès socialiste international.

Pareillement toutes les fois que des collaborateurs libres nous feront l'amitié de nous apporter des cahiers, nous ferons tout ce que nous pourrons pour que l'auteur soit vraiment libre dans son cahier libre. Tout le cahier, texte et couverture, lui appartiendra.

La liberté typographique de l'écrivain représentera la liberté morale de l'auteur. Et le cahier sera pour le travail et pour l'action vraiment un livre indépendant et libre. Et en ce sens il ne sera plus un cahier que pour l'administration. Il n'y aura jamais parmi nous aucune relation d'auteur à directeur, d'employé à employeur, aucune subordination, mais corrélation d'homme libre à homme libre, d'auteur à gérant sans intermission commerciale d'autorité bourgeoise. L'auteur écrira sous sa responsabilité personnelle sincèrement et librement, vraiment. Il n'engagera pas le prochain. Le prochain ne l'engagera pas. Il n'engagera pas l'administration des cahiers. L'administration des cahiers ne l'engagera pas. Il ne sera tenu qu'à user de sa liberté.

C'est dans ces conditions que nous avons demandé au citoyen Francis de Pressensé des *cahiers de politique et d'action internationale*. Non seulement il nous a promis que dans le courant de l'année il nous en donnerait

deux ou trois, mais il nous a promis qu'il aurait prêt pour cet automne un cahier d'ensemble sur *la politique internationale du socialisme*, sujet auquel il pensait lui-même.

C'est aussi à ces conditions que nous avons demandé à Hubert Lagardelle des *cahiers de théorie et d'action socialiste*. Il nous donnera dans un mois tout un cahier intitulé : *les intellectuels devant le socialisme. — le problème de la petite bourgeoisie*. Deux mois plus tard il nous donnera tout un cahier au moins sur *le socialisme municipal en France*. Les cahiers de Lagardelle entreront en brochures en série dans la *bibliothèque du Mouvement Socialiste*.

Aux mêmes conditions nous demanderons, quand il y aura lieu, des cahiers à plusieurs citoyens.

Pareillement enfin quand nous donnerons des travaux de science ou des œuvres d'art — inclassables ou classées drames, romans ou poèmes — le cahier sera vraiment pour le travail et pour la beauté une œuvre indépendante, pure et libre. Libre de nous. Et en ce sens il ne sera plus un cahier que pour l'administration. Car étant assurés que nous devons commencer la révolution sociale par la révolution de nous-mêmes, par la révolution sociale morale de nous-mêmes, c'est pour nos cahiers d'abord que nous avons remplacé le gouvernement des auteurs par l'administration, la saine et libre et vraiment socialiste administration de leurs œuvres. Si donc j'avais encore à publier *la lumière* de Jérôme et Jean Tharaud, au lieu de la couper en trois morceaux comme je le fis, je la donnerais toute pareille à l'admirable tirage à part que nous en avons fait. Quand au printemps

nous publierons des mêmes Tharaud *Orphée en Frioul* nous en ferons un très beau livre entièrement libre aux mains des auteurs.

A ces conditions nous publierons avant le premier cahier de Lagardelle un roman, si nous pouvons le nommer ainsi, la première œuvre publiée de René Salomé : *vers l'action* sera le deuxième cahier de la deuxième série.

A ces conditions nous publierons bientôt un drame satirique : le *Bacchus* de notre ami Lionel Landry. Notre ami est récemment parti pour la Chine. Il a obtenu dans le corps expéditionnaire français un poste évidemment inoffensif. Par son métier même il est qualifié pour nous envoyer des courriers. Il nous enverra des *courriers de Chine*. Un court billet qu'il m'envoie du bateau me promet un courrier sur le transport des troupes expéditionnaires. Ce premier courrier pourra passer en janvier.

Notre ami Henri Genevray, heureusement retourné parmi nous après deux ans de voyage intercontinental, nous donnera des *cahiers de voyage*. Il commencera par nous donner un cahier d'ensemble sur *l'expansion coloniale devant le socialisme*.

Léon Deshairs nous donnera cette année au moins un *cahier d'art*.

Enfin et surtout je dois annoncer mystérieusement qu'une excellente compagnie formée d'aînés que nous avons — pour dire le très beau mot une *équipe* de bons ouvriers littéraires — se prépare à entrer encore dans ces cahiers.

Mais l'œuvre que nous publierons avec une singulière cordialité sera de M. Antonin Lavergne un long roman :

DEUXIÈME SÉRIE AU PROVINCIAL *Jean Coste, ou l'instituteur de village.* L'auteur est lui-même un ancien instituteur, un primaire de culture et de métier. Il est devenu professeur d'école normale primaire. Il pouvait comme tout le monde faire sa petite cosmosociographie. Mais cet honnête homme a fait le roman, l'histoire de ce qu'il sait. *Jean Coste* passera sans doute en trois cahiers.

Nous envoyons ferme ces cahiers à tous nos anciens abonnés. Leur abonnement, ayant commencé du premier janvier dernier, est valable jusqu'au 31 décembre prochain. Nous prions seulement ceux d'entre eux qui ne nous ont pas encore acquitté leur abonnement de vouloir bien considérer que depuis le commencement nous payons nos imprimeurs ordinaires. Ce serait une erreur de s'imaginer que l'on ne doit pas nous payer parce que nous sommes socialistes. Nous sommes assurés que la plupart de nos camarades les ouvriers compositeurs, les correcteurs et les imprimeurs sont socialistes aussi. Mais c'est justement parce qu'ils sont socialistes que l'*imprimerie de Suresnes* les paie comptant au tarif syndical. Pour aujourd'hui nous prions ceux de nos anciens abonnés qui n'ont pas pensé encore à le faire de vouloir bien nous apporter ou nous envoyer en un mandat le montant de leur abonnement. — Nous prions instamment ceux de nos anciens abonnés qui auraient déménagé pendant les vacances de vouloir bien nous donner sans aucun retard leur nouvelle adresse, pour que nos fiches et le répertoire soient rectifiés avant le commencement de la deuxième série.

Nos anciens abonnés savent que nous avons réguliè-

rement envoyé les cahiers de la première série à plus de trois cents abonnés gratuits, pour la plupart instituteurs, dont les noms et adresses nous avaient été communiqués par l'administration des *Journaux pour tous*, 19, rue Cujas, Paris. Huit mois d'exercice patient et de correspondance active ont permis à cette administration de nous communiquer plus de cinq cents nouveaux noms. Nous les avons acceptés. Si lourd que soit financièrement pour nous un tel service, nous enverrons donc régulièrement les cahiers de la deuxième série à plus de huit cents abonnés gratuits, pour la plupart instituteurs, choisis pertinemment.

Nous prions instamment nos amis non seulement de vouloir bien eux-mêmes s'abonner, mais de vouloir bien aussi nous présenter et honnêtement nous procurer le plus d'abonnés qu'ils pourront. Nous savons de certain que beaucoup de personnes s'imaginent innocemment qu'elles ont assez fait pour ces cahiers quand elles les ont lus par communication. Nous nous permettons d'attirer leur attention sur ce qu'il y aurait de parasitaire à user indirectement de cette publication sans participer aux frais de son établissement.

Nous envoyons éventuellement ces cahiers à plus de deux mille huit cents personnes automatiquement choisies parmi celles qui peuvent s'y intéresser.

Nous les envoyons d'abord éventuellement aux abonnés du *Mouvement Socialiste*. La direction de cette revue amie a bien voulu nous faire communiquer la liste administrative de ses abonnés. Nous espérons qu'ayant par *le Mouvement* connaissance pragmatique de

l'action socialiste internationale pendant qu'elle se meut ils demanderont à nos cahiers cette indispensable connaissance historique de l'action que l'on ne peut donner qu'un peu après que se sont dessinés les temps de repos.

Nous envoyons éventuellement nos cahiers à tous les abonnés du *bulletin de l'Union pour l'action morale*. L'administration de cette revue a bien voulu nous communiquer la liste de ses abonnés. Nous leur envoyons éventuellement nos cahiers. Nous sommes en effet de ceux qui ne peuvent nullement distinguer la révolution sociale de la révolution morale, en ce double sens que d'un côté nous ne croyons pas que l'on puisse opérer profondément, sincèrement, sérieusement la révolution morale de l'humanité sans opérer toute la révolution de son habitat social, et qu'inversement nous croyons que toute révolution formelle serait vaine si elle ne comportait pas le labourage et la profonde éversion des consciences.

Nous envoyons éventuellement nos cahiers à tous les correspondants de la *Ligue française pour la défense des droits de l'homme et du citoyen*. L'administration de cette ligue a bien voulu nous communiquer son dernier bulletin. Nous y avons trouvé imprimés les noms des républicains actifs qui ont constitué à Paris et surtout en province des sections de la ligue. Nous pensons que nous avons obtenu ainsi une liste sérieuse d'anciens dreyfusards. Or il n'échappera pas à nos lecteurs que nous sommes les seuls dans une certaine région qui ayons exactement gardé la juste rigueur méthodique de l'ancienne action dreyfusiste. Alors que les différents États Majors dreyfusistes, comme la plu-

part des États Majors, délaissaient la considération des droits pour la contemplation des avantages, nous avons seuls dans une certaine région, — et nous n'en sommes aucunement heureux, — continué nous-mêmes à respecter rigoureusement la méthode que nous avions demandé que l'on respectât. Nous pensons aussi que nous réussirons à démontrer à ces nouveaux abonnés que la révolution sociale, au sens où nous la préparons, peut seule donner à tous les hommes le véritable exercice de tous les droits humains, peut seule instituer une cité humaine où tous les hommes soient accueillis comme des citoyens véritables.

Nous envoyons éventuellement nos cahiers à beaucoup d'universitaires, professeurs de l'enseignement supérieur et de l'enseignement secondaire, instituteurs et professeurs de l'enseignement primaire et de l'enseignement primaire supérieur, soit qu'ils fussent abonnés déjà au *bulletin de l'Union pour l'action morale*, soit que nous ayons demandé leur nom à l'annuaire. Nous espérons que leur enseignement pourra se nourrir des documents et des renseignements, des commentaires, des travaux et des œuvres qu'ils auront dans ces cahiers. Nous espérons qu'ils n'hésiteront pas à nous avouer pour un des leurs, à voir dans ces cahiers le travail d'enseignement que nous y mettons avant tout.

Nous envoyons éventuellement nos cahiers aux secrétaires et aux délégués des groupes socialistes qui aux récents congrès constituaient à peu près un parti opposé au parti de la domination autoritaire. Nous regrettons que le secrétariat du Parti Ouvrier Socialiste Révolutionnaire nous ait refusé communication de ses listes. Nous regrettons toujours tout ce qui sera du huis clos.

DEUXIÈME SÉRIE AU PROVINCIAL
Nous n'avons pu avoir une liste sérieuse des principaux syndicalistes. Nous envoyons éventuellement nos cahiers aux citoyens secrétaires et délégués des groupes adhérents à la Fédération Socialiste Révolutionnaire, et aux Fédérations départementales et régionales. Nous les envoyons éventuellement aux Coopératives socialistes.

Autant que nous l'avons pu nous envoyons éventuellement nos cahiers aux universités populaires, aux sociétés sérieuses d'enseignement laïque et de culture postscolaire. A ces institutions surtout conviennent les principaux éléments dont nos cahiers sont formés. Si la libre pensée n'impliquait pas une audience impartiale et attentive infatigablement accordée à l'impartiale proposition des documents et des renseignements, des commentaires, des travaux et des œuvres, elle ne serait plus qu'une lamentable contrefaçon de la pensée dogmatique, de la serve pensée.

Nous envoyons éventuellement nos cahiers à plusieurs *visiteurs des pauvres*. Nous savons qu'une charité intelligente et constante ne tarde pas à s'apercevoir que la société présente est mécaniquement organisée pour faire des pauvres et de la pauvreté.

Quand nous aurons fini de publier la deuxième série de nos cahiers, nous publierons un *index*, devenu indispensable, de ces deux séries.



POUR MA MAISON

21 décembre 1900

En janvier 1898 mon ami l'éminent historien Pierre Deloire publiait dans *la Revue Socialiste*, sous la rubrique ordinaire *littérature et philosophie*, un article que je lui demande la permission de reproduire en entier :

M. Henry Bérenger a ouvert dans la *Revue Bleue* une très intéressante enquête sur *les responsabilités de la Presse contemporaine.*

Parmi les réponses qu'il a reçues, celle de M. Lucien Marc, directeur de *l'Illustration*, est à citer la première, parce qu'elle pose, en fait, la question, dans le détail.

Envisageons la presse au point de vue industriel. Sa matière première est le papier blanc, qu'elle transforme en feuilles imprimées. Souvent, les frais de la transformation dépassent le prix de vente du produit fabriqué, et le bénéfice ne vient que des sous-produits, ainsi qu'il arrive pour beaucoup d'industries.

En journalisme, le sous-produit, c'est la publicité.

...Contrairement à l'opinion courante, ce ne sont pas les journaux à bon marché qui ont le plus besoin des annonces

pour équilibrer leur budget. *Le Petit Journal*, *le Petit Parisien*, journaux à un sou, gagnent sur leur papier. Par contre, voici le compte d'exploitation du *Figaro* pour l'exercice 1896 :

RECETTES

Abonnements et vente au numéro	2.695.045 32	
Annonces et réclames	1.707.566 81	
Recettes diverses	140.856 43	
Total des recettes...		4.543.468 56

DÉPENSES

Fabrication du journal : rédaction, papier, impression, affranchissement, etc	2.503.526 22	
Frais généraux	547.298 37	
Total des dépenses...		3.050.824 59
Bénéfice.....		1.492.643 97

Ainsi, *le Figaro*, journal à trois sous, ne réalise même pas, sur la vente et l'abonnement, de quoi subvenir à la moitié de ses frais généraux. Le surplus, et la totalité du bénéfice net, sont fournis par la publicité.

Si, au lieu des comptes du *Figaro*, nous examinions ceux du *Times*, journal à trente centimes, nous verrions s'accentuer le phénomène de la perte sur le papier, compensée par le produit des annonces. Que serait-ce si, du *Times*, nous passions au *New-York Herald* et à ses numéros du dimanche qui, pour *cinq sous*, donnent *soixante-quatre pages* de grand format dont chacune contient autant de matières que les quatre pages d'un journal parisien !

Voilà donc en France, en Angleterre, aux États-Unis, trois journaux en pleine prospérité, ne vivant que de la publicité. Il n'y a pas là, comme on le croit, un mal résultant du bas prix des journaux.

Nous sommes forcés de constater qu'ici le raisonnement de M. Lucien Marc n'est pas juste : car si un journal donné perd sur son papier, s'il vend son papier à perte, c'est évidemment qu'il vend ce papier à un prix trop bas ; peu importe que ce prix soit plus élevé que le prix des autres journaux. Le mal vient donc bien pour une grande part, comme les socialistes l'ont signalé, de ce que la presse, elle aussi, est soumise au régime de la concurrence bourgeoise : « La façon mercantile d'envisager les choses, a répondu M. Georges Rènard, devait triompher, là comme ailleurs, dans une société où tout se vend et s'achète, où tout, depuis le bras jusqu'au cerveau de l'homme, est devenu marchandise. »

Le mal vient, pour une grande part aussi, et *l'Union pour l'action morale* l'a signalé plus vigoureusement que la plupart des autres consultés, de ce que la conscience publique est faussée parce que beaucoup de consciences individuelles sont faussées (1) : « La source du mal est plus loin que là où la main de l'État peut atteindre ; elle est dans les consciences. Espérons que celles-ci se reprendront et que le remède sortira de l'excès même du mal... Dans le monde des travailleurs, on voit poindre pour le journal un dédain et même un mépris de bon augure. Récemment, les membres ouvriers de la commission consultative de la Bourse du Travail ont fait fermer la salle de lecture des journaux quotidiens, parce qu'il en résultait, pour les lecteurs,

(1) Relire dans *la Revue Socialiste* du 15 juillet 1897 l'excellent article de Charles Henry sur *l'Union pour l'Action morale et le Socialisme. — Note de Pierre Deloire.*

plus de trouble que de profit. En Angleterre, c'est le sérieux de la population ouvrière qui a le plus contribué à moraliser la presse (1). En France aussi, on finira par comprendre qu'il vaut mieux être travailleur que parleur ; et l'éducation réelle que tout le monde désire aura pour effet de faire dédaigner tout journal, à moins qu'il ne soit un journal positif, un journal qui incite à l'action vraie. »

Nous croyons que c'est à nous, socialistes, qu'il revient de fonder un tel journal. M. Anatole Leroy-Beaulieu représente que « le socialisme, à l'affût des causes de destruction, se réjouit, avec une cynique logique, de cette corruption qui nous attriste et nous indigne, se félicitant de tout ce qui détruit la cohésion de la société française, s'applaudissant de tout ce qui énerve les âmes, brise les énergies et prépare la dissolution prochaine de la patrie. » A ces paroles ignorantes ou menteuses, opposons la réalité des vouloirs socialistes :

M. Georges Renard propose, entre autres, le remède suivant :

« 1° Fonder des journaux qui ne seraient plus aux mains d'un financier ou d'actionnaires anonymes, mais qui, soutenus par les cotisations régulières d'un parti ou d'un groupe d'hommes se connaissant et professant les mêmes opinions, seraient la propriété et l'expression de ce parti ou de ce groupe. En bannir soigneusement toute affaire, toute réclame, tout article payé (2).

(1) Il y a un intérêt à relire ce que tout le monde écrivait de l'Angleterre il y a trois ans.

(2) C'est-à-dire : tout article *mercantile*, et non, bien entendu, tout article *rémunéré*.

Il ne serait pas impossible que ces journaux honnêtes, s'ils étaient bien rédigés, réussissent, conquissent de l'autorité et réagissent par leur autorité sur les autres. »

Nous savons en effet que la cité socialiste ne se fera pas sans éléments et que c'est nous qui devons, dès à présent, lui préparer des citoyens. Pour cela voici quel nous imaginons que serait, dans la société bourgeoise, un journal socialiste.

Ce journal agirait envers les bourgeois inconvertissables exactement selon les règles de la morale bourgeoise. Il agirait envers les socialistes et les bourgeois convertissables selon les enseignements de la morale socialiste (1). Par exemple on le vendrait aux bourgeois inconvertissables exactement comme un journal bourgeois ; et on le donnerait aux socialistes et aux bourgeois convertissables, car un journal est un moyen d'enseignement, et on doit donner l'enseignement.

Ce journal serait nourri par les socialistes ; ceux-ci prendraient sur leur salaire, socialiste ou bourgeois, pour assurer le salaire socialiste des socialistes qui travailleraient au journal,

Tous les ouvriers qui travailleraient au journal, ouvriers intellectuels et ouvriers manuels, ouvriers écrivains et ouvriers compositeurs d'imprimerie, ouvriers directeurs et ouvriers protes recevraient un salaire socialiste, c'est-à-dire entre eux un salaire égal, puisqu'ils travailleraient tous de leur mieux pour le bien du journal.

(1) On pardonnera cette expression à l'inadvertance de notre ami.

Ce journal serait exactement socialiste en son texte : on n'y verrait aucune réclame commerciale.

Ce journal serait un : on n'y verrait pas, dans le même numéro, en première page un article exact contre les courses et en quatrième page les résultats complets et les pronostics des mêmes courses ; on n'y verrait pas en première page des articles exacts contre les théâtres de passe et en quatrième page, fidèlement insérées, les communications de ces mêmes théâtres.

Ce journal ne serait pas rédigé par des journalistes professionnels, mais par les hommes de chaque métier ; les moissonneurs y parleraient du blé, les maçons de la bâtisse ; les professeurs y parleraient de l'enseignement et les philosophes de la philosophie ; on ne serait pas journaliste, on serait, comme on disait, un honnête homme qui aurait un métier et qui, au besoin, écrirait de ce métier dans le journal.

Ce journal serait exactement sincère, il n'embellirait jamais les faits, il n'embellirait jamais les espérances même.

Enfin et surtout ce journal serait un journal de famille, s'adressant d'abord aux femmes et aux enfants, sans qui toute œuvre est vaine ; et il garderait envers tous ses lecteurs la très grande révérence, car elle est due aussi aux grands enfants.

Quand Pierre Deloire écrivit cet article, on peut dire que l'affaire Dreyfus devenait sérieuse. L'article paraissait le 15. L'avant-veille, 13, *après qu'un conseil de guerre eut acquitté Esterhazy*, Zola envoyait sa lettre au Président de la République :

Et c'est un crime encore que de s'être appuyé sur la

presse immonde, que de s'être laissé défendre par toute la fripouille de Paris, de sorte que voilà la fripouille qui triomphe insolemment dans la défaite du droit et de la simple probité. C'est un crime d'avoir accusé de troubler la France ceux qui la veulent généreuse, à la tête des nations libres et justes, lorsqu'on ourdit soi-même l'impudent complot d'imposer l'erreur, devant le monde entier. C'est un crime d'égarer l'opinion, d'utiliser pour une besogne de mort cette opinion qu'on a pervertie, jusqu'à la faire délirer. C'est un crime d'empoisonner les petits et les humbles, d'exaspérer les passions de réaction et d'intolérance en s'abritant derrière l'odieux antisémitisme, dont la grande France libérale mourra, si elle n'en est pas guérie.

Tout le monde alors découvrait à quel redoutable danger la presse immonde exposait en France la justice, la vérité, l'humanité, la santé sociale. Et cependant l'article de Pierre Deloire n'était pas un article de circonstance. Il n'était pas non plus l'aération d'un rêve individuel. Ni la manifestation d'un rêve collectif. Il était l'exposé délibéré d'un plan d'action.

Depuis le premier mai 1897 quelques jeunes gens mettaient en commun tout ce qu'ils pouvaient pour fonder un journal propre, plus tard, quand ils seraient devenus des hommes. J'étais parmi eux. Ils étaient venus au socialisme sincèrement et par une révolution profonde intérieure. Je donnerai quand j'en aurai le temps l'histoire de cette révolution. Ou plutôt je donnerai les longues histoires de toutes ces révolutions, car chaque homme libre a sa révolution sociale et ces tout jeunes gens étaient déjà libres. Puis quand j'en aurai le temps je donnerai la longue histoire de tous les apprentissages qui suivirent toutes les révolu-

tions, car je sais que les longues histoires sont les seules qui soient vraies à peu près. Et aujourd'hui je ne donnerais pas la brève histoire de l'apprentissage commun. Mais je suis forcé de parler pour ma maison.

A l'heure où commence mon histoire, ces jeunes gens étaient donc venus sincèrement au socialisme et profondément. Ils ne savaient pas bien ce que c'était que le socialisme. Ils ne pensaient pas que ce fût un domaine à partager entre plusieurs gros propriétaires. Ils s'imaginaient que le socialisme était l'ensemble de ce qui prépare la révolution sociale et pensaient que cette révolution sociale tendait à faire le bonheur de l'humanité. Le même historien Pierre Deloire, négligeant un peu ses travaux professionnels, avait rédigé non pas un catéchisme ou un manuel — car personne alors n'eût oser parler de catéchisme ou de manuel socialiste, — mais un raccourci commode. Il publia ce raccourci dans la même *Revue Socialiste*, le 15 août 1897. Si imparfait que ce raccourci me paraisse à présent, il convient que je le reproduise en entier :

DE LA CITÉ SOCIALISTE

Dans la cité socialiste les biens sociaux seront bien administrés.

Les socialistes veulent remplacer autant que possible le gouvernement des hommes en société par l'administration sociale des choses, des biens : En effet, les hommes étant variés indéfiniment, ce qui est bon d'ailleurs, on ne peut pas organiser le gouvernement des hommes selon une exacte méthode scientifique ; tandis que, les biens n'étant pas indéfiniment variés, on peut organiser selon une exacte méthode scientifique l'administration des biens. Or la plupart des difficultés, des

souffrances qui paraissent tenir au mauvais gouvernement des hommes tiennent à la mauvaise administration des biens.

Pour bien organiser l'administration des biens, les socialistes veulent socialiser le travail social, c'est-à-dire l'ensemble du travail qui est nécessaire pour que la cité continue à vivre.

A cette fin, ils veulent socialiser la matière qui est nécessaire au travail social, c'est-à-dire les moyens sociaux de production : la terre en ce qu'elle peut servir à la culture sociale; le sous-sol, mines et carrières; l'outillage industriel, machines, ateliers, magasins, l'outillage commercial, magasins, voies et moyens de communication. Les moyens de production seront socialisés, c'est-à-dire qu'ils seront rendus à la cité, à l'ensemble des citoyens.

Le travail social sera socialisé, c'est-à-dire qu'il sera fait par l'ensemble des citoyens. Les parts individuelles du travail social, c'est-à-dire les parts du travail social qui seront données à la cité par chacun des citoyens, seront, non pas sans doute identiques entre elles, car cela ne se pourrait pas, mais, autant que possible, égales entre elles, en ce sens que les différences qu'elles auront encore ne seront commandées que par les différents besoins de la cité et par les différentes aptitudes individuelles des citoyens comme travailleurs, et en ce sens que ces inévitables différences de qualité, d'intensité, de durée, seront, autant que possible, compensées par d'autres différences de qualité, d'intensité, de durée, de manière que les parts individuelles du travail social soient, autant que possible, égales en quantité.

En échange la cité assurera aux citoyens une éducation vraiment humaine, et l'assistance exacte en cas de maladie ou d'infirmité, enfin l'assistance entière pendant la vieillesse.

L'éducation sera égale pour tous les enfants, non pas, bien entendu, en ce sens que les éducations individuelles seraient identiques entre elles, mais en ce sens que les différences des éducations individuelles ne seront commandées que par les différentes ressources de la cité et par les différentes aptitudes individuelles des citoyens comme élèves

Les moyens de consommation seront laissés à la libre disposition des citoyens en quantités autant que possible égales entre elles.

Les avantages de ce régime sont à considérer à l'égard de la cité et à l'égard des citoyens.

A l'égard de la cité, ce régime épargnera le travail humain, dont le gaspillage est immoral. Cette épargne sera réalisée par plusieurs causes, dont les trois suivantes :

La concurrence sera supprimée. Or elle est mauvaise. Il semble à première vue qu'elle a de bons effets dans la société présente, mais ces bons effets ne sont que des commencements de réparation aux maux qu'elle a commencé par causer elle-même. Nous ne reconnaissons pas toujours comme elle est mauvaise parce que notre éducation, mauvaise aussi, nous a dressés à travailler par un sentiment de vaine émulation, mauvais, étranger au travail même et à la fin propre du travail. La concurrence est mauvaise en son principe : il est mauvais que les hommes travaillent les uns contre les

autres; les hommes doivent travailler les uns avec les autres; ils doivent travailler à faire de leur mieux leur travail, et non pas à se servir de leur travail pour vaincre d'autres travailleurs. La concurrence est cause que les travailleurs ne sont point payés selon ce qu'ils ont fait, ce qui serait juste au sens étroit de ce mot, ni payés d'un paiement normal, ce qui serait juste au sens large, ou harmonieux, mais surtout selon ce que leurs concurrents n'ont pas fait. La concurrence a souvent cet excès que, lorsque l'un des concurrents a reconnu qu'il ne peut pas travailler mieux que ses concurrents, il tâche que ceux-ci travaillent plus mal, pour être sûr de les vaincre quand même, d'où les manœuvres frauduleuses. La concurrence est souvent faussée par la réclame, qui tend à donner l'avantage au travail plus connu sur le travail mieux fait, et par la falsification, qui tend à donner l'avantage au travail mieux paraissant sur le travail mieux fait. Enfin la concurrence internationale est cause de la guerre, de la paix armée, des maux qui suivent, comme la concurrence interindividuelle est cause des procès, de véritables guerres privées, de la plupart des haines publiques et privées, des maux qui suivent.

L'oisiveté sera supprimée. Pour calculer l'épargne de travail social ainsi réalisée, il ne faut pas comparer seulement dans la société présente le nombre des oisifs au nombre total des citoyens; il faut aujouter au nombre des oisifs le nombre de tous les citoyens qui travaillent dans la société présente à pourvoir au luxe individuel des oisifs.

La production sera centralisée autant qu'il est pos-

sible ; or, si la centralisation est mauvaise pour la vie intérieure des hommes et pour le travail supérieur de l'humanité, surtout pour l'art et pour la philosophie, elle est bonne pour la production sociale, parce qu'elle permet aux citoyens de faire mieux et plus vite le travail social de production, et, justement ainsi, d'être mieux et plus tôt libres pour leur vie intérieure et pour le travail supérieur de l'humanité. La cité socialiste organisera la culture intensive, l'industrie intensive, centralisera le commerce, de manière à tirer de la matière qui est proposée à l'activité humaine le plus des meilleurs moyens de consommation.

A l'égard des citoyens, le régime socialiste aura sur la société présente au moins deux avantages :

Il établira entre et pour tous les citoyens une fraternité, une solidarité réelle et vivante ; une justice, une égalité réelle et vivante ; une liberté réelle, — au lieu d'une fraternité fictive ; d'une justice fictive ; d'une liberté fictive.

Il amortira autant que possible les à-coups individuels. Dans la société présente on laisse les malheurs individuels tomber de tout leur poids sur ceux des citoyens qui se trouvent au droit, et qui souvent en sont écrasés. Et comme il y a, malgré tout, en fait, des solidarités individuelles indéfinies, ces malheurs ont des répercussions indéfinies, incalculables. Si bien que le progrès même est, en fin de compte, onéreux. Par exemple quand on invente une machine qui supprime la moitié du travail dans un métier, les consommateurs, en général, en tirent un certain bénéfice parce que les prix baissent, mais la moitié des produc-

teurs sont mis à pied, et ces malheurs individuels ont le plus souvent de telles et si lointaines répercussions que l'ensemble du mal ainsi causé aux citoyens est pire que n'est avantageux le bénéfice donné aux consommateurs. Dans la cité socialiste, au contraire, il suffira, quand on fera pour un métier de telles inventions, de réduire sans à-coup le nombre des travailleurs intéressés, soit en faisant moins d'apprentis de ce métier-là, soit en donnant à certains de ces travailleurs le temps d'apprendre un nouveau métier ; en attendant d'ailleurs, que les mesures prises aient leur plein effet, on en sera quitte pour diminuer le nombre des heures où travailleront les ouvriers de ce métier, ce qui ne sera pour personne un malheur dans la cité.

Ainsi constituée, la cité socialiste sera parfaite en ce qu'elle sera socialiste. En ce qu'elle sera une cité humaine il se pourra qu'elle soit imparfaite encore. Mais elle sera la moins imparfaite possible des cités humaines possibles, en ce sens que toutes les difficultés, toutes les souffrances y seront au pis-aller égales à ce qu'il faut qu'elles soient dans toute société individualiste. Soient les difficultés, par exemple, qui tiennent au choix du métier et à la paresse :

Comment pourrez-vous, nous dira-t-on, *assurer dans la cité socialiste le service des métiers les plus pénibles, ou les plus ennuyeux, en un mot des métiers sacrifiés ?*

Remarquons d'abord qu'à mesure que le machinisme ira croissant les métiers se rassembleront de plus en plus et qu'il y aura de moins en moins des métiers *sacrifiés*. Remarquons ensuite que dans la cité socialiste

on pourra toujours compenser par des avantages de durée ce que les métiers sacrifiés auraient encore de pénible ou d'ennuyeux. Et enfin, si, malgré cette compensation, les travailleurs volontaires désertaient certains métiers, il suffira, pour assurer le service de ces métiers, d'en faire un *service commandé*, obligatoire, universel et personnel. — *Mais*, dira-t-on, *c'est là de la contrainte!* — Sans doute, c'est là de la contrainte, mais c'est une contrainte juste et officielle. Tandis que dans la société présente sévit une contrainte universelle, d'autant plus redoutable qu'elle est à la fois injuste et sournoise : injuste en ce qu'elle ne s'exerce pas également sur tous les citoyens ; sournoise, car on ne veut pas avouer que l'on contraint certains citoyens à faire certains métiers, mais on est bien content que la misère générale soit telle qu'il y ait des citoyens qui tombent si bas que de remonter jusqu'à ces métiers-là justement leur paraisse un bonheur. Et c'est sur cela que repose toute la société présente. Pour ne pas vouloir faire de certains métiers, de certaines fonctions sociales, de certains services, des services commandés, on gaspille de la souffrance humaine : au lieu de faire descendre les travailleurs, s'il y a lieu, des métiers moyens aux métiers sacrifiés, on les laisse tomber, sans vouloir avoir l'air de s'en apercevoir, beaucoup plus bas, assez bas pour qu'ils *aient encore bien de la chance*, comme on dit, de remonter jusqu'à ces métiers-là.

Et que ferez-vous, nous dira-t-on, *des paresseux ?* Remarquons d'abord qu'il y aura beaucoup moins de paresseux quand tous les citoyens auront reçu l'éducation normale. Remarquons ensuite qu'il y aura beau-

coup moins de paresseux dans une cité où la plupart des métiers seront sans cesse ouverts à tous, parce qu'il y aura beaucoup moins de fausses vocations, parce qu'il n'y aura point de vocations forcées, parce que les vies mal engagées ne le seront point sans retour possible. Enfin si, dans une cité où trois ou quatre heures au plus d'un travail facile suffiront pour assurer la vie quotidienne, si, dans une telle cité, il se trouve encore des paresseux qui refusent toute espèce de travail, ces malades ne mourront pas de faim dans une cité qui sera aussi riche en moyens de consommation, mais on les réduira au strict nécessaire. — *Ils seront donc*, dirat-on, *entretenus aux frais de la cité?* — Sans doute, mais que fait la société présente, sinon de les entretenir aussi, et très cher, dans ses asiles, ses hôpitaux, ses prisons, ses colonies de relégation, ou dans ses plus somptueux hôtels, parasites mendiants ou parasites luxueux, ou bien ouvriers des mauvais métiers.

Selon cette méthode d'analyse exacte et de comparaison, toujours on verra que ce sont justement les pis-allers de la cité socialiste, supposés, qui sont la règle habituelle, réelle, de la société présente.

Ainsi renseignés provisoirement sur ce que serait la prochaine cité socialiste, ces jeunes gens n'hésitèrent pas. Il n'y avait plus qu'à préparer la naissance de cette cité, il n'y avait qu'à préparer puis à faire la révolution sociale.

Pour préparer la révolution sociale on n'invoquerait pas les anciens, on n'irait pas chercher les hommes de trente à quatre-vingts ans, qui étaient en immense majorité contaminés du vice bourgeois, mais on ferait appel aux seuls jeunes gens. Et cela suffirait bien. Si l'on convertit soigneusement au socialisme les générations montantes, si

l'on acquiert honnêtement les jeunes hommes, les nouveaux hommes, à mesure qu'ils passent leur quinzième, leur dix-huitième ou leur vingtième année, après huit ans d'exercice on est régulièrement une imposante minorité, après vingt ans on est une respectable majorité, après quarante ans, sans risque et sans violence mauvaise, on est devenu l'humanité même, l'humanité enfin sauvée du mal bourgeois, de tout le mal, et instituée en cité harmonieuse. Ainsi le veut l'arithmétique.

Or il est simple de convertir les générations montantes. Il n'y a pour ainsi parler qu'à les divertir de la contamination bourgeoise. L'excellence du socialisme est telle que le socialisme se fait valoir lui-même. Il a une évidence autonome, automatique et antérieure. Il n'a besoin d'aucun avocat. Il ne demande qu'un démonstrateur. Il suffit qu'on le fasse voir. Si un journal exactement et moralement socialiste paraissait, la simple démonstration, la simple proposition du socialisme introduirait au socialisme les générations montantes. Il n'y avait plus qu'à faire un journal socialiste, le journal socialiste. Cela serait facile.

Car ces jeunes gens ignoraient à peu près tout du personnel qui sévissait déjà sous le nom de socialiste. On les avait en effet soumis aux déplorables moyens d'élevage que nous voyons pratiquer autour de nous partout, sur tous les faibles par tous les forts, sur les simples par les habiles, sur les ignorants par les savants, sur les enfants, sur les soldats, sur les ouvriers, sur les électeurs, sur le peuple des animaux au langage inarticulé, sur le peuple des hommes. On leur mentait pour leur bien. C'est la méthode pratiquée sur la plupart des âmes adolescentes par la plupart des âmes adultes. Cette méthode a tout pour elle. Idoine à la paresse et commode au ménagement, elle reste la forme la plus redoutable du mensonge universel. Nos maîtres nous donnaient donc une image heureuse du monde socialiste français, une image bienheureuse du monde socia-

liste universel, une image au moins exactement sévère du monde bourgeois. En France les anciens partis socialistes, les anciennes écoles et les anciennes sectes s'éliminaient d'eux-mêmes selon les exigences naturelles de la vieillesse. Pas même il n'était besoin de se faire enseigner leurs noms. Guesde et Vaillant disparaissaient déjà, et l'incompatible Allemane avec eux, dans l'avantageux éloignement de l'histoire. Les générations montantes seraient enfin neuves des vieilles injures, blanches des vieilles saletés. Il n'y avait plus qu'à faire le journal socialiste pour les générations montantes.

D'ailleurs ces jeunes citoyens avaient à eux, en eux et venant d'eux, quelques idées simples. Idées qu'ils n'avaient pas demandées à leurs maîtres, mais que ces bons maîtres encourageaient volontiers, car ils étaient au fond de braves gens, et ils ne savaient pas que les idées simples étaient si redoutables. Parfois même je me demande si ces maîtres n'avaient pas fini par accepter comme étant véritables cette image du monde et ces renseignements qu'ils voulaient bien communiquer à leurs élèves et à leurs amis. Car ils se soumettaient sans doute eux-mêmes aux moyens d'élevage qu'ils imposaient au-dessous d'eux. Cette idée simple, et vivace, était que nous devons commencer par vivre en socialistes, que nous devons commencer la révolution du monde par la révolution de nous-même, que toutes les théories et toutes les phrases ne valent pas un acte socialiste, que chacun doit commencer par socialiser sa vie, que la conversion au socialisme suppose un don sans réserve des intérêts sous l'entière maintenue des droits, un abandon sans réserve des sentiments sous la pleine indépendance et liberté de la raison.

C'est pour cela que non seulement nous fîmes, après tant de gens, le plan d'un journal socialiste, mais si l'on veut bien y regarder, le plan d'un journal *socialistement* socialiste. Formé presque instantanément, tant il était

indiqué, ce plan fut répété d'homme à homme jusqu'à ce que Pierre Deloire le rédigeât. Je ne le développerai pas. Tout le monde le connaît pour l'avoir plus ou moins déjà fait. En France plus qu'ailleurs, c'est le plan qui manque le moins.

Pour le réaliser il fallait un personnel et un matériel, un personnel qui fournît le matériel. Cinq cents personnes et cinq cent mille francs suffisaient, d'autant que les cinq cents personnes seraient des collaborateurs efficaces, d'autant que les cinq cent mille francs seraient rafraîchis par des souscriptions régulièrement affluentes. Et dix ans suffisaient pour la préparation.

Les cinq cents personnes se pourraient trouver en quelques années, de proche en proche, d'ami en ami, par cette propagande personnelle qui seule est fructueuse. Les nouveaux adhérents cherchaient des nouveaux encore. On gagnait toujours du monde. Chacun répondait pour ceux qu'il avait acquis, introduits. C'était la méthode bien connue de la ramification indéfinie. Elle serait invincible comme une végétation si les hommes étaient des végétaux. Mais ils sont au moins des animaux. Elle est dans l'histoire de Blanqui. Elle est partout ailleurs. A cet égard j'avais pour fonction d'administrer la communication centrale à établir entre les premiers adhérents. *Je donnais la communication*. Je n'exerçais aucune autorité. Je n'avais rien de commandement. J'étais le citoyen téléphoniste. Il était d'ailleurs entendu que l'on se passerait de moi le plus que l'on pourrait, que l'activité de la compagnie serait spontanée, qu'il n'y aurait pas congestion centrale et refroidissement aux extrémités, mais que tout marcherait tout seul.

Admettant que cinq cents personnes souscrivent dix francs chaque mois en moyenne, on canalise un affluent mensuel de cinq mille francs. Soixante mille francs par an. Même en faisant la part large au déchet inévitable, on amasse les cinq cent mille francs avant les dix ans,

intérêts composés. A cet égard j'étais comptable. Au bout des dix ans le journal partirait. L'affluent des souscriptions mensuelles continuerait inépuisable. Et quand le public aurait en mains pour la première fois de sa vie un journal honnête, un journal bien fait, il nous ferait un accueil tel que le journal serait indéracinable.

J'administrais la comptabilité. Je fabriquai des registres, simples cahiers scolaires. Je tins une comptabilité mystérieuse. A la fois scrupuleuse et mystérieuse. Les mouvements des fonds étaient marqués par la valeur, par la date, et par les seules initiales. Au cas où la police y eût mis le nez, elle n'y eût appris que les nombres et l'alphabet. Ces précautions sont devenues amusantes. Elles étaient sérieuses. M. Méline et M. Dupuy, non pas M. Waldeck-Rousseau, trahissaient alors la République.

Cette institution de jeunesse ne prospéra pas. Je ferais plaisir à beaucoup de personnes si j'attribuais à la faiblesse humaine l'étiolement de cette institution. Mais j'aperçois des causes, que je distingue en intérieures et en extérieures.

Je ne sais pas bien si j'avais été l'initiateur de cette institution, car elle était née à peu près spontanément. La première croissance fut rapide. Mes amis d'Orléans, mes nouveaux amis de Lakanal et de Sainte-Barbe accueillirent l'idée commune et souscrivirent. Ils n'ont pas cessé depuis de souscrire leur mensualité, sans fatigue.

La seconde croissance fut assez rapide. J'étais à l'école normale. C'était un lieu favorable, malgré d'apparentes résistances. Une compagnie de jeunes gens, étudiants internés, toute faite, se prêtait à une attentive propagande et à la formation d'une compagnie d'action. L'institution commune se grossit de normaliens nombreux et pour la plupart considérables.

La troisième croissance, qui eût débordé les anciennes amitiés et les nouvelles camaraderies, ne se produisit pour

ainsi dire pas. Les événements publics nous étaient contraires. Nos courtes finances filaient ailleurs, dans les grèves et les souscriptions, n'affluaient pas au fonds commun. Le grand public français gardait son argent pour les banquistes. Le public socialiste s'épuisait ailleurs. Le personnel socialiste alors devenait ce qu'il est devenu. Les augments de la seconde croissance commençaient à se fatiguer pour la plupart. Ils avaient presque tous mal entendu l'institution. Ce qui paraissait devenir impraticable était la simple communication de l'intention première. Et les gens ne donneraient pas d'argent pour dans dix ans.

Le remède vint. Pour donner à l'institution commune la surface de base qui lui manquait, il fallait un comité. Seul je ne présentais pas une suffisante garantie. Mais un comité garantirait l'institution auprès des personnes éloignées. Ce comité ferait la mutation de confiance, la mutation de la confiance, la transmission de confiance indispensable. Ce comité aurait en moi cette confiance entière qui se fonde sur la connaissance et l'amitié personnelle. D'ailleurs ce comité aurait assez de largeur et de poids pour me garantir auprès des personnes éloignées.

La quatrième croissance, qui se fût faite autour du comité, ne se produisit pour ainsi dire pas. L'esprit du public et les événements nous résistaient. Une lassitude intérieure s'ensuivit. Et la désagrégation vint.

L'affaire Dreyfus nous causa un dommage incroyable. Pendant tout le temps qu'elle dura, négligeant non seulement nos affaires et nos intérêts, mais nos droits même et l'action qui nous était particulière, tout le temps, tous les soins, tout le travail, tous les efforts, toute l'action furent au service d'une justification individuelle.

Au commencement de l'affaire, dans les derniers mois de l'année 1897, un événement privé mit à ma disposition, pour la première et pour la dernière fois de ma vie, une

somme assez considérable. Ces quarante et quelques mille francs n'étaient pas à moi, mais aux miens. Ma nouvelle famille était d'accord avec moi sur ce que je devais lancer dans l'action socialiste ces quarante mille francs. Ma famille pensait avec moi qu'un socialiste ne peut garder un capital individuel.

Ce fut alors que je commis un faute impardonnable et dont le retentissement pèsera sans doute longtemps sur ma vie. Je péchai par humilité. Je me défiai de moi. L'humilité n'est pas moins coupable et pas moins dangereuse que l'orgueil, et non moins contraire à la modestie exacte. Je négligeai de fonder alors ces *cahiers de la quinzaine*. Si j'avais aussitôt fondé ces cahiers même, ayant derrière moi plus de quarante mille francs intacts, et si ces cahiers avaient publié pendant les trente mois de l'affaire l'équivalent de ce qu'ils ont publié depuis, je suis assuré qu'ils auraient à présent un solide fonds de réserve et une solide clientèle d'abonnés.

Mais je me défiai de moi. Un peu *épaté* par le redoutable aspect de science que la plupart des sociologues savent distribuer autour d'eux, je me semblai encore plus ignorant que je ne le suis. Et surtout je redoutais que je devinsse autoritaire. On avait déjà si souvent nommé autorité le soin que j'ai toujours eu de garder ma liberté contre les autorités prochaines, et un certain zèle indiscret dont je n'ai pu me défaire dans la propagande, on m'avait si souvent répété que j'étais un autoritaire, que je devenais un autoritaire, que j'avais fini par le croire presque. Or je haïssais ferme l'autorité. A mesure que je connaissais un peu le personnel socialiste, les sévices de l'autorité individuelle m'apparaissaient. J'étais décidé à ne rien faire qui ressemblât à du guesdisme. Je ne savais pas que l'autorité collective anonyme est encore plus redoutable que l'autorité individuelle.

Au premier janvier 1898 j'étais donc tout envahi de ces ima-

ginations, et au premier mai suivant, au lieu de fonder ces cahiers, je fondai une librairie. Je mis tous mes soins à publier la copie de mes camarades, n'imaginant pas que je devinsse un fournisseur de copie. Mon ami Georges Bellais voulut bien me prêter son nom, car j'étais encore boursier d'études en Sorbonne, et j'aimais l'anonymat. On sait que cette librairie ne prospéra pas beaucoup. Je ferais plaisir à beaucoup de personnes si j'attribuais à ma témérité ou à ma stupidité, à mon incurie, à mon ineptie un insuccès aussi notoire. Mais je distingue des causes. La principale est encore l'affaire Dreyfus.

Elle passionnait le monde quand la librairie put commencer à fonctionner, à travailler. Elle fit au commerce un tort considérable, au commerce parisien. En particulier elle nuisit au commerce des livres, parce que les gens gardaient tout leur temps et toute leur finance pour lire les journaux multipliés. Singulièrement elle nuisit à la librairie Bellais qui s'affichait dreyfusiste, qui fut rapidement notée, devant qui les antisémites manifestèrent, où les dreyfusistes fomentaient leurs manifestations. Le temps et la force employée à manifester pour Dreyfus était dérobée au travail de la librairie. La fatigue entassée dans l'action dreyfusiste retombait sur la librairie. La seule édition dreyfusiste que fit la maison nous fut onéreuse. Ainsi une affaire qui sans doute enrichit de finance ou de clientèle ou d'autorité les journaux et la librairie Stock appauvrit la librairie Bellais.

Je distingue des causes. Les secondaires sont nombreuses. Le gérant ne géra pas avec la tension qu'il fallait. Il est probable que si mon ami André Bourgeois avait alors été disponible, et s'il avait fait pour la librairie un travail équivalent à celui qu'il vient de faire pour les cahiers, l'événement aurait tourné vers un succès heureux. — Toutes les éditions que fit la maison furent onéreuses, ou bien parce que le livre se vendait peu, ou bien parce que

le prix de vente, pour encourager la propagande, était scandaleusement abaissé. Même quand l'ouvrage était édité en partie par souscription, le calcul des frais n'impliquait pas les frais généraux de la maison. — Je mis toutes mes dernières finances, tout mon dernier travail sur le livre de Jaurès l'*action socialiste.* Je pensais que ce livre serait un merveilleux moyen de propagande moralement socialiste. Il y a là des pages vraiment impérissables et définitives. Le livre ne se vendit pas. Événement incroyable : on eut honte de lui. Au commencement des deux allées qui forment cette première série, au seuil des deux avenues les premières pages ne sont pas d'un socialisme exactement fixé. Rien de plus historique, de plus naturel, de plus convenable, de plus inévitable et je dirai de plus indispensable puisque justement il s'agit ici de l'explicitation d'un socialisme implicité d'abord, puisqu'il s'agit ici d'un socialisme en mouvement, en action. Comme si la propagande ne consistait pas justement à se situer au commencement des allées pour pouvoir se transporter avec le lecteur ou l'auditeur jusqu'à leur aboutissement. Comme si la conversion n'était pas un mouvement, un voyage en esprit. Mais le souci d'orthodoxie fixe, d'orthodoxie en repos qui a envahi tout le socialisme français déjà conspirait à étouffer ce livre. Jaurès, par humilité ou par embarras, n'en a jamais, du moins à ma connaissance, dit ou écrit un mot. *La Petite République* ne lui a jamais fait une sérieuse publicité. Il retomba de tout son poids sur le dos de l'éditeur.

Je distingue des causes qui sont pour ainsi dire de fondation. La première année d'une entreprise est toujours onéreuse. Quoi qu'on m'en ait dit, c'est une lourde occupation que de trouver un local et d'essuyer les plâtres.

Je distingue des causes qui à distance me font encore beaucoup de plaisir. J'accueillis comme éditeur *le Mouvement Socialiste* à sa naissance et lui procurai le plus d'abonnés que je pus. J'accueillis l'initiateur des *Journaux pour*

tous et lui procurai, autant que je le pus, les moyens de sa réussite.

La désagrégation de la communauté se produisit non par éparpillement mais par séparation. Un groupe s'y dessinait peu à peu autour de M. Lucien Herr. Je me permets de citer ce nom parce que *le Cri de Paris* l'a cité avant moi, parce que cette signature a été imprimée jadis dans *la Volonté*, parce que ce nom figure aux *Notes Critiques*, parce que la *Société Nouvelle de librairie et d'édition* annonce de M. Herr un volume *la Révolution sociale*.

Je ne cacherai pas la grosse et souvent la profonde impression que me fit M. Herr quand enfin je le connus à l'école. Son parfait désintéressement, sa puissance de travail énorme, son gros travail anonyme, son érudition sans doute universelle et totale et, sur tout, sa brutale sincérité me donnèrent pour lui un profond attachement fidèle. Je fus en un sens vraiment son élève. Il m'enseigna parfois comme on travaille et souvent comme on agit. Il me fournit beaucoup de renseignements sincèrement exacts sur tout un monde que j'ignorais, monde littéraire, scientifique, politique. Sur tout il débrouilla pour moi les insincérités et les conventions où je me serais empêtré. Il me mit au courant de l'affaire Dreyfus, me donna les indications sans lesquelles on ne pouvait pas suivre intelligemment.

Cette fidélité dura jusqu'à la fin de l'affaire. Comme elle finissait il me sembla qu'elle avait malheureusement modifié la mentalité de plusieurs de nos camarades. Elle avait donné à plusieurs un certain goût de la puissance, de l'autorité, du commandement. Tel est le danger de ces crises. Pendant plusieurs mois le plus petit professeur de collège ou le plus mal payé des répétiteurs, si faible en temps ordinaire contre les tyrannies locales ordinaires les plus faibles, avait pesé lourdement sur les destinées générales du pays. Par le seul fait qu'il donnait son faible et pauvre

nom à la liste qui passait, pétition aux pouvoirs publics, souscription, adresse, le pauvre universitaire de Coulommiers ou de Sisteron appuyait d'une relativement lourde pesée morale et matérielle sur les destinées de la France et du monde. Car on était à un aiguillage, et les forces contraires se balançaient. A plus forte raison les initiateurs de ces listes exerçaient-il une extraordinaire poussée. Un nom mis au commencement de la première liste avait aussitôt une survaleur immense. Or il suffit que l'on se reporte aux premières listes Zola pour y lire le nom de M. Herr et les noms de la plupart de ses amis, dont j'étais.

A mesure que l'affaire s'avançait deux tendances, deux mentalités se dessinèrent puis se manifestèrent parmi les anciens dreyfusards. Ayant communément exercé une action puissante pour la réalisation de la justice et pour la manifestation publique de la vérité, les uns continuèrent à chercher partout la réalisation de la justice et la manifestation de la vérité, mais la plupart commencèrent à préférer l'action, la puissance, la réalisation même de la manifestation. Les premiers, Picquart, Zola continuèrent comme ils pouvaient leurs véritables métiers. Picquart est encore un officier qui demande à passer en conseil de guerre. Zola est encore ce qu'il était, un romancier, et un citoyen libre. Mais la grande majorité ne pouvait renoncer à la tentation singulière d'exercer une influence énorme, intense, concentrée, condensée, un alcool d'influence, ayant un effet considérable sous un petit volume et pour un petit effort initial. Or l'ancienne action politique était justement un jeu imaginé à seule fin de satisfaire à ces anciennes ambitions. L'ancienne action politique est un jeu d'illusions, combiné pour faire croire que l'on peut exercer beaucoup d'action sans se donner beaucoup de peine et de soin, que l'effet utile est hors de proportion avec l'énergie dépensée, avec l'effort. L'ancienne action politique est un jeu de crises feintes imaginé pour faire accroire que l'action cri-

tique est l'action habituelle, ordinaire. Les dreyfusards qui se laissèrent séduire à cette illusion devinrent partisans de l'amnistie. Tous, et parmi eux Jaurès, ils retombèrent ou ils tombèrent dans l'ancienne action politique. Ils y ont fait tomber le socialisme français.

Parvenu à ce point de mon histoire, je m'aperçois que je ne puis la continuer sans pénétrer dans les problèmes généraux de l'action socialiste présente, et récente. Je n'oublie pas, d'ailleurs, que je dois un compte rendu fidèle aux citoyens qui ont bien voulu me confier le mandat de les représenter aux trois congrès de Paris. Ce compte sera rendu dans le cinquième cahier.

Le quatrième cahier sera tout entier de Lagardelle. Nous nous reposerons pendant les vacances du premier de l'an. Nous publierons huit cahiers de janvier à Pâques.

POUR MOI [1]

28 janvier 1901,

Mon ami Pierre Baudouin et mon ami Pierre Deloire vinrent me souhaiter la bonne année. Ils étaient soucieux. Ils marchaient de conserve. Ils me trouvèrent en proie à l'abonné Mécontent.

— Mon cher Péguy, me disait l'abonné Mécontent, tes cahiers me révoltent. J'ai reçu le troisième. Ils sont faits sans aucun soin. Ils sont pourris de coquilles. A la page 67, au titre courant, tu as mis *théâtre* sans accent aigu. A la page 43, au milieu de la deuxième ligne, tu as mis un c à camarades au lieu d'un e. Évidemment, tu deviens gâteux. J'en suis éploré, parce que je suis ton meilleur ami. A la page 50, au milieu de la page, tu as écrit socialiste avec deux s. Mais je soupçonne ici que tu as voulu jouer un mauvais tour à notre ami Lucien Herr. Sans compter les coquilles que je n'ai pas vues, car je ne les lis pas, tes cahiers. Je me désabonne.

---

(1) Encore ! — *Note de l'abonné.*

Cette violence m'épouvantait et je faisais des platitudes.

— Mon cher Mécontent, je sais malheureusement bien qu'il y a des coquilles dans les cahiers. Mon ami René Lardenois me l'a déjà fait remarquer et sa lettre a été publiée dans le dixième cahier de la première série. Aussitôt que je le pourrai, je lui donnerai une réponse imprimée. En attendant je vais donner réponse orale aux trente-cinq reproches que tu m'as adressés —

— Non, mon cher Péguy, j'ai déjà dépensé huit quarts d'heure de mon temps à te faire ces reproches, parmi tant de reproches que l'on doit te faire. Je n'eusse pas dépensé huit quarts d'heure de mon temps, si ce n'était la profonde amitié que j'ai toujours eue pour toi. Je n'ai pas le temps d'écouter ta défense. Mon temps est cher. Certains devoirs laïques me rappellent ailleurs. Adieu.

Il s'en alla sans me donner la main.

Mon ami Pierre Baudouin le philosophe et mon ami l'historien Pierre Deloire étaient devenus plus soucieux.

— Nous venons, dirent-ils, te souhaiter la bonne année.

— Nous venons te souhaiter la bonne année, répéta sérieusement Pierre Deloire. Au temps que j'avais ma grand mère, qui ne savait pas lire, et qui était la femme la meilleure que j'aie connue, je lui souhaitais la bonne année en lui disant : Grand mère, je te souhaite une bonne année et une bonne santé, et le paradis à la fin de tes jours. Telle était la formule usitée parmi le peuple de ma province. Ma grand mère est morte, et je ne sais pas si elle est en paradis, parce que je suis his-

torien et que nous n'avons aucun monument qui nous renseigne sur l'histoire du paradis.

— Nous venons te souhaiter la bonne année, répéta gravement Pierre Baudouin. Au temps que nous vivons, cela veut dire que nous te souhaitons que tu sois et que tu demeures juste et vrai. Nous te souhaitons aussi que beaucoup d'honnêtes gens t'apportent beaucoup de bonne copie, que les compositeurs ne te fassent aucune coquille et que les imprimeurs ne t'impriment aucune bourde ; enfin je te souhaite que les abonnés croissent et se multiplient.

— Mais, dit Pierre Deloire, comme l'histoire des événements nous fait voir que les souhaits ne suffisent pas, je t'apporte pour le mois de janvier les dix francs de souscription mensuelle que je prélève sur le produit des leçons que je vends.

— Pour la même raison, dit Pierre Baudouin, je t'apporte ces cinquante francs de souscription extraordinaire. Mes terres de Bourgogne se sont enfin vendues. Elles se sont vendues un assez bon prix, parce que les Bourguignons, ayant fait beaucoup de vin, pouvaient dépenser quelque argent. Elles m'ont rapporté quinze et quelques cents francs dont j'ai besoin pour la nourriture de ma famille ; mais je tenais à prélever les cinquante francs que je voulais vous donner.

— Vos souscriptions m'étaient indispensables et vos souhaits sont les bienvenus. Car je suis en proie aux mauvais souhaits de plusieurs.

— Nous le savons, et c'est pour cela que nous venons te souhaiter la bonne année.

— Je suis en proie aux mauvais souhaits de plusieurs. C'est une grande souffrance que de savoir qu'il y en a

plusieurs qui me souhaitent que la copie soit mauvaise et le tirage raté, que l'abonnement décroisse et que les cahiers meurent.

— Et comme l'histoire des événements nous fait voir que les souhaits ne suffisent pas, ils travaillent consciencieusement à la démolition des cahiers. Ils commencent par se désabonner. Ils se désabonnent.

— Pendant que je préparais le troisième cahier, j'ai reçu le premier désabonnement.

— Nous vous requérons de nous lire cette lettre.

Paris, mercredi matin 12 décembre 1900

Mon cher Péguy

La lecture de ton dernier cahier m'a révolté.

— Quel était ce cahier?

— Le premier de la deuxième série.

— Nous vous requérons de continuer.

La lecture de ton dernier cahier m'a révolté. Il n'y a pas d'autre mot.

1° Comment ! tu t'amuses à recueillir les commérages du *Cri de Paris*, à les disculer d'une façon blessante et peu loyale pour les camarades que tu mets en cause ! Herr peut avoir ses défauts, mais on ne peut méconnaître ses rares qualités de dévouement à la cause ! L'œuvre qu'il a —

L'auteur avait mis d'abord : L'œuvre qu'il a fondée et fait vivre. Il a rectifié : L'œuvre qu'il a sinon fondée, du moins fait vivre.

— Il a aussi bien fait de rectifier, Nous vous requérons de continuer.

— L'œuvre qu'il a sinon fondée du moins fait vivre, la librairie est maintenant le centre de réunion de tous les socialistes pensants. En ne rappelant pas les qualités et en ne retenant que les défauts de l'homme, je dis que ta critique n'est pas loyale. Je regrette d'y trouver des insinuations peu dignes de toi. —

— Nous sommes ici venus, dit Pierre Baudouin, pour et forcer à n'insinuer pas. Nous te requérons de continuer.

— Je regrette d'y trouver des insinuations peu dignes de toi ; par exemple, quand tu dis : *L'admiration mutuelle n'avait pas cours parmi nous*, tu sous-entends que les amis de Herr pratiquent cette admiration mutuelle, etc. Est-ce bien à toi aussi de t'ériger en censeur pour des camarades à qui tu ne peux reprocher que des divergences de vues ! Ne crains-tu pas que ta censure ne soit suspecte et qu'on ne dise que c'est la rancune plus que la vérité qui t'inspire ? Enfin à quoi servent ces polémiques — qui sont lettre morte, heureusement, pour tes lecteurs de province ? Le péril clérical et capitaliste et militariste n'est-il donc plus présent, pour que tu t'amuses ainsi à frapper —

— Je te réponds, dit Pierre Baudouin, que l'on ne dira pas ce soir que tu t'amuses. Nous te requérons de continuer.

— pour que tu t'amuses ainsi à frapper sur nos amis? Ou veux-tu propager le scepticisme et le découragement dans notre parti? Si c'est cela, il m'est impossible de te suivre.

2° Quel besoin as-tu de renseigner bénévolement les journaux bourgeois et les gros bonnets universitaires sur la personnalité de —. Vous permettez que je passe le nom?

— Provisoirement nous te le permettons. Nous te requérons de continuer.

— Mettons : sur la personnalité de celui de nos camarades qui signe *un universitaire* à *la Petite République*. En écrivant que ce rédacteur appartient à une promotion de deux ans plus ancienne que toi, en ajoutant qu'il est en congé à Paris, tu le désignes très clairement.

Qu'est-ce aussi que les conseils — pires que des critiques — que tu te plais à lui donner? Veux-tu à l'avance affaiblir l'autorité de ses articles auprès des lecteurs de *la Petite République*? Je remarque encore que cette rage d'indiscrétion et de censure ne peut faire que les affaires de nos adversaires.

3° La plupart des lettres que tu insères n'ont d'intérêt que pour toi, puisqu'elles ne contiennent que des réserves à ton adresse ou des conseils.

4° A quoi bon revenir longuement sur le *Journal d'une femme de chambre* et donner à cette ordure les proportions d'un événement? Tout ce que tu publies aujourd'hui a déjà été dit la dernière fois. Ce n'est que du réchauffé.

5° Les annonces de l'*école des hautes études sociales*, occcupent 15 pages de ton cahier !

— Il pouvait dire *seize*.

— Il y en a seize.

— Nous te requérons de continuer et de finir.

— de ton cahier ! Cette publication n'a aucune utilité, ni pour les lecteurs de province qui n'iront jamais à cette école, ni pour les lecteurs du Paris qui ont pu lire ces affiches sur tous les murs. Ne pouvais-tu remplir ces 15 pages par quelque chose de plus utile, par une critique d'un abus dont nous souffrons, par exemple ?

6° L'amplification de Boutroux est parfaitement insignifiante, quand elle n'est pas infectée d'esprit métaphysique et bourgeois.

En résumé, je ne trouve dans ce cahier rien qui pût aider en quelque façon la propagande socialiste, rien qui pût faire l'éducation socialiste de tes lecteurs. J'y trouve en revanche des attaques toujours déplacées, souvent injustes, contre des camarades dont j'ai appris à apprécier la bonne foi, le dévouement, la continuité dans l'effort vers l'émancipation de l'humanité. J'y trouve l'expression de secrètes rancunes, qu'il faut savoir sacrifier au bien général. J'y retrouve ce ton de persiflage, ce dilettantisme que —

— Nous te donnons ma parole, dirent en même temps Baudouin et Deloire, que ce soir ils ne diront pas que tu es un dilettante. Mais nous te requérons de finir.

— ce dilettantisme que je t'ai déjà reproché, en d'autres occasions. Je n'y trouve pas cette vigoureuse critique de la société capitaliste que j'attendais. Je n'y trouve

pas cette sommation adressée aux bourgeois de redevenir hommes. Je n'y trouve pas surtout ces chaudes paroles d'encouragement répandues sur les bonnes gens de province qui luttent, solitaires, contre l'oppression qui les étreint.

Enfin, alors que nous n'avons pas trop de tous nos efforts, et de nos maigres ressources pour combattre les forces du passé, plus menaçantes que jamais, tu nous annonces que tu vas publier des *romans!* des romans, comme si la réalité n'était pas assez tragique et que nous avions —

— *Ayons ?*

— *avions* le temps de nous intéresser à des fioritures de phrases et à des divertissements d'esthètes !

— Il faut : comme si la réalité n'était pas — — et comme si nous avions — — — ou bien : comme si la réalité n'était pas — — et que nous ayons. Ce n'est pas la fioriture d'esthètes, mais bonne et grosse grammaire française. Avez-vous bientôt fini ?

— Je ne me flatte pas de te convaincre. Je crains que tu n'aies ton siège fait. Mais je te préviens que si ton prochain cahier doit ressembler au précédent, il est inutile que tu me l'envoies.

J'écris cette lettre pour toi et non pour tes lecteurs. Je ne veux donc pas que tu la publies.

— Cela est raide. Nous verrons ce que nous y dirons. A-t-il fini ?

— Ton ami qui regrette que tu fasses un si mauvais usage de tes qualités naturelles.

Vous permettez que je passe la signature ?

— Provisoirement nous vous le permettons. Ensuite ?

— Le troisième cahier descendait des compositeurs aux imprimeurs quand me parvint le deuxième désabonnement.

— Nous vous requérons de lire cette lettre. Nous laisserons tout passer sans interruption.

— Elle est plus courte.

Paris, vendredi 14 décembre 1900

Mon cher Péguy

Je ne veux plus recevoir les *Cahiers de la Quinzaine*, pour les raisons que voici :

1° Je ne crois pas que les romans annoncés constituent une propagande effective.

2° Le ton général des cahiers est, de plus en plus, un ton de dilettantisme. Peu de place est donnée aux questions qui importent ; trop de place est donnée à des incidents, à des impressions particulières ; et c'est plutôt une espèce de littérature qu'une espèce de propagande.

3° Il est bon de ne pas être aveuglé sur les défauts et les faiblesses de ceux qui se disent appartenir au même parti ; mais il n'est pas bon de rappeler avec une persistance implacable des erreurs minimes, et de se taire sur les services incontestables.

4° Dans les premiers numéros, les dissidences qui se sont produites à la Librairie étaient rappelées par des allusions qui n'étaient pas trop disproportionnées avec les faits tels que tu les concevais ; même ainsi, elles étaient de médiocre intérêt pour des lecteurs de cam-

pagne, pour des instituteurs, pour des professeurs de province. Aujourd'hui tu parais commencer, ou plutôt continuer une polémique de pures personnalités ; tes attaques contre Herr dépassent tout ce que, même dans ton imagination, tu peux lui reprocher. Je ne veux m'associer, ni de près ni de loin, à cette œuvre de désorganisation, pour laquelle sont dépensées les cotisations que tu reçois, et que l'on t'offre pour de tout autres combats. Même à l'époque où je ne te donnais pas *tous* les torts, j'étais avec ceux qui organisent le travail contre ceux qui le désorganisent ; aujourd'hui tu diminues même la sympathie qui allait à ta personne.

Tout ce que j'espère, c'est que tu ne continueras pas dans cette voie, et que nous te retrouverons avec nous, contre l'ennemi commun, que tu sers aujourd'hui indirectement. CE JOUR-LA JE SERAI HEUREUX DE TE REVOIR TEL QUE JE CROIS T'AVOIR CONNU.

Vous permettez que je passe la signature ?

— Provisoirement nous le permettons.

— Mais il y a un *post-scriptum*.

P. S. Boutroux, que les *catholiques* regardent comme un de leurs meilleurs alliés, ne doit pas être à aucun degré, le *directeur* de gens comme nous.

Pendant que j'avais lu, Pierre Baudouin mâchonnait les interruptions qu'il m'avait promis qu'il ne ferait pas. Mais quand j'eus fini Pierre Deloire me demanda froidement :

— C'est tout ?

— Non. Celui de mes camarades qui fut pendant cinq

bonnes années mon ami le plus proche m'a écrit deux lettres qui m'ont fait beaucoup plus de peine.

— Cela s'entend. Nous vous requérons de nous les lire.

— La première est brève :

Toulouse, lundi matin 28 novembre 1900

Mon cher Péguy

— Pour fixer les idées, je maintiens que si tu avais été au comité général pour soutenir Jaurès et le père Longuet, tu eusses dit à haute voix ce que tu sentais ; je maintiens qu'il eût mieux valu changer par une intervention active et réelle la scène historique, que de l'idéaliser et de la conserver par une reproduction typique et dramatique. Quoi qu'il en soit, je n'ai pas renoncé.

Je passe le nom. Vous le connaissez. La deuxième lettre est plus longue :

Mardi 4 décembre 1900

Mon cher Péguy

Je me permets de te répéter que l'action me paraît plus urgente que la critique, surtout que l'histoire immédiatement post-contemporaine que tu annonces, pas assez contemporaine pour diriger le mouvement, pas assez éloignée pour être vraiment de l'histoire et pour être de nouveau intéressante.

Si tu savais combien l'énorme masse est indifférente à tout cela, surtout l'énorme masse des professeurs, auxquels tu t'adresses, et qui sont, en grande majorité, réactionnaires bourgeois et cléricaux, et dont les 99/100 ne pensent qu'à leur métier, leur gagne-pain, leur avan-

cement. S'il y en a par-ci par-là un qui partage nos idées — ou qui s'en sert —, il peut d'abord être pour nous plus gênant qu'utile, et en tout cas ne peut pas faire grand chose, vu qu'il a assez à faire pour n'être pas déplacé par les ennemis ou les défenseurs de la République. Autant que je connais ton public, il n'y a pas beaucoup de tes lecteurs qui ne regrettent pas leurs huit ou leurs vingt francs, qui les intéressent plus que les divisions et les discussions entre socialistes.

D'ailleurs tu es forcé dès maintenant de faire des concessions à ton public : tu te lances bon gré mal gré dans la concurrence, dans la réclame, directement ou par prétérition, volontairement ou non, mais fatalement. En annonçant la sténographie de l'International, tu déprécies commercialement et moralement l'analytique de la maison Bellais ; en annonçant du Pressensé et du Duclaux, tu fais concurrence au *Mouvement*. En d'autres termes, ton *Cahier de la Quinzaine* devient à la fois une revue semi-mouvement semi-historique, et une Bibliothèque d'éditions semi-socialiste semi-littéraire. Tu refais en abrégé la tentative de la librairie.

Tu y perds — ou tu y consacres, c'est la même chose — ton temps, tes forces, tu y épuises les forces de tes amis comme Bourgeois, tu y perds ton crédit sur ceux de tes amis qui sont moins immédiats et moins fidèles.

J'ai voulu, bien que je sache combien ce rôle de Cassandre est ingrat, te dire encore ce que beaucoup pensent en moins bonne part que moi. Je crois qu'il est toujours temps de s'arrêter ou de changer de direction. Je te prie de croire d'ailleurs que je ne demande qu'à être faux prophète, et qu'en tout cas je serai toujours ton ami.

La même enveloppe contenait une feuille simple :

Mercredi 5, soir

Mon cher Péguy

Hier matin j'ai écrit d'un jet la lettre ci-jointe ; à la réflexion cela ne rend plus tout à fait ma pensée sur certains points. D'autre part je n'y ai pas dit un avis qui me paraît essentiel :

Il me paraît que tu dogmatises trop en ce sens que tu ériges en types des individus souvent très particuliers, et surtout insignifiants. Je crains que cela ne tienne à ce que connaissant bien certains individus en nombre limité, — vivant peu d'autre part en terrain varié soit dans les livres soit dans la société, — tu as tendance à approfondir et à généraliser à la fois. Par exemple je —

Mon ami ajoute ici en marge : tu simplifies et tu aggraves à la fois.

Et au bas de la page : cela va très bien pour Pascal, mais pour d'autres — —

Il continue : Par exemple je connais en province de variétés nombreuses de guesdistes parmi lesquels de très bons, — tel allemaniste pure crapule, — etc., des universitaires de valeur très inégale et très différente de celle qu'on leur attribue à Paris. Je crois que le mieux est d'entrer résolument dans l'action qui seule dissipe les malentendus.

Maintenant il est entendu que tout cela n'est que précaution, réserve, correction et qu'en discutant avec tel de tes adversaires, je lui dirais bien des choses que tu me répondras sans doute.

Crois-moi ton ami.

— Cette lettre, dit Pierre Deloire, me paraît d'un ami véritable.

— Est-ce tout ? demanda Baudouin.

— C'est tout. J'ai un désabonnement sans explication. J'en attends plusieurs, mais de gens que je ne connais pas.

— Eh bien je vous donne à présent ma parole que les cuistres qui liront ce que je veux dire aujourd'hui ne vous écriront pas que nous sommes un *dilettante*.

Je m'aperçus qu'une lente et profonde colère lui était montée. Mais Pierre Deloire intervint froidement :

— Les dix francs, me dit-il, que je te donne chaque mois ne sont pas levés sur mon superflu, mais prélevés sur mon nécessaire. Tu es comptable envers moi. Je suis inversement responsable de toi. Je te requiers formellement de nous faire entièrement et sur pièces la narration des relations que tu as eues, comme gérant des cahiers, avec la *Société Nouvelle de librairie et d'édition*. Commençons par les faits.

— Commencez par les faits, dit Pierre Baudouin. Vous ne m'empêcherez pas de dire aujourd'hui ce que je veux dire aujourd'hui.

— Quand en décembre 1899 je sortis écœuré du congrès de Paris, du premier congrès national, écœuré du mensonge et de l'injustice nouvelle qui s'imposeraient au nom d'un parti nouveau, la résolution me vint, en un coup de révolte spontané, de publier ce que mes amis sentaient, disaient, pensaient, voulaient, croyaient, savaient. C'était une résolution singulièrement audacieuse, puisque toute la puissance de la vieille et de la nouvelle autorité allait me retomber sur

les reins, puisque je n'avais pas un sou vaillant, puisque j'étais épuisé, puisque je ne savais pas si j'écrirais ni ce que j'écrirais. Ma finance était épuisée puisque les trois cinquièmes qui m'en sont demeurés étaient immobilisés pour au moins deux ans dans la fondation de la même *Société Nouvelle*. Mes forces étaient épuisées par le travail que j'avais fait *dans le rang* depuis que j'étais devenu socialiste et dreyfusiste. Je ne savais pas comme j'écrirais, parce que depuis vingt mois, tout occupé d'éditer mes camarades et mes amis, j'avais négligé d'écrire, et parce que je n'avais jamais rien écrit qui ressemblât à ce que je voulais écrire. Mais je croyais que mes amis ne m'abandonneraient pas, puisque je ne serais pour ainsi dire que leur manifestation.

Je me présentai sans aucun retard devant le conseil d'administration de la *Société Nouvelle*. Je demandai, simple formalité, que la maison éditât la publication que je préparais. Je m'attendais que cela me fût accordé sans débat Le sens de cette publication était conforme à la conscience de mes cinq amis et camarades. Je ne demandais à la *Société* que le travail d'administration, que je proposais de payer. Tout le déficit éventuel de l'édition me reviendrait. Je parlais encore et j'indiquais rapidement le plan de l'opération, que les conseillers m'interrompirent. Et au ton de leur interruption j'eus l'impression soudaine et ineffaçable que ces cinq administrateurs n'étaient plus mes camarades et n'étaient pas mes amis. Et non seulement cela, mais ils n'étaient plus les mêmes hommes, les hommes que j'avais connus, que je croyais que je connaissais, que j'avais aimés, que j'avais défendus, que j'avais

institués, que j'avais élus d'acclamation, car enfin j'étais présent à cette admirable assemblée générale où vingt et quelques sociétaires avaient élu d'enthousiasme cinq sociétaires pour qu'ils devinssent les administrateurs de la commune *Société*. Mais le seul fait que ces hommes exerçaient une autorité, une autorité anonyme, le cinquième de l'autorité totale dans un monde clos, le seul fait qu'ils étaient un conseil, un comité, qu'ils délibéraient et votaient, qu'ils siégeaient, les avait faits méconnaissables.

L'exécution fut rapide. Ils démentaient leur langage de la veille et leur pensée intime, ils démentaient toute leur action précédente, ils démentaient leur vie. Je devins bête instantanément et me défendis mal. On me demanda ce qu'il y aurait là-dedans, ce que je mettrais dans le premier numéro. Je bafouillai. Vous savez, mes amis, comme il est pénible et gauche d'expliquer d'avance, d'échafauder pour un juge violent et railleur la carcasse des formes prochaines. Léon Blum, très courtoisement, me dit : Péguy, je ne veux pas traiter avec vous la question au fond. Ce que vous préparez me semble inopportun. Vous venez ou trop tard ou trop tôt. — C'était une opinion respectable, fondée ou non, qui demandait une amicale discussion. Simiand intervint, et confondant ses fonctions d'administrateur de la *Société Nouvelle* avec sa situation de critique sociologique il me dit : Je vois ce que c'est : tu veux faire une revue pour les imbéciles. — Dite avec ce sourire mince froid qui rend son auteur si redoutable aux imbéciles que nous sommes, cette indication me coupa le souffle. Je me suis dit depuis, pour me consoler, que sans doute il nommait imbéciles tous les citoyens qui n'ont pas fait

de la sociologie, ainsi que l'on m'a dit que les anciens nommaient *stulti* les citoyens qui n'étaient pas philosophes. Mais d'abord ce mot ainsi prononcé me coupa la respiration. Herr m'acheva : Jusqu'ici, me dit-il fortement avec l'assentiment du conseil, nous vous avons trop souvent suivi par amitié dans des aventures qui nous déplaisaient. Maintenant c'est fini. Vous allez contre ce que nous préparons depuis plusieurs années. Vous êtes un anarchiste. — Je lui répondis que ce mot ne m'effrayait pas. — C'est bien cela, vous êtes un anarchiste : *nous marcherons contre vous de toutes nos forces.* Mario Roques a bien voulu m'assurer depuis que Herr était trop bon pour avoir tenu parole, et que sa déclaration de guerre lui avait coûté beaucoup à prononcer. Mais elle me coûta beaucoup plus à recevoir. Je me retirai abruti.

Je rédigeai le premier cahier dans cette angoisse et dans cette amertume. Résolu quand même à travailler pour la maison que j'avais fondée, je lui fis la meilleure place dans ce premier cahier de la première série. J'y rappelai soigneusement *le Prince de Bismarck*, de Charles Andler. J'y rappelai l'*Histoire des Variations de l'État-Major*. J'y annonçai l'édition du « Compte rendu sténographique officiel du Congrès général des Organisations Socialistes Françaises tenu à Paris en Décembre 1899 ». Vous êtes mes anciens abonnés. Vous avez chez vous ce cahier du 5 janvier 1900. Vous avez lu ces rappels studieux et ces annonces. Enfin, et surtout, voulant donner à la maison que j'ai fondée, à un livre que j'ai fait, la quatrième page de ma couverture je la disposai comme suit. Permettez que je la remette exactement sous vos yeux :

En même temps je demandai au conseil à faire en commun des éditions avec la librairie, à peu près comme seront faits en commun plusieurs fois les cahiers indépendants de cette seconde série. On préparait alors la brochure de Gaston Moch sur l'armée de milices. On pouvait en faire un bon cahier. Je demandai que l'édition fût faite à frais communs, brochure pour la librairie et cahier pour les cahiers. Herr me donna cette réponse, recommandée à la poste et copiée au copie de lettres. J'omets les passages privés.

— Provisoirement nous vous permettons de les garder pour vous.

— *Société Nouvelle, — 17, rue Cujas, —*

13 janvier 1900

— — Il nous paraît impossible, aujourd'hui que vous êtes résolu à entreprendre une œuvre que nous sommes unanimes à juger mauvaise, de reprendre à l'heure présente une collaboration cordiale et utile. Nous vous demandons donc de reprendre régulièrement votre liberté, et de nous rendre la nôtre.

En conséquence nous vous demandons de nous remettre le dossier des affaires d'édition qui concernent la maison et qui peuvent être restées entre vos mains : nous vous demandons de nous remettre le travail de préparation fait en vue du deuxième volume de Jaurès, dont la publication incombe à la Société ; nous vous demandons enfin de faire connaître régulièrement aux imprimeurs et fournisseurs avec lesquels vous avez été en relation au nom de la Société, que les ordres que vous donnerez et les commandes que vous ferez dorénavant n'engagent plus à aucun degré la Société.

— Vous prenait-il donc pour un escroc ?

— Taisez-vous, dit Pierre Deloire. Nous devons écouter la lecture des monuments.

Quant à la demande que vous nous avez adressée hier, nous estimons qu'il n'est pas possible que des articles déjà publiés dans un journal soient donnés une seconde fois dans un périodique avant leur réunion en brochure, sous peine de rendre la brochure elle-même superflue. Il nous paraît donc que votre proposition ne peut être admise.

A ce propos, et pour que l'indépendance de votre périodique ne fasse doute pour personne, nous vous demandons de ne pas donner à la quatrième page de votre couverture l'aspect que vous lui avez donné dans votre premier numéro, et qui donnerait à penser au public que le périodique est une publication de la Société, ou se publie d'accord avec la Société.

Croyez à tous mes sentiments dévoués.

Pour le Conseil d'administration

Lucien Herr

Quand se tint l'assemblée générale de la *Société*, en janvier, Herr lut au nom du Conseil d'administration un long rapport où j'étais mis en cause non seulement comme employé démissionnaire, mais comme sociétaire infidèle, comme auteur des *cahiers*.

— Nous vous demandons communication de ce rapport.

— Je ne l'ai pas.

— Demandez-le. Vous nous dites que vous y êtes mis en cause. Réclamez-le.

— Je l'ai demandé. On m'a répondu :

Paris, samedi 20 octobre

Mon cher ami,

La partie du rapport de Janvier qui vous concerne occupe quatre pages et demie, qu'il m'est matériellement impossible de copier. Je ne puis davantage songer à faire copier par un employé un document qui est confidentiel, et qui doit le rester. Il va de soi que les rapports lus aux assemblées générales restent toujours à la disposition des sociétaires qui veulent en prendre connaissance, et qu'il sera mis à la vôtre si vous pouvez venir un jour dans la matinée, à un moment où quelqu'un soit là pour vous le remettre.

Je passe un paragraphe personnel et privé.

— Provisoirement nous vous permettons de le passer.

Votre affectueusement dévoué

Lucien Herr

Sur une redemande un peu motivée il me répondit :

Paris, lundi

Mon cher ami,

Je crains de m'être mal exprimé. Vous paraissez croire que je détiens en ma possession privée les documents de la librairie, et qu'ils peuvent subir les mutations du personnel administratif. Toutes les pièces officielles sont et restent régulièrement aux archives de la Société, qui sont, naturellement, confiées à la garde des administrateurs actuels, mais qui ne sont point leur propriété. En cette qualitié de pièces officielles des

assemblées générales, elles sont, conformément à la loi et aux statuts, tenues constamment à la disposition des sociétaires, et d'eux seuls, c'est-à-dire que les pièces confidentielles ne peuvent être ni communiquées à des tierces personnes, ni publiées. Il va de soi, je vous le répète, que ces documents vous seront donc toujours communiqués selon votre désir, et que vous pourrez prendre copie des parties que vous jugerez bon, mais nous sommes obligés de vous demander l'engagement de ne les communiquer à aucune personne étrangère à la société, ni de les publier.

Votre affectueusement dévoué

Lucien Herr

Le jeudi matin j'allai en conseil expliquer pourquoi je tenais à ce que la communication des pages qui m'intéressaient me fût donnée sans condition ni réserve. L'entretien fut assez cordial, mais le conseil s'en tint à sa première décision. J'ai soumis la question à la prochaine assemblée générale. Ma demande viendra de jeudi en huit, le jeudi matin 10 courant. Voilà pourquoi je ne peux pas vous donner aujourd'hui communication des pages du rapport de janvier où je fus mis en cause.

— Que vous en rappelez-vous?

— Ce rapport n'était pas un réquisitoire implacable, mais un de ces réquisitoires mouillés de tendresse qui écrasent leur homme. L'auteur m'y reprochait d'avoir fondé une revue ayant le caractère et le format du *Mouvement Socialiste*. Je fus imbibé, liquidé. Je ne me défendis pas. Quand l'auteur eut fini sa lecture je répondis textuellement :

— Je ne veux pas dépenser le temps de l'assemblée

générale pour un cas individuel. Ceux de vous qui après avoir entendu l'accusation voudront m'entendre en ma défense me trouveront au siège des *cahiers*, 19, rue des Fossés-Saint-Jacques, le lundi et le jeudi, de deux heures à sept heures.

— Y allèrent-ils ?

— Quelques-uns, deux ou trois sur une vingtaine et quelques. J'étais si abasourdi que je ne pensai pas à demander la division, qui est de droit. Et comme je voulais approuver le restant du rapport, comme je voulais approuver hautement le travail considérable que les mêmes hommes avaient fait pour la réinstallation de la librairie, je votai *oui* sur l'ensemble du rapport, j'adoptai avec l'immense majorité des sociétaires la partie du rapport qui me maltraitait.

Je répondis à cette accusation en publiant dans le deuxième cahier, à la page trois de la couverture, cet avis :

Nous annonçons ici les publications que nous voulons signaler à nos lecteurs, sans demander aux éditeurs ni leur avis ni leur finance. Aucun éditeur ne peut s'offenser de cette annonce.

La seconde moitié de la troisième page et la quatrième page tout entière annonçaient le *Compte rendu sténographique officiel du Congrès général des Organisations socialistes françaises tenu à Paris du 3 au 8 décembre 1899.*

Pendant un an je saisis toutes les occasions de faire à la *Société Nouvelle* une utile publicité. Je rappelai sur la couverture du quatrième cahier, *pour mémoire, à tous ceux qui auraient entendu prononcer quelque réquisi-*

toire contre ces cahiers qu'aussi longtemps qu'ils ne m'auront pas entendu en ma défense ils seront dans une situation exactement antidreyfusiste. Ils ne vinrent pas plus. Sur la couverture du cinquième j'annonçai :

Vient de paraître à la Société Nouvelle de librairie et d'édition, 17, rue Cujas, Paris : la Question de l'Enseignement secondaire en France et à l'étranger, par Ch.-V. Langlois, un volume de 140 pages, petit in-18, à 1 franc 50, livre que nous aurons sans doute à citer quand nous présenterons les raisons pour et contre la liberté de l'enseignement.

Vient de paraître à la même librairie : la Réforme militaire, Vive la Milice, par Gaston Moch, ancien capitaine d'artillerie ; M. Gaston Moch a réuni et composé les articles qu'il avait donnés à la Petite République ; une forte brochure de 64 pages, in-8°, à 0 fr. 30 ; pour la propagande, 50 exemplaires, 12 fr. 50, et 100 exemplaires, 20 francs.

Les cinquième et sixième cahiers avaient publié la *consultation internationale* ouverte à *la Petite République* sur *l'affaire Dreyfus* et *le cas Millerand*. Un libraire m'en demandait le tirage à part. Je le lui refusai. Je proposai à la *Société Nouvelle* de faire une édition commune avec les cahiers. On en demanda l'autorisation à Dejean. C'était vouloir que l'édition ne se fît pas. Dejean, me dit-on, réclama des droits d'auteur. Les imprimeurs distribuèrent.

Dans le septième cahier, page 53, *tenue du congrès national*, j'annonçais encore le *Compte rendu sténo-*

graphique officiel édité par la librairie. Sur la couverture, j'annonçai en bonne place :

Vient de paraître à la Société Nouvelle de librairie et d'édition, 17, rue Cujas, Paris, le Procès des Assomptionnistes, réquisitoire du Parquet, exposé et réquisitoire du Procureur de la République, compte rendu sténographique partiel des débats, arrêt, 1 volume, 256 pages, imprimées très denses, in-16, pour cinquante centimes.

Dans le huitième cahier j'annonçai à la dernière page de la couverture :

Demander à la Société Nouvelle de librairie et d'édition. 17, rue Cujas, Paris, le premier roman de Jérôme et Jean Tharaud : le Coltineur débile, un beau volume in-18 jésus de 116 pages, pour un franc.

Demandez à la Société Nouvelle de librairie et d'édition, de Marcel et Pierre Baudouin, Jeanne d'Arc, drame en trois pièces, un volume lourd grand in-octavo de 752 pages très peu denses, pour dix francs.

— Rassure-toi : on ne l'a pas demandé.

— Tais-toi, dit Pierre Deloire, écoute la lecture des textes.

— J'avais annoncé déjà, et j'ai annoncé plusieurs fois *le Coltineur débile*. Septième cahier, *de la grippe*, je dis au docteur socialiste révolutionnaire moraliste internationaliste :

j'achèterai un petit Sophocle. La première fois —

— Qu'est-il devenu, le docteur socialiste révolutionnaire moraliste internationaliste ?

— Je suis sans nouvelles.

— Taisez-vous, dit Pierre Deloire. Écoutons le texte.

— Je lui dis :

j'achèterai un petit Sophocle. La première fois que j'irai à Paris, j'irai en acheter un à la Société Nouvelle de librairie et d'édition, 17, rue Cujas.

Il me demande :

— Pourquoi là, mon ami ?

— Pour beaucoup de raisons que je vous donnerai plus tard, docteur, mais surtout parce que cette maison est, à ma connaissance, la première et la seule coopérative de production et de consommation qui travaille à l'industrie et au commerce du livre.

Quand je fis le tirage à part de *la lumière*, je pressentis le seul conseiller d'administration qui m'eût manifesté sa courtoisie. *La lumière* ne pourrait sans doute recevoir l'hospitalité de la librairie.

Au demeurant, vous avez les cahiers de la deuxième série.

— Oui, mais nous vous requérons de nous énoncer les faits de la nouvelle année scolaire.

— Premier fait. — Je lus à Coulommiers, où je faisais mes vingt-huit jours, que le congrès socialiste *international* commençait le dimanche matin, jour de ma libération. C'était le vendredi. Je croyais savoir que l'international ne commencerait qu'après que le national serait

fini. J'avais été sans nouvelles pendant mon service et en particulier pendant les manœuvres de Beauce. Un mot à Corcos, fidèle sténographe. Je me débrouillai le samedi pour sauter dans le train. Je joignis Herr par hasard à la librairie. — Prenez-vous la sténographie du Congrès international ? — Non, ce sera sans doute la confusion des langues. — Aucun ne la prend ? Non. — Alors je la prends. Corcos me joignit à la gare du Luxembourg. Le lendemain la sténographie fonctionnait pour les cahiers, que le président de la séance n'avait pas encore de papier à se mettre sous la main. J'ai la sténographie dans ma corbeille et nous la publierons bientôt.

Or la *Société Nouvelle de librairie et d'édition* avait, comme les cahiers l'ont annoncé plusieurs fois, édité le compte rendu *sténographique officiel* du premier congrès national. Pareillement elle préparait, après entente avec l'ancien *Comité général*, un compte rendu *sténographique officiel* du deuxième congrès national, et un compte rendu *analytique officiel* du congrès international. Ce dernier congrès prit une importance inattendue. Si mes renseignements sont exacts, — et, au cas où ils ne le seraient pas, je souhaite un démenti formel, — si j'en crois mes renseignements, *les délégués de la Société Nouvelle négocièrent et traitèrent avec les délégués du nouveau Comité général en leur laissant ignorer qu'il y avait par le monde une sténographie de ce congrès.* Ils gardèrent ainsi leur monopole de fait. Ils gardèrent l'investiture *officielle* pour un compte rendu *analytique* du Congrès international. Quand les délégués du nouveau Comité général furent avisés, on me dit qu'ils manifestèrent leur mécontentement. On répondit que l'on allait donner le *bon à tirer*.

Ainsi nous aurons du Congrès international deux comptes rendus, un compte rendu analytique officiel, et un compte rendu sténographique non officiel.

— C'est cela, dit Pierre Baudouin sourdement, c'est cela qu'ils nomment organiser le travail. C'est là ce qu'ils nomment organiser le travail commun.

— Tais-toi. Écoutons le second fait.

— *Second fait :* un ami commun avait communiqué à M. Herr une liste, ou plutôt les matériaux d'où l'on pouvait extraire une liste assez utile des sociétés qui font en province de la libre pensée ou de l'enseignement laïque. Je la demandai innocemment. M. Herr, inquiet, me la promit sur un ton douteux et peiné. Je voulais en faire des abonnés éventuels. M. Herr ne m'a pas fait parvenir cette liste.

— C'est donc cela, répéta Pierre Baudouin, qu'ils nomment organiser le travail ?

— Taisez-vous, prononça Pierre Deloire, et discutons ces textes et ces faits.

Il avait pris des notes à mesure que j'avais lu. Il y jeta les yeux.

PREMIER CHEF D'ACCUSATION

— Pardon, dit Pierre Baudouin, je demande à savoir qui sont les accusateurs. J'en ai assez des anonymats et des pseudonymats. Je n'en veux plus.

— Il faut pourtant commencer par un bout, répondit Pierre Deloire. Je me suis efforcé de dégager de ce fatras quelques chefs généraux d'accusation. Je commence par le premier :

Péguy est accusé d'avoir accueilli ou mis dans les

cahiers, de la copie qui ne sert pas à la propagande. Accusé, levez-vous.

— Je n'ai pas envie de plaisanter, dit Pierre Baudouin.

— Moi non plus, dit Pierre Deloire. Je lui commande qu'il se défende.

— Il est trop bête. Je le défendrai. Qu'est-ce qu'ils nomment leur propagande? Croient-ils donc, ces rares génies, que la propagande soit un exercice qui se fasse de cinq à sept. Ils vont à la propagande comme les mauvais catholiques vont à la messe. Les mauvais catholiques vont à la messe le dimanche de dix à douze, avec des âmes apprêtées. Ils savent que c'est la messe. Et du midi de ce dimanche à dix heures de celui de la semaine suivante ils redeviennent ce qu'ils sont. Ainsi nos censeurs font de la propagande. C'est un office. Au contraire les bons catholiques sont catholiques en semaine, et le dimanche ne leur apporte qu'un rafraîchissement de leur foi. Ainsi nous sommes socialistes en semaine et nous ne savons pas quand nous faisons de la propagande. Je ne me suis jamais dit, avant un entretien : *Attention! tu vas faire de la propagande.* Mais je vis en socialiste et je parle uniment en socialiste. Je ne traite jamais personne en propagandable ou propagandisable, je ne suis pas propagandeur ou propagandiseur ou propagandisateur. Quand je vois venir à moi mon meilleur ami, je ne me dis point : *Comment vais-je faire pour le propagander?* Mais je lui serre la main et je lui dis : *Bonjour mon vieux, comment vas-tu?* parce qu'il est mon meilleur ami. Et quand je vois un inconnu je lui dis : *Bonjour monsieur*, et je cherche à savoir comme il est, mais je ne cherche pas à savoir

comme il est pour que je le propagandise. La propagandisation ainsi entendue comme ils veulent qu'on la pratique a toujours conduit à faire massacrer les impropagandisables par leurs anciens amis propagandisés. Voyez ce qu'il advient aux malheureux Chinois. La propagandisation est une forme de la conquête. Quand nos amis du Parti ouvrier français, fructueusement alliés aux radicaux, eurent enlevé aux réactionnaires le conseil municipal de Lille, vous vous rappelez sans doute l'enthousiasme avec lequel un journal ami, *La Petite République*, afficha une énorme manchette : *Lille conquise*. Un envahisseur militaire parlerait ainsi. Ou bien la propagandisation est une forme de l'acquisition, de l'appropriation. Or nous voulons supprimer la propriété même.

Au fond leur propagande revient à ceci : elle suppose un propagandeur et des propagandables ; un propagandeur est quelqu'un qui sait ; les propagandables, c'est tout le monde qui ne sait pas, les *imbéciles*, comme Simiand dit. Celui qui sait enseigne ceux qui ne savent pas. Pour les enseigner il transforme, — sans les déformer, — les réalités. Il masque certains faits, certains hommes, certains événements, certaines idées, certaines images. Il fait valoir certains faits, certains hommes, certains événements, certaines idées, certaines images. Il introduit certains jeux de lumière. Il dispose, propose et compose les plans. Il ordonne les perspectives. Il distribue, produit et contribue les couleurs. Il obtient ainsi un tableau commode. Le peuple voit ce que l'on veut, et ne voit pas ce que l'on ne veut pas. Le peuple entend ce que l'on veut, et n'entend pas ce que l'on ne veut pas qu'il entende.

Ce n'est pas ainsi du tout que je me représente l'action modeste que j'exerce et l'action modeste que je reçois. Quand je vois quelqu'un, je ne me dis jamais : Propagandons. Mais je cause honnêtement avec ce quelqu'un. Je lui énonce très sincèrement les faits que je connais, les idées que j'aime. Il m'énonce tout à fait sincèrement les faits qu'il connaît et les idées qu'il aime et qui souvent sont fort différentes. Quand il me quitte j'espère qu'il s'est nourri de moi, de ce que je sais et de ce que je suis. Et moi je me suis toujours nourri de tout le monde, parce que tout le monde a beaucoup plus d'esprit que moi. J'ai pitié souvent quand je vois ces gens de propagande enseigner au peuple ce que le peuple sait mieux qu'eux, ce que le peuple saurait tout à fait si l'on n'avait jamais inventé les journaux. Le peuple sait beaucoup de ce que nous pouvons savoir quand il connaît l'amour, la naissance et la mort, la maladie et la santé, la jalousie envieuse et la haine, la misère et la prospérité, le chaud et le froid, les terres et les eaux, les rues et les bois, les bêtes et les plantes, quand il assiste à l'admirable croissance des enfants, à la décroissance compensatoire des vieux. Pour moi c'est sur les impériales des voitures et dans les *troisième classe* de l'Orléans que j'ai entendu le meilleur de ce que sais. Et quand je parle avec un homme du peuple, ce qui m'arrive le plus souvent que je le puis, je n'ai aucune intention de le catéchiser. Car au fond leur propagande est une catéchisation, une catéchisation de plus. Je cause uniment avec l'homme du peuple. Je lui parle de son métier, non pour profiter seulement, mais parce que vraiment son métier est plus intéressant, plus profondément vrai que le mien. Je

parle de sa vie, qui est plus passionnante que la leur. Je ne suis nullement l'intellectuel qui descend et condescend au peuple. Je suis peuple. Je cause avec l'homme du peuple de pair à compagnon, sans aucune arrière-pensée. Il n'est pas mon élève. Je ne suis pas son maître. Je ne veux pas lui monter le coup. Je communique avec lui. Je travaille avec lui. Mutuellement et solidairement. Nous collaborons. Leur propagande est un montage de coup organisé. Pour la bonne cause, pour la révolution sociale, pour la république socialiste. J'entends bien Les montages de coup les plus redoutables à l'humanité furent toujours institués pour la bonne cause. Qui n'a pas sur soi sa bonne cause ? Abdul Hamid a sa bonne cause pour massacrer les Arméniens. Chamberlain défend en Afrique la bonne cause de la civilisation anglaise. Les alliés internationaux, comme les nommait à peu près Jaurès, ont épouvanté le monde chinois pour la bonne cause de la chrétienté chrétienne et marchande. On ne sait jamais tout ce qui peut sortir de vice et de souffrance d'un montage de coup bien intentionné.

— Assez causé, dit Pierre Deloire.

DEUXIÈME CHEF D'ACCUSATION

Péguy est accusé d'avoir accueilli ou mis dans les cahiers de la copie qui nuit à la propagande. Qu'il s'en défende.

— Il est trop bête. Je le défendrai. *Péguy trahit la République.* Si jeune ! Et qu'ont-ils fait pour la République ceux qui l'accusent de trahir la République. Je veux savoir qui c'est.

— Nous examinerons plus tard si nous pouvons le savoir. Mais vous avez adopté la marche du cortège. Repoussez l'accusation en elle-même.

— Je l'ai repoussée, puisque c'est la même. Péguy trahit la République et nuit à la propagande parce qu'un jour il n'a pas voulu recevoir la consigne. Hier il avait raison d'écrire ce qu'il savait et ce qu'il pensait de Guesde. Il a tort aujourd'hui d'écrire ce qu'il sait et ce qu'il pense de Guesde. Demain il aura tort d'écrire ce qu'il sait et ce qu'il pense d'un second et d'un tiers. Hier il épurait. Aujourd'hui, ce matin, il désorganise. Hier il servait. Aujourd'hui, ce matin, il trahit. Un vote menteur a fait ces merveilles. Un vote menteur a fait passer la consigne. La discipline faisant la force principale des armées, il importe que tout inférieur obéisse exactement, sans hésitation ni murmure. Je désobéirai si la justice et la liberté le veut. Je suis réserviste. Si demain matin je recevais ma feuille de route pour aller en Chine, sachant comme je le sais ce que les internationaux sont allés faire en Chine, je refuserais le service militaire, je déserterais. Je suis réserviste. Si demain matin je recevais ma feuille de route pour aller à Calais, sachant comme je le sais ce que les bourgeois font à nos amis ouvriers, je refuserais le service militaire, je déserterais. Pourquoi dès lors veut-on que dans le civil je reçoive et j'accueille le mot d'ordre et le mot de ralliement. O vanité des consignes anciennes ! Quand j'étais à l'école en première année, tu te rappelles, Deloire, les consignes étaient les suivantes, et à ces consignes obsolètes nous avons en leur temps donné tout ce que nous avons eu de foi, de raison, de vouloir et de force. A ces consignes obsolètes

nous avons donné le temps de nos études et l'amitié de nos meilleurs amis. Ces consignes étaient que le Sénat n'était qu'un ramassis de crapules réactionnaires et que la Chambre était l'espoir et la fleur de la République. Au nom du suffrage universel, au nom de sa souveraineté, au nom de sa primauté, il fallait balayer les vieux résidus du suffrage restreint. La consigne était qu'il ne fallait pas deux assemblées dans la République. La consigne était que le suffrage universel valait seul et valait tout, que le suffrage restreint ne nous donnait que des tyrans. Il fallait que le suffrage universel fût à un seul degré, le double degré ne pouvant qu'éliminer les meilleurs candidats. La consigne était que M. Léon Bourgeois préparait infailliblement la voie du seigneur socialisme révolutionnaire, moins résolument toutefois que M. Doumer. La consigne était que l'impôt progressif sur le revenu constituait la réforme la plus profonde, immédiatement après laquelle adviendraient les premiers décrets de la Révolution sociale. Et cependant que M. Léon Bourgeois était le précurseur et M. Doumer le sous-saint-Jean-Baptiste, ou l'aide-saint-Jean-Baptiste, la consigne était que M. Trarieux, un sénateur ! était la plus réactionnaire des canailles ou le plus canaille des réactionnaires. La Révolution sociale avait un jour demandé que M. Godefroy Cavaignac, un civil, devînt ministre de la guerre. La Révolution sociale avait un intérêt puissant à ce que M. Casimir-Perier ne restât pas à la présidence de la République bourgeoise. Il fallait qu'il s'en allât. Pour qu'il s'en allât il fallait que Gérault fût élu député. Pour que Gérault fût élu dans le treizième il fallait que Rochefort lui donnât l'investiture nationaliste. Jaurès et Millerand allèrent donc à Bruxelles

traiter avec le grand polémiste. Donnant donnant. Rochefort donna l'investiture. Les républicains donnèrent l'amnistie, l'ancienne, la deuxième, Gérault fut élu. Félix Faure aussi. Le polémiste rentra. Le président et le polémiste purent chauffer le second boulangisme. Il fallait alors que Rochefort eût de l'esprit et fût non seulement un bon républicain mais un bon révolutionnaire. Il faut à présent qu'il n'ait jamais eu d'esprit et qu'il ait toujours été une immonde canaille. Or M. le marquis de Rochefort avait de l'esprit quand il servait la république sous l'empire, et dès lors il était une spirituelle canaille. Rochefort a longtemps eu de l'esprit sous la république et il était encore en ce temps une spirituelle canaille. Tout le monde savait qu'il était une inépuisable canaille. Jaurès le savait quand il accueillait, au retour de l'exil doré, le virulent polémiste et le fougueux révolutionnaire. Comment veut-on que le bon peuple s'y reconnaisse ? Comment veut-on que le peuple s'y reconnaisse? Comment veut-on que moi, peuple, je m'y reconnaisse?

— Un ami que j'ai, dit Pierre Deloire, a bien voulu aller à la Nationale me chercher ces quelques renseignements : L'amnistie fut votée à la Chambre le 28 janvier 1895. Le 29 il y eut dans *la Petite République* un article de Sembat, très raisonnable. Le 31 vote au Sénat. Le premier février, article de Fournière, enthousiaste : « En moins de quinze ans, Paris aura vu Rochefort revenir deux fois d'exil. Son retour en 1880 fut un triomphe. Il en sera de même dimanche. » — Fournière fait des restrictions sur le boulangisme de Rochefort. Puis : « Vraiment, ce retour simultané de Rochefort et de Gérault-Richard est d'un puissant symbolisme que tous comprendront. » — « Jean Grave et Drumont, ces

deux démolisseurs, reviennent aussi, et ce retour complète le symbole. Ce que le peuple a voulu en exigeant, en imposant l'amnistie, c'est la liberté de tout dire. » — Le 3 février, portrait de Rochefort, sous le titre *Impressions quotidiennes*, signé Tabarant. On y lit : « On s'est exclamé et fort justement sur l'éternel rajeunissement de cet esprit auquel les imbéciles seuls refusent l'envergure et la solidité. » — Le 3, retour triomphal. Millerand, entouré de ses collaborateurs de *la Petite République*, va recevoir le virulent à la gare. Puis il vient le saluer à *l'Intransigeant*. Jaurès arrive ensuite. Il est en nage. Il présente Gérault-Richard à Rochefort qui lui tend les bras. — C'est à vous que je dois mon retour ici, dit Rochefort. — Oui, citoyen Rochefort; mais moi, je vous dois mon élection. René Viviani est présenté par Jaurès à Rochefort qui l'embrasse. Puis défilent — — — ». Je cite le compte rendu de *la Petite République* datée du 5 février. Jaurès n'a fait que partager la joie générale. Il ne paraît pas avoir dit de bêtises, et n'a rien écrit — dans *la Petite République* du moins — sur le retour du héros.

— Nous a-t-on assez lancés, répondit Pierre Baudouin, sur les libertés municipales de Paris, qui avait droit aux mêmes libertés que la plus petite commune de France. Où en serions-nous si le Paris nationaliste avait les libertés que nous avons réclamées pour le Paris révolutionnaire? Ne croyez pas, mon ami, que je rappelle ces souvenirs — et ces leçons — pour embêter Gérault ou pour faire de la peine à Jaurès. Aujourd'hui moins que jamais il ne faut leur faire de la peine, exposés qu'ils sont à la concurrence déloyale du *Petit Sou*, à la scandaleuse démagogie du scandaleux Edwards.

Bouchor disait à un ami que les cahiers étaient tout de même un peu durs pour les malheureux qui se débattent vaillamment et honnêtement parmi les embarras de l'action publique. Ce n'est ni à Gérault, ni à Jaurès que j'en ai beaucoup. Je sais qu'ils sont abonnés aux cahiers, eux et leur entourage, et qu'ils paient, comme tout le monde, leur abonnement ordinaire. Je sais qu'ils n'auraient pas même la mauvaise pensée, comme certains amis de M. Herr l'ont eue et accueillie, de traduire un dissentiment, même intime, en essai de mise en quarantaine et d'affamement économique. J'en ai très exactement à ceux qui, étant devenus ou nés universitaires, fonctionnaires, travailleurs intellectuels ou travailleurs manuels, veulent introduire parmi nous les procédés et la mentalité des politiciens ou des politiques professionnels. J'admets que les politiciens et que les politiques professionnels fassent de la politique. Je ne suis pas un anarchiste professionnel. Je ne me fais pas des rentes en dénonçant au peuple, dans un journal, que les politiciens et que les journalistes se font des rentes en faisant semblant de le servir. —

— Attendez, dit sèchement Pierre Deloire. Faites-vous ici allusion au débat récemment ému entre Jean Grave et Urbain Gohier?

— Laissez-moi tranquille, je ne fais aucune allusion. *La Société mourante et l'anarchie* est le livre qui m'a le plus profondément remué. Mon discours est plein de noms propres. Je hais autant le sectaire prétendu anarchiste que le sectaire véritablement anarchiste. J'admets que certains socialistes fassent provisoirement de l'action politique ainsi que j'admets que certains Français

fassent provisoirement de l'exercice militaire. Je dirai toute ma pensée : il me paraît indispensable que certains socialistes révolutionnaires fassent de l'action politique, parce que s'ils n'en faisaient pas toute l'action politique, dont l'effet me semble indéniable, retomberait toute pour écraser la révolution sociale et même la préparation de la révolution sociale. On me répond que la politique est un sale métier. Nous savons qu'il y a dans la société bourgeoise beaucoup de sales métiers, inévitables. Nous avons donc la plus grande et la plus sincère gratitude pour les citoyens qui veulent bien assumer ces métiers sacrifiés. Je le dis sérieusement : j'ai la plus vive et la plus profonde reconnaissance pour les citoyens qui veulent bien faire de la politique. J'ai aussi, comme Français, de la reconnaissance pour les pauvres bougres de soldats et d'officiers, quand ils sont honnêtes et bons citoyens. Mais je ne consens pas qu'il advienne au socialisme révolutionnaire la contamination qui est advenue à la nation française. La nation française avait une armée. Il était inévitable que la nation française eût une armée. Il était inévitable, dans la situation de concurrence internationale bourgeoise indéfiniment surexcitée où l'Europe se crève, il était inévitable que la nation française eût une armée, c'est-à-dire que pendant certaines années certains citoyens fissent leur métier de la préparation techniqne aux travaux de la guerre. Mais qu'est-il advenu ? et c'est ici, vous m'entendez, qu'intervient ce que je nomme la contamination. Les citoyens qui se préparaient aux travaux déplorables de la guerre, au lieu de garder précieusement en eux l'esprit de la cité, se laissèrent contaminer par les passions qui naissent malheureusement de la guerre. Et il

n'y eût eu que demi-mal, et contamination partielle. Mais la plupart des citoyens, dans les années où ils ne faisaient pas leur métier de la préparation à la guerre, avaient en eux et gardaient glorieusement les passions misérables belliqueuses. Ou bien ils recevaient la contamination de leurs voisins. Et au lieu d'avoir pour les citoyens militaires une reconnaissance exactement prudente ils se donnèrent ou accueillirent pour les soldats des sentiments d'humilité, de serve imitation, d'aveugle et enthousiaste admiration. Le métier sacrifié devint le métier guide, le métier modèle. Ainsi naquit et se développa ce militarisme envahissant dont vous savez que je suis l'un des adversaires les plus rigoureusement exacts.

Je redoute qu'une semblable contamination ne se soit effectuée dans le socialisme révolutionnaire. Il était indispensable que le socialisme révolutionnaire eût ses politiques professionnels. Dans la situation de concurrence politique bourgeoise indéfiniment surexcitée où crève lentement la nation française, tous les partis politiques bourgeois se fussent payés sur le dos du socialisme révolutionnaire si le socialisme révolutionnaire n'avait pas eu des militaires, comme il convient de nommer nos politiques professionnels. J'ai donc pour nos citoyens politiques une vive et profonde reconnaissance. On ne m'a pas vu leur jeter des tuiles sur la tête pendant qu'il recevaient les tuiles des démagogues. Je les ai défendus tant que j'ai pu contre les démagogues. Je les défends tant que je peux. Je les défendrai tant que je pourrai. Pendant qu'ils se noyaient ou couraient le danger de se noyer, on n'a pas vu que je faisais mon petit maître d'école de la Fontaine. Je me suis fait de sérieux ennemis parmi leurs ennemis parce que je leur

subvenais de toutes mes forces. Quand il y a des élections politiques je fais la campagne électorale et je vote. Quand il y a des élections universitaires je fais la campagne. Si j'étais citoyen actif universitaire, je voterais aussi dans les élections universitaires. Mais là je ne suis qu'un citoyen passif. Dans le petit village de banlieue extrême où je me suis réfugié, vous savez que j'ai suivi attentivement la campagne politique inaugurée pour les récentes élections municipales. Vous savez que j'ai voté le premier dimanche et le dimanche de ballottage pour la liste républicaine opposée aux grands bourgeois réactionnaires, aux châtelains et aux grands propriétaires fonciers de l'endroit. Car nous sommes inclus dans l'arrondissement de Marcel Habert, et chez nous les républicains sont unis, parce qu'ils sont impuissants.

Je demande que le socialisme révolutionnaire ne soit pas contaminé par son armée politique ainsi que la nation française fut contaminée par son armée militaire. Je demande que nous ayons pour nos citoyens politiques une reconnaissance exactement prudente et non pas une serve admiration, une humilité d'imitation. Or il suffit de regarder rapidement ce qui advient au socialisme révolutionnaire pour constater un incroyable envahissement de la mentalité politique.

J'ai comparu, moi aussi, devant le Conseil d'administration de la *Société Nouvelle*. Et j'ai participé aux Assemblées générales, simples chambres d'enregistrement qui étaient censées souveraines. C'était un des spectacles et un des événements les plus désolants que je connaisse. Les mêmes hommes administrateurs commettaient des actes qu'ils n'eussent pas imaginés quand ils étaient simples citoyens. La raison d'État, qu'ils

avaient combattu trente et quelques mois avec un redoutable acharnement, leur paraissait non pas suffisante, mais opulente pourvu que l'État fût la société commerciale dont ils avaient l'administration. Permettez que je revienne sur les faits.

— Il est temps, dit froidement Pierre Deloire.

— Je me rappellerai toujours comme l'exécution fut brutale et prompte quand tu demandas et proposas au Conseil d'éditer les cahiers, dans des conditions commerciales qui étaient cependant fort avantageuses pour la maison commune. Je me rappellerai toujours, pour l'administration de ma vie, de quel ton Herr vous dit : Nous sommes *unanimes* à penser que vous allez marcher contre tout ce que nous avons fait ensemble. Nous sommes *unanimes* à n'accepter pas cette publication. — Ils étaient unanimes ! Et qu'est-ce que cela prouve? Esprits à peu près identiques, ayant la même culture, les mêmes bonnes et les mêmes mauvaises qualités, les mêmes déformations et les mêmes alourdissements, ces cinq administrateurs étaient plus facilement unanimes entre eux que je ne suis unanime avec moi. Quand Herr discute avec Simiand il y a moins de profonde variété, moins de pénible et douloureuse incompatibilité que quand je discute avec moi. C'est dire qu'il y a dans leurs assemblées moins de véritable discussion que quand je m'assemble tout seul. Et ils seraient modestes, et ils n'accableraient personne et ils n'accableraient rien et ils n'écraseraient pas leurs anciens amis de leur commode unanimité s'ils n'avaient accueilli en eux la contamination politique de la puissance attribuée à la quantité numérique. Nous sommes cinq. Nous sommes cinq unanimes. Il est évident que nous avons raison.

Nous avons raison contre la raison même. La raison n'est pas cinq. Et il en était de même aux assemblées générales. Puisque la raison y avait la minorité, la raison y avait tort.

Non pas qu'évitant le gouvernement de la minorité par la majorité je veuille asseoir le gouvernement de la majorité par la minorité. Je ne veux pas réparer une injustice par une injustice majeure, une lamentable déraison par une lamentable déraison majeure. Je demande que parmi nous, parmi les socialistes révolutionnaires agissant entre eux, et travaillant solidairement, on n'introduise pas, venues des assemblées bourgeoises, les présomptions autoritaires de la paresseuse et facile votation. Je demande que l'on ne croie pas que l'on a tout dit quand on a dit : nous sommes *unanimes*, ou bien : *nous sommes en majorité*, ou bien : *nous avons une forte majorité*, ou : *nous avons la majorité des deux tiers*. Nous demandons que ces constatations de quantités n'empêchent pas d'écouter scrupuleusement la voix de la raison. Nous demandons que ces constatations de quantités n'empêchent pas systématiquement d'écouter le bon sens en intellect, et le sens droit en morale. J'admets, je demande que le citoyen, certain dimanche, aille voter pour tels ou tels candidats au conseil municipal, au conseil d'arrondissement, au conseil législatif ou national, que nous nommons Chambre des Députés Mais le citoyen qui, son bulletin mis, rentrant à la maison, dirait à sa femme : *à présent nous allons voter pour savoir si nous ferons ce soir un pot au feu* me semblerait un dangereux maniaque. Pourtant c'est là que nous en sommes. La votation parlementaire bourgeoise ne nous a pas seulement contaminés en ce sens que

nous en faisons avec eux parmi eux, mais en ce sens beaucoup plus redoutable que nous ne faisons plus que de cela parmi nous avec nous. Chacun pense à *majoriser*, comme on dit, le voisin. L'histoire des trois congrès, les deux nationaux et l'international, n'a été qu'une lamentable histoire parlementaire.

Je pensai que je pourrais placer un mot :

— C'est ce que je dirai quand je rendrai compte à mes électeurs du mandat qu'ils ont bien voulu me confier pour le premier, le deuxième et le troisième congrès de Paris.

— Tais-toi tu es trop bête. L'histoire des congrès, sans aucune exception, l'histoire de l'ancien comité général, sans aucune exception, l'histoire des groupes élémentaires, des fédérations régionales, départementales ou provinciales, des organisations nationales, sauf exceptions, l'histoire, hélas, du grand parti national, est une lamentable histoire parlementaire. Beaucoup de coopératives et beaucoup de syndicats ont une histoire parlementaire. On n'entend partout parler que de majorité. Cela est incroyable d'un parti révolutionnaire, d'un parti qui ne tient dans le monde qu'un espace extrêmement mineur. Combien y a-t-il dans l'univers de socialistes véritablement socialistes ? Moins que jamais. Et n'est-il pas évident que si la loi de majorité régissait le monde nous serions écrasés comme un nouveau-né chinois. Pendant toute l'affaire, les dreyfusards furent en France la minorité infime. Et depuis le commencement de cette affaire principale, plus longue, beaucoup plus vaste et non moins profonde, que nous nommons l'affaire de la Révolution sociale, nous les révolutionnaires nous avons toujours été en mino-

rité infime. Et pour longtemps nous sommes en infimité. Pourquoi dès lors introduire dans nos relations mutuelles comme le seul régulateur cette loi bourgeoise immorale et dérationnelle que les bourgeois eux-mêmes ont soin de ne pas utiliser contre nous jusqu'en sa rigueur extrême.

Pourquoi? Parce que nos censeurs ne sont pas moins contaminés de l'insincérité bourgeoise qu'ils ne sont contaminés de l'autorité bourgeoise. Tout cela se tient. L'autoritaire ment. La seule raison ne ment pas. L'autoritaire est celui qui veut exercer une action plus grande que la raison ne le lui permet, que la raison ne la lui confère. Il veut avoir un effet plus grand qu'il n'est, raisonnablement, une cause. Il veut rompre à son avantage la juste et la raisonnable proportion. Il veut introduire frauduleusement un supplément d'effet dans son action. Quand le censeur vous accuse de trahir la République parce que vous diminuez l'autorité de Herr, de Jaurès ou du troisième *universitaire* auprès de leur public, très exactement le censeur souhaite, espère, désire qu'au moment que le lecteur ouvre son journal sur un article de Herr, de Jaurès, ou du troisième, il y ait, interposée entre l'entendement du lecteur et l'entendement de l'auteur, une certaine quantité de croyance fidèle. Et quand Jaurès monte à la tribune, le censeur veut qu'il y ait, interposée entre l'entendement de l'auditeur et l'entendement de l'orateur, une certaine quantité de croyance fidèlement déférente. Le censeur n'admet pas que le texte imprimé paraisse seul, pauvre et nu au regard du simple citoyen. Le censeur n'admet pas que le discours parvienne seul, pauvre et nu à l'ouïe du simple citoyen. Honte à ces habilleurs! Nous demandons qu'en ce sens-

là il n'y ait parmi nous aucune autorité individuelle, et encore moins une autorité collective. Nous demandons que le peuple accorde une large audience à tous ceux qui lui veulent parler. Mais quand il a entendu l'orateur ou l'auteur, nous demandons que le peuple, s'il y a lieu, prononce lui-même selon la raison, sans aucune interférence de fidélité religieuse. Nous sommes de ces singuliers libéraux ou libertaires qui n'admettons aucune autorité. Nous sommes de ces singuliers révolutionnaires qui n'admettons pas l'autorité de la tradition. Nous sommes de ces singuliers libre-penseurs qui n'acceptons aucune Église. Au sens profond des mots, nous n'autorisons aucune congrégation. Que le peuple écoute volontiers tel ou tel en mémoire des auditions précédentes, si elles étaient bonnes, soit. Mais dresser le peuple ou le public à ce qu'un jour lisant un article ou entendant un discours le simple citoyen pense en lui-même : Ce raisonnement me paraît faux, mais j'admets qu'il est juste, puisqu'il est de *monsieur un tel ;* — ou bien : Ce sentiment me paraît mauvais, mais il faut bien qu'il soit noble, puisqu'il est d'*un tel, noble citoyen :* que le peuple suive ainsi à la piste, nous ne le voulons pas, Jaurès ne le veut pas, s'il a de faux amis qui le veulent. Nous ne voulons pas qu'entre le texte et l'homme qui lit on glisse l'épaisseur d'une autorité, quand le texte serait de mon meilleur ami.

— Surtout, rectifia Pierre Deloire, si le texte était de mon meilleur ami.

— C'est ce que je voulais dire.

— Il faut dire ce que l'on veut dire.

— Nous demandons instamment que ceux qui aiment l'autorité se reclassent parmi les bourgeois, que ceux

qui aiment la tradition se reclassent parmi les conservateurs, que ceux qui aiment la foi se classent à côté des chrétiens. Toutes ces anciennes humanités ne me paraissent nullement méprisables. Mais il est misérable que ceux qui en sont encore, au lieu d'y rester, soient venus faire la loi parmi nous. Ces ralliés ne trahissent pas la République, ils ne remettent pas la République aux mains des réactionnaires, ils ne mettent pas le socialisme aux mains des bourgeois, ils ne mettent pas la révolution aux mains des conservateurs, ni la libre-pensée aux mains des cléricaux, mais ils font ou ils essaient que les mêmes républicains soient réactionnaires, que les mêmes socialistes soient bourgeois, que les mêmes révolutionnaires soient conservateurs, que les mêmes libre-penseurs soient les cléricaux de la libre-pensée. Ils ne trahissent pas la République, ils n'ont aucune République.

Leur propagande supposant le montage de coup, nous voyons qu'elle produit le mensonge et l'injustice. Tout cela se tient. L'autoritaire ment, en ce sens que pour asseoir son autorité il faut qu'il donne au propagandisé une image menteuse du monde. Jamais le monde n'a marché aussi mal qu'aujourd'hui. Les massacres d'Arménie et la digestion de la Finlande, les sadismes africains et les sadismes chinois, la condamnation de Rennes et l'alcoolisme français, la guerre de Madagascar et la guerre du Transvaal, tant de guerres et tant d'épouvantes où le socialisme universel n'a rien tenté d'efficace ni d'effectif, sont faits pour donner quelque humilité à la génération que nous sommes, au socialisme que nous sommes. Loin de là : nos chefs s'enrouent à chanter les hymnes et les actions de

grâces. Confondant en eux deux fonctions militaires, ils font à la fois la fanfare et le commandement. Quand les corps expéditionnaires de Chine sont partis, on a osé invoquer ce premier essai de confédération européenne. Et quand les chefs sont réunis en congrès, tout se passe comme si le socialisme universel n'avait qu'à dire un mot pour disposer du monde. Montage de coup. Le monde se fout de nous (1). La démocratisation et la fausse démocratisation n'ont conduit qu'à donner aux peuples souverains ou faussement souverains les vices des capitaines. Le peuple français, le peuple anglais, le peuple allemand ont reçu et fomenté des perversités que le sort des âges révolus n'attribuait qu'aux chefs. Les peuples mêmes sont devenus pillards, menteurs, voleurs, assassins, nationalistes et militaristes. Alors pourquoi faire les malins ? Nous avons contre nous la lourdeur de l'ignorance et le vice de la perversité de tous les peuples mêmes. Et pourquoi faire les petits bons dieux ? Nous avons contre nous le monde même que nous voulons refaire. Sauf de rares exceptions, les passions bourgeoises croissent parmi les peuples mêmes comme elles ne croissaient pas jadis parmi les aristocraties et naguère parmi les bourgeoisies. Pourquoi nous le dissimuler. Quand il faut bâtir un immeuble de dix mètres et que les maçons arrivent au pied du mur, on ne voit pas que l'entrepreneur les assemble et leur annonce : Mes enfants, nous allons bâtir un tout petit mur de deux mètres et demi, — dans l'espoir qu'après que les maçons auront conduit le mur jusqu'à deux

(1) Je prie qu'on pardonne à mon ami Pierre Baudouin la violence de cette expression. Il venait d'assister à la représentation du *Danton* et les gros mots lui venaient volontiers.

mètres et demi une seconde exhortation le leur fera pousser jusqu'à trois mètres et demi, et ainsi de suite. Ainsi nous, quand nous sommes assemblés au pied de la Révolution Sociale, pourquoi nos maîtres et contremaîtres veulent-ils nous faire accroire que c'est une petite affaire, à moitié faite sans qu'on s'en soit aperçu, et que tout se passera en douceur. C'est qu'au lieu de nous traiter comme des ouvriers raisonnables nos chefs nous traitent comme des soldats. Et non pas comme un officier raisonnable peut traiter des soldats raisonnables, mais comme un officier de l'ancienne armée traitait les mauvais soldats : *Allons, encore un coup d'épaule, il n'y a plus que deux kilomètres*, quand on sait qu'il y en a encore six ou huit. Ou bien si on attaque : *Hardi! en avant! ils ont peur! ils vont foutre le camp!* avec le refrain obligé : *il y a la goutte à boire là-haut!* C'est comme ça que les gens finissent par boire la goutte en bas. Nous ne voulons pas boire la goutte. Nous sommes des ouvriers. Nous acceptons, nous demandons que l'on nous guide quand il en est besoin. Nous acceptons, nous demandons des architectes et des ingénieurs, à condition qu'ils nous diront la vérité. Nous ne voulons pas d'entraîneurs. Nous ne sommes ni des chevaux ni des cyclistes. Nous ne faisons pas des courses. Nous voulons faire un travail raisonnable. Nous ne voulons pas de propagandeurs professionnels. Nous n'admettons pas que la propagande ne soit pas la communication pure et simple de la vérité que l'on sait. Ce qui revient à dire que c'est Péguy l'accusé qui fait de la propagande et que ce sont les censeurs qui n'en font pas. Ce sera le premier point de ma défense.

Il s'arrêta pour souffler un peu, parce qu'il était essoufflé.

— Nous en resterons donc au premier point, dit Pierre Deloire, parce que c'est assez causé pour aujourd'hui. Tu as de la chance que je ne sois pas un président de tribunal correctionnel bourgeois. Tu verrais si tu plaiderais ainsi. Tu as un discours singulier. On ne voit pas que tu suis aucun plan. Et cependant je me ferais un scrupule je ne dis pas de supprimer, mais de déranger un mot de ce que tu dis. Mais il importe que l'accusé rende compte enfin de son mandat. Il n'est pas seulement un accusé, il est un délégué. Je demande qu'il ait d'abord la parole comme délégué.

— Je lui cède mon tour, comme on dit dans les assemblées délibérantes, parce que, ce que je veux dire, je le dirai bien. Mais ce que j'ai dit aujourd'hui était indispensable avant de commencer. Mon premier point était en réalité un point préliminaire. Il fallait savoir si le compte rendu que Péguy nous doit sera un compte rendu de fausse propagande sur ce modèle : *Hardi les gars !* ou un compte rendu historique sur ce plan : *J'ai vu ceci et entendu ceci. Alors j'ai fait ceci.*

— Ce sera, dis-je, autant que je le pourrai, un compte rendu historique.



COMPTE RENDU DE MANDAT

25 avril 1901,

Nos anciens abonnés n'ont pas oublié que mon grand cousin de province devait venir me voir avant le commencement de l'Exposition. Pourquoi il ne vint pas, cela ne vous regarde pas. Et si vous n'êtes pas contents, vous aurez affaire à lui.

— Bonjour, mon petit cousin, bonjour. Je viens te demander le compte rendu que tu me dois depuis quatorze mois passés.

— Bonjour mon grand cousin. Mais je n'ai guère le temps.

— Tais-toi, tu n'a pas besoin de réclamer. Tu es mon délégué. Tu dois m'obéir comme un qui va les pieds devant.

— Mais oui, mais oui mon grand cousin. Seulement j'ai eu la grippe. J'ai du rhume. J'ai des abonnés.

— Je m'en fous. Je suis le public, le peuple, enfin, les citoyens, le peuple souverain. Je ne t'avais pas commandé d'avoir la grippe. Rends-moi mon compte.

— J'y consens, mais encore faut-il que le compte soit régulièrement rendu. Où est l'assistance des citoyens, où le bureau, où les assesseurs, et le verre d'eau, et la carafe ?

— Où est l'assistance des citoyens électeurs, pour fumer, boire et chanter pendant le compte rendu : *Vive la Sociale ! Vive la Révolution sociale ! Vivent les Syndicats ! Vive la République sociale ! Vive la Commune ! A bas les ministériels ! A Chalon ! A bas les démagogues !* Edwards en manches de chemise. Delory aussi. *A bas les intellectuels ! Silence là-bas ! Vivent les coopératives de consommation ! Vive la grève générale ! A bas les papes ! A bas l'empereur ! Silence aux calotins ! Et l'exode ? Assassins ! assassins ! C'est la lutte finale — groupons-nous et demain —*

— Où est le président ?

— Où le président de séance à la tapette infatigable : *Citoyens, citoyens, allons citoyens, citoyens, citoyens, citoyens, voyons citoyen. N'oubliez pas, citoyens, n'oublions pas que vous êtes assemblés, que nous sommes assemblés pour que le citoyen Péguy vous rende, nous rende compte, citoyens, du mandat, citoyens, que nous, que vous lui avez confié, citoyens, pour le, allons citoyens, pour le premier congrès national des organisations socialistes françaises. Voyons, citoyens, quel spectacle donneriez-vous aux bourgeois qui vous regarderaient. N'oublions pas, citoyens, que nous travaillons tous pour la même cause. Vive la Sociale ! Voyons citoyens, laissez parler l'orateur. Nos camarades du Parti Ouvrier Français parleront à leur tour. La réunion est contradictoire.*

— Où les chaises, l'estrade et le bureau ? Où sont les formes indispensables d'un compte rendu ?

— Elles y seront, car je suis un homme juste.

Laisse-moi donc un certain délai. Il faut que je me prépare. Un peu. Il faut que j'y pense.

— On ne se prépare pas à dire la vérité. On ne se prépare pas à parler en public. Les grands orateurs bafouillent sans préparation. Es-tu donc un misérable cabotin, que tu veux te préparer à me faire un compte rendu. Ce soir, tu m'entends, cette après-midi, et pas demain. Quand tu devrais en crever. Convoque tes amis. Je suis bon prince. Et puis je n'ai apporté aucun citoyen dans ma valise.

A deux heures sonnantes, heure fixée, mes amis Pierre Baudouin et Deloire passaient le seuil de la porte.

— Je suis patient, dit mon grand cousin. Mais il me déplaît qu'on me fasse poser. Tes amis ne se pressent pas. Je vois les deux premiers qui arrivent en se balançant comme deux gendarmes en retraite. Quand les autres vont-ils nous arriver? quand nous arrivera la foule de tes amis?

— Les deux que tu vois sont les seuls que j'ai demandés.

— Les deux que je vois? Tu n'as donc pas une foule d'amis?

— J'en ai moins depuis que je suis malheureux. Mais ils sont meilleurs. Les deux qui nous attendent sous le gros poirier sont les seuls qui demeurent dans mon pays.

— Descendons. Je me contenterai de cette assistance. Nous ferons une réunion réduite. Et nous ajournerons le grand cérémonial, que l'on ne doit pas profaner.

Le philosophe Pierre Baudouin et l'historien Pierre Deloire se taisaient ensemble au pied du vieux poirier. Pierre Deloire salua d'un geste sobre. Mais Pierre Baudouin, qui avait une espérance intérieure d'événement heureux, manifestait un commencement d'exubérance. Il s'avança droit sur mon cousin, le dévisagea, le toisa de la tête aux pieds, reconnut en lui quelqu'un qui aimait à faire marcher pour de bon. Il s'arrêta net, retira cérémonieusement son chapeau, salua; puis d'une voix grossièrement grosse :

— Bonjour monsieur.

Mon cousin le regarda fixement, reconnut son homme, celui qui ferait semblant de marcher. Il assura sa casquette sur sa tête, remit ses deux mains dans ses poches; puis d'une voix violente :

— Bonjour citoyen.

Mais Pierre Baudouin répéta :

— Bonjour monsieur.

— Je ne sais pas qui vous êtes, répondit mon cousin avec emportement, puisque mon abruti de petit cousin a complètement oublié de me le dire. Mais sachez que je n'admets pas qu'on m'appelle monsieur. Qu'est-ce que je vous ai fait pour que vous m'appeliez monsieur devant tout le monde. Un jour de compte rendu de mandat, encore. Dans une réunion. Sachez qu'à Orléans je m'appelle toujours citoyen. Quand je veux allumer ma cigarette, en m'en allant, le matin, dans la rue Bourgogne, j'avise le premier fumeur qui passe : Pardon, citoyen, voulez-vous me donner du feu ? — Mais oui, qu'il me répond, citoyen. Tant plus qu'on en prend, tant plus qu'il en reste. Et puis quand je veux prendre mon apéro, pour ne pas faire suisse, à onze heures, j'appelle

mon copain : Dis donc, citoyen, tu viens en boire une à la santé de la Sociale ? — Mais oui, qu'il me répond, citoyen. Faut jamais refuser.

— Il y a tant de capitalistes, répondit Pierre Baudouin, tant de rentiers, millionnaires et gros bourgeois qui se font appeler citoyens, à présent, que j'ai recommencé à nommer tout le monde monsieur, et messieurs quand il y en a plusieurs. Ainsi je ne fais pas de jaloux. Vous avez tort de divulguer le beau nom de citoyen. Vous avez tort de fumer des cigarettes. Vous avez tort de vous alcooliser.

— J'ai tort? dit mon cousin, comme si le mot l'étranglait.

— Vous avez tort : si tous les républicains qui s'intitulent socialistes ou seulement bons républicains avaient envoyé à nos amis de Calais l'équivalent de ce qu'ils ont bu et fumé dans le même temps, nos amis les tullistes auraient tenu des années entières. Au lieu que nous les avons lamentablement laissés crever de faim, de misère et de froid. Nous sommes des lâches.

— J'ai tort, dit mon cousin, comme un qui s'essaye à prononcer un mot inconnu.

— Vous avez tort. Si tous ceux qui s'intitulent socialistes renonçaient au mauvais boire, la véritable révolution sociale serait avancée de plus de soixante et onze ans. Nous sommes des lâches.

— J'ai tort, j'ai tort, mais savez-vous, monsieur, que vous êtes un homme singulier. Vous êtes nouveau, vous. Vous êtes un homme qui a de l'audace. Vous m'enseignez des mots nouveaux. Un mot nouveau. Vous prétendez que j'ai tort. Savez-vous que vous êtes le premier qui ait osé me dire que j'ai tort. Quand je vais

trouver les conseillers municipaux de mon pays, au moment des élections, ils ne me disent pas que j'ai tort ; ils me disent toujours que j'ai raison, qu'ils sont de mon avis, qu'il faut que je vote pour eux. Jamais un conseiller d'arrondissement ni un conseiller général ni un député ne m'a dit que j'avais tort. Et pourtant ce sont des hommes haut placés, capables, librement choisis par les suffrages de leurs concitoyens. Ils doivent s'y connaître un peu mieux que vous. Pourquoi dites-vous aussi qu'il y a des capitalistes qui se font appeler socialistes. Jamais M. de Rothschild, M. Lebaudy, M. Schneider, M. Chagot ne se sont fait appeler socialistes révolutionnaires.

— Aussi n'est-ce pas eux que je voulais dire. Mais nous avons des journalistes qui touchent des dix, douze et quinze cents francs.

— Quand cela serait, lui répondit mon cousin, on n'est pas capitaliste pour si peu. Ainsi moi mon patron me paie quatre francs par jour. Ça me fait près de quinze cents par an. Et je ne me prends pas pour un capitaliste.

Pierre Baudouin eût ainsi fait marcher mon cousin quelque temps. Mais Pierre Deloire intervint pour la première fois. Mon ami a l'esprit un peu lourd, un peu distrait, un peu bourré de faits. Il ne saisit pas toujours bien les nuances du *faire marcher*. Il me pardonnera ces quelques indications. Elles étaient indispensables.

— Monsieur, dit pédantesquement Pierre Deloire, c'est par mois et non par année que nos journalistes gagnent ces sommes considérables.

Pierre Baudouin esquissa un mouvement de mauvaise humeur. Mon cousin s'assit lamentablement. Il nous

regarda un instant pour douter encore. Tout espoir de doute lui étant désormais fermé, il s'écrasa et compta comme en lui-même.

— Quinze cents par mois. Douze fois quinze font 180. Dix-huit mille par an. 180.000 en dix ans. Un million 800.000 en cent ans. Dix-huit millions en mille ans.

— Tenez-vous en là, dit Pierre Baudouin. Vous savez bien compter.

— J'ai appris chez les frères, quand j'étais petit, dit mon cousin. Les problèmes ressemblaient à ce que je vous dis. Les chers frères m'ont aussi enseigné la règle de trois et les calculs d'intérêts. Donnez-moi un crayon.

Pierre Deloire avait toujours sur lui de quoi prendre de notes.

— Dix-huit mille, qui multiplie cent sur trois. Deux zéros. Un million huit cent mille, divisé par trois. Six cent mille. Tout se passe comme si nos journalistes socialistes possédaient chacun six cent mille francs et vivaient chacun de ses rentes, sans toucher au fonds, l'argent supposé placé à trois pour cent, placement modeste. Vous voyez que je ne suis pas un ignorant. Mais comment les journaux peuvent-ils subsister ?

— Il y a les annonces, les affaires, la pornographie, les paletots, le blanc. On n'est plus sûr qu'il n'y ait pas quelques fonds secrets. Il y a enfin les économies réalisées sur le petit personnel.

— Comment ! tout le monde n'est pas payé pareil ?

On paie très cher le rédacteur en chef et la grande signature. Mais le commun des rédacteurs touchent de cent à cent cinquante.

— Par mois, dit Pierre Deloire.

— Il y a aussi les rentiers natifs. Le grand orateur

belge a la situation d'un gros bourgeois. Nous avons des rentiers qui vont de quinze à trente mille.

— Par an, dit Pierre Deloire.

— On se demande s'il n'y en a pas plus d'un qui monte à la cinquantaine. Lafargue a moins. Mais il a beaucoup. Nous avons des citoyens qui ajoutent le montant de gros traitements au montant de grosses rentes. Nous avons eu des journalistes qui à leurs gros traitements socialistes ajoutaient de gros traitements venus des journaux réactionnaires. On n'est pas bien sûr que ce régime soit passé. M. Millerand, qui est riche, n'a quitté *l'Éclair*, journal absolument indépendant, qu'un temps considérable après que les simples bourgeois honnêtes avaient fait leur paquet.

Mon cousin se leva sincèrement ému :

— Monsieur, dit-il, vous avez eu l'honneur de me faire marcher, avec toute cette histoire de mots que j'ai pris pour des années. Vous avez été plus fort que moi. N'ayez pas peur : je rends aux maîtres l'hommage que je leur dois. Écoutez, monsieur, vous pouvez m'en croire : c'est la première fois de ma vie que je marche. Mais aussi, monsieur, pouvais-je penser qu'il se passait des choses comme ça dans le parti. Pouvais-je imaginer tant de monnaie. J'en suis encore tout abruti.

— Asseyez-vous un peu, répondit Pierre Baudouin, ça va se passer. Vous en verrez bien d'autres à Paris, si vous restez quelque temps parmi nous. N'oubliez pas qu'aujourd'hui vous nous devez un compte rendu.

— Comment, je vous dois un compte rendu ! Vous abusez de votre victoire. C'est moi qui suis venu demander à mon petit cousin le compte rendu qu'il me doit depuis quatorze mois passés.

— Pourquoi vous doit-il un compte rendu ?

— Parce qu'il fut vraiment mon délégué au premier congrès national des Organisations socialistes françaises, tenu à Paris en décembre 1899.

— Nous devons donc savoir comment vous l'avez délégué.

— C'est bien simple :

Quand nous eûmes lu dans les journaux que les socialistes français allaient tenir leurs États-Généraux pour commencer la révolution sociale, — immédiatement on s'est dit qu'il fallait que le *Groupe d'études sociales* d'Orléans fût représenté dans ces États-Généraux.

— Qui était ce groupe d'études sociales ?

— Un groupe d'études sociales, quoi. Vous savez bien ce que c'est.

— Sans doute, sans doute. Mais faites comme si je ne le savais pas.

— Je vous vois venir, avec vos gros sabots. Vous voulez à présent me faire parler.

— Oui.

— Vous voulez me faire causer ?

— Oui.

— Sachez donc ce qui en est. C'est mon petit cousin qui m'a fait entrer dans le groupe d'études sociales d'Orléans. Il en était avant moi.

— Qu'est-ce qu'il y faisait ?

— De la propagande. Il travaillait avec Nivet à remonter le groupe qui était descendu. Ils étaient toujours d'accord ensemble. Dans ce temps-là.

— Comment faisait-il de la propagande ?

— Vous voulez tout savoir, et ne rien payer, vous. Je

vous connais bien. Il parlait le samedi, quand on se réunissait, — quand *le Groupe* se réunissait. On se réunissait le samedi parce que c'est le jour de la paye —

— Chez un marchand de vin ?

— Bien sûr, un marchand de vin qui avait la bonté de nous donner tous les samedis sa grande salle sans nous demander seulement un centime. On se réunissait aussi le samedi parce qu'on pouvait rester longtemps le soir. Le lendemain matin, on restait au lit. Le dimanche on pouvait faire la grasse matinée.

— On avait le droit de consommer, chez le marchand de vin ?

— Oui, on consommait.

— Combien ?

— Ça dépend, trois francs, cent sous. Quelquefois plus.

— En combien ?

— Ça dépend, huit, dix, douze, quinze personnes.

— Sur combien ?

— Je ne sais pas. On a été cinquante, soixante inscrits. Il y en a qui disent quatre-vingts. Mais ils ne payaient pas leurs cotisations. Mais on ne les rayait pas. Il faut que le groupe soit important.

— Sur combien d'habitants, dans la ville ?

— Cinquante et quelques mille, en comptant les faubourgs. Mais il y a aussi le *comité ouvrier républicain socialiste*, qui est plus nombreux. En tout ça fait deux ou trois pour mille.

— Et quand il y avait réunion, est-ce qu'on faisait des quêtes ?

— Faut bien. Dans une casquette. Pour les grévistes.

— On ramassait combien ?

— Ça dépend, quarante, cinquante sous. Quelquefois moins.

— Alors, quand il y avait réunion, qu'est-ce qu'on faisait ?

— Il y avait mon petit cousin qui parlait. Nivet n'aimait pas beaucoup parler, parce qu'il était fonctionnaire, et qu'il n'avait pas encore appris. Alors c'était presque toujours mon petit cousin.

— Bien ?

— Ça dépend. Non. Il parlait comme tout le monde. Il ne parlait pas comme un orateur. En commençant on trouvait que c'était bien. Parce qu'on n'en avait jamais vu d'autres. On n'en avait pas encore vu. Mais une fois qu'on a eu vu et entendu les grands orateurs de Paris, alors nous avons connu ce qu'était la véritable éloquence. Pensez, monsieur, pensez que le citoyen Alexandre Zévaès lui-même est venu jusqu'à Orléans. Nous n'avons jamais pu avoir Jaurès. On ne sait pas pourquoi. Mais nous avons eu le citoyen Alexandre Zévaès. Il n'est pas aussi capable que Jaurès. Mais c'est un fameux orateur tout de même. Quelle flamme ! Un grand orateur. Il était jeune alors. Mais il parcourait déjà la France pour semer la bonne parole. C'en est un orateur, avec sa tête ronde noire en petite boule. Et son nez au milieu. Vous l'avez vu quand il balance le bras? Le monde bourgeois ne pèse pas lourd au bout d'un bras comme le sien. Alors nous avons connu que mon petit cousin n'était que de la Saint-Jean, comme on dit dans le pays. Mon petit cousin parlait assis, les deux coudes sur la table, comme un homme ordinaire, et il avait l'air de faire attention à ce qu'il disait. Il cherchait même, des

fois, ce qu'il allait dire. Au lieu que Zévaès, il sait tout ça par cœur, lui. On ne peut pas lui en remontrer.

— De quoi qu'on parlait, quand il y avait réunion ?

— Mon petit cousin parlait de quelque chose. Alors ce n'était pas intéressant. Les grands orateurs parlent de tout. Zévaès vous dépeint toute la révolution sociale en quarante minutes. Après ça il faut encore vingt-trois minutes pour démontrer la république sociale. Parce que la révolution sociale, c'est quand on fait la république sociale, et la république sociale, c'est quand on a fait la révolution sociale. Je sais tout ça comme un Parisien. Je l'ai entendu dire assez souvent, dans les réunions. Je ferais un orateur comme tout le monde. Seulement je ne sais pas parler. Et puis ce n'est pas mon métier. De mon métier je suis ouvrier fumiste. Mon petit cousin, aussi, ne parlait pas assez longtemps. Il était tout de suite au bout de son rouleau. Il ne savait pas développer. Il parlait trop court. Trop sec. Pas assez de grands mots. Il nous faut des grands mots, n'est-ce pas ? Ça excite. Quand il avait fini, il ne disait plus rien. Quand il ne savait pas, il disait : Je ne sais pas. Ça faisait mauvais effet. Le grand orateur sait toujours tout. Le véritable orateur ne doit jamais avouer qu'il ne sait pas. Tenez, encore un détail qui me revient : mon petit cousin voulait nous faire causer, causer avec nous. Il nous demandait ce que nous savions, ce que nous pensions. Ça nous faisait réfléchir. C'était fatigant. Il voulait nous faire étudier, quoi. Le véritable orateur doit toujours parler lui-même. Et puis quand on demande à son voisin, on a l'air de ne pas savoir soi-même. Le véritable instituteur ne fait jamais parler son élève. Et puis je n'en finirais pas. Mon petit cousin n'aimait pas

trinquer. Il buvait de l'eau. Il avait l'air de faire un peu la leçon à ceux qui buvaient du vin, ou autre chose de bon. Un bon verre de vin, moi, j'ai toujours aimé ça. Il voulait nous faire lire des brochures, des livres. C'est fatigant la lecture. Il nous avait fait abonner aux revues socialistes. C'est pas amusant. Ce qui est beau, c'est quand un orateur gueule bien, comme Zévaès, et qu'il sait balancer les deux bras. Ça, c'est passionnant. C'est aussi beau que dans *les Deux Gosses*. Moi, j'ai vu des vrais drames J'ai vu du Victor Hugo. Mais chez soi tout seul avec un livre, c'est rasant. Ça fatigue. Mon petit cousin dépensait tout ce qu'il pouvait ramasser d'argent à nous payer des brochures. Alors il avait l'air un peu bourgeois. C'est pas ce qu'il nous faut. *L'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes*.

Le *Groupe d'études sociales d'Orléans* se réunit pour élire enfin son délégué au premier congrès général des Organisations socialistes françaises. Mon gamin de petit cousin fut élu sans grosses difficultés. Le groupe ajouta que cette élection était définitive.

Le samedi suivant, je crois, ou peu s'en faut, le *groupe d'études sociales* d'Orléans se réunit à nouveau pour élire enfin son délégué au premier congrès général des Organisations socialistes françaises. Mémorable séance où siégèrent jusqu'à onze membres. Et où mon étourneau de petit cousin fut dégommé, ce qui fut bien fait pour lui. Je lui avais dit de venir. Mais il n'en fit rien, comme je vais avoir l'honneur de vous le conter.

Mais il faut que je commence par vous dire que le *Groupe d'études sociales d'Orléans* est adhérent au *Parti ouvrier français*. Adhérent, ça veut dire qu'il adhère, quoi. Il tient, comme qui dirait, au *Parti Ouvrier Fran-*

çais. Le *Parti Ouvrier Français*, vous savez ce que c'est : le parti des ouvriers français, comme nous. Vous n'avez qu'à lire le nom sur une affiche : *Parti — Ouvrier — Français*. Un enfant saurait tout de suite ce que ça veut dire. Nous sommes des ouvriers français, nous, pas vrai ? Alors c'est pour ça que c'est notre parti.

Je crois bien me rappeler que c'est mon petit cousin, qui était une rude gourde, qui a fait adhérer le *Groupe d'études sociales d'Orléans* au *Parti ouvrier français*. Parce qu'il faut vous dire qu'on n'obtenait jamais d'orateurs pour les réunions publiques. On demandait à un député, à un militant. — Non, qu'il nous répondait, vous n'êtes pas de mon organisation. — Pourtant, qu'on lui disait, il y a besoin de propagande à Orléans. Il y a du travail à faire. — Vous n'êtes pas de mon organisation. — Les bourgeois y ont des orateurs. — Vous n'êtes pas de mon organisation. Si vous ne savez pas ce que c'est qu'une organisation, c'est comme qui dirait le *parti ouvrier français*. Quelque chose pour qu'on y adhère. Alors mon petit cousin disait : Toutes les organisations socialistes sont évidemment parfaitement bonnes, puisqu'elles sont socialistes. Adhérons à n'importe laquelle. On adhéra au *Parti ouvrier français*, à cause du citoyen Vinciguerra, qui en était, et du citoyen Nivet, qui en devenait.

Il faut croire que le *parti ouvrier français* ne fut pas content de ce que *le groupe d'études sociales* d'Orléans avait élu le citoyen Péguy pour le représenter au premier congrès général des Organisations socialistes françaises. Le *Conseil national* du *Parti ouvrier français* n'aimait pas le citoyen Péguy. On n'est pas forcé d'aimer tout le monde, pas vrai. Alors ils envoyèrent le

citoyen Lucien Rolland, ou mieux Lucien Roland, qui était du parti.

Vous ne savez peut-être pas ce que ça veut dire. Dans les commencements, quand on parlait de quelqu'un devant moi, et qu'on disait : Il est du parti, j'entendais qu'il était du parti socialiste. Ignorance grossière où je languissais. Grossier malentendu où dépérissait mon enfance intellectuelle. Sachez, monsieur, si vous êtes aussi bête que je le fus, connaissez que lorsqu'on dit de quelqu'un devant vous : Il est du parti, cela veut dire qu'il est du *parti ouvrier français*. Il y a des fois où je me trompe encore. Mais c'est que ça m'échappe.

La séance commença pour l'élection définitive. J'avais prévenu mon petit cousin. Tous ses amis l'avaient prévenu. — Viens, qu'on lui avait dit. Mais il nous avait répondu que le travail qu'il fournirait à Paris comme libraire éditeur pour le même prix et dans le même temps serait plus utile pour la préparation de la Révolution sociale que d'aller soutenir sa candidature sur place. Il avait tort, car la question n'est pas de travailler plus efficacement à la meilleure préparation de la Révolution sociale; mais la seule question est de savoir plaire aux citoyens électeurs. Un voyage à Orléans, aller et retour, ne coûte pas dix francs de chemin de fer. En troisième classe. Mettons vingt francs avec les frais. Mettons deux jours, en comptant la fatigue. Mon petit cousin pensait que vingt francs de sa monnaie et deux jours de son travail à Paris donneraient beaucoup plus d'effet socialiste révolutionnaire qu'un bafouillage de trois quarts d'heure au *groupe d'études sociales d'Orléans*, devant quinze personnes. Il avait raison. Seulement il avait tort tout de même, parce que ces

pensées-là on les garde pour soi. Nous savons tous que vingt francs d'éditions et deux jours de librairie valent beaucoup mieux pour la préparation de la Révolution sociale que tous les bafouillages de groupes. Seulement ça ne se dit pas, ces choses-là. Il faut faire croire aux électeurs que leur compagnie est la plus agréable du monde, que leur entretien est la plus utile occupation, qu'il vaut mieux parler pour eux quinze que d'écrire pour dix-huit cents lecteurs, que tout mensonge devient vérité, pourvu qu'on leur plaise, et que toute servitude est bonne, à condition que l'on serve sous eux.

— S'ils veulent savoir ce que je pense, disait mon cousin, qu'ils regardent mes articles. S'ils veulent savoir ce que je veux faire et ce que je fais, qu'ils regardent ce que j'écris, et qu'ils vous demandent les renseignements complémentaires. Vanité grossière de cuistre. Demander à des électeurs de lire, à un groupe d'acheter des publications. Il faut que je vous dise que c'est dans *la revue blanche* que mon petit cousin écrivait dans ce temps-là. Demander à des électeurs de se déranger, de travailler, de se casser la tête. Invention grossière d'une imagination intellectuelle. Ça n'est pas ça qu'il faut aux citoyens électeurs, au véritable peuple, au vénérable militant. Il faut qu'on lui apporte son candidat devant lui. Comme ça il peut le faire marcher, le faire causer, le faire tourner, le faire monter, le faire baisser, le faire biaiser, le faire lever, le faire asseoir, le faire chanter, le faire jaser, le faire coucher, le faire emballer. Il faut bien que le citoyen électeur ait quelques amusements dans la vie.

N'oublions pas que le citoyen délégué est l'obligé du citoyen électeur. Le citoyen électeur est quelqu'un qui

possède quelque chose. Il possède sa voix. Le citoyen candidat est quelqu'un qui demande quelque chose. Il demande cette voix. Il ne faut pas que tu te montes le coup là-dessus, mon petit cousin. Le citoyen candidat demande la voix du citoyen électeur. Comme disait ma grand mère, qui était aussi la tienne, quand on demande la charité, il ne faut pas faire le fier. Comme dit mon patron, les affaires sont les affaires. Et les mendiants sont les mendiants. Quand on tend la main, il ne faut pas lever la tête. Ainsi parlait grand mère, mon ami, et je suis peiné que tu n'aies pas gardé le sens de ses leçons anciennes.

Les affaires sont les affaires. Tu veux que le citoyen électeur te donne sa voix. Il faut que tu lui donnes en compensation. Si tu étais député, tu lui donnerais des faveurs gouvernementales. Mais les délégués aux congrès socialistes n'ont encore aucuns bureaux de tabac. En attendant il faut que tu paies la voix que tu demandes. Il faut que tu paies. Si tu allais chez un marchand de parapluies et si tu lui disais : Le temps se couvre. Il me faut un parapluie. — Dans quels prix, monsieur, qu'il te demanderait. Pareillement quand tu te portes candidat il faut que tu donnes un prix des voix. Si tu étais venu toi-même, c'était donner au citoyen électeur, pour le prix de sa voix, cet avantageux sentiment qu'il pouvait te déranger à sa guise. C'est une antique jouissance, et dont la saveur n'est pas encore évaporée, que de tenir un homme, de lui faire sentir sa supériorité, de le tenir dans sa dépendance, de le plier à son caprice, de le subjuguer, de lui faire éprouver son autorité. Avoir à sa disposition le candidat plat. Jouir de ses platitudes. Voilà ce qu'il nous faut. Nous sommes le

peuple souverain. C'est comme qui dirait que nous sommes tous des rois. Il nous faut donc des courtisans. Seulement dans le temps il n'y en avait qu'un seul qui était roi. Et il avait beaucoup de courtisans. Cela n'était pas juste. C'est pour ça qu'on a fait la révolution. Alors à présent tout le monde est roi, et c'est le même courtisan qui sert pour plusieurs. C'est moins commode. Mais l'égalité avant tout.

Mon petit cousin ne vint pas. Il envoya une lettre. Inutile communication. Une lettre épouvantable, insolite, où, avec une incroyable audace, il attaquait violemment Guesde et Lafargue pour l'attitude qu'ils avaient eue pendant l'affaire Dreyfus. Inconcevable maladresse. Venant de quelqu'un qui a fait ses études. Grossier manque de tenue. Nous savons tous que Guesde et Vaillant ont lâché pendant l'affaire, qu'ils ont abandonné, comme vous dites, la justice et la vérité. Mais il ne faut pas dire ça dans le parti. Mon petit cousin parlait aussi de guesdistes. Il n'y a pas de guesdistes. Il n'y a que le *Parti ouvrier français*. Tous les membres du parti sont égaux entre eux. Moi qui vous parle, sachez que le citoyen Guesde n'est pas plus que moi dans le parti. Quand le *Conseil national* du *Parti ouvrier français* lance des manifestes, le citoyen Jules Guesde signe à sa place alphabétique : *a b c d e f g* : Guesde. Le citoyen Jules Guesde est même le secrétaire du parti : *secrétaire* pour l intérieur Vous savez ce que c'est qu'un secrétaire. Quand vous êtes le secrétaire de quelqu'un, c'est lui qui vous commande. Puisque le citoyen Guesde est le secrétaire du parti, ça veut dire que c'est nous, le parti, qui lui commande.

— Ce n'est pas, dit Pierre Baudouin, ce que l'on croit généralement.

— Ce n'est pas ce que l'on croit généralement. Le monde est si mal renseigné. Le citoyen Roland vint en personne. Il était envoyé par le *Conseil national* du *Parti ouvrier français*, ou par quelqu'un du *Conseil national*, peut-être bien par le secrétaire pour l'intérieur du *Conseil national* du *Parti ouvrier français*. Nos candidats délégués nous sont en général envoyés de Paris. C'est ce que nous nommons les manifestations spontanées du pays socialiste, le choix spontané de nos groupes de province, un mouvement profond, l'autorité du peuple socialiste, la voix du peuple enfin. Tout ainsi des résolutions, ordres du jour, approbations, condamnations, indignations, propositions, notations, flétrissures et signalements. Tout nous vient de Paris. Ça nous demande moins de travail. Nous pratiquons ce que les républicains sous l'empire nommaient la candidature officielle. Nous nous apercevons que c'est fort commode. Nous recevons les candidatures toutes faites, aussi bien les citoyens candidats dignitaires que les textes candidats manifestes. Ça dispense d'inquiétude. Ça dispense de savoir. Ça dispense d'étude. Ainsi quand ce renégat de Millerand, vous savez, le ministériel, a fait voter par sa Chambre à tout faire son infâme loi scélérate Millerand-Colliard, que je ne connais pas, si on avait eu à se prononcer soi-même, il aurait fallu au moins regarder l'*Officiel*, demander, se renseigner auprès des camarades qui demeurent en ville, qui travaillent dans ces ateliers-là, dans ces usines-là, causer, discuter, réfléchir, — travailler. Tandis qu'avec la merveilleuse unité, avec l'inaltérable centralisation que nous devons aux bons soins de Son Éminence ou Excellence Armand Jean du Plessis, cardinal de Riche-

lieu et de Sa Majesté l'empereur Napoléon premier, un mot d'ordre part de Paris, et *rran* cette loi criminelle est flétrie comme il faut, clouée au pilori.

— Qu'est-ce que le pilori, demanda Pierre Baudouin.

— C'est quelque chose pour qu'on y cloue Millerand. Millerand l'infanticide! Voyez l'utilité : moi je n'a pas mon pareil à Orléans pour engueuler quelqu'un. Eh bien jamais je n'aurais trouvé un mot comme ça. Infanticide! On a beau dire. Infanticide! Il n'y a encore que ces avocats de Paris. Infanticide !

Seulement ce qu'il y a de roulant, c'est que Millerand s'en fout autant que nous, parce qu'il est à la coule.

— A la coule de quoi?

— A la coule de la centralisation, puisqu'il est ministre. Alors il peut organiser pour sa loi des manifestations spontanées.

Moi, voyez-vous, il me faut de l'unité. J'aime l'unité. Je suis partisan de l'unité. J'aime l'alignement, l'ensemble. Si on laissait les provinces lointaines imaginer des manifestations disparates, non seulement ça manquerait de littérature, mais on n'obtiendrait pas ces admirables concerts, ces puissantes symphonies.

— Antiphoniques.

— Laissez-moi la paix. Quand j'emploie un mot savant, pour faire de l'effet, je vous défends d'employer un mot plus savant. J'en étais à symphonies. Et je maintiens que nous en avons donné une admirable. *Infanticide*, *infanticide*, *infanticide*, ça roulait de Quimper à Barcelonnette comme l'immense flot du son de la voix de la clameur du reproche et du remords de la conscience du peuple des citoyens du monde socialiste. Vous voyez bien que je réussis à faire des phrases

longues. C'est pour cela que nous fûmes heureux de constater que le grand *Conseil national* de Paris du *Parti ouvrier français* avait bien voulu penser à nous. Il témoignait ainsi de la singulière estime où il nous tient. Qu'ils sont beaux les pieds de celui qui vient au nom du gouvernement. Car enfin qui forçait le grand Conseil à s'occuper des quelques misérables épars que nous sommes. Et un tel désintéressement ne vaut-il pas de la reconnaissance ?

Le candidat national convenait exactement. Il plaisait même. On l'avait choisi, désigné avec le sage discernement qui fait un bon ministre de l'intérieur. Ministre, c'est-à-dire secrétaire d'État pour l'intérieur. Le *Conseil national* du *Parti ouvrier français* nous avait désigné le citoyen Roland, un enfant du pays. Mais non pas un enfant du pays comme l'était mon petit cousin. Mon petit cousin aussi est du pays, puisqu'il est venu au monde faubourg Bourgogne. Je lui ai même servi de parrain. Seulement depuis qu'il est venu à Paris, sous prétexte qu'il a beaucoup à travailler, il nous dédaigne, il ne vient pas nous voir. Au lieu que le citoyen Roland est toujours fourré chez nous. C'est un homme infatigable. Ce n'est pas lui, quand on le demande, qui dit qu'il a beaucoup à travailler. On ne l'avait pas vu au commencement, quand le groupe allait mal. Mais depuis que ça marche un peu, que nous sommes une quinzaine, et que nous avons une voix dans les congrès, il va au devant de tous nos souhaits. Il s'est rattrapé. Réunions publiques ou privées, punch, conférence, fête, sauterie, allocution, programme, il ne nous refuse rien. Son dévouement est inépuisable. Toujours en chemin de fer. Et ce n'est pas lui qui s'abrutit les yeux dans les livres, comme tous ces sales intellectuels.

— De quoi vit-il, demanda Pierre Baudouin.

— Cela ne vous regarde pas, citoyen. Nous n'avons pas à franchir le mur de la vie privée, comme disait Schneider, ou quelqu'un des siens. Charbonnier est maître chez soi, comme disait Rességuier. Le citoyen Roland, homme public, nous appartient corps et âme. Le citoyen Roland, homme privé, doit nous demeurer totalement inconnu. Du moment où nous le recevons à la gare jusqu'au moment où le punch a fini de flamber, tout citoyen propagandiste est à nous. Le punch éteint, commence la vie privée. Nous avons dans le parti un grand nombre de militants dont la vie privée serait douteuse, au cas où on l'examinerait. Mais elle n'est pas douteuse, puisque nous n'avons pas à l'examiner. Je ne sais si vous êtes assez intelligent pour saisir la distinction.

— J'y tâcherai, lui répondit Pierre Baudouin.

— C'est que je vais vous dire. Moi qui ne suis pas la moitié d'une bête, comme on dit, je n'ai jamais bien entendu la différence. Mais il faut qu'elle soit capitale, puisque tout le monde le dit. Alors je l'ai apprise par cœur. Et je la sais bien, parce que je me la suis fait répéter souvent. Connaissez donc, mon ami, qu'il y a deux domaines : le domaine public, où les hommes sont nos esclaves, et le domaine privé, où ils sont, s'ils veulent, esclaves de leurs mauvaises passions. Ces deux domaines sont — attendez que je retrouve le mot qu'on m'a dit. Oui : ces deux domaines sont incommunicables. Incommunicable, ça veut dire que le même homme est mauvais dans le privé, bon dans le public. Dans le privé il est voleur, menteur, ivrogne, lâche, noceur, il a tous les vices. Dans le public il est honnête, sobre comme un chameau, rangé comme un employé de che-

min de fer. Ainsi le veut la théorie. On a même remarqué dans le parti qu'une expérience constante semblait démontrer, confirmer, vérifier que c'étaient les plus crapuleux qui avaient le plus de talent. C'est pour cela que nous leur avons confié les meilleures places. La haute pauvreté de Guesde couvre tout. Comme la grande honnêteté de Jaurès pour les indépendants. Et puis si les bourgeois ne sont pas contents, ils auront affaire à moi. Nous les valons bien. Nous avons bien le droit d'avoir un parti aussi sale qu'eux.

Mon petit cousin, qui n'est décidément pas fort, avait envoyé sa lettre à son ami Roy, qui devait la lire en séance et la commenter. Il avait aussi averti son vieil ami Pierre le Febvre. L'ami Roy ne devait pas plaider pour mon petit cousin, mais il faisait comme qui dirait le commissionnaire. Il arrivait, lisait la lettre, et disait ce que mon petit cousin aurait dit s'il avait été là. Parce que dans une lettre on ne met pas ce qu'on veut. Et puis mon petit cousin dit toujours qu'il n'a pas le temps d'écrire. Alors c'était Roy qui devait parler pour lui. Seulement mon imbécile de nigaud de petit cousin avait négligé le principal. Devinez.

— Je ne puis deviner ce qui était le principal.

— Ne faites pas l'innocent. Devinez un peu. Voyons, le principal.

— Vraiment je ne sais.

— Vous n'êtes pas malin non plus, vous. Le principal, c'est que Roy n'est pas inscrit au groupe. C'est roulant, hein !

— Oui, c'est roulant.

— Vous n'êtes pas gai, aujourd'hui. Mais je me roule encore, moi, rien que d'y penser. Alors, au mo-

ment que Roy pensait parler, le citoyen Roland demande innocemment si le citoyen est inscrit au groupe. — Non, mais il remplace le citoyen Péguy. — Le citoyen Péguy n'avait qu'à venir lui-même. Si le citoyen que nous ne connaissons pas n'est pas inscrit au groupe, je ne puis lui donner la parole. Ainsi intervint le citoyen président de séance, qui s'était entendu sans doute avec le citoyen Roland. On pensa bien que c'était un coup monté à deux ou trois. Cela nous donna un supplément de considération pour des citoyens qui pratiquaient aussi doctement les moyens parlementaires.

— Je serais heureux, dit Pierre Baudouin, de vous demander un renseignement.

— Vous voulez dire, mon ami, que vous seriez heureux d'avoir le renseignement que vous voulez me demander. Vous ferez bien de surveiller votre langage. Vous bafouillez.

— C'est vous, monsieur, qui m'intimidez.

— J'en suis heureux. Vous me flattez. Je vous écoute.

— Les parlementaires qui avaient monté le coup étaient sans doute les pires ennemis de votre petit cousin ?

— Point : c'étaient ses meilleurs amis. Ainsi le veut la politique. Vous oubliez tout ce que je vous apprends. Incommunicable. Dans le privé on a des amis et des ennemis. Vos amis vous aiment. Vos ennemis vous haïssent. Vos amis vous tendent la main. Vos ennemis vous tournent le dos. Vous savez à quoi vous en tenir. Du moins c'est comme ça que je l'entends. Moi si j'avais un copain qui trinquerait le samedi avec moi, et puis le dimanche matin qui me débinerait quand j'ai le dos tourné, vous savez, je suis patient, mais dame je

cognerais. Parce que c'est des saletés qu'on ne se fait pas entre copains. Dans le privé, il faut être franc. Et quand on veut me rouler, moi je fous la beigne, est-ce pas ? Vous savez ce que ça veut dire.

— Oui, un agrégé de philosophie, dans une assemblée générale de société anonyme à capital et personnel variables, traduisait ainsi : *foutre* ou ***donner sur la gueule à Péguy.***

— Voilà un agrégé qui me plaît. Si tous les agrégés de philosophie avaient cette vigueur, on pourrait peut-être consentir à faire une petite place dans le parti à tous ces rabougris d'intellectuels. Dites-moi son nom, mon ami, que j'aille lui présenter mes respects.

— Je vous le dirai *entre quatre-z-yeux.*

— *Entre quat'z yeux*, qu il faut dire. Vous n'êtes pas accoutumé au langage vraiment populaire. On m'avait bien dit que vous êtes un aristocratiste et un personnaliste. Quand vous verrez cet agrégé vous lui ferez tous mes compliments. C'est un rude camarade. Peu de manuels parleraient aussi bien. Vraiment, monsieur, vous m'avez surpris, avec cet agrégé. On m'avait dit que tous ces intellectuels perdaient leur temps à des discussions, à des raisonnements, à des démonstrations. Quelque envieux, sans doute. On m'avait dit qu'ils gâchaient leur jeunesse et la force de leur âge en des spéculations rationnelles, qu'ils pâlissaient en Sorbonne et attrapaient des migraines. Je suis heureux qu'il y en ait de rouges, de barbus et de brutaux. Un *fort en gueule* intellectuel fait beaucoup dans mon esprit pour le relèvement de sa classe, qui en a besoin.

Je vous disais donc, mon ami, que dans le privé on n'admet pas les trahisons, félonies, jésuiteries, men-

songes, roublarderies, escobarderies et duplicités. Mais par un juste retour ces ignonomies non seulement on les admet dans la politique, mais sachez qu'elles en sont l'ornement, le couronnement, et pour ainsi parler la fleur avec le fruit. Dans le privé nous sommes les amis de nos amis et nous aimons nos amis et les amis de nos amis. Dans le privé nous portons droitement le regard de nos yeux. Dans le privé nous tenons la parole que nous avons donnée. Dans le privé nos poignées de mains sont quelquefois sales, mais elles ne sont sales que de suie ou de plâtre ou de fumée. Dans le public, dans le politique nous avons imaginé d'abord que l'on doit passer en brutalité les nationalistes eux-mêmes, afin d'embêter les nationalistes. Puis nous avons imaginé que l'on doit passer en jésuitisme les jésuites eux-mêmes, afin d'embêter les jésuites. Nous les embêtons ainsi doublement. Comme adversaires nous les embêtons en leur portant des coups jésuites. Et comme concurrents nous les embêtons en faisant mieux qu'eux dans la même partie. Ce qu'ils doivent marronner. Sans compter qu'ainsi nous finirons bien par les éliminer totalement. Puisque, pour parler comme les savants, messieurs, *on ne supprime jamais que ceux que l'on remplace.* Nous nous exerçons utilement à supprimer les jésuites noirs. Tout nous fait espérer que nous y réussirons.

Non seulement nous avons imaginé que l'on doit passer les barbares en barbarie et les jésuites en jésuiterie, mais nous affirmons délibérément que ceux qui ne veulent pas, comme nous et avec nous, passer les jésuites en jésuitisme, à seule fin d'embêter les jésuites, sont incontestablement vendus aux jésuites. Ainsi nous

pratiquons l'affirmation stupide, qui a si bien réussi à monsieur le marquis de Rochefort, et l'affirmation sans preuves, qui a si bien réussi à M. Édouard Drumont. Nous nous apercevons que c'est fort commode. Nous reconnaissons, après tous les grands antisémites, qu'il est beaucoup plus facile de répéter une condamnation que de motiver une accusation, et que cela réussit beaucoup mieux. Nous avons éprouvé que les condamnations les plus stupides sont, à beaucoup près, celles qui obtiennent le meilleur accueil, et que les calomnies les plus grossières sont celles qui trouvent le plus large crédit. Nous utilisons pour le mieux de nos intérêts la mentalité démagogique depuis longtemps instituée par nos adversaires les plus précieux. Nous cultivons parmi nous cette singulière *mentalité du traître*, sur laquelle nous avons fait de si beaux articles au cours de l'affaire, mentalité où tout homme qui pense librement apparaît comme un espion et pour tout dire comme un vendeur de bordereau. Nous semons à pleines mains la suspicion. C'est beaucoup plus facile que de semer l'éducation. Nous poignardons les gens que nous aimons le mieux. Pour leur bien. Parce que nous les aimons. Pour assurer leur salut éternel. Nous les étouffons de tendresse. Quand c'est de tendresse feinte, le résultat est déjà remarquable. Mais quand c'est de tendresse vraie que nous étouffons les gens que nous aimons, nous touchons à la politique sublime. Il a dû y avoir des moines aussi beaux. Tourner les mauvais sentiments en actions mauvaises demande un certain métier, mais détourner les sentiments de l'amour aux fins de la haine exige un sens religieux de la politique. Nous devons convertir les infidèles. Mais surtout nous

devons sauver quand même les hérétiques. Nous devons sauver l'hérétique malgré lui. Nous avons laïcisé tout cela. Car la bonne laïcisation n'est plus de faire sauter le joug religieux qui alourdissait la nuque de l'humanité. La bonne laïcisation est de laisser le joug religieux, commode aux gouvernements. Seulement, parce que nous sommes les anticléricaux, nous écrivons *laïque* sur le joug. Ceux qui ne savent pas lire sont priés de s'adresser à leur voisin. J'oubliais de vous dire : nous écrivons *laïque* en lettres rouges, parce que nous sommes les socialistes révolutionnaires. Nous avons inventé l'honneur du rouge. Nous avons longtemps raillé l'honneur du tricolore. Mais nous reconnaissons qu'il est bon d'avoir une couleur. C'est commode. Il faut du rouge pour le peuple.

Je vous disais donc, mon ami, que dans le privé on n'admettait pas les trahisons, mais qu'elles sont la fleur de la politique. Les deux ou trois citoyens qui avaient manœuvré si supérieurement contre la candidature Péguy étaient les meilleurs amis — politiques — de Péguy. Des hommes qui jadis lui serraient la main chaudement. Mon cher Péguy par ci, mon cher Péguy par là. Et en ce mémorable samedi, au commencement de la séance, ils imaginèrent ce moyen scrupuleusement régulier d'intercepter la parole, de couper la communication à mon petit cousin absent. Telles sont les singulières beautés de la politique. D'abord elles nous paraissaient douteuses. Mais on a fait notre éducation. Nous aussi nous sommes devenus des connaisseurs. Et nous savons apprécier les beaux coups.

Pour un beau coup parlementaire, vous êtes forcé d'avouer que c'était un beau coup parlementaire, parfait

sous tous les aspects. Ça se dit comme ça : — *imitant des acteurs de comédie bourgeoise* — Je demande la parole pour une observation préalable : pouvons-nous savoir si le citoyen qui demande la parole est régulièrement inscrit au groupe. — *sourire aimable du citoyen président :* Voulez-vous nous dire, citoyen, on demande si vous êtes régulièrement inscrit au groupe. Citoyen, vous entendez ? — *stupeur du citoyen :* Mais, citoyen, puisque je remplace — — — *le président sévèrement heureux :* Non, citoyen, j'en suis au désespoir. Mais si vous n'êtes pas régulièrement inscrit au groupe, il m'est rigoureusement impossible de vous donner la parole. — *stupidité du citoyen remplaçant ainsi interloqué.* Il n'y a rien à dire à cela. Vous n'êtes pas inscrit : vous n'êtes pas inscrit. M. Péguy est inscrit, mais il n'est pas là. Vous êtes là, mais vous n'êtes pas inscrit. C'est clair. C'est vrai. C'est la vérité même. Vous qui aimez tant la vérité.

J'en suis au désespoir : mot admirable de politique, et dont moi-même je fus ému. Par un excès de bonté, avec l'assentiment de l'assistance, on permit à Roy de lire la lettre sans commentaire aucun. L'impression fut glaciale. Cette lettre sans commentaires se présenta comme un squelette. J'admirai à part moi l'habile bonté du président. Toujours la tendresse. Le citoyen Roland laissait aller.

Pierre le Febvre demanda la parole. Ce Pierre le Febvre est le plus vieil ami que mon cousin ait jamais eu dans Orléans. Un homme à l'âme ancienne. Aimant comme un père. Solide comme une barre. Ça ne bouge pas. Il a contribué beaucoup à former mon petit cousin. C'est un ancien ouvrier forgeron. Il a beaucoup beau-

coup lu. Il sait beaucoup des livres et beaucoup de la vie. Tout appris lui-même. Comment nommez-vous ça ?

— Un autodidacte.

— Un autodidacte. Moi, vous savez, je n'aime pas ça, l'autodidacture.

— L'autodidascalie.

— L'autodidascalie. Je suis pour la dictature impersonnelle, comme le citoyen Vaillant.

— Je vous assure que ces deux mots n'ont rien de commun.

— Taisez-vous. Je ne vous demande pas des renseignements. Je suis pour la dictature impersonnelle du prolétariat. Je vais vous dire. Je n'aime pas l'autodidascalie parce qu'on m'a dit que les autodidactes s'en ressentaient toujours un peu. Je n'aime pas non plus l'autre didascalie, parce que, n'est-ce pas, il ne faut jamais asservir sa pensée. Alors je ne m'instruis pas du tout. C'est comme ça que nous faisons tous dans le parti. Ainsi nous restons libres. Et puis on n'a pas besoin de savoir ce qu'il y a dans le monde bourgeois, puisqu'on va le remplacer un de ces quatre matins. Et ce qu'il y aura dans le monde socialiste on le sait d'avance : tout le monde sera guesdiste. Ou bien les livres sont contraires au programme du parti, — et alors ils sont dangereux. Ou bien ils sont conformes au programme du parti, — et alors ils sont oiseux. Nous ne lisons jamais. Et puis c'est fatigant. Et puis c'est rasant. Et puis c'est intellectuel.

Ce Pierre le Febvre a donc beaucoup lu pour se former et vivre comme un homme et par cela même il nous est désagréable. Et puis c'est un radical. Nous nom-

mons radicaux les vieux républicains de province qui nous gênent. Le programme radical, c'est nous qui l'avons ramassé. Nous faisons de l'anticléricalisme bourgeois aussi fructueusement que les meilleurs élèves de Clemenceau. Le débat redoutable où nous assistons parmi nous vient de ce que la moitié des socialistes sont devenus des opportunistes pendant que la moitié devenaient des radicaux. Viviani est gambettiste. Zévaès est clemenciste. — —

— Monsieur, demanda Pierre Deloire, qui de l'unité ôte les deux moitiés, il ne reste rien.

— Je ne parlais que de l'État-Major, monsieur, et nous pouvons espérer qu'il ne pèsera pas lourd. Vos interruptions sont donc oiseuses. Nous voulons bien que Zévaès parle exactement comme le citoyen Pichon discourait. Vous savez les fameux discours, *avant l'ambassade.* Nous voulons bien que Viviani parle un peu plus bourgeoisement que Jules Ferry. Mais nous ne voulons pas accueillir parmi nous, en province, les vieux républicains. Vous entendez la différence. Quand nous usurpons le programme radical, auquel ce pays est habitué, ou même le programme opportuniste, nous socialisons un excellent moyen de production. Quand nous fermons la porte au nez aux vieux républicains, nous sauvegardons nos moyens de consommation. Vous suivez ?

— Nous tâchons.

— Le programme opportuniste et le programme radical produisent beaucoup de mandats. Pour des raisons que nous examinerons plus tard. Et les mandats produisent beaucoup d'avantages. Quand donc nous captons les voix des électeurs opportunistes et radicaux en cal-

quant nos programmes sur les programmes opportunistes et sur les programmes radicaux, nous accroissons d'autant nos moyens de production. Au contraire si nous faisions place aux vieux républicains parmi nous, cela réduirait nos parts dans les moyens communs de consommation. Il y a si peu de places. Le monde est si étroit. Vous m'entendez à présent ?

— Nous y atteignons.

— Un exemple vous facilitera l'entendement. La République, c'est la maison. Les républicains, c'est l'habitant. Nous avons un double intérêt à nous approprier la maison, et à en chasser l'habitant. Comme le dit si éloquemment l'admirable vers de Vandervelde :

La maison est à moi : c'est à vous d'en sortir.

— Monsieur, dit Pierre Deloire, ce vers n'est pas de Vandervelde.

— Comment, il n'est pas de Vandervelde, Émile Vandervelde. La preuve c'est que je le lui ai entendu dire en province dans une tournée. Ailleurs qu'à Orléans. Si vous saviez comme il dit bien. L'admirable conférencier. Il est parfait. Il fait une grande grande phrase. Il attend un moment. L'auditoire, qui sent le coup, attend aussi. Et il vous envoie ça :

La maison est à moi : c'est à vous d'en sortir.

On appuie sur *vous*. Vous, c'est les bourgeois. Nous, moi, c'est les bons socios. Alors nous on applaudit frénétiquement.

— Monsieur, répéta Pierre Deloire, ce vers n'est pas de Vandervelde : il est de Molière.

— Qui ça Molière ? Je vous dis qu'il est de Vandervelde. La preuve c'est que le citoyen Roland nous a dit que c'est là-dessus que le grand orateur belge a bouclé son grand discours au congrès internationnal. Je dis bouclé parce que je ne sais pas le mot. Je ne sais pas tout, moi. Quand on finit un discours, enfin, quoi, le grand coup. Au moment qu'on garde le meilleur pour la fin.

— Monsieur, répéta pour la dernière fois Pierre Deloire, ce vers n'est pas de Vandervelde. Il est de Molière. Molière, comme le disaient nos professeurs de littérature, Molière le met dans la bouche de Tartuffe. Et il est déplorable que, séduit par l'éloquence du grand orateur belge, tout un congrès socialiste international ait aussi frénétiquement acclamé un vers de Tartuffe.

— Je vois bien, dit mon cousin, quand son premier étonnement fut passé, je vois bien, monsieur, que je devais me méfier de vous, qui ne disiez rien en commençant, et non pas de ce Pierre Baudouin qui parle à tort et à travers. Les silencieux sont dangereux. Vous imaginez des diversions pour me couper le fil de mon histoire. Vous savez bien que je veux vous dire vos vérités, qui vous déplaisent. M. le Febvre a donné pour la République tout ce qu'il avait de temps, d'argent, de santé, de force, de vie. Je n'avais pas bu ma première absinthe qu'il avait déjà ses trente ans de service républicain. Il a commencé sous l'empire, que je n'étais pas encore venu au monde. Seulement je vous conterai son histoire la prochaine fois, parce que c'est encore une diversion que vous essayez. Enfin M. le Febvre avait

tout pour nous déplaire. Il est inscrit au groupe. Le citoyen Roland voulut bien lui laisser la parole.

M. Pierre le Febvre parla mal, parce qu'il était ému profondément, parce qu'il était sincère, parce qu'il croyait qu'il avait raison, et qu'ayant pendant sa jeunesse fait son apprentissage pour le métier de forgeron il ne l'avait pu faire pour le métier d'orateur socialiste. Les moins avertis s'aperçurent aussitôt qu'il aimait beaucoup mon petit cousin et que les calomnies l'écœuraient et que ces calomnies en particulier lui faisaient beaucoup de peine. Alors les assistants convoitèrent de calomnier son jeune ami. Les assemblées populaires sont parfois pitoyables aux faibles, aux malheureux. Mais les assemblées parlementaires ne connaissent aucune jouissance plus profonde que d'écraser les faibles, et les malheureux peinés, qui sont les faibles des faibles. Quand les assistants connurent que l'échec de Péguy ferait une grosse peine à son vieil ami le Febvre, un désir politique leur monta de précipiter l'échec de Péguy.

M. le Febvre allait au devant de leurs vœux. Il présentait timidement des arguments ridicules : que mon petit cousin avait pour ainsi dire fondé le groupe au commencement, qu'il avait contribué beaucoup à l'entretien du groupe ensuite, qu'à Paris, comme libraire, il travaillait beaucoup pour le socialisme révolutionnaire, enfin qu'il saurait, au congrès, travailler efficacement à la préparation de la révolution sociale.

On écouta patiemment ces arguments misérables. Puis le citoyen Roland demanda la parole. Notez qu'il parlait le dernier. Par un excès de politesse.

Perpétuel enchantement. Nous connûmes aussitôt que la politesse était son fort. Le citoyen Roland n'est pas

de ces forcenés comme l'est devenu mon petit cousin, qui se répandent bruyamment en accusations injurieuses contre les plus vénérables militants. Il conserve scrupuleusement, au plus fort de ses haines, cette savoureuse mansuétude recuite que nous reprochons si violemment aux jésuites, mais que nous admirons au fond et que nous aimons tant dans nos comités. Il conserve cette fausse égalité d'humeur qui fait les beaux parlementaires. La politesse bourgeoise nous plaît quand parmi nous elle nous vaut des compliments et des respects. Le citoyen Roland commença par n'imiter pas les brutalités de mon petit cousin.

— Monsieur, dit Pierre Deloire, je vous ai déjà demandé comme il vivait, de quoi il vivait.

— Monsieur, je vous ai déjà répondu que cela ne vous regardait pas. Vous avez la tête dure comme un Solognot.

— Monsieur, demanda Pierre Deloire, voulez-vous me dire pourquoi, au premier congrès national ou général des Organisations socialistes françaises, tenu à Paris en décembre 1900, quand le citoyen Roland monta, comme on dit, à la tribune, il fut accueilli par les huées de la moitié de l'assistance, voulez-vous me dire pourquoi les allemanistes étaient particulièrement furieux, et pourquoi un allemaniste qui siégeait dans mon dos — —

— Un allemaniste qui siégeait dans votre dos ?

— Pourquoi un allemaniste qui était assis à la table qui était derrière celle où j'étais assis lui cria violemment : *Va donc t'établir à Orléans !*

— Monsieur, répondit mon cousin, vous devez savoir que ce fut le régime ordinaire des discussions au premier congrès de Paris. Quand un orateur venu de la

moitié gauche montait à la tribune, la moitié droite le huait. Mais quand un orateur venu de la moitié droite montait à la tribune, la moitié gauche le huait. Justice impartiale. Équitable distribution. Roland ne fut pas plus mal traité que la plupart de nos grands orateurs. Huer un orateur veut dire qu'on est de l'autre moitié. Cela n'a pas grande importance et l'unité socialiste avance quand même. Les allemanistes n'aiment pas le citoyen Roland. C'est qu'il a été des leurs, et que les quittant il est devenu guesdiste. On ne hait jamais personne autant que les gens qui vous quittent, si ce n'est ceux que l'on quitte. Il avait cependant le droit de quitter les allemanistes pour les guesdistes. On est libre. Mais les allemanistes ne sont pas contents quand on les quitte. Surtout pour aller aux guesdistes. Les allemanistes n'aiment pas les guesdistes. *L'unité avant tout.* Nous n'aimons pas les allemanistes. *L'unité quand même.* Il y a des allemanistes à présent qui prétendent qu'on a chassé du parti le citoyen Roland. *Vive l'unité !* On a chassé tant de citoyens de tant de groupes et de tant de partis, on a chassé tant de groupes et tant de partis de tant de groupes et de tant de partis que l'on ne peut plus savoir à quoi s'en tenir sur ces menus incidents. Ce sont ce que les bourgeois nomment les mille incidents de la politique journalière. Le citoyen Roland est guesdiste. Il a été allemaniste. A qui cela n'est-il pas arrivé ? C'est presque de la vie privée. Nous ne devons pas respecter seulement la vie privée des citoyens. Nous devons respecter la vie privée du parti. Ce sont là des querelles de ménage, des guerres domestiques, des haines cordiales, des meurtres fraternels. Comme l'écrit si excellemment le citoyen Léon Blum :

COMPTE RENDU DE MANDAT

En dépit des fautes, des rancunes, des violences, l'unité socialiste était en marche...

— Monsieur, demanda Pierre Deloire, voulez-vous me dire ce que c'est que ce que vous nommez *l'unité socialiste.* Si j'ai bien suivi le discours que vous nous tenez, vous intercalez *l'unité* à des places non fortuites. Qu'est-ce que cette unité ?

— C'est un mot fort commode, qui fait qu'on peut se battre et se tuer la conscience tranquille. Vous, par exemple, monsieur, quand je vous donne un coup de poing, c'est une violence légère ; si je vous donne un coup de bâton, c'est une violence grave ; si je vous donne un coup de couteau, c'est une tentative d'assassinat ; si je vous tue, c'est un assassinat. Tout ce mal vient de ce que nous n'avons pas encore *fait l'unité.* Quand au contraire on a fait l'unité avec une personne, les coups de poing, les coups de bâton et les coups de couteau deviennent permis, sinon encouragés. Quand on a fait l'unité, les haines, restant haineuses, deviennent piétés ; les jalousies, demeurant envieuses, deviennent béatitudes. Que si l'on massacre et l'on ravage *pour l'unité socialiste*, les haines, parvenues pieuses, deviennent inexpiablement méritoires, les béatitudes envieuses deviennent jouissance infinie, sainte douceur du ciel, adorables idées. Le mal, demeurant mal, devient bien. Le mot d'unité est un mot merveilleux. Par lui nous faisons des miracles. Nous valons bien les curés. Nous avons bien le droit de faire des miracles. Seulement nos miracles à nous sont incontestables, prouvés, authentiques, et non pas de ces miracles douteux comme l'Église romaine. C'est pour cela que nous invoquons toujours l'unité au moment que nous nous disputons le

plus. C'est pour cela que dans mon discours, aux endroits de haine et de guerre, j'intercale régulièrement le nom de l'unité comme une litanie : *Sainte unité, priez pour nous, sainte Unité, sainte Unité,* — — —

Notre attitude envers l'unité est bien simple : nous la combattons en nous réclamant d'elle ; plus nous la combattons, plus nous nous réclamons d'elle ; nous la démolissons de toutes nos forces, et nous l'acclamons de toutes nos voix. Nous avons d'abord pensé à l'accaparer, mais nous y avons renoncé : chacun des cinq ou des sept ou des quinze compétiteurs est trop faible pour s'approprier l'unité, mais trop fort pour la laisser approprier au voisin. Alors nous marchons contre la paix au nom de l'unité, nous marchons contre l'unité au nom de l'unité. Ce qui permet au citoyen Léon Blum, habileté suprême, et douce bienveillance, d'aller chercher *salle Vantier* les preuves de l'unité socialiste.

Pierre Deloire tira de sa poche le numéro 7 de la *bibliothèque socialiste* récemment inaugurée par la *Société Nouvelle de librairie et d'édition : les Congrès ouvriers et socialistes français,* par Léon Blum.

— Il faut avouer, dit Pierre Baudouin s'emparant du livre, que ce citoyen Blum est un homme singulièrment heureux, et, comme on disait, fortuné. Il vit sans doute en quelque pays de rêve. *Lisant :*

Cependant les délégués du Parti ouvrier, réunis salle du Globe, puis salle Vantier,

Parlé :

Il s'agit de la grande scission des guesdistes au récent congrès de Paris. Je continue :

puis salle Vantier, sous la présidence du citoyen

Delory, votaient à l'unanimité les résolutions suivantes « appelées à réaliser à bref délai l'unité socialiste révolutionnaire ».

Ils expliquaient tout d'abord qu'en rompant « avec de prétendus camarades qui, après avoir piétiné sur les décisions du Comité général, dépouillé de toute représentation, au moyen du vote par tête, le plus grand nombre de ses organisations, validé tous les groupes fictifs, escroqué toutes les présidences... ont été jusqu'au guet-apens contre — —

— Comme c'est vigoureux, interrompit mon cousin : *guet-apens, escroqué.* Les voilà bien les vrais révolutionnaires.

Puis il se ressaisit, se signa, et dit : vive l'unité.

— escroqué toutes les présidences... ont été jusqu'au guet-apens contre les rapporteurs de la Commission de propagande... », le Parti ouvrier avait accompli son devoir envers le prolétariat conscient.

Puis les délégués décidaient :

1° D'approuver les rapports de Dubreuilh, Bracke et Andrieux ;

2° De reprendre « le vote de désapprobation — ou de blâme » émis par le Comité général à l'égard de plusieurs élus socialistes.

Pierre Baudouin scanda nettement le troisième paragraphe :

3° « De réaliser entre tous les socialistes révolutionnaires non seulement l'union, mais l'unité, au moyen d'un nouveau Comité général ouvert à toutes les organisations inébranlables sur le terrain de la lutte de classes. »

— Vous voyez bien, s'écria mon cousin triomphant, ça y est. *Non seulement l'union, mais l'unité.* Il y a des militants qui s'imaginent en province que nous manquons d'unités. Nous en avons plusieurs. Nous en avons de trop. Pendant que mon petit cousin attaquait sottement le Comité général, nous les guesdistes nous en réclamions un deuxième. Quand on prend du Comité général — — Oui le citoyen Zola disait éloquemment : *l'unité est en marche, et rien ne l'arrêtera.*

— Monsieur, fit remarquer Pierre Deloire, le citoyen Zola n'a pas parlé de l'unité, mais de la vérité. Il a dit : *la vérité est en marche, et rien ne l'arrêtera.* Quand ce grand citoyen prononçait ces paroles mémorables, il ne prévoyait pas que d'ingénieux dreyfusards jetteraient l'amnistie dans les jambes de la vérité.

— Oui, dit mon cousin, ça retarde la marche, une amnistie.

— Ce n'est pas le citoyen Zola, c'est le citoyen Léon Blum qui a écrit en manière de conclusion —

— L'un vaut l'autre, tous les citoyens se valent.

— Tous les citoyens se valent. C'est le citoyen Léon Blum qui a écrit en manière de conclusion. *Reprenant le livre :*

Malgré toutes les réserves incluses dans cette phrase, le Parti ouvrier, lui aussi, parlait donc non plus d'union, mais d'unité. En dépit des fautes, des rancunes, des violences, l'unité socialiste était en marche.

Monsieur, j'ai un renseignement à vous demander.

— Faites, répondit mon cousin, je sais presque tout.

— Quand le citoyen Léon Blume écrivait cette conclusion, pensez-vous qu'il était sérieux ?

— Comment l'entendez-vous ?

— Pensez-vous qu'il était sincère ?

— Qu'est-ce que cela veut dire ?

— Pensez-vous qu'il croyait ce qu'il écrivait ?

— Nous n'entendons pas ce langage.

— Enfin, si quelque auteur avait tenu au citoyen Léon Blum lecteur le raisonnement suivant : *la preuve que l'unité socialiste fait des progrès, c'est que les guesdistes retirés salle Vantier réclamèrent l'unité pour eux-mêmes*, que pensez-vous que le citoyen Blum eût répondu à l'auteur ? Se serait-il fâché ou aurait-il marché ?

— Il eût souri, répondit Pierre Baudouin.

— N'y a-t-il pas quelque danger à publier pour le peuple des raisonnements dont on sourit soi-même ?

— Ce ne sont pas des mensonges, répondit vivement mon cousin. Ce sont des consolations. Et des encouragements. Il faut bien consoler le peuple. Il est si malheureux. Et il faut bien l'encourager. Il est si mou.

— Je me demande, continua Pierre Deloire poursuivant sa pensée, je me demande ce que voulait Léon Blum au moment où il écrivait cette singulière conclusion. Transportait-il aux âpres événements cette souriante indulgence que nous lui avons connue dans la critique littéraire ? Transportait-il aux misérables événements la facile philosophie des heureux de ce monde ? ou faisait-il de la mondanité, de la politesse mondaine à l'usage du peuple ? était-ce embourgeoisement ? était-ce calcul politique et habileté parlementaire ?

— Taisez-vous, malheureux, interrompit mon cousin. Vous avez franchi la frontière du privé. Il n'y a pas seulement le privé des citoyens et des partis. Mais il y a le

privé des auteurs, le privé des orateurs, le privé des députés, le privé des journaux, le privé des ministres, et le privé du président de la République. On l'a bien vu sous Félix Faure. J'oubliais le privé des sociétés anonymes à capital et personnel variables. Quand nous vous présentons un texte, vous devez le lire exactement comme s'il n'avait jamais été fait par personne. C'est ce que nous nommons l'impersonnalisme objectiviste, ou. plus familièrement, l'objectivisme impersonnaliste.

— Cependant, répondit Pierre Deloire, quand nous lisons les textes monuments des anciens âges, nous commençons par nous entourer de tous les renseignements qui nous sont parvenus sur les hauteurs de ces textes. Nous voulons savoir comme l'auteur était né, de quelle race, de quelle famille, de quelle terre, sous quel ciel, en quel climat, comme il vivait, comme il aimait, comme il travaillait, comme il mourait, comme il est mort. Nous voulons savoir comme il a conduit sa part de la recommençante et de la non décevante vie. Et nous ne pensons pas que nous aimons ces renseignements par fantaisie, ou par curiosité vaine, ou par admiration servile. Mais nous sommes assurés que ces connaissances sont indispensables pour l'intelligence du texte, parce que l'intelligence d'un texte en est la renaissance, la reconnaissance et la revie. Or je me disais : au moins pour nos contemporains nous avons ce bonheur que les renseignements nous soient prompts. Nous vivons avec eux. Nous les connaissons. Nous les voyons. Nous avons d'eux ces renseignements de première main, ces renseignements exacts que nous désirons si souvent pour l'intelligence des textes anciens. Comme il est heureux que nous soyons aussi bien partagés pour l'intel-

ligence des textes qui nous sont contemporains. Donc je me disais : Quel bonheur que nous vivions dans le même temps que nos contemporains.

— Monsieur, dit mon cousin, vous avez dit une forte lapalissade.

— Une lapalissade vaut mieux qu'un mensonge. Ou plutôt une lapalissade ne vaut rien. Mais un mensonge vaut mal. Ce n'est pas du même ordre. Aussi aimerais-je mieux dire toute ma vie des lapalissades que de commettre un seul mensonge. Quand on dit beaucoup de lapalissades, on n'est qu'un sot. Mais quand on dit un mensonge on est un malhonnête homme.

— Et par peur de tomber dans le malhonnête, vous versez abondamment dans le sot.

— Oui. Je me disais, au nom de la même méthode historique, je me disais que nous devons recueillir, honnêtement mais scrupuleusement, honnêtement mais soigneusement, tous les renseignements que nous avons sur les auteurs dont nous lisons les textes. Nous devons, honnêtement, mais attentivement, pénétrer leurs intentions, percevoir leurs modalités. Nous devons enfin nous entourer de tous les renseignements nécessaires, indispensables pour la connaissance du texte.

— On voit bien, dit mon cousin, que vous ne connaissez pas les deux méthodes.

— Les deux méthodes ?

— Ne faites pas la bête. Vous connaissez bien les deux morales ?

— Quelles deux morales ?

— Alors c'est moi qui dois vous enseigner. Permettez que je remette à plus tard. Je suis naturellement paresseux. Et on doit vivre conformément à sa nature.

Sachez en bref qu'il y a deux morales, qui sont la morale publique et la morale privée. Incommunicable, comme je vous l'ai dit. Et de même que nous avons deux morales, nous avons aussi deux méthodes. Pour étudier les textes anciens nous recueillons les renseignements qui leur sont contemporains. La méthode historique le veut ainsi. Mais pour étudier les textes qui nous sont contemporains nous ignorons tous les renseignements qui nous sont communs contemporains. Nous feignons que les textes se sont écrits tout seuls, eux-mêmes. C'est une fiction parmi tant de fictions. Comme la morale politique s'oppose à la morale privée, ainsi et non moins utilement la méthode politique s'oppose à la méthode historique. C'est ce qui permet à des historiens avérés de faire bonne figure sur le terrain politique. Historiens des âges révolus, ils y aiment sur tout la vérité. Mais citoyens de l'âge présent, ils y aiment sur tout l'unité. Ils juxtaposent dans leur conscience l'unité contemporaine à la vérité périmée. Je ne sais pas si ça y fait bon ménage, parce que je n'y suis pas allé voir. Puisque c'est du privé. La double morale nous sert à sauver la double méthode. Incommunicablement incommunicable.

Dans ma conscience à moi, pour ainsi dire, c'est beaucoup plus simple. L'unité est le commencement, le principe et la consommation. C'est un mot sans réplique : *l'unité, l'unité*, sur l'air des *lampions*.

Sachant ce que l'on doit à l'unité, le citoyen Roland commença par n'imiter pas les brutalités de mon petit cousin. La règle de nos réunions est la suivante, elle est bien simple : quand on est dans l'auditoire on a le droit et la licence et le devoir de huer les camarades, pourvu qu'ils soient de la seconde moitié. Mais quand on est à

la tribune, je parle pour ceux qui ont le privilège d'y monter, à la tribune le devoir est de respecter en apparence l'adversaire et de vanter l'unité socialiste. Quand on est en haut, il faut de la tenue. Le même citoyen, qui vient de gueuler *assassins, assassins*, doit inaugurer son discours par un redoublement de politesse obséquieuse. Telles sont les règles du genre. Nous ne sommes pas de ces révolutionnaires qui bouleversent les règles des genres. Quand le citoyen Roland commence à parler, on sent tout de suite qu'il respectera les lois de la véritable éloquence parlementaire. Il commence par dire du bien de son adversaire. Cela paraît d'autant plus méritoire que l'on voit bien dans le même temps qu'il ne pense pas un mot du bien qu'il dit. Quand il eut ainsi rendu à mon petit cousin l'hommage que mon petit cousin ne mérite pas, il se mit alors, mais alors seulement, à démolir, en douceur, la candidature Péguy.

Ce fut une rare jouissance pour des provinciaux longtemps sevrés d'éloquence et de politique. Je me sens bien incapable, moi simple citoyen, de vous produire une image même lointaine et même effacée d'un aussi habile et aussi balancé discours. L'éminent conférencier n'avait pas fini l'éloge de mon petit cousin que déjà tous les assistants reconnaissaient que le candidat Péguy n'était qu'un socialiste à la secousse.

— A quelle secousse, demanda Pierre Deloire.

— Vous ne connaissez pas l'argot. Vous n'êtes pas un travailleur. Ça veut dire un socialiste à la manque.

— Ah bien.

— Dans des considérations générales dont je ne puis vous redonner l'écho même affaibli, l'éminent conférencier nous remontra que la lutte de classe interdisait

aux véritables militants de participer à l'affaire Dreyfus, que le prolétariat ne devait jamais se laisser duper, que le prolétariat doit toujours laisser tous les bourgeois se manger le nez les uns les autres. Vous savez ça aussi bien que moi : on l'a mis dans tous les journaux. Mais où il fut inimitable, ce fut dans la polémique individuelle. Après les bagatelles de la porte et beaucoup d'ambages, il pénétra hardiment au cœur du sujet et nous démontra clair comme le jour que mon petit cousin n'était qu'un vil intellectuel.

— Monsieur, demanda Pierre Deloire, qu'est-ce qu'il est, lui, le citoyen Roland ?

— Roland : il est typographe. Il nous démontra hardiment — —

— Attendez un instant : Vous l'avez vu typographier?

— C'est-à-dire que je ne peux pas l'avoir vu, parce qu'il n'a pas le temps. Mais il est typographe tout de même.

— Alors il est typographe et ne fait pas de typographie.

— C'est cela même. Il est typographe et ne fait pas de typographie.

— C'est un ouvrier manuel ?

— Oui, que c'est un ouvrier manuel, puisqu'il est typographe.

— Alors il est ouvrier manuel et ne travaille pas de ses mains ?

— C'est cela même. Il est ouvrier manuel et ne travaille pas de ses mains. Vous commencez à devenir intelligent. Vous gagnerez beaucoup à causer avec moi. Je ne suis pas une bête. Je sais les distinctions.

— Classons un peu. Le citoyen Roland est un ouvrier manuel qui ne travaille pas de ses mains.

— Exactement : Il est ouvrier manuel et ne travaille pas de ses mains.

— Entendu. Et le citoyen Péguy.

— C'est un intellectuel, puisqu'il a été au lycée.

— Bien, mais il est devenu libraire éditeur.

— Ça ne fait rien : c'est un intellectuel tout de même.

— Il a été aussi longtemps qu'il a pu libraire éditeur et il est redevenu éditeur puis éditeur libraire. Comme éditeur il travaille avec les typographes, à l'atelier — — avec des vrais typographes — — —

— Vous aurez beau dire : c'est un intellectuel tout de même.

— Il travaille avec les typographes, à l'atelier, pour faire de belles pages, de belles couvertures ; il corrige les épreuves, s'abrutit les yeux. Comme libraire il fait des paquets, colle des timbres, dresse des listes, établit des fiches, aligne des commandes, empile des volumes. Il travaille de ses mains.

— Vous l'avez dit : Mon cousin travaille de ses mains, mais il n'est pas un manuel.

— Pour nous résumer :

a) Le citoyen Roland est un manuel, et il ne travaille pas de ses mains ;

b) Le citoyen Péguy n'est pas un manuel, et il travaille de ses mains ; seconde proposition que l'on peut énoncer aussi :

b) Le citoyen Péguy travaille de ses mains, et il n'est pas un manuel.

— Vous y êtes. Je suis fier de vous. Vous ferez honneur à votre maître. Vous serez l'honneur de ma vieillesse, admirable élève, la gloire de mes cheveux blancs. Sachez donc, monsieur, que le citoyen Roland travaille

de la langue. Il est orateur en pied dans le parti ouvrier français. Il fait des tournées interminables en province. Il est causeur infatigable. Tous les soirs il fait des réunions. Toujours en chemin de fer. Mais il suffit pour nous qu'il ait une fois fait quelque apprentissage manuel. Vous savez que l'ordination confère aux curés un caractère indélébile, qui les suit jusqu'en enfer. Dans notre église à nous c'est l'apprentissage manuel qui donne cette consécration. Et l'apprentissage intellectuel donne la consécration contraire. Un ancien manuel, quand il deviendrait le plus retors et le plus riche des politiciens, est toujours du vrai peuple. Un ancien intellectuel, quand il serait pauvre comme le citoyen Job, et quand il serait devenu maçon, est toujours fâcheusement noté. Il est toujours un aristo. Nous ne faisons d'exception que pour les médecins et pour les avocats.

— C'est dit.

— Le citoyen Roland n'eut pas de peine à nous démontrer que mon petit cousin n'était qu'un de ces vils intellectuels, un dreyfusard, un bourgeois, qui veulent commander au prolétariat, duper le prolétariat, le détourner de ses devoirs et de ses intérêts propres, lui faire oublier la lutte de classe. Puis il examina, comme il disait, la seconde face de la question. Le citoyen le Febvre avait dit que mon petit cousin, participant au congrès, y ferait un travail plus utile que le citoyen Roland. — J'admets, répondit le citoyen Roland, que le citoyen Péguy s'est rendu beaucoup plus fort que moi. — Nous lui sûmes le plus grand gré de cette humilité feinte. — J'admets que le citoyen Péguy est beaucoup plus fort que moi. La question n'est pas là. Mais la question est beaucoup plus précise. — Nous aimons

les questions précises, n'est-ce pas. Nous sommes des hommes d'affaires, et non pas des hommes parleurs.

La question n'est pas de savoir qui travaillera le plus et le mieux dans le congrès à la préparation de la révolution sociale; mais la question est de savoir qui soutiendra le plus dans le congrès les intérêts du groupe. L'électeur avant tout. Nous valons bien les bourgeois. Nous avons longtemps déclamé avec eux pour le scrutin de liste contre le scrutin d'arrondissement. Le scrutin d'arrondissement substituait à la politique d'idées la politique d'affaires locales. Mais quand nous eûmes à constituer nos assemblées parlementaires, nous imaginâmes un scrutin près de qui le scrutin d'arrondissement paraît vaste ainsi que le vaste monde. Nous imaginâmes le scrutin de groupe, ou de quartier. Enfin nous pratiquons pour nos assemblées parlementaires ce suffrage restreint et ce suffrage à deux degrés, et à plusieurs degrés, contre lesquels nous avons mené de si ardentes campagnes. A l'usage nous nous apercevons qu'ils sont fort commodes.

Un exemple vous facilitera l'entendement. Quand les électeurs de la première circonscription d'Orléans sont convoqués pour élire un député, ils ne se demandent pas qui sera le meilleur député. Car le député d'Orléans n'est pas le délégué d'Orléans à la meilleure administration de la France *avec* les délégués des autres circonscriptions françaises. Mais, puisque nous vivons sous le régime universel de la concurrence, et puisque la concurrence politique est la plus aiguë des concurrences, le député d'Orléans est exactement le délégué d'Orléans à soutenir les intérêts orléanais *contre* les délégués des autres circonscriptions, qui eux-mêmes en

font autant. Le meilleur député d'Orléans sera donc celui qui défendra le mieux le vinaigre et les couvertures, et le canal d'Orléans à Combleux. Ainsi se forme ce que le citoyen Daveillans nomme à volonté la volonté démocratique du pays républicain, ou la volonté républicaine du pays démocratique.

Les députés socialistes que nous envoyons au Parlement bourgeois obéissent au même régime. Ceux qui sont du midi sont pour les vins, et ceux qui sont du nord sont pour la betterave. Ceux qui représentent le midi protègent vigoureusement les courses de taureaux. Mais ceux qui sont du nord ont un faible pour les combats de coqs. Il faut bien plaire aux électeurs. Et si on ne leur plaisait pas, ils voteraient pour des candidats non socialistes.

Les délégués socialistes que nous envoyons au Parlement socialiste obéissent au même régime. Le délégué du groupe d'études sociales d'Orléans n'est pas le délégué du groupe d'études sociales d'Orléans à la meilleure administration de la préparation de la révolution sociale en France *avec* les délégués des autres groupes français. Mais, puisque nous aussi nous vivons sous le régime universel de la concurrence, et puisque la concurrence politique socialiste est la plus aiguë des concurrences politiques, le délégué du groupe d'études sociales d'Orléans est exactement le délégué du groupe d'études sociales d'Orléans à soutenir les intérêts du groupe d'études sociales d'Orléans *contre* les délégués des autres groupes d'études sociales, qui eux-mêmes en font autant. Le meilleur délégué d'Orléans sera donc celui qui est le plus utile au groupe. Et sur ce terrain-là il était évident que mon petit cousin ne pouvait soutenir la concurrence avec le citoyen Roland.

Quand on passa au vote, la candidature du citoyen Roland obtint six voix. Mais la candidature du citoyen Péguy obtint cinq voix, minorité respectable inattendue : la voix du citoyen le Febvre, ma voix, parce qu'on est bien forcé de voter pour son cousin, et les trois voix des trois citoyens qui se disputaient le plus franchement avec mon petit cousin quand il venait au groupe.

Ainsi parvenu à la conclusion de son compte rendu, mon grand cousin prit un air solennel et continua :

— Ici, continua-t-il, ici intervint une opération mystérieuse, une opération singulière, sur laquelle vous me renseignerez sans doute, messieurs les intellectuels, vous qui savez tout.

Nous dressâmes l'oreille, intrigués.

— Aussitôt, continua froidement mon cousin, aussitôt que le président de séance eut proclamé le résultat du vote, aussitôt que le citoyen président de séance eut proclamé que le citoyen Roland avait obtenu six voix, tandis que le citoyen Péguy n'avait obtenu que cinq voix, d'un commun accord il fut proclamé que le citoyen Roland serait au premier congrès général des Organisations socialistes françaises le délégué du groupe d'études sociales d'Orléans. Et il ne fut plus question du citoyen Péguy. Si bien que le citoyen Roland, ayant obtenu six voix, valut pour onze, et que le citoyen Péguy, ayant obtenu cinq voix, valut pour zéro. Voulez-vous m'expliquer, messieurs les intellectuels, ce que c'est que cette opération d'arithmétique par laquelle six est égal à onze, et cinq égal à zéro.

Nous nous regardâmes hébétés.

— Monsieur, dit Pierre Baudouin, ma philosophie n'avait pas considéré cela.

— Monsieur, dit Pierre Deloire, c'est une opération que l'histoire a fort souvent enregistrée, mais les opérations les plus nombreuses ne sont pas pour cela raisonnables. Je vous avoue que je n'y avais pas encore pensé.

— J'ai fort oublié mon arithmétique, dit Pierre Baudouin. Il faut que nous allions chercher le maître d'école.

— Je savais mon arithmétique à l'école primaire : allons chercher le maître d'école.

— Il ne pourra pas venir aujourd'hui, répondis-je, car il est secrétaire de mairie et doit s'occuper de l'élection. Moi-même je vais vous quitter pour aller voter. Le scrutin ferme à six heures. Vous savez que c'est aujourd'hui que nous donnons définitivement un successeur à M. Marcel Habert. Je tiens à voter, car je ne suis pas un abstentionniste, comme le prétendent mes noirs ennemis. Je vais voter pour le candidat *patriote*.

Ce mot sur mon cousin fit un effet prodigieux. Tout le temps que mes deux amis s'étaient récusés, il rayonnait, attendant le maître d'école. Mais au mot de *patriote* il fit un saut prodigieux.

— C'est donc vrai, hurla-t-il avec des éclats terribles, on me l'avait bien dit que tu trahissais la République. Tu vas voter pour un sale nationaliste, pour un militariste, pour ce comte de Caraman dont j'ai vu sur la route les affiches tricolores.

— Non, les affiches tricolores étaient de M. l'abbé Louis Georges. Je vais voter pour M. Olivier Bascou, candidat de la défense républicaine. C'est lui qui a mis sur une affiche : *patriote avant tout*, en lettres grosses comme le doigt.

LA CHANSON DU ROI DAGOBERT

24 mars 1903.

Orsay en Hurepoix, Ile de France, inclus aujourd'hui dans le département de Seine-et-Oise, pour les élections dans la deuxième ou dans la troisième circonscription de Versailles, à moins que ce ne soit dans la quatrième, s'il y en a une quatrième,

le dixième jour avant les calendes d'avril de l'an mil neuf cent trois,

Mon cher Péguy,

Voici le premier traité où je mets mon système du monde. Les vingt premiers couplets sont les couplets traditionnels, que nous chantons le soir pour endormir nos enfants. Je me suis permis de faire les couplets suivants. Je ne suis pas celui qui fait la leçon à nos anciens auteurs. Je suis tout comme celui qui fit ou ceux qui firent les couplets traditionnels.

Ces couplets nouveaux se meuvent entre le rythme des couplets traditionnels et deux bases qui sont la

prose et l'alexandrin ; les couplets traditionnels et les couplets nouveaux construits sur le rythme traditionnel se chanteront sur l'air traditionnel ; des deux bases, la prose est à dire, et l'alexandrin se déclame ; les airs des autres couplets nouveaux se meuvent entre cet axe et les deux bases.

Il fallait arrêter les airs nouveaux dérivés de l'air ancien, les airs seconds dérivés de l'air premier. En ce sens, il fallait écrire la musique de cette chanson. J'ai demandé à Romain Rolland de vouloir bien l'écrire. Il m'a fait l'amitié d'accepter.

Pierre Baudouin

A la mémoire de ma grand mère,
paysanne,
qui ne savait pas lire,
et qui première m'enseigna
le langage français,

Pierre Baudouin

Le roi faisait des vers
Mais il les faisait de travers ;

Le grand saint Éloi
Lui dit ô mon roi,
Laissez aux oisons
Faire des chansons ;

— C'est vrai, lui dit le roi,
C'est toi qui les feras pour moi.

LA CHANSON DU ROI DAGOBERT

Première chansonnée.

1

Le bon roi Dagobert
A mis sa culotte à l'envers;
Le grand saint Éloi
Lui dit ô mon roi,
Votre Majesté
Est mal culottée ;
— C'est vrai, lui dit le roi,
Je vais la remettre à l'endroit.

2

Comme il la remettait,
Un peu trop il se découvrait ;
Le grand saint Éloi
Lui dit ô mon roi,
Vous avez la peau
Plus noir' qu'un corbeau ;
— C'est vrai, lui dit le roi,
La rein' l'a bien plus noir' que moi.

3

Le bon roi Dagobert,
Ses bas étaient mangés des vers;
Le grand saint Éloi
Lui dit ô mon roi,
Vos deux bas cadets
Font voir vos mollets;
— C'est vrai, lui dit le roi,
Les tiens sont bons, donne-les moi.

4

Le bon roi Dagobert
Portait manteau court en hiver;
Le grand saint Éloi
Lui dit ô mon roi,
Votre Majesté
Est tout écourtée;
— C'est vrai, lui dit le roi,
Fais-moi rallonger de deux doigts.

5

Le bon roi Dagobert
Avait un beau justaucorps vert;
Le grand saint Éloi
Lui dit ô mon roi,
Votre habit paré
Au coude est percé;
— C'est vrai, lui dit le roi,
Le tien est bon, prête-le moi.

6

Le bon roi Dagobert
Faisait peu sa barbe en hiver;
Le grand saint Éloi
Lui dit ô mon roi,
Il faut du savon
Pour votre menton;
— C'est vrai, lui dit le roi,
As-tu deux sous? prête-les moi.

7

Le bon roi Dagobert,
Sa perruque était de travers;
Le grand saint Éloi
Lui dit ô mon roi,
Votre perruquier
Vous a mal coiffé;
— C'est vrai, lui dit le roi,
Je prends ta tignasse pour moi.

8

Le bon roi Dagobert,
Son chapeau le coiffait en cerf;
Le grand saint Éloi
Lui dit ô mon roi,
La corne au milieu
Vous siérait bien mieux;
— C'est vrai, lui dit le roi,
J'avais pris modèle sur toi.

9

Le bon roi Dagobert
Voulait s'embarquer sur la mer;
Le grand saint Éloi
Lui dit ô mon roi,
Votre Majesté
Se fera noyer;
— C'est vrai, lui dit le roi,
On pourra crier : *le roi boit.*

10

Le bon roi Dagobert
Chassait dans la plaine d'Anvers;
Le grand saint Éloi
Lui dit ô mon roi,
Votre Majesté
Est tout essoufflée;
— C'est vrai, lui dit le roi,
Un lapin courait après moi.

11

Le roi faisait des vers
Mais il les faisait de travers;
Le grand saint Éloi
Lui dit ô mon roi,
Laissez aux oisons
Faire des chansons;
— C'est vrai, lui dit le roi,
C'est toi qui les feras pour moi.

12

Le bon roi Dagobert
Allait à la chasse au pivert;
Le grand saint Éloi
Lui dit ô mon roi,
La chasse aux coucous
Vaudrait mieux pour vous;
— C'est vrai, lui dit le roi,
Je vais tirer, prends garde à toi.

13

Le bon roi Dagobert
Voulait conquérir l'univers;
Le grand saint Éloi
Lui dit ô mon roi,
Voyager si loin
Donne du tintouin;
— C'est vrai, lui dit le roi,
Il vaut mieux demeurer chez moi.

14

Le bon roi Dagobert
Se battait à tort à travers;
Le grand saint Éloi
Lui dit ô mon roi,
Votre Majesté
Se fera tuer;
— C'est vrai, lui dit le roi,
Mets-toi bien vite devant moi.

15

Le bon roi Dagobert
Avait un grand sabre de fer;
Le grand saint Éloi
Lui dit ô mon roi,
Votre Majesté
Pourrait se blesser;
— C'est vrai, lui dit le roi,
Qu'on me donne un sabre de bois.

16

Le roi faisait la guerre
Mais il la faisait en hiver;
Le grand saint Éloi
Lui dit ô mon roi,
Votre Majesté
Se fera geler;
— C'est vrai lui dit le roi,
Je m'en vais retourner chez moi.

17

Le bon roi Dagobert
Mangeait en glouton du dessert;
Le grand saint Éloi
Lui dit ô mon roi,
Vous êtes gourmand,
Ne mangez pas tant;
— C'est vrai, lui dit le roi,
Je ne le suis pas tant que toi.

18

Le bon roi Dagobert
Avait un vieux fauteuil de fer ;
Le grand saint Éloi
Lui dit ô mon roi,
Votre vieux fauteuil
M'a donné dans l'œil ;
— C'est vrai, lui dit le roi,
Fais-le vite emporter chez toi.

19

Le bon roi Dagobert
Ayant bu, allait de travers ;
Le grand saint Éloi
Lui dit ô mon roi,
Votre Majesté
Va tout de côté ;
— C'est vrai, lui dit le roi,
Quand t'es gris, marches-tu plus droit.

20

Quand Dagobert mourut,
Le diable aussitôt accourut ;
Le grand saint Éloi
Lui dit ô mon roi,
Satan va passer,
Faut vous confesser ;
— Hélas, dit le bon roi,
Ne pourrais-tu mourir pour moi.

21

Le bon roi Dagobert
Avait mis son bel habit vert;

Le grand saint Éloi
Lui dit ô mon roi,
Votre Majesté
Semble un perroquet;

— Nous semblons, dit le roi,
Les perroquets du coin du quai.

22

Le bon roi Dagobert
Semblait un beau perroquet vert;

Le grand saint Éloi
Lui dit ô mon roi,
Vous voulez parler
Du quai aux oiseaux,
Face à la cité
Lez les grandes eaux;

— Nous semblons, dit le roi,
Les perroquets du coin du quai.

23

Le bon roi Dagobert
Sautillait en perroquet vert ;
Le grand saint Éloi
Lui dit ô mon roi,
Votre Majesté
Marche en perroquet ;
— Siégerons, dit le roi :
Perchoir en cage au coin du quai.

24

Le bon roi Dagobert
Jacassait en perroquet vert ;
Le grand saint Éloi
Lui dit ô mon roi,
Votre Majesté
Jase en perroquet ;
— Parlerons, dit le roi :
Parloir en cage au coin du quai.

25

Le bon roi Dagobert
Semble académicien vert ;
Le grand saint Éloi
Lui dit ô mon roi,
Votre Majesté
Veut se présenter ?
— Je serai, dit le roi,
Nommé par les quarante voix.

26

D'avance Dagobert
Vêtit habit brodé de vert ;

Le grand saint Éloi
Lui dit ô mon roi,
Votre Majesté
Est mal culottée ;

— C'est vrai, lui dit le roi,
Je vais me remettre à l'endroit.

27

Le bon roi Dagobert
A mis bas son bel habit vert ;

Le grand saint Éloi
Lui dit ô mon roi.
Votre Majesté
Veut se désister ?
De sa candidature.

— Ils sont trop verts pour moi,
Ils sont trop verts, dit-il, et bons pour des goujats. (1)

(1) Fit-il pas mieux que de se plaindre ?

28

Le bon roi Dagobert
Avait semé des blés d'hiver ;

Le grand saint Éloi
Lui dit ô mon roi,
Blés qu'avez semés
Ne moissonnerez,
Ne seront comblés
Nos greniers à blés ;

— C'est vrai, lui dit le roi,
Gelés sont morts transis de froid.
Transis trempés tremblants gelés sont morts de froid.

29

N'avez pas Dagobert
Gant de velours et main de fer ;

Le grand saint Éloi
Lui dit ô mon roi,
Juste fermeté,
Suprême bonté ;

— Je sais, dit Dagobert,
Main de velours et gant de fer.

30

Ayons, dit Dagobert,
Main de velours et gant de fer ;

Le grand saint Éloi
Lui dit ô mon roi,
Vous errez tous jours,

Demain comme hier,
Et comme aujourd'hui ;

Vos esprits sont lourds
A toute altitude,
A tout niveau d'air ;

Entendements sourds
De décrépitude,

Et vos sens balourds,
Et vos pensers gourds
De béatitude
Été comme hiver ;

Bafouillez tous jours,
De jour et de nuit,
Me baillez ennui ;

— C'est vrai, lui dit le roi,
Sauf le respect que tu me dois.

31

Voire, dit Dagobert,
Gants de velours coûteront cher ;

Le grand saint Éloi
Lui dit ô mon roi,
Les velours
Sont lourds
Pour en faire gants,
Le fer
N'est pas cher
Pour mains en fer blanc ;

— J'aurai donc, dit le roi,
Main de fer dessous gant de soie.

32

Le bon roi Dagobert
Avait un bois de chêne-vert ;

Le grand chauve Éloi
Lui dit ô mon roi,
Poils de ces forêts
Ne tombent jamais ;

— Ne serons, dit le roi,
Verts aussi longtemps que nos bois.

33

Relisait Dagobert
Les voyages de Gulliver ;

Le grand saint Éloi
Lui dit ô mon roi,
N'a pu voir des hommes ;
Hauts comme trois pommes ;

— Trois pommes ? dit le roi,
En a vus hauts comme trois noix.

Parlé

Trois pommes et un calot, disait ma grand mère.

34

Le bon roi Dagobert
Dit : Je ne connais pas Abner ;

Le grand saint Éloi
Lui dit ô mon roi,
C'est un général
Gouvernemental ;

— C'est vrai, lui dit le roi,
Nous le ferons nommer grand croix.

35

Le vieux roi Dagobert
Avait taillis de chêne-vert ;

Le grand saint Éloi
Lui dit ô mon roi,
Bois qu'avez planté
Ne menuiserez ;

— Serons, lui dit le roi,
Menuisés devant que nos bois.

36

Le bon roi Dagobert
Adorait le soleil d'hiver ;

Le grand saint Éloi
Lui dit ô mon roi,
Veuillez n'adorer
Que le Créateur,
Et tout rapporter
Au premier auteur ;

Si Dieu l'eût voulu froid,
Soleil vous glacerait d'effroi.

37

Le bon roi Dagobert
Fit battre monnaie : à l'avers

Le grand saint Éloi
Lui dit ô mon roi,
Nous mettrons emblème...
— Sous diadème

On fera mon portrait,
Rien n'est beau comme un roi bien fait.

38

Le bon roi Dagobert
Fit battre monnaie ; au revers

Le grand saint Éloi
Lui dit ô mon roi,
Nous mettrons devise
Et non balourdise ;

— Nous mettrons, dit le roi,
Que ça vaut deux livres tournois.

39

Le bon roi Dagobert
Connaît parfaitement Fabert ;

Le grand saint Éloi
Lui dit ô mon roi,
Ce fut un féal
Du grand Cardinal,
Et sous le grand roi
Devint maréchal ;

— Faber ? lui dit le roi,
C'est un crayon numéro trois.

40

Le bon roi Dagobert
Méconnaissait Martin Luther ;

Le grand saint Éloi
Lui dit ô mon roi,
Fut moine augustin...
Le roi, chantonnant :
Qui se couchait tard
Et se levait matin ;

Ne m'en conte pas tant :
Ce fut un pasteur protestant.

41

Le bon roi Dagobert
Voulait se battre à Champaubert ;
Le grand saint Éloi
Lui dit ô mon roi,
Bataille donnée
Jà nonante années ;
— Dommage, dit le roi,
J'eusse été brave cette fois.

42

Le bon roi Dagobert
Allait à la chasse à Ouzouer ;
Le grand saint Éloi
Lui dit ô mon roi,
Votre Majesté
N'est pas invitée ;
— C'est vrai, lui dit le roi,
Ils nous ont robé nos grands bois.

43

Le bon roi Dagobert
Demanda que c'est que *liber ;*
Le grand saint Éloi
Lui dit ô mon roi,
Voyez dans la tige
Entre écorce et bois...
— Je sais, lui dit le roi,
C'est où, dans un litige,
Il ne faut pas mettre le doigt.

44

Le bon roi Dagobert
Fit tailler tapis de drap vert ;

Le grand saint Éloi
Lui dit ô mon roi,
C'est pour ambassade
Et parler maussade ;

— Sauras-tu, dit le roi,
Jouer au billard avec moi?

45

Chantonnait Dagobert
La chanson du roi *galant vert ;*

Vive Henri quatre ;
Vive ce roi vaillant ;

Ce diable à quatre
A le triple talent

De boire et de se battre,
Et d'être un vert galant ;

Le grand saint Éloi
Lui dit ô mon roi,
C'était un Bourbon,
Hobereau gascon ;

— C'est vrai, lui dit le roi,
Ce n'était pas même un Valois.

Parlé

Moi, au moins, je suis un Mérovingien.

46

Malbrough s'en va-t-en guerre ;
Alla chez le roi Dagobert ;

Le grand saint Éloi
Lui dit ô mon roi,
C'est un conquérant,
Ne tremblez pas tant ;

— Je tremble, dit le roi,
De tout mon corps, mais c'est de froid.

47

Le bon roi Dagobert
Connaissait le bonhomme Hiver ;

Le grand saint Éloi
Lui dit ô mon roi,
C'est un personnage
Feint par image ;

— Je l'ai vu, dit le roi,
Barbe blanche et manteau de froid.

48

Récitait Dagobert
L'apologue du pot de fer;
Le grand saint Éloi
Lui dit ô mon roi,
Serons-nous toujours
Casseurs ou cassés;
Sans aucun recours
Voleurs ou volés;
Sans aucun secours
Tueurs ou tués;
N'est-il pas un tiers
Acheminement;
— Je ferai, dit le roi,
L'apologue du pot de bois.

49

Le bon roi Dagobert
Émit emprunt, ne fut couvert;
Le grand saint Éloi
Lui dit ô mon roi,
Votre Majesté
N'est pas argentée;
— Je devais, dit le roi,
Bâtir un monument bourgeois.

50

Le bon roi Dagobert
Ne mit jamais sur tapis vert ;
Le grand saint Éloi
Lui dit ô mon roi,
Ces petits chevaux
Ont dans leurs sabots
Plus d'un héritage ;
— Ne mettons, dit le roi,
Jamais que sur chevaux de bois.

51

Le bon roi Dagobert
Voulait prêcher dans le désert
Comme le Baptiste ;
Le grand saint Éloi
Lui dit ô mon roi,
Parlez à Paris
Emprès de Saint-Denis ;
C'est le plus grand désert
Qu'ayons au royaume de France.

52

Le bon roi Dagobert
Avait aux *cahiers* compte ouvert ;
Le sage Bourgeois
Lui dit ô mon roi,
Ne confondons pas
L'*avoir* et le *doit ;*
— L'*avoir*, c'est ce qui tombe,
Et ce qui monte, c'est le *doit*.

53

J'ai vu, dit Dagobert,
L'enterrement de Canrobert ;
Le grand saint Éloi
Lui dit ô mon roi,
Fut un général
Obsidional :
— Tout va bien, dit le roi,
C'est un maréchal qui signoit.

54

Dit le roi Dagobert :
Ne faut manger son bled en vert ;

Le grand saint Éloï
Lui dit ô mon roi,
Tant de Mazarins
Nous ont fait chanter,
Tant de mandarins
Se sont fait ganter,

Que le grand peuple roi
Couchera sur planche de bois.

55

Dit le roi Dagobert :
Il faudrait un nouveau Colbert ;

Le grand saint Éloi
Lui dit ô mon roi,
Finance
De France
Est mal en balance :

— Bouffon du peuple roi,
Colbert ne tiendrait pas six mois.

56

Arrachait Dagobert
Un surgeon de cognassier vert ;

Le grand saint Éloi
Lui dit ô mon roi,
Je n'ai pas besoin
De cet arbre à coing,
J'ai moi-même en bosse
Ouvragé ma crosse ;

— Crosse d'or, dit le roi :
Évêque d'or, crosse de bois.

57

Dit le roi Dagobert :
On ne me prend jamais sans vert ;

Le grand saint Éloi
Lui dit ô mon roi,
Quand viendra le temps,
En moins d'un instant,
Je connais pourtant
Qui vous y prendra ;

— J'affirme, dit le roi,
Qu'on ne me prend jamais sans bois.

58

Dit le roi Dagobert :
Qui sais-tu qui me prend sans vert ?

Le grand saint Éloi
Lui dit ô mon roi,
Quand viendra le temps,
En moins d'un instant,
Je connais pour tant
De savoir constant
Qui vous y tiendra ;

— J'affirme, dit le roi,
Que nul ne me tiendra sans bois.

59

Dit le roi Dagobert :
Tu connais qui me tient sans vert ;

O grand saint Éloi
Ni prince ni roi
Le chaud ni le froid
L'audace ou l'effroi
Pris ne m'y tiendra ;

J'affirme, dit le roi,
Que nul ne me tiendra sans bois.

60

Dit le roi Dagobert :
Tu sais qui me tiendra sans vert ;

Le grand saint Éloi
Lui dit ô mon roi,
La mort capitale,
A tout corps fatale,
Aux vivants vitale,

Un jour vous prendra ;

La mort prévôtale,
Expérimentale,
Fondamentale,

Tous jours vous tiendra ;

La monumentale
Mort vous aura ;

Notre mort dotale
Noces fera ;

Mort sacerdotale
  Messe dira ;

Au doigt, digitale,
Anneau passera ;

Cette mort frontale
Au front touchera ;

Mort pariétale
Au crâne luira ;

Cette mort dentale
Aux dents claquera ;

La mort palatale
Amère sera ;

Mort congénitale
Avec nous naîtra ;

Mort vraiment natale
  Naître fera ;

Non pas mort totale
Ame arrachera ;

Non pas mort mentale
Esprit sauvera ;

Non sentimentale
Amour parfera ;

Quand l'horizontale
Te couchera ;

Mort décrétale
Disciplinera ;

Trauscontinentale
Par tout s'en va

Est-occidentale
Ici passera ;

Ouest-orien
tale y reviendra ;

Cette mort brutale
Adonc vous prendra ;

Vous prendra sans vert
Sans vert et sans bois ;

— Nulle mort, dit le roi,
Ne nous vient que Dieu ne l'envoie.

61

Le bon roi Dagobert
Aimait le bois sec en hiver ;

Le grand saint Éloi
Lui dit ô mon roi,

Joyeuse flambée
Est la joie
Des yeux ;

Verbeuse assemblée
Est la joie
Des vieux ;

— Rien ne vaut feu de bois,
O mon beau feu de bois,
Feu plus cher que grégeois,

Rien ne vaut feu de bois
Pour chauffer mon vieux corps de roi.

62

Le bon roi Dagobert
Aimait le vin sec en hiver ;

Le grand saint Éloi
Lui dit ô mon roi,

Bouteille jolie
Est la joie
Des yeux,

Bouteille ma mie
Est la joie
Des vieux ;

Lippeuse lampée
Est la joie
Des dieux ;

— Rien ne vaut le Blésois,
Le petit vin de Blois,
Vin de sable et de bois,

Rien ne vaut le Blésois
Pour chauffer mon vieux cœur de roi.

63

Le bon roi Dagobert
Voulait aller courre le cerf;

Le grand saint Éloi
Lui dit ô mon roi,

Une hérédité
De férocité
Vous remonte au cœur;

Vous irez en chœur
Sur bête seulée;

Vous serez traqueur
De bête affolée;

Vous serez claqueur
Et maître piqueur
De meute gueulée;

Finirez vainqueur
De bête essoufflée,
De biche aux abois;

Vilement moqueur
De bête acculée ;

Facile dagueur,
Sanglant disséqueur
De biche pâmée ;

— Que veux-tu, dit le roi,
J'aime le son du cor le soir au fond des bois.

64

Tous les ans Dagobert
Se payait un *Mathieu Laensberg ;*

Le grand saint Éloi
Disait toutes fois :
Livres qu'achetez
Sont fort mal portés ;
Ne tenez auteurs
Que des colporteurs ;
Livres qu'achetez
Seront mal notés ;

— C'est vrai, disait le roi ;
Mais le lisait en tapinois.

65

Le bon roi Dagobert
Vit un ballon monter dans l'air ;

Le grand saint Éloi
Lui dit ô mon roi,
C'est quelque savant
Qui va s'élevant ;

— Non, c'est un *numéro :*
Montrant l'affiche :
Fête annuelle à Palaiseau.

66

Tous les jours Dagobert
Consultait son *Mathieu Laensberg ;*

Le grand saint Éloi
Lui dit cette fois :
Lisez nos savants
Météorologues
Et non décevants
Larrons astrologues ;

— Rien ne vaut, dit le roi,
Véritable triple Liégeois.

67

Le bon roi Dagobert
Eut à monter en chemin d'fer ;

Le grand saint Éloi
Lui dit ô mon roi,
Votre Majesté
Sera brouettée ;

— Mieux aimais-je l'arroi
De mon vieux carrosse de bois.

68

Le bon roi Dagobert
Avait un pardessus d'hiver ;

Le grand saint Éloi
Lui dit ô mon roi,
Les bourgeois cossus
Ont des pardessus ;

— Quand les bourgeois sont rois,
Tant vaut que les rois soient bourgeois.

69

Le bon roi Dagobert
Voulait monter dans le tender;

Le grand saint Éloi
Lui dit ô mon roi,
Le tender n'est bon
Que pour le charbon;

— Je vaux bien, dit le roi,
Deux cents kilos de charleroi.

70

Le bon roi Dagobert
Pleura le vieux Scheurer-Kestner;

Le grand saint Éloi
Lui dit ô mon roi,
Il est mort à temps,
Ne pleurez pas tant :

N'a pas vu toutes fois
Ses amis parjurer leur foi.

71

Le bon roi Dagobert
Votait pour monsieur Paul Doumer ;

Le grand saint Éloi
Lui dit ô mon roi,
C'est un député
Plein d'activité ;

— C'est le grand vice-roi,
Soleil levant des Tonkinois.

72

Dit le roi Dagobert :
J'ai connu beaucoup les Humbert ;

Le grand saint Éloi
Lui dit ô mon roi,
Fûtes-vous ministre
Ou bandit sinistre ?

— Eh non, lui dit le roi,
Je parle de ceux qui sont rois.

Parlé

Umberto, re d'Italia : tu ne t'es donc jamais fait refuser une pièce de quarante sous aux guichets de mes fermiers généraux.

73

Le bon roi Dagobert
Fut nommé préfet de Quimper;

Le grand saint Éloi
Lui dit ô mon roi,
Vos administrés
Ne sont pas lettrés;

— Vaillant soldat du roi
Ne doit signer que par sa croix.

74

Le bon roi Dagobert
Bafouillait à tort à travers;

Le grand saint Éloi
Lui dit ô mon roi,
Votre Majesté
Sera député;

— Je resterai donc roi;
Le roi est mort : vive le roi!

75

Le bon roi Dagobert
A tout venant disait *mon cher ;*

Le grand saint Éloi
Lui dit ô mon roi,
Vous serrez les mains
De tous ces vilains ?

— Ils votent, dit le roi,
Neuf mille trois cent vingt-sept voix.

76

Le bon roi Dagobert
A tout venant dit : *Bonjour, cher ;*

Le grand saint Éloi
Lui dit ô mon roi,
Courez tant d'amis
Que semble fourmis ;

— Ami suis, dit le roi,
Non de leur cœur mais de leurs voix.

77

Le bon roi Dagobert
Devint ainsi parlementaire ;

Le grand saint Éloi
Lui dit ô mon roi,
Votre Majesté,
Daignez m'écouter ;

— Je suis sourd, dit le roi ;
Il pleut sur ma profession d'foi.

78

Le bon roi Dagobert
Devint alors autoritaire ;

Le grand saint Éloi
Lui dit ô mon roi,
Votre Majesté,
Veuillez regarder ;

— Aveugle, dit le roi,
Je fais, défais, refais la loi.

Imitant un aveugle :

Ayez pitié d'un pauvre aveugle !

Imitant un camelot, puis un ouvrier :

Demandez le repasseur, le rapetasseur, le rafis-

toleur, le rapetisseur, le rapapilloteur, le raccommodeur, le rétameur de lois; avez-vous des ciseaux, des couteaux à repasser? voilà le repasseur, voilà le rémouleur.

79

Le bon roi Dagobert
Descendait place Walhubert;

Le grand saint Éloi
Lui dit ô mon roi,
Vous pouvez rouler
Jusqu'au quai d'Orsay;

— J'ai peur, lui dit le roi,
D'étouffer dessous tous ces quais.

80

Pour un temps Dagobert
Ici brisa la rime en *ert;*

Le grand saint Éloi
Lui dit ô mon roi,
Tant avons chanté
Que faut déchanter :

— Ne pouvons, dit le roi,
Battre tant longtemps que beffroi.

81

Le bon roi Dagobert
Ici rejoint la rime en *ert* ;

Le grand saint Éloi
Lui dit ô mon roi,
Comme avons chanté
Allons rechanter ;

— Attends, lui dit le roi,
Que j'ajoute à ma lyre une corde de bois.

82

Le bon roi Dagobert
Avait vu danser le nain vert ;
Le nain vert Obéron, jouant au bord des flots,
Sauterait par-dessus sans mouiller ses grelots ;

SAINT ÉLOI

S'il est un nom bien doux, fait pour la poésie,
Ah ! dites, n'est-ce pas le nom de la Voulzie ?

DAGOBERT

La Voulzie, est-ce un fleuve aux grandes îles ?

SAINT ÉLOI

Non!
Mais avec un murmure aussi doux que son nom,
Un tout petit ruisseau, coulant visible à peine ;

DAGOBERT

Un géant altéré le boirait d'une haleine ;
Le nain vert Obéron,

— Tu vois bien qu'il existe.

SAINT ÉLOI fait un signe de dénégation.

DAGOBERT insiste, et, levant en courbe l'index de la main gauche :

Le nain vert Obéron, jouant aux bords des flots,
Sauterait par dessus, sans mouiller ses grelots.

SAINT ÉLOI, voulant rompre la conversation :

Mais j'aime la Voulzie, et ses bois noirs de mûres,
Et, dans son lit de fleurs, ses bonds et ses murmures ;
Enfant, j'ai bien souvent, à l'ombre des buissons,
Dans le langage humain traduit ses vagues sons ;
Pauvre écolier rêveur, et qu'on disait sauvage,
Quand j'émiettais mon pain à l'oiseau du rivage,
L'onde semblait me dire : « Espère ! aux mauvais jours,
Dieu te rendra ton pain ! » Dieu me le doit toujours !

Un temps de tristesse et de silence. Dagobert, d'une voix basse et grave :

— Tu vois bien que le nain vert existe. S'il n'existait pas, Hégésippe Moreau, qui est un auteur sérieux, qui vient d'avoir son monument, et qui est dans le Merlet, n'en parlerait pas.

Comme il est heureux que j'aie fait mes études et que j'aie acheté ce Merlet quand j'étais à Sainte-Barbe, 2, rue Cujas, Paris, en cinquième A, douzième étude.

Après un long silence :

— As-tu vu la Voulzie?

— Je n'en ai pas besoin, dit saint Éloi ; je la connais par les vers d'Hégésippe Moreau.

— J'ai vu la Voulzie, dit solennellement Dagobert ;

C'était, en septembre dernier, — septembre 1902, — en Brie, aux manœuvres de la dixième division : nous recommencions, comme je le fais désormais tous les deux ans, cette immortelle campagne de France ; et je n'ai pas besoin de vous dire que nous évitions soigneusement les quelques fautes qui, dans la réalité, notèrent cette campagne ; ce qui prouve que nos généraux sont devenus beaucoup plus forts que ne l'était le général Napoléon ; c'est même pour cela qu'aussitôt après la fin des manœuvres le général qui nous commandait fut promu général commandant un corps d armée.

Donc un jour que la dix-neuvième brigade s'était battue vaillamment, furieusement, et sagement, contre la vingtième, à moins que ce ne fût la dixième division tout entière qui se fût battue vaillamment, furieusement, et sagement, contre le célèbre ennemi figuré ; quand le rassemblement eut sonné,...

Commencée au bon soleil de la campagne, la bataille avait peu à peu fini sous la pluie oblique épaisse, et dans la boue de la terre grasse des terres ; quand le rassemblement eut sonné, quand on eut piétiné sur place immobile dans la terre au bord de la route le temps indispensable, on se remit en route pour la grand halte sous la pluie, car il ne pleuvait pas moins que dans *l'Aube fraternelle*, et pour la grand halte les troupes ne s'acheminèrent pas vers une aire plane, sèche et bien aérée ; mais brusquement elles descendirent lourdement de la route à droite par un chemin boueux, glissant, liquide, mouillé, de flaques, de terre, et d'herbes glissantes, gluantes, piétinées de boue. Les premiers pouvaient marcher encore ; mais les suivants glissaient, tombaient, descendaient, coulaient dans une basse prairie humide comme une mare, où tous les pieds ferrés et cloutés de tous les hommes barbotaient dans la vase et dans les herbes flasques souillées vaseuses.

Vous savez ce que c'est que la grand halte. Celle-ci fut lamentable. Naturellement les hommes manquaient d'eau. On manque toujours d'eau quand il pleut. On manquait de bois, sec. Tout était trempé. On manquait de tout. Tout le monde était éreinté. On ne put faire le café. On mangea couché, vautré comme on pouvait sur la courte berge luisante, glissante, herbeuse, vaseuse, du petit, tout petit ruisseau commun de Brie qui passait au bord du pré, en contre bas de la route. On tortillait comme on pouvait son pain trempé, on mangeait depuis dix minutes des sardines et du saucisson, quand quelqu'un demanda :

— Qu'est-ce que c'est que cette affaire-là qui coule ?

— Je ne sais pas, dit un autre.

Et moi non plus je ne savais pas, tout savant que mes bons maîtres m'aient fait.

— C'est la Voulzie, dit négligemment un qui était du pays.

Soudaine révélation : la Voulzie ! A ce nom merveilleux, à cette invocation soudaine, à ce nom mémorable, à ce nom de Voulzie, je frissonnai des pieds à la tête, comme je le fais, tout roi que je suis, toutes les fois que je suis introduit dans la présence d'un personnage célèbre. Une rougeur me monta au visage, un frissonnement chaud de la nuque. Vraiment c'était là cette immortelle Voulzie. D'un éclair ma mémoire fut présente, et dans ma mémoire ouverte les souvenirs du passé me remontèrent. Et d'un seul regard je recommençai le lent chemin de ma jeunesse. D'un regard je revis la bonne maison de Sainte-Barbe, et dans cette bonne maison libre d'enseignement libre la sombre, sévère, sérieuse et d'autant la douce étude habituelle, chaude en hiver, fraîche en été ; je revis la présidence du bon Potot ; je revis ma jeunesse, la jeunesse des poètes, Homère, et la jeunesse du monde. Découverte jeune et connaissance du monde par les livres amis. Voyages dans les pays où mon corps ne voyagera jamais. Images vues, que le regard de mon corps ne verra jamais. Voyages dans les temps éternellement abolis ; renaissance des âges qui ne renaîtront pas : images vues, que nul regard d'homme jamais ne reverra : existence prodigieuse des âges qui n'existeront plus : résurrection, retour non encore éprouvé des âges éternellement révolus. Voyages dans les temps où nul corps d'homme jamais ne voyagera plus, par quelle soirée d'hiver de ma jeunesse ancienne, sous l'écheveau

de la lumière des lampes, — quel grand poète un jour a découvert que la lumière des lampes familiales formait un écheveau.

— C'étaient des lampes à huile, dit saint Éloi. Elles étaient très douces pour les yeux.

— Par quelle soirée d'hiver de ma jeunesse ancienne, sous l'écheveau de la lumière des lampes, avais-je pour la première fois de ma jeunessse ouvert ce Merlet rose gris à la page quatre cent trente-trois.

Saint Éloi, chantonnant :

Page quatre cent trente-trois.

— Monsieur Dagobert, me dit le capitaine Loiseau, vous prenez encore un morceau de saucisson ?

— Vous êtes sans doute officier de réserve, demanda saint Éloi.

— Sous-lieutenant de réserve, naturellement, puisque je suis le roi.

— Monsieur Dagobert, me dit le capitaine Loiseau, vous prenez encore un morceau de saucisson ?

— Si vous voulez, mon capitaine.

— Vous lui parlez bien, à votre capitaine.

— Je lui parle comme je dois : respectueusement, parce qu'il est mon supérieur dans la hiérarchie militaire, et parce qu'il est plus âgé que moi ; parce qu'il a trois galons et qu'il avait la barbe grise ; affectueusement, parce qu'il était un brave homme affectueux et rude, brusque et bon, brute et doux.

Saint Éloi chantonnant :

Je lui parle comme je dois.

— Monsieur Dagobert, me dit le capitaine Loiseau, vous prenez encore un morceau de saucisson ?

— Si vous voulez, mon capitaine.

Et comme j'avais appris de long temps, — et dans le service militaire, et dans un certain nombre de services non militaires, — à taire les mouvements de mon esprit et les sentiments de mon âme, rien dans le son de ma voix, ni dans l'inflexion de ma phrase, ni dans le regard de mes yeux, ni dans le geste habituel de ma main tendue pour saisir le papier blanc glacé transparent gras de charcuterie graisseux, rien ne trahit le prodigieux voyage de retour que je dus faire instantanément pour m'en revenir des pays d'enchantement et de jeunesse non renouvelable où ma mémoire m'avait transporté.

J'étais donc assis au bord de ce ruisseau commun de Brie, sur la courte berge penchée, dans l'herbe trempée souillée vaseuse ; autour de moi mes camarades mangeaient ; et parmi eux comme eux avec eux je mangeais ; car pendant tout le temps que ma mémoire m'avait tenu transporté dans le pays de ma jeunesse et dans l'âge de mon enchantement, je n'avais pas cessé un seul instant de manger parmi mes camarades ; je n'avais pas cessé un seul instant d'être un sous-lieutenant de réserve qui mangeait comme il pouvait sous la pluie épaisse et fatigante ; assis, couchés, vautrés autour de moi mes camarades mangeaient ; aucun d'eux n'avait bougé, comme j'en eus soudain l'assurance par une singulière et curieuse reconnaissance rétrospective. aucun d'eux n'avait bougé à ce nom de la Voulzie.

Ainsi pendant que ma mémoire m'avait transporté dans le pays d'enchantement, en même temps elle entendait, enregistrait et conservait tout ce qui se passait dans le pays de la réalité. J'avais été vraiment double. J'avais été un homme qui revit dans le temps non renouvelable de sa jeunesse ; et dans le même

temps, étant le même, j'avais été un sous-lieutenant de réserve d'infanterie qui déjeune et qui fait la grand halte avec ses camarades.

Je m'aperçois, aujourd'hui que je suis de tout repos, que ma mémoire tenait beaucoup à enregistrer, à mesure qu'ils se produiraient, les événements de la réalité présente ; parce qu'elle était jalouse de la restitution qu'elle faisait, parce qu'elle défendait jalousement cette restitution, parce qu'elle sentait d'instinct qu'elle serait d'autant plus libre de se donner toute à l'audacieuse restitution qu'elle serait plus exacte à faire en même temps l'enregistrement de l'infatigable réalité présente ; car autant qu'elle était exacte à bien enregistrer l'écoulement inépuisable de la réalité présente, elle maintenait à mon corps exactement l'aspect qui répondait aux événements de cette réalité ; ainsi par la duplicité intéressée de ma mémoire j'avais l'air d'être là ; aucun accident d'inattention ne pouvait m'advenir ; ma mémoire pouvait travailler tranquille ; personne autour de moi ne pouvait s'inquiéter de ce que j'étais devenu ; je pouvais en toute assurance accomplir le séjour mystérieux. C'est pour cela que le capitaine Loiseau, croyant avoir affaire à moi, me dit :

— Monsieur Dagobert, vous prenez encore un morceau de saucisson ?

— Je sais, je sais, dit saint Éloi, et que vous lui répondîtes :

— Si vous voulez, mon capitaine.

Vous me l'avez déjà dit trois fois. Vous avez cité trois fois ce texte. On ne cite pas trois fois un texte. On ne cite pas trois fois le même texte. Nous ne sommes pas ici pour chanter au refrain.

— Je te l'ai dit trois fois, mon ami ; mais ces trois fois n'avaient pas la même valeur. C'est parce qu'en effet j'étais resté là, tout en allant ailleurs, que je pus répondre habituellement au capitaine :

— Si vous voulez, mon capitaine.

Si naturellement et si vraiment que pas un d'eux n'a connu que j'étais parti en un tel voyage ; aucun n'a soupçonné le transport mystérieux. Imagine, si tu l'oses, quelle scandaleuse déconvenue, si le capitaine avait pu supposer que le chef de la deuxième section s'était absenté sans congé. Or nous devons éviter le scandale, nous tous, et particulièrement dans l'armée militaire, et plus particulièrement quand nous sommes rois.

Par la duplicité de ma mémoire mon absence fut totalement occulte. Or j'ai toujours tenu beaucoup, dans mes déplacements et villégiatures, à garder le secret de ce que je devenais ; c'est ce que nous nommons voyager *incognito ;* je suis timide, comme les vrais potentats, et je ne puis supporter le regard des yeux indiscrets. Au régiment je ne puis voyager *incognito*, parce que mon livret militaire était individuel et nominatif, parce que ma lettre de service est individuelle et nominative ; mais un uniforme, que tout le monde porte, fait le mieux garanti des anonymats.

Par la duplicité de ma mémoire, qui cependant enregistrait les événements de la réalité présente, j'eus nettement, après que je fus revenu, l'assurance, l'impression qu'au nom de Voulzie pas un de mes camarades n'avait bougé.

Pas un poil de leur moustache, pas un muscle de leur face n'avait tressailli. Or mes camarades n'étaient pas

des dissimulateurs. Si pas un poil de leur face n'avait tressailli, c'était que pas un poil de leur mémoire n'avait tremblé non plus. Aucun d'eux n'avait lu jamais les vers d'Hégésippe Moreau ; ou si quelqu'un les avait lus, il avait lu comme s'il ne lisait pas. Et par là je connus qu'il y a deux races d'hommes. Il y a les hommes qui savent par les livres ; et il y a les hommes qui savent par la réalité.

Il y a les hommes qui ne connaissent que par les livres. Et il y a les hommes qui ne connaissent que la réalité présente. Les premiers savent tout de l'objet, excepté qu'ils ne savent pas ce qu'est l'objet dans la réalité présente. Les autres ne savent rien de l'objet, excepté qu'ils savent ce qu'est l'objet dans sa réalité présente. Pour les premiers, la Voulzie est avant tout, sur tout, automatiquement et uniquement, quelque chose dont on se demande, en se répondant :

La Voulzie, est-ce un fleuve aux grandes îles ?

Saint Éloi

Non !

Tous deux ensemble, d'un ton scolaire, à la fois monotone et affectueux :

Mais avec un murmure aussi doux que son nom,
Un tout petit ruisseau coulant visible à peine ;

Sur un ton de réconciliation mutuelle, mais provisoire, comme gens qui s'entendent :

Un géant altéré le boirait d'une haleine ;

Lentement, et détaillant les mots :

Le nain vert Obéron, jouant au bord des flots,
Sauterait par dessus sans mouiller ses grelots ;

Saint Éloi, *seul :*

Mais j'aime la Voulzie, et ses bois noirs de mûres,
Et, dans son lit de fleurs, ses bonds et ses murmures ;
Enfant, j'ai bien souvent, à l'ombre des buissons,...

Saint Éloi, enhardi par la beauté des vers, ferme, sec, résolu, volontaire ; comme un vieux professeur très doux, très patient, très têtu :

— Je suis un scolaire, sire, et je m'en vante. Nulle connaissance ne vaut pour moi la certitude et la beauté d'un beau texte. Nulle beauté ne vaut la beauté d'un texte. Que me fait à moi votre histoire de manœuvres ? Je n'ai pas besoin d'avoir mangé du cervelas sous la pluie épaisse et fatigante, vautré sur la courte berge d'un ruisseau commun de Brie, dans l'herbe flasque souillée vaseuse, pour savoir ce que c'est que la Voulzie. Entendez-moi, sire. Je vous l'ai dit avec la fermeté respectueuse que je vous dois. Je n'ai pas besoin d'avoir vu la Voulzie commune et sale pour savoir ce que c'est que la Voulzie. Entendez-moi. Je vous l'ai dit. Je n'ai pas besoin de voir la Voulzie mouillée. Je connais la Voulzie beaucoup mieux que vous ne l'avez jamais connue. Je la connais assez par les vers d'Hégésippe Moreau.

Le roi se tait.

Saint Éloi, non moins ferme et honnête :

— Je vous le répète. Je n'ai pas besoin d'être sous-lieutenant de réserve d'infanterie, au soixante-seizième de l'arme, pour savoir ce que c'est que la Voulzie. Et

cela est fort heureux, car je ne serai jamais sous-lieutenant de réserve. Sous ce régime soi-disant démocratique, un roi peut devenir officier. Un sage reste soldat. Si vous êtes éreinté d'une étape et de huit jours de manœuvres, vous qui marchez le dos vide et le ventre plein, que dirai-je, moi qui n'ai pas laissé mon sac au magasin. Quand il pleut sur terre, il pleut sur mon sac. Et un sac mouillé pèse double. Un sac mouillé pèse aux courroies; et les courroies pèsent aux épaules. Comme disaient mes camarades, ce n'est pas le sac, moi, qui me tire sur les épaules, c est la courroie.

— Laissons, dit Dagobert, ce bavardage de troupiers.

— S'il n'y avait pas de troupiers, répondit hardiment saint Éloi, il n'y aurait pas de troupes.

Un silence. Le roi recommence, imperturbable et triste :

— Il y a deux races d'hommes. Les uns connaissen l'objet par les textes qui s'y rapportent. Les autres connaissent l'objet même. Les uns connaissent la Voulzie comme un objet de poème. Les autres connaissent la Voulzie même, les autres connaissent la Voulzie. Les uns ne savent pas ce que c'est que la Voulzie. Les autres ne savent pas qu'il y ait un poème de la Voulzie. Les premiers ne se demandent guère ce que c'est que la Voulzie, et le peu qu'ils se le demandent, c'est pour en faire un commentaire au texte ; il faut bien qu'il y ait des notes au bas des pages dans les éditions savantes. Les autres ne se sont jamais demandé si *c'tte affaire-là qui coule* avait fait la matière ou l'objet d'un poème ; ils ne sont pas même *fixés*, comme ils disent, ils ne sont pas fixés sur ce que c'est qu'un poème ; ils savent

à peu près que des vers ce n'est pas de la prose, parce qu'ils en ont appris par cœur au collège ou à l'école. Mais sache qu'ils ont appris par cœur sans entendre et sans lire ce qu'ils récitaient.

Vous les scolaires, —

Ici saint Éloi redressa fièrement la tête.

Vous les scolaires, au fond, ce qui vous ennuie, c'est qu'il y ait des réalités. Quelle aubaine, si cette Voulzie pouvait n'exister pas. Comme vous seriez à l'aise, pour en parler. Quelles admirables conjectures. Industrieuses. Quelles ingénieuses conjectures fonderaient quelles réputations. Cette Voulzie, qui existe, vous embête. Elle vous arrache le pain de la bouche. Pour vous la Voulzie est un morceau de poème, un mot de vers. Elle se définit par le poème où elle figure, elle sonne par le vers où elle est. Elle n'existe que par l'œuvre où elle fait sa partie. Vous la connaissez mieux par ce poème que je ne la connais, moi qui ai vu dedans comme une motte de terre jetée faisait des ronds et du trouble. Vous savez toujours tout mieux que nous. Et toi, mon ami, sous prétexte que tu fus mon précepteur quand je n'étais que le dauphin du royaume encore, tu sais toujours tout mieux que moi. J'ai vieilli, mon ami, depuis l'âge que je recevais tes leçons. Nous avons vieilli. J'ai connu des réalités qui n'étaient pas dans nos vieux livres de classe. Éloi, j'ai connu des hommes qui ne te ressemblent pas. Heureusement qu'il y a deux races d'hommes. Et j'ai connu la deuxième race des hommes. J'ai connu des hommes qui ne connaissent pas par des livres. J'ai connu les hommes qui connaissent les réalités. J'ai connu aussi les hommes qui ne connaissent rien. Hommes merveilleux. Hommes sin-

cères. Hommes précieux. Soutiens solides et véritables ornements de ce royaume. Hommes frais. Hommes nouveaux. Hommes neufs. Connais tout mon bonheur, Éloi. Et connais tout le bonheur de ces hommes. Ils sont ignorants. C'est-à-dire que leur mémoire n'est nullement préoccupée. Ils sont ignorants. Hommes frais Troupes fraîches. Mémoires non encore fatiguées. Papier blanc. Toile bise. Hommes admirables, et tels que tu ne les connais pas, car tu n'as jamais connu que des élèves, dont moi. Hommes qui ne furent jamais élèves, car pendant que leur corps, sournoisement, avait l'air de suivre, leur âme libre faisait une perpétuelle école buissonnière. Hommes admirables, et pendant que pour nous, hommes fatigués, élèves et maîtres, la Voulzie est une rivière à mettre et mise en alexandrins, pour eux la Voulzie est une rivière commune, la Voulzie est une rivière comme une autre, de la vraie eau coulant entre deux berges vraies d'herbe vraie sur un vrai fond de terre et de vase ; et pendant que nous on ne peut pas prononcer devant nous le nom de Voulzie sans que nous fassions au moins un imperceptible signe de reconnaissance, et pendant que nous la première fois qu'on nous dit : *C'est la Voulzie*, nous demeurons stupides comme si nous n'eussions jamais envisagé cette éventualité, au contraire ces hommes ignorants, vraiment sages, vraiment neufs, entendent prononcer le nom de la Voulzie comme un nom parfaitement nouveau, et quand ils ont admis ce nom dans leur mémoire, ils ont uniment et simplement admis ce nom comme le nom d'un ruisseau commun de Brie. Heureux hommes, hommes enviables, qui recevaient en leur mémoire à Provins le nom de la

Voulzie comme ils avaient reçu le nom du Grand-Morin à Coulommiers, qui entre ces deux noms ne faisaient absolument pas la différence, hommes jeunes et cousins germains de la réalité, qui ont depuis conservé ce nom dans leur mémoire, s'ils ont conservé ce nom, ce qui est douteux, non comme le nom d'une célébrité, mais comme le nom d'un véritable ruisseau commun ; car pour nous la Voulzie est ineffaçablement, et comme nous disons niaisement, la confidente et la muse d'Hégésippe Moreau. Mais pour ces hommes simples la Voulzie est un ruisseau où ils ont, un jour de grand halte, jeté des peaux de ronds de saucisson.

Telles sont, mon ami, les deux races des hommes.



TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES

ŒUVRES COMPLÈTES DE CHARLES PÉGUY . . . . . . PAGE 4

INTRODUCTION . . . . PAGE 9

LETTRE DU PROVINCIAL . . . . PAGE 25

LE TRIOMPHE DE LA RÉPUBLIQUE . . . . PAGE 50

DU SECOND PROVINCIAL . . . . PAGE 77

DE LA GRIPPE . . . . PAGE 89

ENCORE DE LA GRIPPE . . . . PAGE 111

TOUJOURS DE LA GRIPPE . . . . PAGE 155

ENTRE DEUX TRAINS . . . . PAGE 199

DEUXIÈME SÉRIE AU PROVINCIAL . . . . PAGE 247

POUR MA MAISON . . . . PAGE 261

POUR MOI . . . . PAGE 291

COMPTE RENDU DE MANDAT . . . . PAGE ~~341~~ 333

LA CHANSON DU ROI DAGOBERT . . . . PAGE ~~393~~ 391

ACHEVÉ D'IMPRIMER LE VINGT
FÉVRIER MIL NEUF CENT DIX-
SEPT, PAR L'IMPRIMERIE
PROTAT FRÈRES, MACON.

nrf

